



Assemblée nationale
Québec

journal des Débats

Troisième session — 31^e Législature

Le lundi 18 décembre 1978

Vol. 20 — No 94

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Lettre au président général des élections relative à la démission de M. Saindon.	4891
Dépôt de documents	
Comptes publics de 1977/78.	4891
Entente concernant l'épuration des eaux de l'Outaouais.	4891
Lettre relative à Marine Industrie.	4891
Rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 72.	4892
Rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 28.	4892
Rapport de la commission ayant étudié le projet de loi no 69.	4892
Rapport de la commission ayant étudié les projets de loi nos 117 et 118.	4892
Questions orales des députés	
Manifestation d'agriculteurs contre les projets de loi nos 90 et 116.	4892
Exode de sièges sociaux.	4896
Voyage en Chine de M. Desmarais et de représentants de l'Hydro-Québec.	4898
Interruption de stages d'étudiants à Sherbrooke.	4899
Modifications au régime d'aide sociale.	4900
Enfouissement sanitaire à Saint-Philippe-de-Néri.	4900
Motions non annoncées	
Remerciements à Collaboration santé internationale pour l'envoi de médicaments au Sénégal.	4901
M. Raymond Garneau.	4901
M. Elie Fallu.	4901
M. Fabien Roy.	4901
M. Yvon Brochu.	4901
Projet de loi no 84— Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives	
Mise aux voix de la deuxième lecture.	4903
Renvoi à la commission des affaires sociales.	4904
Travaux parlementaires.	4904
Questions inscrites au feuillet.	4910
Motion de censure blâmant le gouvernement au sujet des activités de Marine Industrie	
M. Rodrigue Biron.	4912
M. William Frederic Shaw.	4918
M. Rodrigue Tremblay.	4919
M. Claude Forget.	4925
M. Fabien Roy.	4927
M. Reed Scowen.	4928
Mise aux voix de la motion.	4933

Table des matières (suite)

Projet de loi no 108— Loi modifiant la charte de la Société générale de financement du Québec	
Deuxième lecture.....	4931
M. Rodrigue Tremblay.....	4931
M. Claude Forget.....	4940
M. Rodrigue Biron.....	4947
M. Fabien Roy.....	4956
M. William Frederic Shaw.....	4959
M. Maurice Martel.....	4961
M. John Ciaccia.....	4964
M. Fernand Lalonde.....	4967
M. Reed Scowen.....	4969
M. Victor Goldbloom.....	4971
Projet de loi no 110— Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives	
Deuxième lecture (suite).....	4972
M. Michel Pagé.....	4972
M. Maurice Bellemare.....	4976
M. Fabien Roy.....	4981
M. William Frederic Shaw.....	4984
Motion de report à trois mois.....	4986
M. Michel Pagé.....	4986
M. Pierre-Marc Johnson.....	4988
M. Fernand Grenier.....	4988
Mise aux voix de la motion de report.....	4990
M. Michel Gratton.....	4991
M. Pierre-Marc Johnson.....	4993
Projet de loi no 71 — Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune	
Deuxième lecture.....	4994
M. Yves Duhaime.....	4995
M. Yvon Picotte.....	4997
Travaux parlementaires.....	5004
Ajournement.....	5006
Annexe: Questions inscrites au feuilleton.....	5006

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances
Adresse: Service des Documents Parlementaires
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement, Québec.
G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le lundi 18 décembre 1978

(Quatorze heures neuf minutes)

Le Président: A l'ordre, mesdames et messieurs!

Un moment de recueillement.
Veuillez vous asseoir.

**Lettre relative à la démission
de M. Saindon**

Je voudrais donner lecture d'une lettre que j'ai adressée au directeur général des élections en date du 15 décembre 1978. M. Pierre-F. Côté, directeur général des élections, 915 boulevard Charest est, Québec. M. le directeur général, je dois vous informer officiellement que M. Zoël Saindon, député du district électoral d'Argenteuil, a donné sa démission de son siège à l'Assemblée nationale au cours de la séance d'aujourd'hui. Par suite de cette démission, conformément à l'article 34 de la Loi de la Législature, je vous adresse mon mandat afin que vous émettiez un bref pour l'élection d'un nouveau député en remplacement du démissionnaire. Veuillez agréer, M. le directeur général l'expression de ma considération distinguée." C'est signé par le président de l'Assemblée nationale.

M. Fontaine: M. le Président...

M. Bellemare: Est-ce que je pourrais vous demander une directive? Actuellement, il y a plusieurs personnes qui gèlent dehors. Elles ont eu des laissez-passer, mais les portes sont barrées. Elles ne peuvent pas venir assister à la réunion. Est-ce qu'il y aurait possibilité que vous donniez ordre d'ouvrir les portes pour au moins avoir soin de ces gens qui ont très froid dehors et qui voudraient bien assister à la réunion? Je pense que ce sont des gens bien calmes et c'est la maison du peuple aussi. Je pense que cela conviendrait qu'on donne l'ordre d'ouvrir les portes pour que ces messieurs puissent assister dans l'ordre et la discipline à nos travaux.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, vous m'apprenez quelque chose dont je n'étais pas au courant. Ceux qui ont des laissez-passer peuvent venir à l'Assemblée nationale. Il n'y a pas de difficultés.

M. Bellemare: Les portes sont barrées. On ne peut pas passer. Cela n'est pas correct. Le gouvernement en est rendu à se rendre coupable comme l'ancien gouvernement de ne pas vouloir recevoir le peuple. Allez-y leur donner comme vous le faisiez autrefois... Allez-y.

M. Lalonde: Allez leur dire: Lâchez pas, les gars!

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

Affaires courantes.
Déclarations ministérielles.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, est-ce que nous avons une réponse à la question du leader de l'Union Nationale? Est-ce que réellement les portes sont barrées et qu'on empêche des gens qui ont des laissez-passer pour assister à cette séance, de pénétrer dans l'édifice du parlement? C'est important.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, au contraire, le sergent d'armes m'a informé, juste avant d'entrer en Chambre, qu'il y avait des gens parmi les manifestants qui avaient des laissez-passer et je lui ai dit de les laisser venir à l'Assemblée nationale, juste avant d'entrer. Alors, il n'y a pas de difficulté pour ceux qui ont des laissez-passer. S'il y en a, c'est à mon insu.

Dépôt de documents.

M. le ministre des Finances.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Comptes publics de 1977/78

M. Parizeau: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer les volumes I et II des comptes publics pour l'année 1977/78.

Le Président: Documents déposés.

M. le ministre d'Etat à l'aménagement du territoire.

**Entente concernant l'épuration
des eaux de l'Outaouais**

M. Léonard: M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le texte de deux ententes complémentaires sur la région de l'Outaouais, l'une portant sur le réseau d'épuration des eaux et l'usine d'épuration, pour la porter de \$45 millions à \$120 millions, et une autre sur le réseau routier, pour la porter de \$150 à quelque \$200 millions.

Le Président: Documents déposés.

M. Charron: M. le Président...

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

Lettre relative à Marine Industrie

M. Charron: Au nom de mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, je voudrais déposer copie d'une lettre qu'a adressée mon collègue au président de la Société pour l'expansion des exportations, à Ottawa, concernant Marine Industrie, qui sera sans doute utile dans le débat d'aujourd'hui.

Le Président: Document déposé.

Dépôt de rapports de commissions élues.
M. le député de Viau.

**Rapport de la commission
ayant étudié le projet de loi no 72**

M. Lefebvre: Conformément à notre règlement, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente des consommateurs, coopératives et institutions financières qui a, au cours des mois de novembre et de décembre 1978, a) entendu, après la deuxième lecture, toutes les parties intéressées, et b), étudié, article par article, le projet de loi 72, Loi sur la protection des consommateurs, et l'a adopté avec des amendements.

Le Président: Rapport déposé.

M. le député de Dubuc.
M. le député d'Abitibi-Est, au nom de M. Dubuc.

**Rapport de la commission
ayant étudié le projet de loi no 28**

M. Bordeleau: M. le Président, au nom du député de Dubuc, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente du tourisme, de la chasse et de la pêche qui s'est réunie le 12 décembre 1978 pour étudier le projet de loi no 28, Loi concernant les droits de chasse et de pêche sur les territoires de la baie James et du Nouveau-Québec, article par article, et l'a adopté avec ses amendements.

Le Président: Document déposé.

M. le député d'Iberville.

**Rapport de la commission ayant étudié
le projet de loi no 69**

M. Beauséjour: M. le Président, conformément à notre règlement, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente de la protection de l'environnement qui a siégé le 14 décembre 1978 aux fins d'étudier article par article le projet de loi no 69. Loi modifiant la Loi de la qualité de l'environnement. et qui l'a adopté avec des amendements.

Le Président: Rapport déposé.

M. le député de Limoilou.

**Rapport de la commission ayant étudié
les projets de loi nos 117 et 118**

M. Gravel: M. le Président, conformément à notre règlement, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission permanente des affaires sociales qui s'est réunie le 12 décembre 1978 pour étudier, article par article, le projet de loi 117. Loi modifiant le Régime des allocations familiales du Québec, et le projet de loi 118. Loi

modifiant la Loi de l'aide sociale, lesquelles ont été adoptés avec amendements.

Le Président: Rapport déposé.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Période de questions orales.

M. le député de Maskinongé.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Manifestation d'agriculteurs

M. Picotte: M. le Président, même si c'est à moi, déjà, qu'on a fait la promesse de ne pas barricader la maison du peuple, force m'est de croire qu'elle l'est présentement, et c'est tout un tour de force d'entrer au parlement. Quand même. M. le Président, j'aimerais adresser ma question au ministre de l'Agriculture. Le ministre sait pertinemment que présentement plusieurs agriculteurs sont en face du parlement, de la maison du peuple, dans le but de contester les projets de loi 90 et 116. J'aimerais savoir du ministre de l'Agriculture s'il a l'intention, s'il ne l'a pas fait déjà, de rencontrer les porte-parole de ces agriculteurs qui sont en face du parlement. Si oui, quels en ont été les résultats?

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: M. le Président, le député de Maskinongé a oublié de mentionner que les gens qui sont devant le parlement contestent également la loi 64 sur le syndicalisme agricole qui a été adoptée dans le temps du Parti libéral.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: Hier, j'entendais à la télévision un des porte-parole des gens qui ne sont pas d'accord sur les lois actuelles. Ils n'étaient pas d'accord sur les lois antérieures non plus. Ils expliquaient leur conception des choses. Il y a des gens qui sont contre toute existence de plans conjoints et qui pensent qu'on devrait revenir, dans le domaine agricole, au 19^e siècle, c'est-à-dire selon la loi pure de l'offre et de la demande, sans aucune organisation agricole pour faire la vente collective des produits agricoles, comme par des syndicats agricoles. Je pense qu'à ce moment-là c'est leur conception, je pense, que ce n'est pas la conception du gouvernement et je ne pense pas que ce soit la vôtre non plus.

Le Président: Le député de Maskinongé.

M. Picotte: M. le Président, question additionnelle.

M. Levesque (Bonaventure): ... répondre à la question du député, demandant au ministre s'il a, oui ou non, rencontré les représentants...

Le Président: Le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: Je dois dire que concernant la loi 90, il y a eu des possibilités de rencontre à 100%. Pour la loi 90, tous ceux qui ont voulu être entendus l'ont été. Concernant la loi 116, la loi amendant la loi de la Régie des marchés agricoles, il y a eu la deuxième lecture qui a été faite. Je pense que les gens qui ne sont pas d'accord sur des modalités ont toutes les possibilités de le mentionner. Quant à moi, j'ai rencontré, samedi, les gens du mouvement coopératif qui avaient des inquiétudes. Il faut dire que dans ce secteur, les gens ont des inquiétudes facilement, pour des raisons de lutte ou, je dirais, de conflit, ou de conception de la mise en marché différente.

A ce moment-là, on a étudié tous les articles du projet de loi, un par un. J'ai mentionné que nous n'avons pas le choix de présenter une loi 116, la Loi modifiant la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, à cause de la décision de la Cour suprême. Il n'y a pas seulement une décision de la Cour suprême qui va dans ce sens-là, il y en a eu trois: une en 1977, une en janvier 1978 et une en octobre 1978. Toutes vont dans le même sens. Si le projet de loi 116 n'est pas adopté, ça veut dire qu'il y a un vide juridique. Il y a un vide puisque la Cour suprême qui, depuis 1933, interprétait la loi d'une certaine façon, a décidé dans ces jugements que la juridiction du Québec, la juridiction des provinces sur la production de produits agricoles est plus sur la mise en marché intraprovinciale. Si le projet de loi 116 n'est pas adopté, il y a un vide juridique.

(14 h 20)

Cela veut dire qu'à ce moment-là, le fédéral n'a pas juridiction et le Québec non plus. Ce qui veut dire la mise en danger des plans conjoints nationaux, dans des productions où ces plans sont essentiels. Je suis d'autant plus à l'aise que ce n'est pas moi qui ai adopté ces plans nationaux, puisqu'ils ont été faits dans le temps du Parti libéral.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Question additionnelle concernant ce que vient de dire le ministre. Est-ce qu'il pourrait mentionner s'il a besoin uniquement, dans son projet de loi 116, de l'article 7 pour régler le problème qu'il vient de mentionner? Pourquoi accepte-t-il, à l'intérieur de la loi, d'amener une foule d'autres articles, pour donner un monopole à un syndicat, comme il le fait présentement? Il a uniquement à rescinder son projet de loi; qu'il nous présente l'article 7 avec un projet de loi particulier et qu'il laisse faire les autres articles. On aura l'occasion de les étudier à la prochaine session.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: L'article 7 est essentiel. Je me serais attendu à voir un autre article contesté, parce que, lorsque j'ai rencontré les gens concernés, l'article 7 n'a jamais été contesté.

M. Picotte: On vous dit que vous avez besoin uniquement de celui-là et qu'on est prêt à l'appuyer.

M. Garon: L'article 7 est essentiel et la meilleure preuve, c'est que le Parti libéral, dans le temps où il était au gouvernement, a financé et subventionné la Fédération des producteurs d'œufs de consommation...

M. Picotte: Question de règlement.

M. Garon: Laissez-moi finir, M. le Président... justement pour la mise en place...

M. Picotte: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le député de Maskinongé sur une question de règlement.

M. Picotte: Le ministre fait comme il a toujours fait. Il ne répond pas à la question. Nous venons de vous dire que vous avez besoin de l'article 7 et que nous sommes prêts à l'étudier. Je vous ai demandé: Pourquoi ne pas laisser les autres articles de côté? Vous n'avez rien compris, comme de coutume. C'est supposément simple.

Le Président: M. le député de Maskinongé, s'il vous plaît!

M. Garon: Le député de Maskinongé admet qu'on a besoin de l'article 7.

M. Picotte: Oui. c'est simple, c'est ce qu'on vous dit depuis tantôt. Vous venez de comprendre cela.

M. Garon: Si l'article 7 est nécessaire pour régler le passé, l'article 2 et les suivants sont nécessaires pour l'avenir. Un instant. Remarquez bien ce que dit l'article 7. Pour appliquer l'article 7, on a besoin des autres articles. L'article 7, je vais vous le lire pour l'intelligence du débat, pour comprendre: "Tous frais ou redevances imposés à un producteur ou perçus d'un producteur avant la date du dépôt du projet de loi", sous l'autorité des deux lois fédérales qui ont été contestées devant la Cour suprême, "en rapport avec un produit commercialisé produit au Québec ou mis en marché dans le commerce intraprovincial au Québec, sont réputés avoir été imposés ou perçus depuis la date de leur imposition ou perception, sous l'autorité de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles telle que modifiée par la présente loi."

Si on n'a pas les autres articles, comment voulez-vous qu'on modifie la Loi sur la mise en marché?

M. Roy: M. le Président...

Le Président: M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: M. le Président, sans prêter d'intentions au ministre concernant des tractations possibles ou le fait d'avoir amené tous ces articles pour régler un seul problème, est-ce qu'il pourrait me dire quelles ententes il y a eu avec les coopératives qui étaient censées être ici aujourd'hui?

Lors de la rencontre de la fin de semaine, est-ce qu'il y a eu des ententes en dessous de la table, encore une fois, pour enlever un groupe et tâcher de défavoriser un autre groupe? C'est cela que je veux savoir du ministre.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: M. le Président, la première chose que les coopératives m'ont dite, en me rencontrant, c'était pour bien spécifier qu'il n'y avait pas de collusion avec le groupe qui est dehors actuellement parce que les idées sont complètement à l'opposé. Vous savez que les gens qui sont dehors actuellement, c'est pour quelque chose: ils sont contre le mouvement coopératif.

Deuxièmement, je voudrais dire également que le mouvement coopératif était inquiet. Je vais vous donner un exemple concret. L'article 2a, qui a l'air anodin, les inquiétait... Je vais vous dire une chose, je vais aller plus loin que cela. La loi dit: "La présente loi a également pour objet de réglementer la production et la mise en marché des produits agricoles au Québec." Il faut dire que cet article a modifié un peu, tel qu'il était rédigé par les experts qui rédigent les lois, ce qu'on avait proposé. Comme cet article est plus général, cela inquiétait le mouvement coopératif et je leur ai dit que je remettrais dans le texte exactement ce que j'avais proposé au comité de législation. Les experts qui ont rédigé le texte s'inquiètent. Cela ne veut pas dire grand-chose de spécial. Pour enlever l'inquiétude, il s'agit de la production au Québec des produits agricoles et la mise en marché des produits agricoles dans le commerce intraprovincial au Québec.

Le Président: M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: M. le Président, maintenant que le ministre a rassuré les coopératives au Québec, c'est un précédent que vous venez d'établir, seriez-vous prêt à rencontrer les dissidents qui sont dehors aujourd'hui afin de trouver une formule qui pourrait les satisfaire?

M. Garon: Non.

M. Dubois: Non.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: Dans le passé, on a rencontré les producteurs d'oeufs dissidents. J'ai même nommé un médiateur et, finalement, alors que toutes les parties étaient là, ce sont eux qui n'ont pas voulu continuer les rencontres. Quand je suis arrivé au ministère, les gens m'avaient dit: Cela ne vous donne rien de recommencer tout cela, M. Garon; les libéraux ont fait cela dans leur temps. J'ai dit: J'aimerais recommencer à zéro pour démontrer ma bonne foi. Je suis arrivé aux mêmes résultats. Alors, je pense qu'il y a des gens qui sont contre un plan conjoint qui a été voté à 90%. C'est leur conception; ce n'est pas la conception du gouvernement et ce n'est pas la loi.

Deuxièmement, j'ai rencontré également ici les représentants de l'Association des boisés privés, avec mon collègue des Terres et Forêts. Troisièmement, l'Association des producteurs de porcs, par la décision de la régie, disait qu'il devait y avoir un office de formé. J'ai voulu les faire participer à l'office, j'ai même rencontré des gens de leur groupe. Ils ne voulaient rien savoir d'un plan conjoint. Alors, j'ai rencontré tous ces gens, je connais leurs conceptions des choses. Qu'est-ce que vous voulez? C'est une conception différente. C'est une conception qui est contre la mise en marché en groupe par les cultivateurs de leurs produits. C'est une conception différente. Ce n'est pas celle du gouvernement. Si c'est celle de l'Opposition, j'aimerais que vous disiez spécifiquement que vous êtes contre la mise en marché en groupe des cultivateurs par leurs syndicats agricoles.

Le Président: M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Etant donné que certains articles du projet de loi...

M. Fontaine: C'est nous qui posons des questions...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!
M. le député de Huntingdon.

M. Dubois: M. le Président, étant donné que certains articles du projet de loi 116 n'ont aucune incidence avec l'article 7, est-ce que vous seriez prêt à scinder ce projet de loi et le présenter sous une autre forme?

M. Garon: Ce n'est pas exact, parce qu'il y avait des choses qui étaient faites antérieurement, jusqu'à la décision de la Cour suprême, par les offices de producteurs, mais en vertu de lois fédérales. Ce qu'il faut maintenant pour que les plans continuent, c'est non seulement de légaliser le passé, mais aussi de permettre que ces plans nationaux continuent dans l'avenir. Il faut mettre des pouvoirs dans la loi. Il faut mettre des pouvoirs sur la production puisqu'on a juridiction

sur la production. Maintenant, concernant les modalités, il y a des modalités qui peuvent être modifiées. On dit, par exemple, à l'article 3, qu'on ajoute "contingenter la production", avant c'était écrit seulement "contingenter la mise en marché", mais la Cour suprême nous dit qu'on a juridiction maintenant sur la production et la mise en marché intraprovinciale. Il faut le dire dans la loi. Le paragraphe d) dit la même chose. Ce paragraphe j) parle des quotas de production. L'article 4b dit... Je réponds. Cela n'aide pas.

M. Fontaine: Question additionnelle, M. le Président. Amenez-le, votre projet de loi.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Garon: M. le Président...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Maskinongé et M. le député de Nicolet-Yamaska, s'il vous plaît! M. le ministre de l'Agriculture, en vous demandant de compléter votre réponse brièvement, après quoi je reconnaitrai M. le député de Beauce-Sud.

(14 h 30)

M. Garon: Alors, je veux dire tout simplement que... Ne pensez pas que pour un indépendantiste, l'article 4 était facile. Je continuerai. Dans l'état actuel des choses, dans un Etat provincial faisant partie d'un Etat fédéral, nous n'avions pas le choix d'adopter l'article 4. J'ai en même temps donné tous les pouvoirs possibles au Québec. C'est-à-dire qu'à ce moment, on peut signer des contrats administratifs, des ententes administratives en gardant tous les pouvoirs au Québec. Cela a pris des mois de rédaction cet article. L'article 5 permet quoi?

Des Voix: Adopté!

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président. M. le Président...

M. Roy: M. le Président...

Le Président: A l'ordre!

M. Gratton: M. le Président, il me semble qu'il n'est pas conforme au règlement de faire ce que le ministre fait, c'est-à-dire d'énumérer chacun des articles du projet de loi no 116 pour expliquer pourquoi il ne scindera pas le projet de loi. La question du député de Huntingdon était claire, à savoir est-ce que oui ou non il scindera le projet de loi. La réponse semble non. Qu'il en finisse, M. le Président, pour qu'on passe à autre chose.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, pourriez-vous abréger, s'il vous plaît?

M. Garon: Le projet ne peut être scindé parce que c'est un projet de loi qui nous donne...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!
M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: M. le Président, je pense que le projet de loi dans son ensemble est nécessaire pour occuper le champ qui nous est donné par la Cour suprême. Je ne voudrais pas dire la Cour fédérale, parce qu'il y a une cour qui s'appelle la Cour fédérale. La Cour suprême. Dans les modalités, il est possible de modifier certaines choses; dans le projet de loi, sur les modalités, c'est ce qu'on fait quand on étudie article par article. Je suis prêt, par exemple, à dire aux partis de l'Opposition quelles propositions j'ai l'intention de faire à l'Assemblée nationale à l'étude article par article. Vous allez voir que l'ensemble du projet de loi reste, mais qu'il y a des modalités qui peuvent être modifiées. Je pense que cela peut être nécessaire si cela satisfait l'ensemble des gens. Mais, l'ensemble du projet de loi est nécessaire pour la continuation des plans nationaux.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: M. le Président, ma question additionnelle comporte trois volets pour m'éviter à poser deux autres questions additionnelles. J'aimerais savoir, premièrement, pourquoi on a attendu un 28 novembre pour déposer la loi alors que le jugement de la Cour suprême était du 19 janvier 1978. J'aimerais le savoir parce qu'on arrive avec une fin de session pour étudier une loi extrêmement importante. Deuxièmement, le ministre a dit ce matin en commission parlementaire, comme il l'avait déclaré en fin de semaine aux coopérateurs, que des amendements seraient apportés au projet de loi. Je m'interroge, M. le Président, à savoir si ce sont des amendements ou des calmants que le ministre va nous amener.

J'aimerais lui demander s'il est en mesure de nous annoncer aujourd'hui que ces amendements seront déposés avant qu'on entreprenne l'étape de la deuxième lecture, pour que nous puissions étudier en deuxième lecture la loi que le gouvernement entend faire adopter par l'Assemblée nationale.

Troisièmement, j'aimerais demander au ministre, étant donné toutes les implications que cela comporte, s'il ne serait pas préférable de reporter cela en janvier pour qu'une commission parlementaire puisse tenir des audiences. En effet, j'aimerais lui dire qu'il n'y a pas que les dissidents ici aujourd'hui devant le parlement, il y a aussi des agriculteurs qui commencent à se poser de sérieuses questions.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: Il est malheureux que l'Opposition n'ait pas eu la jouissance de voir 15 000 personnes devant le parlement, comme cela a été le cas en Colombie-Britannique lorsqu'ils ont déposé une loi de protection du territoire agricole. Cela aurait été souhaité par des gens qui aiment des attitudes suicidaires.

M. Roy: Je m'excuse. J'invoque le règlement et j'aurais même une question de privilège. On

pose des questions au ministre et ce dernier essaie de faire toutes sortes de déclarations, des folichonneries de façon à noyer le débat. On ne marche pas dans ce genre de jeu. D'ailleurs, en vertu du règlement, c'est bien clair que le ministre ou quiconque, même un député de l'Opposition, n'a pas le droit de prêter des intentions à qui que ce soit. Actuellement, le ministre prétend que l'Opposition souhaite l'Apocalypse. Ce n'est pas le cas. J'ai posé des questions précises au ministre. Je veux avoir des réponses précises du ministre sans charriage.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, puis-je vous demander d'abréger votre réponse?

M. Garon: Quand le député de Beauce-Sud me demande si je vais donner des amendements ou des "calmants", je lui dirai qu'il me prête des intentions parce que je n'ai pas le style de Jim Jones. Je voudrais dire simplement ceci: Le jugement de la Cour suprême a été rendu en janvier. Il faut d'abord en être avisé, il faut d'abord que les gens étudient la question. Je vous dirai que les avocats... C'est une question complexe. C'est une question complexe. Si on était en retard dans nos amendements, on serait la dixième province à les présenter. Au contraire, j'ai attendu avec prudence, mais en faisant l'étude des projets de loi et je dois dire qu'actuellement il y a deux provinces qui en ont adopté, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick. Il y en a deux autres qui en ont déposé, le Manitoba et la Colombie-Britannique, et il y a le Québec. Je pense que, sur dix provinces, on n'a pas retardé plus que les autres.

Le Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

Exode de sièges sociaux

M. Scowen: M. le Président, vendredi dernier, le ministre d'Etat au développement économique a émis un document dans lequel il prétendait qu'il n'y avait que six sièges sociaux qui ont quitté le Québec depuis l'arrivée au pouvoir du Parti québécois.

Il y a quelques semaines, le Parti libéral a émis un document semblable dans lequel nous avons fait une liste de 42 compagnies, confirmée par les compagnies mêmes, qui est en contradiction, de façon assez importante, avec celle du ministre.

Je veux demander au ministre, qui n'a malheureusement pas rendu public le nom de ces compagnies, à l'exception de Sun Life, si sur sa liste il y a les 950 employés de la Banque de Montréal, qui ont quitté, le siège social de Dominion Glass qui a quitté avant-hier, le personnel de la Banque Royale à 130, le personnel de Bell Canada et de Northern Telecom. Est-ce que ces noms sont sur la liste du ministre et est-ce qu'il est en mesure aujourd'hui de déposer les noms des six compagnies, incluant Sun Life, pour que la population du Québec puisse comparer sa liste avec la nôtre.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: Premièrement, M. le Président, une petite correction s'impose. Je n'ai rien prétendu du tout. J'ai simplement déposé une étude faite par une équipe de chercheurs de l'Office de planification et de développement économique du Québec qui y travaillait depuis plus d'un an, à ma demande, du reste. Par conséquent, je n'ai pas la prétention de m'attribuer des travaux faits par des scientifiques qui les ont faits dans le calme et avec toutes les précautions de méthodes qui s'imposent, ce qui contraste sérieusement avec l'étude qui a été rendue... Je ne fais pas de reproche au Parti libéral, remarquez, parce qu'il est bien connu que l'Opposition a moins de moyens de recherche que le gouvernement, par la force des choses.

Mais je profite de l'occasion pour dire qu'ayant fait analyser, par des scientifiques, l'étude faite sans doute de bonne volonté par le député de Notre-Dame-de-Grâce, il y fut relevé un certain nombre d'erreurs grossières qui sont confirmées par la simple formulation de sa question. Premièrement, l'étude de l'OPDQ porte sur les sièges sociaux. Un siège social, c'est une entité administrative particulière avec des caractéristiques de fonction, de gestion supérieure et de direction. Il me semble évident, avec la moindre bonne foi, que vous reconnaîtrez que quand nous déposons une étude sur les sièges sociaux, ce n'est pas une étude comme celle que vous avez déposée qui porte sur des entreprises, sièges sociaux et activités de production. J'espère que vous admettez cette réalité élémentaire.

Deuxièmement, parce que nous nous doutions bien que cette question était pour venir, nous avons utilisé l'étude présentée par le député de Notre-Dame-de-Grâce pour en sortir les données et les additionner aux nôtres, parce que vous, vous couvriez une période plus longue que la nôtre, une période de trois ans, alors que nous avions 22 mois à peu près.

Incidemment, vous me dites avant-hier. Vous m'avez parlé d'une étude scientifique; ça va de soi que ce n'est pas là. On a repris vos données, suivant les paramètres établis, c'est-à-dire entreprise de 1000 employés, avec activités de siège social et au moins un établissement à l'extérieur, donc l'Hydro-Québec n'est pas comprise là-dedans, des entreprises avec un établissement à l'extérieur et ça nous donne à peu près... M. le Président, il serait utile que...

(14 h 40)

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: ... si je continue à répondre... Le député de Notre-Dame-de-Grâce, lui, a l'air intéressé. Cela donne à peu près les mêmes résultats. Vous avez un an de plus, j'ai pris vos chiffres et les ai additionnés aux miens, parce que je ne couvrais pas une période aussi longue; j'arrive à 1053 emplois. Les chercheurs de l'OPDQ sont à votre disposition pour faire cette réconciliation statistique

quand vous le voudrez, et je suis moi-même à votre disposition. Je suis heureux de constater que cette partie de votre étude transposable dans la nôtre fait simplement confirmer nos chiffres.

Je voudrais parler de votre étude aussi, puisque vous voulez parler de celle de l'OPDQ et que vous y avez fait allusion dans la question...

M. Scowen: M. le Président, excusez-moi, question de règlement.

M. Landry: M. le Président, il y a fait allusion dans sa question, il m'a ouvert la porte, qu'il écoute ce que j'ai à dire.

Le Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, sur votre question de règlement.

M. Scowen: M. le Président, j'ai posé deux questions. Premièrement, est-ce que les noms que j'ai mentionnés sont sur la liste des six, qu'il n'a pas rendue publique et qu'il réclame comme la vérité? Deuxièmement, est-ce que le ministre est prêt à rendre publique la liste de ces six compagnies dont il dit qu'elles sont les seules à avoir quitté le Québec? Est-ce qu'il est prêt à déposer ces noms? Ce n'est pas une longue liste, on peut le faire cet après-midi.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: M. le Président, j'ai bien expliqué que l'étude du député de Notre-Dame-de-Grâce est d'une nature différente, il prend...

Des Voix: Répondez donc aux questions.

M. Landry: Utilisant les virtualités de notre règlement et les responsabilités ministérielles que nous avons, nous allons décider, si M. le président le permet, du contenu de nos réponses. Ce n'est pas le questionneur qui va imposer à celui qui répond la manière dont il doit répondre. Si vous voulez demander à ces messieurs de me laisser poursuivre, je vais continuer à donner la réponse à la question.

Sur la liste, les journalistes nous ont demandé, en conférence de presse, et à bon droit, de remettre la liste. Voici la réponse que je leur ai faite, c'est celle que je fais à l'Opposition aussi. Elle n'est peut-être pas finale, elle mérite peut-être réflexion. Je vais vous dire quelle est la réponse, c'est que les chercheurs de l'Office de planification et de développement économique qui ont fait des entrevues, qui ont procédé à des sondages, des analyses, des demandes de renseignement par téléphone m'ont demandé, comme chercheurs et comme scientifiques, de protéger leurs sources, parce que ces études...

Des Voix: Ah!

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: ... ne sont pas terminées. Les journalistes ont semblé bien comprendre que pour un chercheur, la protection des sources est une chose importante. L'Office de planification et de développement économique, qui est établi depuis dix ans, qui a une crédibilité dans le milieu, veut la protéger.

Par ailleurs, je dois dire — et je l'ai vérifié par moi-même — que toutes les entreprises de la demi-douzaine ont été mentionnées dans les journaux. C'est donc simplement une question de réconciliation des chiffres qui peut être faite par n'importe qui, par n'importe quel simple citoyen, comme par l'Opposition.

Quant à l'étude du Parti libéral que nous avons tenté de concilier, comme je l'ai dit... M. le Président, il m'a parlé de son étude. Il m'a ouvert la porte et je dois maintenant, pour donner une réponse complète sur un sujet important...

Le Président: Je comprends, M. le ministre d'Etat au développement économique. Je vous rappelle que selon une disposition du règlement, la réponse du ministre doit toucher essentiellement à la question et être brève autant que possible. Je vous rappelle qu'il n'y a eu que deux questions principales, aujourd'hui.

M. Landry: Très humblement, je vous sou mets l'argumentation suivante. Dans son préambule et dans ses questions, le député de Notre-Dame-de-Grâce a fait allusion à une autre étude qui était la sienne et il a fait un parallèle entre la sienne et celle qui a été déposée par l'OPDQ. Je soutiens respectueusement, M. le Président, que dans ces conditions, il serait injuste pour la liberté d'expression que je ne puisse pas, à mon tour, continuer le parallèle et parler de son étude.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je voudrais poser une question additionnelle au ministre...

M. Landry: Avez-vous peur que j'en parle de votre étude?

M. Levesque (Bonaventure): Je me demande pourquoi le ministre est devenu tellement nerveux.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Je pense bien qu'il n'a pas reçu un encouragement très fort de ses collègues. Mais tout de même la question additionnelle que je veux lui poser n'est pas méchante du tout. Elle n'est pas méchante.

Voici ce que je veux demander au ministre d'Etat au développement économique. Le ministre a prétendu qu'il voulait protéger ses sources. Je lui demande, M. le Président, quelles sources il a à protéger, puisqu'il s'agit de six sièges sociaux qui ont quitté le Québec.

Comment se fait-il que mon collègue, député de Notre-Dame-de-Grâce a déposé une liste de 41 sociétés avec leur permission? Comment le député peut-il protéger ses sources, alors que le gouvernement prétend, par la voix du ministre d'Etat au développement économique, qu'il ne peut pas parler, qu'il ne peut pas informer la population? Il faut qu'il protège ses sources. Voyons!

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: M. le Président, je comprends que peut-être le leader de l'Opposition officielle souhaiterait que certaines entreprises, qui ont déménagé leur siège social, soient disparues de la carte du Québec, mais ce n'est pas le cas. Une de celles qui sont mentionnées, la Sun Life... Vous venez de dire qu'elles sont parties et que je protège mes sources. Premièrement, ce ne sont pas mes sources; ce sont les sources des scientifiques de l'Office de planification dont certains, M. le Président...

M. Levesque (Bonaventure): Ce sont des fonctionnaires du Québec.

Le Président: A l'ordre!

M. Landry: ... ont travaillé fidèlement pour le leader de l'Opposition officielle quand il était lui-même leur ministre. Il les connaît personnellement et c'est à leur demande de chercheurs que je protège leurs sources. Je reviens à la question de départ. Vous dites qu'elles sont parties à la rigolade. Cela aurait pu faire une bonne blague si la Sun Life n'avait pas encore aujourd'hui plus de 1000 employés à Montréal. Alors, son siège social est sorti. On la questionne sur les variations d'emplois, elle répond. Les chercheurs demandent protection. Ce sont des entreprises qui sont toujours québécoises pour la plupart d'entre elles, parce qu'elles n'ont déménagé... C'est un phénomène qui dure depuis 25 ans. Je me demande en même temps comment il se fait que, devant un phénomène aussi grave, nous n'ayons trouvé aucune espèce d'étude. Il y avait deux fois plus de sièges sociaux à Montréal il y a 25 ans qu'à Toronto. Le phénomène est complètement différent et personne de ces messieurs qui ont été au gouvernement n'avait songé à faire une étude seulement.

M. Scowen: Une question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Scowen: Une question additionnelle, s'il vous plaît!

M. Landry: M. le Président, question de règlement.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: Je vous réitère, M. le Président, qu'en dépit de ce qui semble d'habiles tactiques

de l'Opposition je n'ai pas encore eu votre autorisation à poursuivre ma réponse au député de Notre-Dame-de-Grâce.

Des Voix: Consentement.

Le Président: Je comprends qu'il y a consentement, M. le ministre d'Etat au développement économique, sauf que je vous rappelle qu'il y a une formation politique qui n'a pas encore eu l'occasion de formuler de questions. A cause de cette raison, M. le ministre d'Etat au développement économique, je vais donner une question à chef de l'Union Nationale.

Voyage en Chine de M. Desmarais et de représentants de l'Hydro-Québec

M. Biron: Ma question s'adresse au ministre délégué à l'énergie. A la fin d'octobre, je lui posais des questions concernant un voyage d'affaires de M. Paul Desmarais et des représentants de l'Hydro-Québec en Chine. On me disait à l'époque que c'étaient des chinoiseries, mais, depuis ce temps-là, on a entendu parler d'un accord franco-chinois.

En fin de semaine, le gouvernement américain reprenait sa reconnaissance avec la Chine. A l'occasion de la question que j'ai posée il y a une dizaine de jours au ministre, il me disait ceci: Pour le moment, des résultats concrets du voyage du mois d'octobre, autres que d'avoir réuni un certain nombre de données et d'avoir établi un certain nombre de contacts, il n'y en a pas. Pourtant, la semaine dernière, il participait, avec le nouveau président de l'Hydro-Québec International, au lancement de la compagnie Hydro-Québec International. On disait ceci, en particulier: Créée pour exporter et rentabiliser le savoir-faire québécois, l'Hydro-Québec International a déjà commencé à travailler à plusieurs projets. Elle a également présenté un premier projet de collaboration qui a été bien accueilli par la Chine, pays qui possède un énorme potentiel de développement hydroélectrique.

Est-ce que je peux demander au ministre où en est rendu ce dossier, cette collaboration? En parlant de projets précis avec la Chine, est-ce qu'il peut nous identifier un ou des projets précis de l'Hydro-Québec International avec la Chine? Est-ce que ce projet consistera tout simplement en des conseils, de l'ingénierie ou si cela consistera aussi en construction et en travail de la part de compagnies de construction québécoises?

Le Président: M. le ministre délégué à l'Energie.

M. Joron: Je souhaiterais que tout ce qu'a énuméré le chef de l'Union Nationale se réalise, mais on verra au mois de janvier, après le mois de janvier, quelle part de ces projets pourra se réaliser. C'est, en effet, vers la fin de janvier prochain qu'une mission organisée par l'Hydro-Québec International va se rendre en Chine, dans le but d'exposer aux Chinois des services offerts par l'Hydro-Québec International et de pousser

plus avant des conversations qui avaient pu commencer il y a quelques mois à l'occasion de la visite de M. Amyott en Chine. C'est au retour de la mission, à la fin de janvier, qu'on saura si quelque chose de précis a été conclu.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Est-ce que je peux demander au ministre si c'est l'intention de l'Hydro-Québec International de procéder elle-même pour les travaux de conseils ou d'ingénierie ou de construction en général, ou si c'est son intention tout simplement d'ouvrir le marché potentiel et de choisir des maisons d'ingénieurs conseils ou des constructeurs québécois, où ces maisons ou ces entreprises pourront, elles, faire le travail là-bas, en Chine?

Le Président: M. le ministre délégué à l'énergie.

M. Joron: Le mandat de l'Hydro-Québec International lui permet de se joindre à d'autres firmes d'ingénierie conseil québécoises, permet également aux firmes d'ingénierie québécoises de faire appel aux services de l'Hydro-Québec International, et permet également à l'Hydro-Québec International d'aller seule dans des nouveaux marchés.
(14 h 50)

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Question additionnelle. Est-ce que, dans le choix des firmes d'ingénieurs conseils qui vont travailler avec l'Hydro-Québec International, on procédera de la même façon que déterminée par le ministre des Travaux publics ou si ce sera l'Hydro qui choisira elle-même ses firmes ou s'il y aura un concours, autrement dit, pour le choix de ces firmes?

Le Président: M. le ministre délégué à l'énergie.

M. Joron: On n'est pas du tout dans le même genre d'opération que les achats par la Fonction publique. Je ne peux pas répondre à cette question non plus parce que la nature du contrat détermine la nature des associés possibles. Il se peut qu'il n'y en ait pas du tout, qu'il n'y en ait qu'un, qu'il n'y en ait que trois. C'est bien difficile de répondre a priori.

Le Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Je veux dire au ministre que le ministre des Travaux publics a établi une liste en fonction des besoins, des capacités, des qualités des différentes firmes sur lesquelles le gouvernement choisit ses ingénieurs conseils. C'est le but de ma question. Est-ce que l'Hydro-Québec International a l'intention de procéder de la même façon?

Le Président: M. le ministre délégué à l'énergie.

M. Joron: M. le Président, le chef de l'Union Nationale doit savoir le rôle qu'a joué l'Hydro-Québec dans, le passé, de distribuer, si vous voulez, ses contrats à l'ensemble des firmes d'ingénieurs conseils québécoises. Dans un grand nombre de cas, c'est l'Hydro qui a été tenue directement responsable, sinon de la création, du moins du développement de la plupart d'entre elles. Je pense que l'exemple non seulement de justice dans la distribution de ces contrats, mais également de stimulation du milieu des ingénieurs conseils québécois, l'Hydro l'a amplement démontré dans le passé. Je pense bien qu'elle va poursuivre la même politique.

Le Président: Additionnelle, M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: Merci, M. le Président. Je voudrais savoir, parce que cela intéresse particulièrement les gens de ma région, si l'Institut de recherche en électricité du Québec, c'est-à-dire l'IREQ, qui est situé à Varennes dans le comté de Verchères, va être mis à contribution pour le travail de l'Hydro-Québec International et est-ce qu'éventuellement on peut s'attendre à l'expansion de l'IREQ à la suite de la formation de l'Hydro-Québec International?

Le Président: M. le ministre délégué à l'énergie.

M. Joron: C'est en effet fort possible qu'on assiste dans les années à venir à une expansion assez considérable de l'IREQ, qui a déjà un lieu international où beaucoup d'entreprises d'électricité étrangères viennent faire faire des essais et des travaux. J'imagine effectivement que, dans la mesure où l'Hydro-Québec International va accroître notre pénétration et diffuser davantage, si vous voulez, les services qui sont disponibles au Québec, cela devrait normalement se traduire par un accroissement des activités de l'IREQ effectivement.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Ma question est à l'adresse et l'honorable ministre de l'Éducation.

Interruption de stages d'étudiants à Sherbrooke

Il y a une cessation des stages à l'Université de Sherbrooke au Centre de services de santé de l'Estrie. Je lui ai fait parvenir copie de ma question. L'Université de Sherbrooke doit payer le Centre de services de santé de l'Estrie pour la gestion des stages des étudiants du centre de service social. Or, les négociations n'ont donné aucun résultat. En conséquence, à compter du 13 décembre 1978, aucun étudiant de l'Université de

Sherbrooke ne peut poursuivre de stage à l'intérieur du Centre de services de santé de l'Estrie ou sous la responsabilité de l'un ou de l'autre de ses employés. Ma question est celle-ci: Est-ce qu'il y a moyen de trouver encore — de prendre les élèves comme otages — un moyen de faciliter des stages pour ces étudiants qui sont actuellement aux études?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): Le député de Johnson a eu l'amabilité de me faire part d'une conservation téléphonique au sujet de la cessation des stages des étudiants de l'Université de Sherbrooke auprès du CSSE.

Je ne suis pas au courant des derniers résultats des négociations entre cette institution et l'Université de Sherbrooke. Je prends avis de la question et aussitôt que je serai au courant des faits, je répondrai au député de Johnson.

M. Bellemare: Ma question supplémentaire est très simple. Il y a eu bris dans les négociations le 13 décembre et, à partir de cette date, les étudiants sont là et on ne peut faire aucun stage.

Le Président: M. le ministre de l'Éducation.

M. Morin (Sauvé): Je prie le député de croire que je ne suis pas insensible à cette situation. Je vais y voir le plus tôt possible.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

Modifications au régime d'aide sociale

M. Samson: Je voudrais poser une question à l'honorable ministre des Affaires sociales. On se rappelle que généralement, à ce temps-ci de l'année, le ministre des Affaires sociales propose des modifications aux allocations sociales pour les différents assistés sociaux du Québec, ce qui prend généralement effet au 1er janvier.

J'ai cru comprendre qu'au dernier Conseil des ministres, qui a eu lieu mercredi dernier, il devait en être question.

Le ministre des Affaires sociales est-il en mesure de dire aujourd'hui quelles seront les modifications apportées au régime d'aide sociale quant à l'allocation aux assistés sociaux du Québec à partir du 1er janvier?

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Lazure: Ma réponse sera très brève parce que, malheureusement, étant donné que la semaine dernière, le Conseil des ministres avait un ordre du jour fort chargé, la discussion sur les ajustements à apporter à l'aide sociale, ajustements qui se font annuellement, indexation, comme on l'appelle communément, cette discussion n'a pu être terminée et va se continuer mercredi de cette semaine, c'est-à-dire après-demain.

Le Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: Étant donné que nous sommes dans les derniers jours de la session et qu'on risque peut-être que l'ordre du jour de la prochaine réunion soit encore chargé, le ministre peut-il au moins faire part à cette Chambre des intentions du ministère? Bien sûr, il y aura discussions au Conseil des ministres, mais il serait peut-être valable que cette Chambre connaisse les intentions du ministère quant aux différentes indexations qui sont devenues nécessaires par suite de la hausse du coût de la vie et particulièrement du coût de l'électricité dont le gouvernement est responsable?

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Lazure: J'ai l'assurance du premier ministre que cette question occupera de façon prioritaire l'ordre du jour de la réunion d'après-demain, de mercredi matin. Je m'engage, au cours de la période des questions de mercredi, à apporter des éclaircissements et une réponse au député de Rouyn-Noranda.

Le Président: Avant de mettre un terme à la période des questions, je voudrais inviter le ministre délégué à l'environnement à apporter un complément de réponse, si ce n'est la réponse, à une question qui avait été formulée vendredi dernier par M. le député de D'Arcy McGee.

M. le ministre délégué à l'environnement.

Enfouissement sanitaire à Saint-Philippe-de-Néri

M. Léger: M. le Président, suite à la question du député de D'Arcy McGee qui me demandait des éclaircissements sur le site de gestion de déchets du comté de Kamouraska, ainsi que sur le choix du gestionnaire, le prix et le nom des propriétaires du terrain, je voudrais dire le plus rapidement que je le pourrai, que le dossier relève déjà de mars 1972. Le député, qui était ministre à ce moment-là, sait fort bien que le bureau de consultants avait déterminé la nécessité d'intervenir rapidement pour faire disparaître la pollution causée par les dépotoirs de la région. En mars 1975, il y a même eu un jugement de la Cour supérieure qui décrétait la fermeture du dépotoir de Saint-Pascal de Kamouraska. C'est en août 1976, M. le Président, qu'il y a eu un regroupement de municipalités qui, sous forme volontaire, avaient décidé d'étudier quels devaient être les endroits où il pourrait y avoir un site d'enfouissement sanitaire et leur choix était tombé sur Saint-Philippe-de-Néri à qui on avait demandé de prendre une option d'achat sur un terrain.

Cependant, après une chicane de clocher, le comité a été dissous et cela a traîné en longueur jusqu'à ce que, le 24 mai 1977, je lance un appel aux municipalités de la région pour lesquelles déterminer quel devrait être le meilleur site. Les trois municipalités de Saint-Pascal, La Pocatière et

Saint-Philippe-de-Néri ont présenté à Québec un projet et finalement — cela répond à la question demandant qui était propriétaire du terrain — un M. Pierre Caron promettait de vendre à M. Lucien Caron une partie du lot 133 pour la somme de \$30 000. A la même date, M. Lucien Caron promettait de vendre à la ville de Saint-Philippe-de-Néri le même terrain, plus trois autres terrains, soit les lots 130, 131 et 132, pour la somme de \$60 000 pour les quatre terrains. De juin 1977 au 18 avril 1978, Saint-Philippe-de-Néri procédait aux travaux préparatoires à l'implantation du site.

Cependant, devant le refus du conseil de comté à ce moment-là et de certaines municipalités d'utiliser le futur site régional, j'ai donc dû émettre une ordonnance le 18 avril 1978 enjoignant Saint-Philippe-de-Néri de procéder à l'implantation du site et les autres municipalités à l'utiliser. Cependant, M. le Président, à cause de cette politique de clocher ou de chicanes inter-municipales dans la région, le conseil de comté a certainement eu des remords et a décidé de se réunir à nouveau et de déterminer qu'il désirait gérer le site, et c'est la question que le député de D'Arcy McGee m'a posée.

(15 heures)

Plusieurs mois après que Saint-Philippe-de-Néri eut subi un ordonnance pour le faire, ils voulaient déterminer qu'ils étaient les seuls à administrer ce site-là. C'est donc pour faire suite à la lettre que j'ai reçue de leur conseil de comté que j'ai accepté d'approuver la résolution. Cependant, j'ai reçu, quelques jours après, un avis de Saint-Philippe-de-Néri qui démontrait que tous les travaux qu'ils avaient faits et les dépenses encourues permettaient d'ouvrir le site quelques jours plus tard.

A ce moment-là, M. le Président, je me suis empressé de mettre fin à l'entente parce que je calculais qu'on causait un préjudice d'envergure défavorable à Saint-Philippe-de-Néri. C'est donc dire que, depuis ce temps-là, c'est Saint-Philippe-de-Néri qui a la responsabilité de le faire et le préfet du comté, M. Oscar Lévesque, est venu rencontrer les membres de mon Cabinet avec des maires. Ils avaient accepté l'idée d'être un groupe qui aurait droit de regard sur l'administration du site.

Je termine en disant qu'il est important qu'après cinq ans de perte de temps et de chicanes une solution soit enfin trouvée pour régler le problème de la pollution, et c'est ce que nous avons fait.

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee, une question.

M. Goldbloom: M. le Président, je n'ose pas poser une question additionnelle.

Le Président: Fin de la période de questions.

Motions non annoncées.

M. le député de...

M. Goulet: Je m'excuse auprès du député de Jean-Talon. La semaine dernière, concernant le

dossier du Colisée de Québec — les placiers du Colisée de Québec — le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre m'avait dit qu'il fournirait un complément de réponse à la question que j'avais posée. Je voudrais savoir si c'est pour aujourd'hui, et si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera pour quand?

M. Johnson: J'avais dit, je crois — je ne l'ai peut-être pas mentionné clairement — pour mardi, donc demain.

Le Président: M. le député de Jean-Talon, aux motions non annoncées.

Motions non annoncées

Remerciements à Collaboration santé internationale

M. Raymond Garneau

M. Garneau: Si j'avais le consentement de cette Chambre, je voudrais faire motion pour que cette Assemblée remercie un organisme qui s'appelle Collaboration santé internationale pour l'aide apportée par des représentants de toutes les formations politiques de cette Chambre dans l'envoi de médicaments au Sénégal, après la visite faite par l'Association interparlementaire de langue française. Si j'avais le consentement, je voudrais faire une motion et expliquer très rapidement de quoi il s'agit.

Pour l'information des députés de cette Chambre, lors de la dernière réunion de l'Association interparlementaire de la langue française, une délégation de cette Chambre s'était rendue en Afrique, au Gabon en particulier, et avait fait une visite également au Sénégal. Les députés, dont M. le Président était, ont eu l'occasion de rencontrer des collègues députés de ce Parlement et, après discussions, il avait été suggéré que nous enverrions des médicaments chacun à titre privé.

A notre retour, en voulant remplir notre mandat, nous avons rencontré les gens de Collaboration santé internationale, dont le père Célestin Marcotte, qui est ici dans la galerie, et qui se dévoue à cette oeuvre de façon remarquable; il nous a aidés à préparer cet envoi de médicaments qui groupe plusieurs centaines de livres de médicaments et d'équipement qui vont servir à un dispensaire là-bas. Je voudrais donc faire motion pour que cette Assemblée remercie Collaboration santé internationale pour l'aide que cet organisme a apporté à des députés de toutes les formations politiques de cette Chambre dans l'envoi de médicaments au Sénégal.

Le Président: M. le député de Terrebonne, sur la motion.

M. Elie Fallu

M. Fallu: M. le Président, j'aimerais, au nom de notre formation politique du Parti québécois, me joindre à la motion du député de Jean-Talon pour remercier Collaboration santé internationale

pour s'être acquittée, pour ainsi dire, d'une promesse que des parlementaires avaient faite à d'autres parlementaires du Sénégal.

Je crois que ces remerciements s'expliquent dans le cadre de la société québécoise car, au fond, ce que nous donnons à nos frères africains, c'est, à toutes fins utiles, les surplus de notre société de consommation. Mais, ce qui est à remarquer d'une façon peut-être plus particulière, c'est qu'au-delà de ces surplus, donc de ces dons qui nous coûtent finalement peu, c'est le bénévolat de tous les collaborateurs de Collaboration santé internationale, qui ne ménagent aucun effort pour faire la cueillette de ces médicaments à travers le Québec et qui voient, avec d'autres associations, à en faire l'expédition à tous nos frères un peu délaissés. Comme le disait Jean-Paul II, récemment, nous ouvrons nos frontières.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Fabien Roy

M. Roy: Merci, M. le Président. Je suis heureux de joindre ma voix à celle du député de Jean-Talon ainsi qu'à celle du député de Terrebonne pour appuyer la motion qui est actuellement devant nous.

Cette motion fait suite à un geste dont vous avez, M. le Président, en grande partie été responsable, puisque vous dirigiez la délégation québécoise, à l'occasion du congrès international de l'AIPLF. À la suite des rencontres que nous avons eues et qui regroupaient les membres de la délégation québécoise, dont les députés de Jean-Talon, de Terrebonne, de Papineau, qui mettaient les pieds sur sa terre ancestrale, ainsi que le député de Mégantic-Compton, nous avons pu participer et mettre sur pied une organisation en vue de fournir des médicaments dans une circonscription du Sénégal. À notre retour, nous avons eu le privilège de faire une grande découverte, soit l'oeuvre humanitaire du père Célestin Marcotte, de Collaboration santé internationale, qui s'occupe déjà depuis plusieurs années de faire parvenir des médicaments aux pays sous-développés.

Alors, je veux en profiter, M. le Président, non seulement pour appuyer la motion, mais pour rendre un hommage particulier au père Marcotte, à tous ses collaborateurs et à toutes ses collaboratrices qui travaillent sans relâche et avec énormément de dévouement depuis de nombreuses années ainsi que vous féliciter, M. le Président, pour le rôle que vous avez joué dans cet organisme.

Le Président: M. le député de Richmond.

M. Yvon Brochu

M. Brochu: Merci, M. le Président. J'aimerais très brièvement, au nom de l'Union Nationale, joindre ma voix à celles de mes collègues qui viennent de prendre la parole pour rendre hommage également à cet organisme, Collaboration santé internationale, ainsi qu'à M. Célestin Marcotte, qui nous honore de sa présence aujourd'hui, pour souligner

le grand travail qu'il effectue depuis de nombreuses années dans ce secteur, pour souligner les fruits qu'a rapportés cette délégation québécoise qui s'est rendue au Gabon et au Sénégal, pour souligner également le bien-fondé de l'importance que le gouvernement accorde à ces délégations et, de façon particulière, M. le Président, vous-même, puisqu'on sait l'intérêt marqué que vous avez manifesté pour ces différentes rencontres entre parlementaires, pour ces différents échanges qui ont eu lieu depuis votre nomination en tant que président de l'Assemblée nationale. Je pense que c'est là un des nombreux fruits de ces rencontres que l'on peut voir se réaliser. C'est tout à votre honneur comme tout à l'honneur de ceux qui travaillent dans des organismes comme celui de M. Marcotte, qui nous visite aujourd'hui. Je pense que c'est un geste qui est à souligner de façon tout à fait particulière.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. le chef de l'Opposition, aux motions non annoncées toujours.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je pense bien que j'aurais peut-être moins de chance que mon collègue de Jean-Talon, mais tout de même je vais faire un effort particulier. J'espère que j'aurai le consentement de l'Assemblée. Dans le but de permettre, M. le Président, une discussion pleine et entière de la question de l'exode des sièges sociaux du Québec et une participation adéquate de la part du ministre d'Etat au développement économique, en particulier, je présente la motion non annoncée suivante: Que cette Assemblée félicite le député de Notre-Dame-de-Grâce de la qualité de l'étude très fouillée qu'il a faite sur l'exode des sièges sociaux du Québec et l'encourage à poursuivre ses travaux et ses recherches à ce sujet, et cela dans l'intérêt du Québec et des Québécois.

Le Président: Est-ce qu'il y a...

M. Lévesque (Taillon): Vous mériteriez quasiment un consentement. Non.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement à la présentation de la motion?

Des Voix: ... en parler...

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement à la présentation de la motion?

M. Charron: Non.

Le Président: Il n'y a pas consentement. Alors, nous en sommes à l'enregistrement...

M. Landry: Question de privilège, M. le Président.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, question de règlement.

Le Président: La question de privilège est prioritaire.

M. Levesque (Bonaventure): Question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique.

M. Landry: Si je fais cette question de privilège...

M. Levesque (Bonaventure): C'est une mise en garde, M. le Président. C'est une mise en garde.

M. Landry: Si je fais cette question de privilège...

M. Levesque (Bonaventure): On va l'avoir, le débat.

M. Landry: Si je soulève cette question de privilège, M. le Président, c'est que j'ai peur que, par le simple texte de sa motion, le leader de l'Opposition officielle...

Le Président: M. le ministre d'Etat au développement économique, suivant les règles qui s'appliquent en la matière exactement, il y a une équivalence dans un autre Parlement qui est l'article 43: A la suite d'une motion non annoncée, on doit simplement se poser la question à savoir s'il y a consentement pour la présentation ou non et, après, il n'y a plus de débat.

Nous en sommes à l'enregistrement des noms sur les votes en suspens et je vous indique immédiatement que, vendredi soir dernier, un vote a été remis, c'est le vote sur le projet de loi no 84, Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives. Alors, je demande qu'on appelle les députés.

Suspension à 15 h 10

Reprise à 15 h 21

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!
M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: M. le Président, c'est à ce moment-ci que je voudrais vous demander une directive. J'ai moi-même fait le tour de toutes les portes du parlement et je dois vous dire que la maison du peuple est littéralement cadenassée partout. Je remarque que les galeries sont vides, je remarque aussi qu'il y a de la place au salon rouge, il y a des gens qui aimeraient venir entendre les débats de

l'Assemblée nationale et ils n'ont pas la possibilité, M. le Président, d'y pénétrer, seulement pour demander un laissez-passer. Si vous n'êtes pas au courant de ces faits, contrairement à ce que vous nous avez mentionné tantôt, j'aimerais que vous preniez les mesures pour faire enquête immédiatement.

Le Président: M. le député de Maskinongé, j'avais d'abord donné des instructions pour laisser entrer tous ceux qui avaient des laissez-passer, ce qui a été fait en autant que je sache. Je viens de donner des instructions pour qu'un certain nombre qui n'ont pas de laissez-passer soient autorisés à entrer. On va leur remettre à l'instant même des laissez-passer pour qu'un certain nombre puissent entrer au parlement.

M. Lavoie: Les laissez-passer dont vous faites mention, est-ce que c'est à la porte des galeries ou aux portes du parlement? Ils ne peuvent pas en avoir, aux portes du parlement, de laissez-passer.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, je viens de donner instruction au sergent d'armes d'aller rencontrer les gens qui sont à la porte pour offrir à un certain nombre d'entre eux des laissez-passer. C'est ce que je viens de dire juste avant d'entrer en Chambre, M. le leader de l'Opposition officielle. Nous allons maintenant...

M. Bellemare: Vous remarquerez que j'ai posé la question bien avant la période des questions pour qu'ils puissent entendre de leurs oreilles les réponses insensées qu'a faites le ministre.

Projet de loi no 84

Mise aux voix de la deuxième lecture

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la motion de deuxième lecture. A l'ordre, s'il vous plaît. M. le leader parlementaire de l'Union Nationale, m'autorisez-vous à mettre la motion de deuxième lecture aux voix?

Il s'agit de la motion de deuxième lecture de M. le ministre des Affaires sociales, relativement au projet de loi no 84, Loi modifiant la Loi de l'assurance-maladie et d'autres dispositions législatives. Que ceux et celles qui sont pour cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Tailleur), Charron, Cardinal, Morin (Sauvé), Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Mmes Ouellette, Cuerrier, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Johnson, Proulx, Duhaime, Lazure, Léger, Garon, Vaugois, Martel, Paquette, Chevrete, Bertrand, Fallu, Michaud, Rancourt, Laberge, Grégoire, Guay, Lefebvre, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Gendron, Alfred, Marquis, Gagnon, Ouellette, Gosselin, Clair, Dussault, Boucher, Beauséjour, Des-

biens, Baril, Bordeleau, Charbonneau, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lacoste, Jolivet.

Le Président: Que ceux et celles qui sont contre cette motion de deuxième lecture veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Saint-Germain, Lalonde, Forget, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Ciaccia, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynald, Blank, O'Gallagher, Picotte, Scowen, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Biron, Bellemare, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Dubois, Cordeau, Samson, Roy, Shaw.

Le Président: Les abstentions.

Le Secrétaire: Pour: 56 — Contre: 30 — Abstentions: 0

Le Président: La motion est adoptée.

Renvoi à la commission des affaires sociales

M. Charron: Est-ce que je peux faire motion, M. le Président, de déferer ce projet de loi à la commission des affaires sociales?

Le Président: Est-ce que cette motion de déférence sera adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

Travaux parlementaires

M. Lalonde: En vertu des dispositions de l'article 34, M. le Président, j'aimerais demander au leader du gouvernement le sort du projet de loi no 94. Il ne semble pas que le gouvernement veuille le présenter, mais je le vois encore au feuillet. Je voulais simplement lui demander s'il a obtenu du ministre de la Justice son intention de retirer cette loi que plusieurs ont appelé "la loi péquiste des mesures de guerre", de façon à répondre aux objections qui commencent à se multiplier dans la population.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Ce que j'ai dit, je le répète, c'est que ce n'est pas l'intention du gouvernement de rappeler l'étude en deuxième lecture de ce projet de loi avant l'ajournement.

M. Marchand: En vertu des dispositions de l'article 34, M. le Président.

Le Président: M. le député de Laurier.

M. Marchand: Je voudrais demander au leader parlementaire s'il pourrait nous dire si le gou-

vernement a définitivement retraité devant l'opposition légitime des chauffeurs de taxi au projet de loi qui allait les priver d'importants revenus, c'est-à-dire le projet de loi no 91.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Non, M. le Président, non.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Charron: La question était de savoir si nous avons retraité: Non.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le projet de loi doit être appelé en deuxième lecture au cours de la présente session?

M. Charron: Non.

M. Levesque (Bonaventure): Alors, vous avez retraité.

M. Charron: Non.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Ma question s'adresse à l'honorable leader.

M. Charron: M. le Président, je voudrais compléter ma réponse. Je ne sais pas si le député de Bonaventure sera parmi nous en 1979, mais il sera toujours possible de rappeler le projet de loi à ce moment-là.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Merci, M. le Président. Je comprends qu'aujourd'hui on a sollicité notre consentement pour la tenue de trois commissions. Je ne sais pas si d'autres ont été vus mais je ne connais pas l'ordre des travaux de la Chambre. Je sais qu'il y a une motion de blâme qui va durer deux heures, à partir de 15 h 30; je sais aussi que le projet de loi no 108...

M. Bellemare: Je vais donner, à l'instant, les avis. Si je ne suis pas clair, le député pourra me demander de préciser.

M. Bellemare: D'accord.

Le Président: Mme le député de L'Acadie.

Mme Lavoie-Roux: En vertu des dispositions de l'article 34, est-ce que le leader du gouvernement pourrait infirmer ou confirmer la rumeur voulant que la loi 96 devant modifier la Loi de l'instruction publique ne serait pas appelée ou serait même retirée, compte tenu des protestations tant des enseignants que de la Fédération des commissions scolaires du Québec?

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Ce que j'ai dit aux leaders des autres partis — c'est là sans doute qu'a puisé sa question Mme le député de L'Acadie — c'est qu'à moins qu'elle ne soit substantiellement modifiée, ce n'est pas l'intention du gouvernement d'appeler la loi 96 actuellement.

M. Gratton: En vertu de l'article 34...

Le Président: M. le député de Gatineau.

M. Lavoie: Vous nous aviez parlé de déposer un autre projet de loi révisé en profondeur. Est-ce votre intention de soumettre un tel projet de loi révisé avec de nouvelles dispositions ou si ce sera reporté à la prochaine session?

M. Charron: Si vous regardez le menu qu'il nous reste d'ici jeudi soir, je pense que, modifié ou non, il faut plutôt penser que ce projet de loi viendra après l'ajournement.

Le Président: M. le député de Gatineau.
(15 h 30)

M. Gratton: En vertu de l'article 34, M. le Président. Ma question est double. D'abord, j'ai fait allusion, vendredi dernier, alors que le leader du gouvernement était absent, à un télégramme que le secrétariat des commissions avait adressé à la ville de Beauport, qu'ils ont reçu effectivement le 15 décembre dernier, c'est-à-dire vendredi. Je cite le télégramme: "Confirmation, commission des affaires municipales étudiera projet de loi no 215 concernant la ville de Beauport, lundi, 18 décembre — c'est-à-dire ce matin — à 10 h, salle 81-A." Et c'est signé: Paul Gelly, secrétaire adjoint.

Bien entendu, nous n'avons pas siégé; le leader n'en avait pas donné avis vendredi dernier. Je me demande donc à ce moment-ci si la commission des affaires municipales sera appelée à se pencher sur ce projet de loi no 215 et, cela étant, à quel moment le leader du gouvernement entend appeler le projet de loi no 119, Loi constituant certaines municipalités dans l'Outaouais.

M. Charron: Demain.

M. Gratton: Demain pour les deux, la commission et la...

M. Charron: Également, oui.

M. Gratton: Je voudrais demander au leader du gouvernement comment il entend nous faire siéger à deux endroits en même temps.

M. Charron: Un à la suite de l'autre.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Merci.

Le Président: M. le député de Gatineau.

M. Gratton: Je m'excuse, mais, dans le cas du projet de loi 119, la deuxième lecture n'est pas votée. Le débat de deuxième lecture n'est même pas commencé. Est-ce que je peux demander au leader du gouvernement s'il entend procéder en faisant adopter la deuxième lecture du projet de loi 119 avant d'aller en commission parlementaire? Est-ce qu'on ne risque pas à ce moment-là que le projet de loi 215 de la ville de Beauport ne soit pas voté à temps, avant l'ajournement? A ce moment-là, est-ce qu'il entend appeler plutôt la commission parlementaire avant?

M. Charron: Le député confond deux projets de loi tout à fait différents, l'un étant un projet de loi privé, l'autre étant un projet de loi public. Ce que nous avons dit, c'est qu'il y a deux ou trois projets de loi au nom du ministre des Affaires municipales. Deux ou trois de ces projets de loi seront donc déferés en commission parlementaire à un moment ou à un autre après la deuxième lecture. C'est à ce moment que nos amis de Beauport, par une entente intervenue le 11 décembre dernier à la fin des travaux de la commission des affaires municipales, seront convoqués.

J'ai dit tout à l'heure — je pensais être clair — que la commission sera appelée après la deuxième lecture, donc l'un après l'autre. Quand les deuxièmes lectures des projets de loi au nom du ministre des Affaires municipales nous conduiront à planifier une rencontre de la commission des affaires municipales pour l'étude article par article des projets de loi qui lui auront été déferés, nos amis de Beauport seront invités également en tout premier lieu.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Merci.

M. Lavoie: J'aurais une question. On a parlé du projet de loi 119 constituant certaines municipalités dans l'Outaouais. Est-ce que vous allez l'appeler en deuxième lecture prochainement?

M. Charron: Demain.

M. Lavoie: Demain?

M. Charron: Oui.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Merci. Je demanderais ceci au leader du gouvernement, compte tenu du fait que la loi 116 serait censée être appelée en deuxième lecture prochainement. Étant donné que cette loi est basée sur le jugement de la Cour suprême qui date du 19 janvier 1978 et qui est uniquement en anglais — je ne fais pas d'accusation à l'endroit de Sa Majesté la Cour suprême — j'aimerais demander si le gouvernement en a fait une traduction française et s'il existe une copie en français. Tous

les députés de cette Chambre seront appelés à se prononcer sur la loi 116 qui se réfère à ce jugement-là, à ce qu'on nous dit. J'aimerais savoir s'il existe une copie en français. Je suis un peu surpris d'être obligé de poser la question, parce que je suis convaincu que, si mes collègues qui sont aujourd'hui du côté ministériel avaient été du côté de l'Opposition, il y a longtemps qu'ils auraient posé la question, eux.

M. Charron: Quant à l'appel en deuxième lecture du projet de loi 116, je dois dire que mon idée n'est pas arrêtée actuellement. Je dois en reparler au cours des prochaines heures avec mes collègues, dont le député de Beauce-Sud, parce que, depuis la réunion des leaders de jeudi dernier où j'avais reçu une opposition, je ne pense pas me tromper, de la part de tous, à ce que ce projet de loi soit appelé.

Comme il était matériellement très difficile de le faire, puisque nos collègues, spécialistes des questions agricoles, sont, comme on le sait, à temps plein en commission pour la loi 90 et qu'on ne peut pas faire les deux choses en même temps, j'avais laissé porter.

Aujourd'hui, lors de la période des questions, je me suis aperçu que les questions ont commencé à surgir dans les cerveaux de mes collègues de l'Opposition quant à l'opportunité d'appeler peut-être un article et, avec les réponses qu'a fournies mon collègue relatant pourquoi les articles 2 et 5 rattachaient l'article 7, je laisse mûrir la question dans les cerveaux de l'Opposition, M. le Président.

M. Roy: M. le Président, ma question comportait un volet extrêmement important concernant la traduction française du fameux jugement de la Cour suprême.

M. Charron: S'il y avait moyen, M. le Président, le député sera invité à trancher la question au référendum.

M. Roy: Je m'excuse, M. le Président, mais je n'ai pas l'intention d'attendre le référendum, à moins que le gouvernement lui-même n'attende le référendum pour appeler la loi 116.

Il y a une question qui est extrêmement importante compte tenu du fait que la publication des documents gouvernementaux... Je comprends que ce n'est pas un document gouvernemental, mais il existe sûrement des services au gouvernement qui traduisent des documents anglais, pour les mettre à la disposition des députés qui ne sont pas nécessairement bilingues, et ils sont nombreux dans cette Chambre, des deux côtés de la salle.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: M. le Président, si le ministre de l'Agriculture...

M. Blank: M. le Président, question de règlement. Pour régler cette question, s'il regarde dans

le rapport judiciaire de la Cour suprême du mois de janvier, il va le trouver en français.

M. Roy: Cela m'amènerait à poser une autre question. Puisqu'on nous dit que ce document existerait en français dans le rapport de la Cour suprême, je demanderais au leader du gouvernement s'il est prêt à prendre les mesures qui s'imposent pour tâcher qu'on ait une copie de ce document en français, si la traduction existe.

M. Charron: Ce que dit le ministre de l'Agriculture... Je vais le laisser répondre, M. le Président, si vous me le permettez; mais je voudrais bien qu'on comprenne que je ne suis pas au service de recherche des différents partis d'Opposition. Le ministre lui-même, en répondant à une question, a dû utiliser le texte en anglais, puisque l'autre n'est pas encore prêt, semble-t-il. Je le laisse compléter ma réponse, M. le Président.

M. Garon: Quand je me suis informé, M. le Président, à la suite de la demande du député de Johnson, pour avoir le texte du jugement de la Cour suprême, j'ai voulu avoir le texte imprimé plutôt que le texte dactylographié, et on m'a dit que le rapport imprimé de la Cour suprême n'était pas encore sorti, que c'était le texte qu'on avait. On peut vérifier s'il y a une traduction, mais, lors de votre demande, on m'a dit que le texte imprimé n'était pas...

M. Blank: A la Bibliothèque nationale!

M. Bellemare: D'après ce que dit le député de Saint-Louis, vous avez le texte en français.

M. Garon: Je vous ai donné le texte que j'avais et on a travaillé sur ce texte-là, alors on peut vérifier; c'est un document public.

M. Charron: Je ne comprends toujours pas, M. le Président, pourquoi on me demande, à moi, de fournir une traduction d'un jugement de la Cour suprême. C'est un document public. Les partis d'Opposition connaissent le chemin plus facilement que nous, d'ailleurs, et peuvent aller le chercher.

M. Roy: Sur un point de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud, s'il vous plaît!

M. Roy: Je ne veux pas abuser, mais il n'y a pas d'autre possibilité de poser ce genre de question qu'en vertu de l'article 34 du règlement, à moins d'attendre la commission parlementaire, au moment où on étudiera le projet de loi article par article, mais je voulais aller plus vite que cela.

M. Charron: Il existe un service public au service de tous les députés qui s'appelle la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Pourquoi ne

demanderiez-vous pas à quelqu'un qui travaille avec vous de vérifier, cet après-midi, si ces gens, dont c'est le métier, ne sont pas capables de vous obtenir ce document public?

M. Roy: Je vais vérifier et, s'il n'est pas là, je reviendrai.

Le Président: M. le député de Saint-Laurent.

M. Forget: M. le Président, en vertu de 34. On vient de voter la deuxième lecture du projet de loi 84. Il y a déjà, devant la commission des affaires sociales, le projet de loi 103. Est-ce qu'on pourrait connaître les intentions du gouvernement relativement à ces deux projets de loi, étant donné le peu de temps qui nous reste pour étudier deux projets de loi d'une cinquantaine d'articles.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: M. le Président, c'est de faire siéger la commission des affaires sociales avec le mandat de s'acquitter de ces deux lois, article par article, demain.

Le Président: M. le député de Shefford.

M. Verreault: M. le Président, c'est en vertu de 34, concernant la manoeuvre qui actuellement se joue alentour du zonage agricole.

J'aimerais demander au leader du gouvernement s'il a l'intention de passer en vitesse, malgré le peu de temps qu'il nous reste, les projets de loi 99 et 100 qui sont à peu près les deux seules mesures qui accompagnent, au niveau du développement agricole, le projet de loi sur la protection du territoire agricole. Bien au contraire, le gouvernement avait promis une série de mesures supplémentaires.

M. Charron: Le ministre de l'Agriculture va répondre.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture.

M. Garon: M. le Président, il y a un des deux projets de loi qui concerne le fait de doubler les subventions aux jeunes qui s'établissent sur les terres. Plutôt que de retarder l'adoption au mois d'avril et de priver, entre-temps, les jeunes qui s'établissent, est-ce qu'on ne pourrait pas adopter cette loi? Cela ne serait pas bien compliqué. La banque de terres, on pourra attendre à la prochaine session.

Le Président: Très bien.
M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: En vertu de l'article 34. Pour faire adopter le projet de loi sur la protection des consommateurs où il n'y avait aucune mesure sélective au domaine immobilier, le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières a déposé le projet de loi 87, Loi mo-

difiant la Loi du courtage immobilier. La deuxième lecture n'a pas encore été faite. Est-ce l'intention du gouvernement d'appeler ce projet de loi en deuxième lecture ou est-ce que ce projet de loi va mourir au feuilletton?

M. Charron: M. le Président, je pense que Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières a eu sa large part au cours de la session, et ses collègues membres de la commission également. Il y a eu un très long débat en deuxième lecture au cours duquel les députés sont intervenus très nombreux pour finalement tous se rallier au moment de la deuxième lecture, ce qui nous a pris une bonne partie du temps de la session et ce qui nous a obligés à retarder celle-ci; l'on a travaillé en commission parlementaire qui vient à peine de s'achever la semaine dernière et, de plus, madame est appelée à défendre un projet de loi à caractère d'urgence concernant le crédit foncier dans la journée de demain. Je pense qu'il serait inhumain de demander à madame et à tous ceux qui ont travaillé avec elle assidûment — les députés — depuis le début de la session d'adopter, en plus de cela, un autre projet de loi.

(15 h 40)

M. Saint-Germain: M. le Président, il y a eu plusieurs personnes et plusieurs associations qui sont venues faire des représentations lors de l'étude de ce projet de loi. Le rapport de la commission a été déposé cet après-midi. Est-ce que les gens intéressés à lire le rapport final et à réellement prendre connaissance des amendements qui ont été apportés vont avoir le temps, premièrement, d'en prendre connaissance et, deuxièmement, de faire, soit à Mme le ministre, soit aux députés du gouvernement ou de l'Opposition, les représentations qui s'imposeraient?

M. Charron: Oui, M. le Président. Mais le règlement est inconditionnel à cet effet. Les députés qui voudraient ajouter d'autres amendements que ceux qui ont été incorporés au texte du projet de loi, en vertu du règlement, ont jusqu'à 22 heures ce soir pour les présenter au secrétaire général. Mais la prise en considération du rapport, à cause du volumineux rapport et pour donner le temps à tout le monde — les plus intéressés au moins — à le parcourir, je puis informer le député que j'ai l'intention de l'appeler seulement mercredi et la troisième lecture, jeudi.

Le Président: M. le député de Jacques-Cartier.

M. Saint-Germain: Maintenant, une dernière question en vertu de l'article 34. Pour ce qui regarde cette loi d'urgence du crédit foncier franco-canadien, quand serons-nous appelés à le discuter en deuxième lecture?

M. Charron: Demain, M. le Président.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, sur ce projet de loi du crédit foncier, au grand étonnement de ceux qui ont pris connaissance des déclarations de Mme le ministre, il semble que le projet de loi — en fait, on peut s'en rendre compte — ne contient aucun critère pour les décisions arbitraires du ministre. Est-ce l'intention du ministre — je pose la question au leader — d'apporter les amendements avant la deuxième lecture pour inclure des critères objectifs dans la décision ministérielle?

M. Charron: Non, M. le Président. Il n'y a pas d'amendement avant la deuxième lecture. Si le député en souhaitait, il pourrait les présenter au moment de l'étude article par article.

Le Président: M. le député de Laurier.

M. Marchand: M. le Président, je voudrais demander au leader parlementaire s'il a l'intention d'appeler la commission des engagements financiers avant la fin de la session; sinon, quand a-t-il l'intention de l'appeler?

M. Charron: J'avais l'intention, effectivement, de l'appeler, M. le Président. Pour ce faire, il m'aurait fallu ce que j'avais déjà obtenu à deux reprises de la part du député de Laurier, consentement à ce que siège une commission additionnelle à celles qui sont prévues pour étudier article par article des projets de loi, mais on m'a informé du côté de l'Union Nationale que je n'aurais pas pareil consentement.

M. Marchand: Est-ce que c'est votre intention de l'appeler en janvier?

M. Charron: Oui, sans doute, à ce moment-là; je pense qu'on ne pourrait pas aller beaucoup plus tard.

M. Goldbloom: Toujours en vertu de l'article 34, sur le menu législatif que le leader parlementaire nous a fourni pour aujourd'hui même, il y a le projet de loi no 105, le projet de loi sur les industries culturelles. J'aimerais lui demander d'abord si c'est l'intention du gouvernement de faire franchir à ce projet de loi toutes les étapes. Si oui, je voudrais lui demander ceci. Le gouvernement a tenu une conférence sur les industries culturelles. J'ai été invité et je remercie le gouvernement de m'avoir invité au nom de l'Opposition, mais la conférence a eu lieu un lundi et un mardi; la Chambre siégeait et je n'étais pas en mesure d'assister à tous les ateliers, etc. Est-ce que le ministre des Affaires culturelles a l'intention de nous fournir un procès-verbal ou une espèce de compte rendu pour que nous puissions discuter intelligemment de son projet de loi?

M. Charron: Je vais m'enquérir auprès de mon collègue, M. le Président, de cette possibilité au moins d'un résumé. J'informe le député que le projet de loi 105 ne sera pas appelé aujourd'hui

mais mercredi, et c'est notre intention de souhaiter son adoption, M. le Président.

Le Président: M. le député de Drummond.

M. Clair: M. le Président, sans abuser, également en vertu de l'article 34, est-ce que le leader du gouvernement a l'intention d'appeler le projet de loi no 194 inscrit au nom du député de Beauce-Sud, un projet de loi important, Loi reconnaissant le droit à la libre disposition du peuple québécois?

M. Charron: M. le Président, il s'agit d'un projet de loi inscrit au nom d'un député; je n'en suis pas le responsable.

Le Président: M. le député de Vanier.

M. Bertrand: M. le Président, en vertu de l'article 34, est-ce qu'on pourrait commencer à travailler en vertu de l'article 35, s'il vous plaît?

M. Lavoie: M. le Président, je crois que je devrais me permettre de faire certains commentaires, toujours en vertu de l'article 34, qui concernent les travaux de cette Assemblée pour les trois jours et demi environ qui nous restent. Je crois que cela pourrait aider pour faciliter l'adoption des lois parce que si vous m'empêchez de parler, je crois que cela ne m'aiderait pas tellement. Il reste au feuillet... N'est-il pas exact, M. le leader du gouvernement, qu'il reste au feuillet environ 45 lois qui sont à différentes étapes, lois que le gouvernement a l'intention encore d'adopter d'ici à jeudi soir, minuit. Il y en a onze en troisième lecture, c'est l'étape finale où il y aura certaines interventions de notre côté, pas sur toutes mais sur certaines. Au stade de la prise en considération du rapport, il y en avait trois, j'en ai ajouté quatre aujourd'hui dont les rapports ont été déposés, ce qui fait sept. Au stade des lois qui sont devant différentes commissions parlementaires pour étude, il y en a 16. Il y en avait 20 avant cette séance, moins les quatre que j'ai soustraites. Il y a également treize projets de loi dont la deuxième lecture n'est pas terminée, un ou deux dont on a amorcé l'étude et dix ou onze dont l'étude en deuxième lecture n'a pas été amorcée, des projets de loi assez importants; on a parlé du 116, du 110, de la loi de la faune, 103, 109, etc.

Je me demande dans quelle position nous nous trouvons actuellement. Il y a des projets de loi dans cela dont le leader du gouvernement nous avait annoncé l'appel en deuxième lecture jeudi dernier, vendredi dernier, ce qui n'est pas fait. Aujourd'hui, on sait que nous aurons la motion de blâme de l'Union Nationale. Je me demande, devant cet engorgement, de quelle manière on peut vivre. Vous aurez des consentements en ce qui nous concerne. Il n'y a pas seulement les consentements, certains, qu'on va vous accorder, mais, même si on avait toute la meilleure volonté du monde pour accorder des consentements, on ne peut pas procéder à la vapeur sur des projets de loi qui ont 25, 30 ou 40 articles, des projets de loi qui ont des implications très importantes.

Je ne pense pas que ce serait l'intention du gouvernement, non plus, de passer des lois à la vapeur comme c'est arrivé à une certaine session l'année dernière, de sorte qu'on a été obligé d'apporter par un projet de député aujourd'hui des corrections à la loi 2 sur le financement des partis politiques. Ma dernière question: Est-ce que le leader entend réunir encore une fois les leaders des autres partis? Actuellement, n'oubliez pas qu'il y a 30 projets de loi sur les 47 qui peuvent fort bien rester au feuillet. Actuellement, pour tous les projets de loi dont l'étude en commission parlementaire après la deuxième lecture n'est pas terminée ce soir, vous n'avez plus le délai nécessaire — il y en a 30 — parce que le compte à rebours, c'est demain, dépôt du rapport; mercredi, discussion et adoption du rapport; jeudi, troisième lecture.

Je me demande, en terminant, qu'est-ce qu'a fait le comité des priorités du gouvernement, le comité de législation du gouvernement parce qu'à ma connaissance nous n'avons jamais vu une situation comme celle-ci où le gouvernement s'est placé totalement à la merci de l'Opposition pour 30 projets de loi qui peuvent fort bien mourir au feuillet jeudi soir, et des projets de loi très importants.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Charron: Une des raisons pour lesquelles — si je la mentionne, c'est parce que je suis certain que je ne fais que la rappeler au député de Laval; il est ici depuis assez longtemps pour ne pas l'avoir oubliée sans aucun doute — nous sommes dans une situation très semblable à celle que nous avons connue à plusieurs autres fins de session, c'est qu'entre autres choses, pendant les huit semaines de rencontres régulières de cette Assemblée, c'est-à-dire du mardi au jeudi, aux heures que vous connaissez, M. le Président, nous avons perdu quatre fois le jeudi, trois fois sur des motions de blâme utilisées par l'Opposition et une fois... Est-ce que j'ai interrompu le leader de l'Opposition officielle pendant qu'il parlait et est-ce que je peux expliquer aussi que ce droit que vous pouviez utiliser, vous l'avez utilisé? La sixième et dernière motion est utilisée aujourd'hui. Je ne vous blâme pas d'avoir utilisé ce droit, mais cela a un effet mathématique, M. le Président, cela enlève du temps, une journée étant tout le temps consacré aux députés. Il y a donc eu quatre semaines où la seule journée où le gouvernement pouvait faire des législations était le mardi, en finissant à 22 heures.

(15 h 50)

M. le Président, en plus de cela, je vais vous donner un exemple. Deux projets de loi ont occupé les travaux pendant quatre semaines; sur le projet de loi de l'immigration, quinze députés libéraux sont intervenus. Je ne dis pas qu'ils ont tous apporté des arguments originaux. Je pense que rendu au septième ou au huitième, cela commençait à ressembler à ce qu'avait dit le critique officiel en premier. Que les députés parlent à 25,

s'ils le veulent, s'ils sont opposés à un projet de loi. Mais parler à quinze, et voter pour par la suite; sur la Loi des consommateurs, parler à seize et voter pour par la suite, cela fait du temps de "parlottage," comme disent les citoyens qui nous observent, ce qui fait qu'à un moment donné un certain nombre de projets de loi doivent venir dans la foulée de décembre.

M. Lavoie: Une question de privilège, M. le Président.

M. Charron: Je veux compléter ma réponse.

M. Lavoie: Je pense que le leader du gouvernement devrait faire une distinction. Est-ce qu'il se rappelle que sur la Loi de l'immigration, on a fait reculer le ministre, à cause de notre insistance pour qu'il produise sa réglementation? On ne voulait pas donner de chèque en blanc au ministre de l'Immigration, on voulait connaître la réglementation.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, je ne crois pas qu'il y avait là matière à privilège. Je ne voudrais pas qu'on prolonge indûment ce débat, parce qu'il y a des droits qui ne doivent pas être brimés qui sont les droits d'une troisième formation politique.

M. Charron: M. le Président, je veux faire rapidement...

M. Lalonde: Une question de privilège, M. le Président, je regrette d'être obligé de le faire. Le leader vient d'accuser l'Opposition d'avoir fait du "parlottage", en particulier sur la Loi des consommateurs. Est-ce qu'il s'est bien informé que nous avons contribué et collaboré à l'étude article par article en commission parlementaire, 344 articles avec beaucoup d'amendements et de nouveaux amendements du ministre? Est-il conscient que, même, pour terminer l'étude du projet de loi — c'est une question de privilège, M. le Président — nous avons consenti à aller au-delà de minuit, avec le collègue, député de Jacques-Cartier, et qu'on a terminé le projet de loi pour aider le gouvernement à l'adopter en pleine nuit, à une heure et demie de la nuit? Je n'accepte pas l'accusation de "parlottage".

M. Charron: D'accord.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Quand je les vois se draper, je vous assure que cela pourrait faire déborder le vase. Puisque nos collègues d'en face s'inquiètent du nombre de projets de loi qui figurent, soit en troisième lecture ou en deuxième lecture, je peux leur dire, et cela va peut-être me donner l'occasion de donner les avis à la Chambre, qu'aujourd'hui, après que nous aurons disposé de la motion de blâme limitée à deux heures, après que nous

aurons fait la deuxième lecture de la Loi sur la Société générale de financement, après que nous aurons achevé la deuxième lecture du projet de loi no 110, et après que nous aurons fait la deuxième lecture du projet de loi no 71, pour calmer les inquiétudes du leader de l'Opposition officielle, nous ferons, en cours de soirée ou de nuit, selon l'usage de la parole que feront nos collègues en face de moi, nous liquiderons douze troisièmes lectures qui figurent au feuilleton. Ce qui fait que demain matin, le député de Laval en se levant verra que le feuilleton est beaucoup plus allégé. Il oublie qu'il a comme responsabilité, au moins à partir de l'expérience qu'il a, de bien décrire que la phase de troisième lecture, la phase de deuxième lecture, la phase de prise en considération du rapport, la phase d'étude article par article d'un projet de loi, chacun le sait, même le dernier venu parmi nous, qu'il n'y a aucune comparaison possible dans le temps que ces étapes réclament pour avoir été accomplies d'une façon régulière, normale et que le projet de loi connaît.

Combien de lois en troisième lecture? Cette Assemblée a été soumise à un test, encore la semaine dernière là-dessus. Je dirais que sept projets de loi sur dix, la plupart du temps, une fois une étude exhaustive en deuxième lecture et une étude exhaustive, article par article, ne réclament même pas de discours du ministre qui la présente ni d'aucun des critiques officiels. Dire en s'arrachant les cheveux que ces troisièmes lectures vont exiger du temps et du temps à n'en plus finir, cela dépend comment on veut l'utiliser. Mais chacun sait ici que ces étapes sont prévues dans le règlement, avec le consentement de l'Opposition, mais là c'est une décision politique que l'on prend de l'autre côté, à savoir si on paralyse une réforme contenue dans un projet de loi ou pas. Je leur en laisse la portée et on en tiendra compte, M. le Président.

C'est de la fumisterie de laisser croire que toutes les étapes, dans les règles normales des travaux de la Chambre — c'est abuser du fait que les citoyens ne sont pas encore très familiers avec les étapes des travaux sur les projets de loi en Chambre — sont une suite interminable.

M. Lavoie: Une dernière et courte question en vertu des dispositions de l'article 34, M. le Président...

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: ... car je pense que c'est le temps d'établir certaines règles du jeu. Ai-je bien compris le leader du gouvernement — c'est ma question — lorsqu'il nous a annoncé le menu pour aujourd'hui? A partir de 20 heures ce soir, il entend faire adopter par cette Chambre — si j'ai bien compris, il me corrigera si j'ai fait erreur — la deuxième lecture du projet de loi sur la Société générale de financement, la loi 108, qui concerne le renflouement de Marine Industrie, la deuxième lecture de la loi 110 sur les questions du travail dans le

domaine de la construction, la deuxième lecture de la loi 71 sur la protection de la faune et également douze troisièmes lectures. Aujourd'hui?

M. Charron: Je vais vous répondre. Oui.

M. Lavoie: Hé!

M. Charron: Ce que je veux dire, ce que j'explique au député... Je vais lui laisser le temps de se rasseoir et de m'écouter pour ne pas qu'il repose la question.

M. Shaw: J'aurais une question, M. le Président.

M. Charron: Je suis à répondre au leader de l'Opposition officielle, si vous me le permettez.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire, laissez le ministre répondre; après, vous pourrez formuler votre question.

M. Charron: Si c'est l'inquiétude de voir des troisièmes lectures, vous savez très bien qu'on pourrait en disposer ce soir. Donc, on ne peut laisser croire qu'il s'agit là de débats très importants. Je pourrais réclamer l'adoption des troisièmes lectures, je ne le ferai pas parce qu'il me semble que les trois projets de loi en deuxième lecture, ce soir, vont occuper largement notre temps. C'est la plus grosse journée de travail, je crois, qu'il nous reste d'ici Noël, mais n'allez pas me dire que les douze débats de troisième lecture équivalent à douze débats de deuxième lecture, personne ne va vous croire.

Le Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. Shaw: Just on the same question of interventions in third reading. I assure the leader that I will take every single moment that is available to me on third reading unless I am party to any consultation about the order of work in this House between now and the end of the session. To be very clear: I will use every second of third reading that is available...

Le Président: Bon.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

Questions inscrites au feuilleton

M. Charron: M. le Président, me permettez-vous d'abord de donner réponse à un certain nombre de questions au feuilleton puisque je ne l'ai pas fait mercredi dernier? Il y en a un certain nombre, comme vous pouvez voir. Merci. On peut se référer au feuilleton de mercredi dernier, le 13 décembre. Question no 33), de M. Pagé; la réponse vient de M. Bédard. Je réponds en son nom, M. le Président, (voir annexe)

Question no 35), de M. Saindon. La prenez-vous quand même?

M. Lavoie: Pourriez-vous y substituer le nom de M. Ryan?

M. Charron: Je vais la garder jusqu'à l'été! Je déposerai la réponse au début de la session d'automne, Mme le Président. Non, je pense que je dois faire connaître la réponse. La réponse vient de M. Lazure. Je fais motion pour que cette réponse soit transformée en dépôt de document.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?
Adopté.

M. Charron: Question no 36), de M. Ciaccia; la réponse est de moi. Je fais motion pour que cette réponse soit transformée en dépôt de document.

Mme le Vice-Président: Motion adoptée?
Adopté.

M. Charron: Question no 38), de M. Ciaccia; la réponse vient de M. O'Neill. Je fais motion pour déposer le document en son nom, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?
Adopté. Document déposé.

M. Charron: Question no 39), de M. Ciaccia; la réponse vient aussi de M. O'Neill. Je fais pareille motion pour que la réponse soit transformée en dépôt de document. Je le dépose en son nom.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?
Adopté. Document déposé.

M. Charron: Question no 53), de M. Forget; la réponse vient de M. Marois. Je fais motion pour que cette réponse soit transformée en dépôt de document.

Mme le Vice-Président: Motion adoptée?
Adopté. Document déposé.

M. Charron: Question no 54), de M. Larivière; la réponse vient de M. Johnson. Il faudrait faire motion pour que M. Johnson dépose le document en guise de réponse.

M. Johnson: Je fais motion pour que cette réponse soit faite par dépôt de document, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: La motion est-elle adoptée?
Adopté.

M. Bellemare: D'accord pour les bleuets!

Mme le Vice-Président: Document déposé.

M. Charron: Question no 61), de M. Giasson; la réponse vient de M. Bérubé.
(16 heures)

M. Bérubé: Lu et répondu. (voir annexe)

Mme le Vice-Président: J'ai lu la question...

M. Charron: A la question 63), de M. Mailloux, la réponse vient de Mme Payette. Je fais motion pour que cette réponse soit transformée en dépôt de document et je le dépose en son nom.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté. Document déposé.

M. Charron: La question 65) de M. Springate, c'est moi qui y réponds. (voir annexe)

La motion de M. Gratton, à l'article 98); je dépose le document au nom de M. O'Neill.

Mme le Vice-Président: Document déposé.

M. Charron: La motion 113) de M. Pagé; le document sera déposé par M. Johnson.

M. Johnson: Je dépose le document, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Le document est déposé.

M. Charron: Finalement, la motion de M. Scowen à l'article 114); je dépose le document au nom de M. Tardif.

Mme le Vice-Président: Le document est déposé.

M. Charron: Il y en aura d'autres avant la fin de la session jeudi. Bon, alors si on peut commencer à travailler!

Je voudrais faire motion pour que se réunisse tout de suite au salon rouge, jusqu'à 18 heures, et ce soir de 20 heures à 24 heures, la commission de l'agriculture et qu'à la salle 81-A ce soit la commission du revenu qui se réunisse pour étudier article par article et, dans l'ordre suivant, les projets de loi 67, 51 et 65.

Je sollicite, madame — cela m'a été officieusement accordé et je voudrais que cela devienne une permission officielle de la Chambre — la permission de faire siéger une troisième commission pendant que la Chambre étudiera les projets de loi que j'ai déjà mentionnés en deuxième lecture soit celle du travail et de la main-d'oeuvre, qui a déjà entamé ce matin l'étude article par article du projet de loi 114.

Si j'avais le consentement — je l'ai déjà eu, je voudrais le confirmer — ...

M. Lavoie: Après des consultations, comme d'habitude, nous ne refuserons pas notre totale collaboration dans la mesure du possible.

M. Bellemare: Je suis informé que cette commission devrait terminer ses travaux à 6 heures. Il n'y en aura pas une troisième après cela?

M. Charron: Ce soir, je ne crois pas, à moins que la totale collaboration resurgisse...

M. Bellemare: Si vous aviez l'obligeance de nous le dire, nous prévenir sur quelle autre commission...

M. Charron: La seule que j'avais à l'esprit, c'est celle dont je vous ai parlé et sur laquelle vous m'avez donné votre accord.

M. Bellemare: Je vous ai donné mon consentement, je le renouvelle.

M. Charron: D'accord.

Mme le Vice-Président: Puisqu'il y a consentement, cette motion...

M. Samson: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Rouyn-Noranda.

M. Samson: Je vais également donner mon consentement, mais j'aimerais qu'on prenne note qu'à la prochaine occasion qu'on aura de demander des consentements, on m'en parle aussi un peu d'avance.

M. Levesque (Bonaventure): Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le chef parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): Si on me permet, comme le leader de l'Opposition officielle l'a indiqué, nous allons donner notre totale collaboration, dans la mesure du possible. Ce possible, cependant, il serait nécessaire qu'il soit bien explicité de la façon suivante. Le député de Portneuf, qui est notre porte-parole en matière de travail, est prêt à aller à la commission parlementaire, mais lorsque le projet de loi 110 sera appelé en Chambre, il va falloir...

M. Charron: Pas de problème, madame. Oui, oui, d'accord.

M. Levesque (Bonaventure): ... suspendre à ce moment-là. D'accord? Alors, cela veut dire qu'on termine à 18 heures.

M. Charron: De toute façon le ministre est aussi intéressé à venir participer au débat. C'est entendu, madame.

M. Lavoie: En somme, cette troisième commission ne siégera que jusqu'à 6 heures.

M. Lévesque (Taillon): Si elle peut commencer.

M. Charron: Si elle peut commencer, oui. Deuxièmement, le débat sur la Société générale de financement est le premier à l'ordre du jour, ce soir. Donc le projet de loi no 110 ne peut être prévisible que lorsque celui-là sera fait. Il me semble que, de 4 heures à 6 heures, vous avez le temps de terminer. Vous avez travaillé ce matin, il s'agit d'achever le travail commencé.

Mme le Vice-Président: Consentement.
Cette motion telle que proposée est-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

M. Charron: Alors, l'article 1) du feuilleton, s'il vous plaît.

Motion de censure blâmant le gouvernement au sujet des activités de Marine Industrie

Mme le Vice-Président: A l'article 1 du feuilleton d'aujourd'hui, il s'agit de la motion privilégiée du chef de l'Union Nationale proposant que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de manquer à ses responsabilités en refusant catégoriquement d'instituer une commission d'enquête sur les activités de Marine Industrie Limitée, filiale de la Société générale de financement, suite aux travaux de la commission permanente de l'industrie et du commerce qui a eu lieu les 7 et 8 décembre 1978, aux déclarations qui y ont été faites et aux nombreux points d'interrogation qui subsistent.

Avant de commencer, M. le chef de l'Union Nationale, j'aimerais rappeler à cette Assemblée qu'il y avait eu une entente selon laquelle chacun des partis reconnus disposera d'une demi-heure — vous me corrigerez si je fais erreur — et que les députés siégeant comme indépendants ou comme représentants de partis différents auront dix minutes. C'est bien cela?

M. Bellemare: Pour autant que cela se termine à six heures.

M. Biron: C'est cela.

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: Mme la Présidente, si j'ai présenté cette motion blâmant le gouvernement de manquer à ses responsabilités en refusant catégoriquement d'instituer une commission d'enquête sur les activités de la société Marine Industrie, ce n'est certainement pas pour blâmer le travail qui a été fait en commission parlementaire les 7 et 8 décembre dernier. Au contraire, c'est grâce à cette

commission parlementaire que nous avons pu voir un peu le début de ce qui se tramait dans Marine Industrie. C'est suite aux nombreuses déclarations, aux nombreuses questions en particulier du ministre de l'Industrie et du Commerce, du député de Richelieu, de mes collègues de l'Opposition officielle ou de mon collègue de l'Union Nationale, le député de Brome-Missisquoi, de tous les membres de cette commission parlementaire que nous avons pu voir un peu la lumière dans ce qui se passait ou s'était passé à Marine Industrie au cours des sept ou huit dernières années.

Mme la Présidente, à l'occasion de cette commission parlementaire, nous avons pu questionner plusieurs des anciens dirigeants de Marine. Chacun des membres de cette commission a apporté ses connaissances, ses capacités, mais, bien sûr, la commission manquait d'outils pour aller complètement au fond du problème. C'est justement avec ces connaissances, avec ces outils qui étaient et qui sont les qualités de chacun des membres de cette commission, que nous avons pu voir un peu, juste un peu, ce qui se passait. D'ailleurs, les titres de journaux, Mme la Présidente, qui sont sortis suite à ces deux jours de commission parlementaire nous en disent beaucoup, surtout lorsque nous voyons "Marine Industrie doit se recycler"; "La CSN s'oppose au programme de conversion industrielle de Marine"; "Témoignages opposés quant aux causes de la situation catastrophique de Marine Industrie"; "Deux anciens dirigeants de Marine n'ont pu se présenter à la commission parlementaire"; "Selon un document secret de la Société générale de financement, seule l'intervention de Québec sauvera Marine de la faillite."; "Tremblay refuse une enquête publique sur Marine Industrie."; "Marine subira une perte certaine suite à l'affaire des six cargos"; "Pour avoir la paix, Marine a dû verser \$9 300 000 à l'armateur grec Karageorgis"; "Les députés dans l'ombre du Grec."; "Marine, le financement n'était pas assuré sur les cargos." Mme la Présidente, si j'avais le temps, je pourrais vous citer tous ces articles d'un peu partout.

Les membres de la presse parlementaire, qui étaient présents à cette commission parlementaire au cours de ces deux jours, ont vu, ont constaté que les députés, les membres de cette commission et le ministre en tête ont fait leur possible pour voir clair davantage dans le cas précis de Marine Industrie. Mais, ce qu'il faut maintenant, Mme la Présidente, c'est finir de voir davantage partout. La population du Québec, qui est invitée à souscrire \$140 millions de force dans Marine Industrie et la Société générale de financement, a le droit de savoir d'un bout à l'autre ce qui s'est passé; les travailleurs de Marine, en particulier, ont le droit de savoir ce qui s'est passé dans cette société d'Etat.

(16 h 10)

Lorsque le ministre de l'Industrie et du Commerce, à l'occasion de la commission parlementaire — je l'ai dit, cela ne m'arrive pas souvent de dire qu'il fait des bonnes choses; il a posé des bonnes questions aux anciens dirigeants de Mari-

ne pour pouvoir faire un peu de lumière sur ces choses — mais lorsque, par exemple, il dit: "Je crois qu'il appartient — je cite le ministre de l'Industrie et du Commerce — à la SGF de défendre les fonds publics qui y sont investis et je crois que ces paliers d'autorité sont respectés présentement; donc il n'est pas du tout dans l'intention du gouvernement de partir de chasses aux sorcières et d'aller à la chasse après cette commission", je crois qu'une telle déclaration, Mme la Présidente, est complètement irresponsable. C'est vouloir camoufler les faits qui sont arrivés en 1973, en 1974, en 1975 et en 1976. C'est faire en sorte de donner toute l'autorité possible à la Société générale de financement et à Marine, comme si les députés de cette Chambre n'étaient pas, eux aussi, premièrement responsables devant la population de l'administration d'une de leurs sociétés d'Etat.

En particulier, Mme la Présidente, lorsque le ministre nous rappelle le fond du projet de loi que nous étudierons cet après-midi qui a justement pour but de verser les \$140 millions pour secourir Marine Industries, il nous a dit ceci: "Je rappelle que le projet de loi vise à porter le capital-actions autorisé de \$140 millions à \$200 millions et qu'essentiellement ce projet de loi permet au ministre des Finances de consentir à la SGF, avant le 31 décembre 1979, des prêts pour une somme maximale de \$18 millions en plus des \$60 millions et à lui verser une subvention de \$10 millions afin de compenser des pertes et de payer des dépenses relativement aux six navires invendus en plus des \$52 millions qu'on a aussi là-dedans, en plus de la différence sur les prix des bateaux qu'on aura à assumer". On dit ceci: "Le ministre des Finances sera aussi autorisé à verser \$10 millions par année à la SGF au cours de 1980, 1981, 1982, 1983 et 1984. Donc, le projet de loi vise à donner et à fournir à Marine une marge de manoeuvre financière pour lui permettre de procéder à une opération de conversion industrielle de la société Marine et de relance de cette entreprise".

"Evidemment — c'est cela qui est important à noter, Mme la Présidente — disait le ministre, si le propriétaire était des intérêts privés, il est tout probable que cette entreprise devrait passer par un autre cheminement avant d'être restructurée financièrement". L'autre cheminement, si c'étaient des intérêts privés, ce serait tout simplement la faillite. Alors, le ministre lui-même avoue qu'une entreprise privée irait directement en faillite. Une entreprise d'Etat ne peut pas faire faillite; on demande à la population du Québec, aux contribuables québécois, de payer des taxes additionnelles parce qu'une entreprise d'Etat ne doit pas faire faillite quelque part. Alors, tout de suite, si on doit fournir de l'argent à une telle société, si on doit payer pour des déficits, la population du Québec, les contribuables doivent savoir complètement et sans secret nulle part les événements qui se sont passés, pourquoi cela est arrivé, et qui et quoi a causé ces événements d'il y a plusieurs années pour finalement arriver avec un déficit aussi extraordinaire.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce aussi, un peu plus tard, posait des questions au président de la Société générale de financement. Il lui demandait ceci: "Dans votre présentation, vous avez dit que, dans le rapport que vous avez soumis au gouvernement — le rapport soumis le 1er novembre dernier, il y a un mois — vous n'avez pas comptabilisé dans vos besoins financiers les pertes que vous anticipez à la suite des contrats des quatre navires polonais. Quel est l'ordre de ces pertes anticipées?" Le ministre lui-même voyait que, déjà, on a des contrats en cours et qu'on va aussi perdre de l'argent sur ces contrats en cours. Le président répondait: "On ne les a pas comptabilisées, c'est-à-dire qu'on ne les a pas intégrées dans les demandes financières que nous faisons présentement — cela laisse à penser qu'on va revenir un peu plus tard nous demander d'autres sommes d'argent — mais les pertes actuelles prévisibles au moment où on se parle sont de l'ordre de \$8 millions additionnels au montant que nous vous demandons présentement." C'est dire qu'on procède à l'heure actuelle à des contrats et il y a un autre \$8 millions de pertes là-dessus.

Mme la Présidente, c'est ce qui me fait dire qu'aujourd'hui nous devrions, de la part du gouvernement, instituer une commission d'enquête pour faire la lumière d'un bout à l'autre sur ce qui s'est passé dans ce cas précis de Marine Industrie. Je voudrais savoir ce qui empêche le gouvernement d'instituer une telle commission d'enquête. Qu'est-ce que ce gouvernement a à cacher présentement pour ne pas instituer une telle commission d'enquête? Il faudrait savoir exactement quelles sont les raisons, qu'est-ce qu'on a à cacher et qui on a à protéger. Une fois qu'on saura cela, la population du Québec pourra juger, mais c'est important, à l'heure actuelle, de le savoir, d'autant plus...

Une Voix: ... me permettrait une question?

M. Bellemare: Non.

M. Biron: Je terminerai et vous questionnerez tout à l'heure. D'autant plus qu'il y a un contrat qui a été passé et je crois que les membres qui étaient présents en commission parlementaire l'ont bien fait voir, c'est un contrat bidon, pour reprendre la parole même du ministre, avec un armateur grec. En plus, sur un contrat bidon, Marine Industrie a payé \$6 350 000 à ce jour et il reste un solde impayé de \$810 000 sur des commissions à une compagnie qui s'appelle Simpson, Spence and Young, une agence située à Hamilton aux Bermudes. Alors, \$6 350 000 ont été payés en commission sur des navires qui pour la plupart n'ont pas été vendus et qui sont encore sur le Richelieu à Sorel.

Il y a des questions à se poser. Qu'est-ce qui s'est passé en dessous de cette entreprise? Je me souviens, en particulier, du député de Richelieu qui a posé des questions précises pour savoir d'avantage ce qu'il y avait en dessous de toute cette

compagnie. Le député de Richelieu fait signe que oui. C'est lui qui a posé les questions là-dessus. On n'a pas pu savoir qui était en dessous de cette entreprise Simpson, Spence and Young. Est-ce que c'est le fameux Grec qui est en dessous de l'entreprise, Mme la Présidente? Je pense qu'il faut s'interroger là-dessus. Il faut s'interroger d'autant plus que, lorsque le Grec donnait des acomptes sur ces navires à l'époque, il semble qu'en même temps Marine Industrie payait de l'autre main une commission à Simpson, Spence and Young comme si l'argent qui partait de Marine Industrie, l'argent des Québécois, allait à l'agence qui a fait la vente; par en dessous de la table, on ne sait trop comment, l'argent revenait comme acompte sur les bateaux. C'est curieux de voir qu'alors que les courtiers ont reçu \$6 350 000 les avances versées par l'armateur grec ont été de \$5 800 000; donc, tout près du même montant payé en avance par l'armateur grec et, de notre côté, on payait des commissions.

Il faudrait savoir — et là-dessus je suis d'accord à la fois avec le ministre de l'Industrie et du Commerce, le député de Richelieu, celui de Saint-Laurent qui était aussi à cette commission, le député de Notre-Dame-de-Grâce, le député de Brome-Missisquoi — où est passé cet argent, comment il se fait que cela a changé de main et que les sommes d'argent se ressemblent d'aussi près. En plus de cela, Mme la Présidente, il faudrait savoir quel a été le coût des inspecteurs grecs sur les bateaux pour retarder le travail des travailleurs de Marine Industrie à Sorel. Il y avait une douzaine d'inspecteurs grecs pour dire: Non, cela ne fait pas, change cela, cela ne fait pas, c'est comme cela. Cela a coûté des millions de dollars, seulement le fait d'avoir des inspecteurs grecs sur les bateaux pour faire du chichi, pour créer des problèmes à Marine Industrie, à cette société québécoise où il y avait des inspecteurs grecs qui créaient des problèmes; cela a coûté des millions et des millions de dollars en plus de retarder les contrats à un point tel où les contrats sont tombés parce qu'il était trop tard. Il faudrait savoir tout ce qui s'est passé en dessous de cela, Mme la Présidente, et je soumets bien humblement que ce n'est pas des députés qui ont beaucoup d'autres choses à faire ou un ministre très occupé dans son ministère qui peuvent faire la lumière là-dessus. Il faudrait une vraie commission d'enquête pour qu'on sache, une fois pour toutes, ce qui s'est passé. Si on n'a rien à cacher, on le saura mais, au moins, on saura qui a fait les erreurs.

Il faudrait savoir aussi de la Société pour l'expansion des exportations pourquoi on donne une certaine garantie, pourquoi on envoie un télex et pourquoi le télex n'est plus bon quelques mois après; c'est cela qu'il faudrait savoir, tout ce qui s'est passé en dessous. Bien sûr, chacun de nous a essayé de savoir le mieux possible ce qui s'est passé mais on ne le sait pas encore. Est-ce que c'est vrai que la Société pour l'expansion des exportations a protégé un armateur grec au détriment d'une entreprise québécoise? Il faudrait savoir la vérité et, pour cela, cela prend une

enquête publique complète sur tout cela, Mme la Présidente.

En plus de cela, je voudrais savoir pourquoi la société Marine a cru bon de verser \$9 300 000 au fameux Grec sous prétexte de s'en débarrasser et d'acheter la paix. On a payé \$9 300 000 au Grec une fois que les contrats ont été annulés et nous avons été poignés avec les bateaux qui valent \$120 millions. On a payé le Grec \$9 300 000, on lui a remboursé les acomptes qu'il nous avait donnés de \$5 800 000; pourtant on n'a pas retiré les commissions qu'on avait payées d'avance. On lui a remboursé en plus \$1 200 000, représentant certains équipements fournis par l'armateur; on a remboursé des réclamations de coûts administratifs, ces fameux inspecteurs qui sont venus retarder nos travailleurs, cela a coûté de l'argent à Marine Industrie; nous, Marine Industrie, on a repayé le Grec \$1 400 000 juste pour des inspecteurs comme si nous, on avait le moyen de payer des gars qui retardent nos travailleurs.

(16 h 20)

Je suis loin de blâmer les travailleurs de Sorel, mais je déplore le fait qu'on ait laissé des inspecteurs grecs retarder nos gens et qu'on ait remboursé la totalité de ces frais au fameux Grec en plus de frais d'intérêt de \$900 000 qu'on a remboursés au Grec en plus de tout cela. Sans compter qu'il nous a fait du trouble, lui, on lui rembourse tout cela. Je voudrais savoir pourquoi on a autant remboursé d'argent à ce fameux Grec qui nous a causé du trouble. Et les membres de la commission, à plusieurs reprises, ont posé des questions.

Mme la Présidente, je pense qu'il y avait des gens qui étaient là qui étaient prêts à nous répondre, mais il nous a manqué des gens. C'est le ministre lui-même qui a dit: Il faudrait faire venir ces gens. Après cela, il a laissé tomber sa motion lui-même une fois qu'une motion d'amendement eut été refusée. L'Opposition n'était pas contre. L'Opposition n'a jamais voté sur cette motion. Je pense bien que le Parti libéral aurait fait la même chose que nous. Nous aurions voté sur cette motion. C'est le ministre qui a cru bon de laisser tomber sa motion là-dessus.

Quand même, il nous a manqué deux présidents de Marine alors que les événements se passaient à Marine. Il y avait M. Gérard Filion qui a été président un bout de temps. Et un M. Yvon Simard, qui a été président un bout de temps lui aussi. Pendant ce temps, ces gens n'étaient pas à la commission pour répondre aux questions. En plus de cela, Mme la Présidente, il y en a beaucoup en-dessous de cela qu'il faudrait savoir. L'armateur grec nous dit: J'ai des contrats avec des compagnies bidons à Panama et je m'engage, rendu au mois de septembre 1979, à acheter trois bateaux. Les informations qu'on a eues la semaine dernière, c'est que chacune de ces compagnies est maintenant en faillite. Cela veut dire que les bateaux, il n'est pas obligé de les acheter. Il n'y en a plus de compagnie panaméenne pour que l'armateur grec puisse lui-même acheter ces bateaux.

En plus de cela, on nous dit que ce fameux

Grec a maintenant placé cinq autres commandes dans des chantiers maritimes étrangers pour d'autres bateaux. Pendant ce temps, nous autres à Marine au Québec on est poigné avec ces bateaux. Il faudrait au moins savoir tout ce qui se passe. Si je demande une enquête publique, Mme la Présidente, je ne suis pas seul. Il y a aussi des éditorialistes qui ont demandé la même chose que moi pour savoir véritablement ce qui s'est passé en-dessous de cela. Il y a Mathias Rioux qui dans le *Montréal-Matin* du 12 décembre demandait une enquête publique en disant ceci: Le plus navrant dans tout cela est la nature de ce contrat bidon signé entre M. Karageorgis et Marine en 1973 pour l'achat de six cargos polyvalents d'une valeur de \$135 millions. Aujourd'hui, l'armateur ne se sent plus lié par ses engagements et refuse la marchandise sous prétexte qu'elle n'est pas conforme aux plans et devis. Après étude et vérification, les prétentions de notre millionnaire grec se sont révélées fausses.

Mais pour se débarrasser du puissant armateur et acheter la paix avec ce dernier, on lui a offert un cadeau de \$9 300 000, une bagatelle, dit Rioux. Un peu plus loin on dit: Si des gens en autorité ont été fautifs dans ce dossier il faut le savoir. Il est inadmissible que des Québécois aient à payer une dette de \$135 millions sans savoir pourquoi. Il serait inconvenant que 3000 emplois soient perdus sans qu'on explique les motifs. A notre avis, M. Laurent Picard, ex-président de Marine, n'a pas tout dit, dit Rioux. Un peu plus loin on dit ceci: On ne peut fermer ce dossier, se tourner vers l'avenir, comme le suggère le ministre Tremblay, sans avoir entendu Gérard Filion qui était autrefois président de Marine au moment de l'obtention du faramineux contrat devenu depuis un véritable cadeau en Grec. Il en va de même de M. Yvon Simard qui fut vice-président et président de l'entreprise sorelloise de 1973 à 1975.

Suite aux travaux de la commission parlementaire et en analysant les déclarations qui y ont été faites on en arrive rapidement à la conclusion qu'une enquête s'impose car l'essentiel demeure inconnu pour ne pas dire mystérieux. Nous croyons que le public a le droit de tout savoir sur les activités de Marine depuis plusieurs années. Il y a des aspects administratifs, économiques et même politiques de ce dossier qui doivent être connus. Mme la Présidente, c'est un éditorialiste de *Montréal* qui écrivait cela.

On en a un autre du *Soleil* de Québec qui est encore plus dur, M. Marcel Pénin, qui dit ceci: "M. Rodrigue Tremblay refuse d'ordonner une enquête publique sur l'incroyable fiasco financier qui menacerait l'existence même de Marine Industrie de Sorel si les dollars du contribuable ne venaient pas une fois de plus rescaper le chantier maritime.

"Une enquête risquerait en effet d'illustrer jusqu'à quel point la bêtise peut être coûteuse quand des administrateurs soi-disant chevronnés prennent des risques avec les dollars du public. Un tel résultat ne serait ni bon pour Marine, ni glorieux pour les administrateurs en cause, ni flatteur pour la réputation du Québec en général. Le gouverne-

ment préfère donc réparer de son mieux les pots cassés en refilant bien entendu la note aux contribuables.

"Quand une entreprise est à ce point débrailée qu'elle perd la trace de son président du conseil, qu'elle se laisse naïvement berner par un amateur futé, qu'elle néglige pendant des mois d'informer le ministre responsable de la profondeur du gouffre financier qu'elle est en train de se creuser, quand cette entreprise laisse en même temps filer ses principaux cadres qui achètent son principal concurrent et qu'elle soumet ensuite une note de frais de plus de \$100 millions en invoquant l'urgence, il y a matière, semble-t-il, à révolter le plus conciliant des ministres des Finances."

Un peu plus loin, on dit ceci: "Les renseignements fragmentaires sur la catastrophe financière du constructeur maritime, tout comme le conte d'horreur qui se poursuit à Montréal devant le juge Malouf relativement au coût des Olympiques, de même que les rumeurs peu rassurantes qui circulent sur la montée des coûts du projet hydroélectrique de la baie James remettent carrément en cause la capacité des sociétés d'Etat ou, à tout le moins, des nôtres de respecter le principe élémentaire d'une saine gestion. M. Rodrigue Tremblay veut empêcher une chasse aux sorcières en interdisant la tenue d'une enquête publique. Peut-être craint-il que le gibier soit trop abondant ou croit-il qu'il vaut mieux pour notre bon moral collectif continuer à nous leurrer en nous répétant que nous ne sommes pas pires que les autres."

"L'ennui, continue Marcel Pépin, c'est que nos impôts sont plus élevés que ceux des autres et que nous avons collectivement des besoins plus pressants que de construire des navires qui bâillent au vent. Le présent gouvernement hérite du fiasco de Marine, certes, mais il rate une bonne occasion de restaurer la confiance du public dans les sociétés d'Etat en ne faisant pas toute la lumière sur cette affaire. A la veille de la nationalisation de l'amiante, l'assurance que les fonds publics sont gérés avec soin s'impose plus que jamais."

On voit que les éditorialistes sont très durs lorsqu'ils demandent au ministre d'instituer une vraie commission d'enquête pour tout savoir d'un bout à l'autre et faire la lumière complètement sur ces faits.

C'est sûr qu'il y avait un ancien président de Marine qui n'a pas pu se présenter en disant que sa femme était à l'hôpital, mais ce qu'il y a de pire, c'est qu'il y en a un autre qui, en même temps, était président de Marine et président de la maison mère, la Société générale de financement. Ce bonhomme a disparu vers 1973-1974, avant que vous arriviez, M. le ministre, je le comprends. Et voilà que l'actuel président de la Société générale de financement nous dit: "Pour M. Yvon Simard, la lettre de démission date du 18 mars 1975. M. Simard était parti du Canada en décembre 1974. Il n'y avait donc plus de président à la SGF, ni de président à Marine Industrie jusqu'au moment où, d'une part, M. Picard est arrivé à Marine Industrie le 1er août 1975, et M. David est arrivé à la SGF en

avril 1975". Donc, à cette époque précise, on a joué avec les bateaux et avec l'argent des contribuables québécois, pendant ces quatre ou cinq mois où il n'y avait ni président de la SGF, ni président à Marine Industrie. C'est l'actuel président, M. Coulombe, qui nous dit cela.

Un peu plus tard, M. Arthur Simard qui a été président du conseil d'administration nous disait ceci: "M. Yvon Simard qui y était et qui n'y était pas; il était président, mais il s'était sauvé du pays. On a eu de la difficulté à le trouver. Un bout de temps, il était à Monaco, un autre bout de temps, il était à Nassau. Je crois que c'est le secrétaire, M. Asselin, qui a réussi à aller lui faire signer sa démission. Il ne voulait pas, mais, de facto, il était président de Marine. Il lui a fait signer un lot de documents. Il ne faut pas dire qu'il y a eu une période durant laquelle il n'y avait pas de président. Il l'était (président), mais il n'y était pas en personne." C'est le président du conseil d'administration qui dit cela.

Une Voix: A quelle page?

M. Biron: A la page R-456 de la transcription des Débats.

Mme la Présidente, à cette époque précise où le président de Marine, qui était en même temps président de la Société générale de financement, a disparu, est-ce qu'on pourrait savoir ce qui s'est passé? Comment se fait-il qu'un bon homme à qui on confie tant de responsabilités et à qui on donne des centaines ou des dizaines de millions de l'argent des contribuables québécois d'un coup sec disparaît? Quel était son supérieur immédiat? C'était le ministre de l'Industrie et du Commerce du temps, M. Guy Saint-Pierre. Je pense qu'il aurait été important de savoir exactement du ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque comment il se fait qu'il a choisi un gars, l'a nommé président de la SGF et, en même temps, président de Marine. Ce gars-là a roulé les Québécois pendant ce temps ou à peu près, parce qu'aujourd'hui on est obligé de payer les dettes de Marine Industrie. Comment se fait-il qu'on a choisi un gars qui disparaît d'un coup sec?

Je soumets qu'à l'époque il manquait certainement de contrôles dans le choix des présidents de nos sociétés d'Etat. Ce serait important de savoir qu'est-ce qui s'est passé à l'époque, quel genre de concours on a institué, quelle sorte d'enquête on a faite sur ce bonhomme, ce nommé Yvon Simard, qui préside aux destinées de Marine lorsque Marine se fait rouler par un Grec. Qu'arrive-t-il avec ce bonhomme, comment se fait-il qu'il ait été choisi?

M. Bellemare: M. Simard était l'organisateur du député.

M. Biron: Une enquête publique ferait certainement venir à la barre l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, et on pourrait le questionner justement sur ce qui s'est passé à cette époque. Le député de Richelieu semble

d'accord avec moi là-dessus, mais ce serait important de savoir les critères et pourquoi un bonhomme comme cela disparaît d'un coup sec.

(16 h 30)

Ce qui me fait dire que c'est encore pire et qu'on n'a pas su toute la vérité, c'est que M. Picard, qui a succédé à M. Simard, disait ceci à l'occasion de son témoignage: "Je tiens à préciser certains faits qui ont été identifiés ici par tous les témoins. Le premier est que les contrats ont été signés en 1973 alors qu'Yvon Simard était président de SGF et de Marine; ils ont réaffirmé ou confirmé en 1974 que l'équipement a été commandé ferme, que ce soit valide ou non en avril 1975. Je suis entré à Marine Industrie en août 1975; quand les premiers problèmes sont survenus en août 1975, il y avait \$100 millions d'engagement pour des contrats que je n'avais pas signés et auxquels je n'avais pas participé."

Un peu plus loin, M. Simard nous dit ceci. Il répondait à une question de M. Russell. "Je pense, M. Russell, que vous pourriez au moins admettre que s'il y a eu des obscurités, lorsque j'étais à la direction de Marine, dit M. Picard, elles sont claires. La deuxième chose que je voudrais dire, je ne venais pas ici pour parler de mon administration, mais pour éclairer la commission. Il serait peut-être bon de dire un certain nombre de choses. Si je n'avais pas pris les contrats et que je ne les avais pas renégociés, le Parlement aurait à faire face à un déficit de \$180 millions et non pas un déficit de \$100 millions. J'ai quand même coupé le déficit de \$80 millions, dit M. Picard, ce ne sont pas des choses qu'on aime à dire, ce n'est pas une grande gloire de penser que le déficit n'était pas de \$100 millions mais qu'il aurait pu être de \$180 millions."

M. Picard a essayé de faire son possible, probablement. Avant lui, ce qui s'est passé, cela reste dans l'obscurité la plus complète, la plus totale. Si le ministre décide d'instituer une commission d'enquête, je lui assure d'avance toute la collaboration de notre parti afin que les Québécois — non pas pour salir qui que ce soit — sachent véritablement ce qui s'est passé, qu'ils connaissent les critères de nomination d'un bonhomme qui est nommé à la tête de deux sociétés d'Etat en même temps, de la société mère et de la société fille, et qui disparaît d'un coup sec alors que cette société se fait rouler par un armateur grec pas mal plus futé, apparemment, que nos administrateurs québécois ne l'étaient à cette époque, au moins à la direction de cette entreprise.

C'est pour cela que je voudrais avoir une commission d'enquête complète là-dessus. Quand cela a été le cas des Olympiques, on a dit: Les Québécois, les Montréalais se sont fait rouler par les Olympiques. Ce gouvernement, qui est en face de nous, a institué une commission d'enquête et a nommé le juge Malouf comme président de cette commission d'enquête. On a institué une commission d'enquête pour savoir ce qui s'était passé, et pourquoi les Québécois et les Montréalais ont été roulés. On prétend que c'est à cause des Olympiques. Lorsque mon collègue, le député de Nicolet-

Yamaska, a parlé de la disparition de biens culturels, ce n'étaient pas des centaines de millions, c'est peut-être quelques cent mille dollars et peut-être quelques millions de dollars qui ont disparu au cours de la période de 1973 jusqu'à aujourd'hui. Immédiatement — cela a pris à peu près un mois — le ministre de la Justice, avec son collègue des Affaires culturelles, ont institué une commission d'enquête pour aller au fond des choses, ils ont nommé un ancien chef du Parti libéral, M. Georges-Emile Lapalme comme commissaire-enquêteur, et on va savoir ce qui s'est passé là-dedans. Il est question de rechercher quelques centaines de milliers de dollars, quelques millions de dollars.

Pourtant, à Marine Industrie, il est question de chercher, d'après M. Picard, \$180 millions parce qu'il y a eu des décisions de prises entre-temps. Maintenant, on sait que c'est au moins \$100 millions qu'il faut chercher quelque part. Pourquoi, lorsqu'on joue avec des chiffres aussi importants, l'argent de la population du Québec, n'institue-t-on pas une commission d'enquête pour savoir clairement, d'un bout à l'autre, toute la vérité sur cette affaire? Je crois qu'il est maintenant temps qu'on voie clair dans cette histoire; il est temps que la population du Québec puisse voir clairement ce qui s'est passé dans l'une de ses sociétés d'Etat, il est temps qu'on éclaire la situation. Finalement, j'ai l'impression que si on met cela très clair, la population du Québec pourra peut-être reprendre confiance dans la gestion de ces sociétés d'Etat si on fait la transparence.

Alors que ce même gouvernement nous parle de transparence, dans un cas bien précis on veut cacher la vérité. Les interventions en commission parlementaire, grâce à tous les membres qui étaient là, et le ministre en particulier, on a pu commencer à voir clair un peu. C'est pour cela que j'ai présenté cette motion de blâme. C'est le temps plus que jamais, pour le gouvernement actuel, de prouver ses grandes paroles de transparence, de montrer à la population du Québec qu'on veut voir clair dans cette affaire. Il y a des gens qui en savent pas mal plus que ce qu'ils nous ont dit et il y a d'autres gens qui sont disparus. Ce serait bon de les voir, eux, ou de voir les gens qui les ont nommés à ces postes de responsabilités pour jouer avec des millions de dollars appartenant à la population du Québec. Encore une fois, ce sont les "payeurs de taxes" du Québec qui se font rouler en payant le compte qui nous est présenté maintenant.

Mme le Vice-Président: M. le député de Richelieu, il ne reste pas beaucoup de temps au chef de l'Union Nationale.

M. Martel: Est-ce que le chef de l'Union Nationale me permettrait une question?

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Union Nationale, vous avez dit "après", n'est-ce pas?

M. Martel: C'est une question à trois volets. En quoi une enquête sur Marine permettrait-elle aux travailleurs de Marine d'être assurés de leur emploi? Est-ce que cette enquête permettrait à Marine de récupérer les sommes d'argent qu'elle a perdues par ces transactions-là?

N'est-il pas plus important de voter la loi 108 dans les plus brefs délais pour sauver la situation économique d'une région que de discuter et dépenser des millions pour obtenir pas grand-chose en retour?

M. Biron: Je dirai au député que la loi 108 et l'enquête sont deux choses complètement différentes. On peut voter la loi 108 et on peut en même temps instituer l'enquête pour savoir d'ici quelques mois ce qui s'est passé.

Je ne voudrais pas que cela tombe sur le dos des travailleurs de Marine Industrie ce qui s'est passé là-bas. Il y a des gens à travers la province qui disent que la productivité n'est pas haute à Marine Industrie. Qu'on fasse enquête et qu'on prouve qu'il y a des gens qui ont retardé indûment — les inspecteurs grecs — les travailleurs de Marine Industrie. Finalement, si la productivité a baissé à Marine Industrie, ce n'est pas la faute des travailleurs de Marine Industrie, c'est la faute du Grec qui envoyait ses inspecteurs pour retarder. C'est important...

M. Martel: Je vous ai posé la question à savoir si cela va sauver les emplois des travailleurs de Marine Industrie...

M. Bellemare: Un instant, un instant...

M. Biron: Vous m'avez demandé de vous répondre.

Mme le Vice-Président: A Tordre, s'il vous plaît! Je regrette, M. le député de Richelieu. M. le chef... M. le député. M. le chef de l'Union Nationale, je regrette, vous avez maintenant disposé des 30 minutes et je me vois dans l'obligation de respecter les ententes qui ont été faites, que vous avez faites vous-même. Je vous demanderais maintenant à tous les deux de cesser. Je reconnais un autre intervenant.

M. Tremblay: Est-ce que les représentants de l'Opposition officielle ont l'intention d'utiliser leurs 30 minutes? Si vous n'en avez pas l'intention, on pourrait peut-être se le rediviser. Comme ministre responsable je dois attendre que l'Opposition ait parlé avant de prendre la parole.

M. Lamontagne: Une question de règlement. Si le ministre le veut, il n'a qu'à faire son intervention immédiatement. Ne vous inquiétez pas pour nous.

Mme le Vice-Président: S'il n'y a pas d'intervenants...

M. Lamontagne: Habituellement vous vous battez pour intervenir immédiatement après celui qui fait la motion.

M. Martel: Je suis prêt à intervenir.

M. Bellemare: Mme le Président, il y a eu un "gentlemen's agreement", c'était chacun 30 minutes. Habituellement, le ministre répond tout de suite après.

Un autre parti peut revenir en troisième lieu.

Mme le Vice-Président: M. le leader de l'Union Nationale, comme vous le dites, je reconnaitrai celui qui se lèvera. Si personne ne se lève, je vais faire voter la motion tout simplement.

M. le ministre... M. le député de Pointe-Claire.

M. Tremblay: Sur une question...

Mme le Vice-Président: M. le ministre, est-ce que vous aviez demandé la parole? J'ai vu le député de Pointe-Claire se lever.

M. Tremblay: Alors, si le député veut parler durant 10 minutes.

Mme le Vice-Président: Oui, c'est 10 minutes. M. le député de Pointe-Claire.

M. William Frederic Shaw

M. Shaw: Oui, je peux prendre 10 minutes, Mme le Président, because I would like to very strongly support the motion of the chief of the Union Nationale party concerning the need to institute a commission of inquiry concerning Marine Industries Ltd.

There is just too too many questions to be answered. Questions that did not necessarily began with the election of the parti Québécois, on November the 15th, 1976, but questions that relate to the concept of the intervention of the State into the business, especially in large business operations such as Marine Industries Ltd.

We have the example of the Union Nationale party establishing SIDBEC-DOSCO and it is being expanded by the Liberal administration that followed and with the parti Québécois continuing to follow on the same track with progressive history of incredible deficits of operation.

I recall last year, when I was listening to the parliamentary commission on this particular State operated institution, of how the decision by government required the opening of new mining sources in the province of Québec instead of buying shares of a pellet supply in Brazil which would have far lowered the operating cost of SIDBEC-DOSCO and kept it more competitive.

Last year, in spite of one of the best years of operations ever, we still saw a \$28 million deficit. And again Marine Industries has been examined year after year, as to its competitiveness as far as the making of ships in the international business of shipbuilding. Almost every group that investigated the feasibility of continuing Marine Industries Ltd have suggested that it was not competitive and only could be competitive with large financial grants, by both the Federal and the Provincial governments.

(16 h 40)

I heard, a few minutes ago, the member for Richelieu stand up and say: Are we going to save those 3000 jobs that are involved if bill 108 is not passed.

Madam President, I would like you to reflect on that; a \$120 million, \$138 million, to be more precise, to save 3000 jobs, that is \$40 000 per job. And a job which, madam President may not even be there next year, at this time, because the feasibility of the operation of Marine Industries Ltd. has never demonstrated itself.

Yes, it was a very effective industry during the war, when the cost of the workers, the labour force was competitive with other sources and when we were purchasing these ships for our own Canadian navy and were building them for the international need of ships that were required at that time. Oddly enough, the very people who have benefited the most out of the ships that were built during the war, that were sold by the Crown Assets Disposal, are the Greeks who made the offers to buy these very ships that now, the government of Québec seems to be hung up with, because the company that proposed purchase of those ships is going into bankruptcy.

Madam President, there are many questions to be asked. First, as to why this kind of enterprise is getting into this kind of problem and with such consistency and as to whether Marine Industries should not immediately begin its recycling; because, obviously, if the Polish government decides to buy these ships, they are going to buy them with Canadian taxpayers dollars, because we have to subsidize them to such a level that it is almost a national disgrace.

Yes, we have pride in our Canadian industries, but recently, we have begun to think that the creation of a job has no cost limit and the person who happens, in this country, to be living on welfare, or even on an unemployment insurance, looks askance when the government is now proposing a subsidy which will carry an approximate \$40 000 per job, in order to keep that industry viable.

Madam President, I think that there are too many questions to be asked. Why, for example, were such large commissions paid? Why, for example, were certain payments made, such as \$9 300 000 payment made to a greek agency to insure peaceful transactions? And why were certain aspects of the contract put under duress, in order, in effect, to force them beyond their contractual obligation date?

Madam President, I would like to close simply in saying that there are very serious questions to be asked by this Assembly to the Government and the minister responsible as to how he is using the funds of the taxpayers of this province. Before we vote a \$130 million to support a great mistake, with almost a blank cheque, and saying: After all it is the Société générale de financement and they know what they are doing, I think that this Assembly would be totally irresponsible. The facts should be sought out and laid clearly on the table so that what is happening today is not going to be continued and continued ad infinitum at the

expense of the Québec taxpayers. Thank you, Madam Président.

Mme le Vice-Président: M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Rodrigue Tremblay

M. Tremblay: Mme la Présidente, je voudrais, tout d'abord, dire merci au député de Lotbinière pour les félicitations qu'il a faites au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je les accepte d'autant plus volontiers qu'en politique il y a parfois des injustices qui se commettent et très rarement avons-nous le crédit des bons gestes que nous posons. Je crois que la loi 108 et cette préservation d'environ 3200 emplois dans une des régions du Québec représentent justement un tel geste.

Je pense que quiconque a étudié avec soin la question qui est devant cette Assemblée et non pas de façon superficielle ne peut que reconnaître que ce gouvernement et ce ministre, en particulier, mériteraient au moins trois félicitations. La première, c'est que nous nettoions des écuries qui ont été laissées en mauvais état par l'ancien gouvernement. Cela vaut aussi pour l'Union Nationale qui a été au pouvoir pendant des années et qui a créé de nombreuses sociétés d'Etat, mais qui a oublié de mettre sur pied des mécanismes pour suivre les sociétés d'Etat. Je pourrais donner la liste des sociétés d'Etat que l'Union Nationale a créées. Alors, nous nettoions des écuries et nous avons pris le taureau par les cornes dans ce chantier maritime de Sorel qui a déjà appartenu au gouvernement fédéral avant 1937 et qui a été vendu à la famille Simard qui a fait beaucoup d'argent, comme le disait le député de Pointe-Claire, avec des contrats à "cost plus". N'importe qui peut faire de l'argent avec des contrats à "cost plus". Lorsqu'on concurrence sur les marchés internationaux, ce n'est pas la même chose. Je vais indiquer pourquoi nous avons fait ce nettoyage dans la Société générale de financement et dans la société Marine.

On devrait féliciter ce ministre et ce gouvernement d'avoir ouvert les livres et tout montré. Mme la Présidente. Quand je vois le député de Lotbinière et celui de Pointe-Claire qui n'assistaient même pas... Dans le cas du député de Pointe-Claire, il n'est même pas venu à la commission les 7 et 8 décembre. Evidemment, il n'y avait pas de télévision en commission; il fallait travailler au lieu de faire de l'épate. Même dans le cas du député de Lotbinière, il est venu une journée. Le député de Brome-Missisquoi a assisté aux deux journées, mais il n'est pas ici parce que, évidemment, il a eu réponse aux questions.

Je dis donc que l'on devrait féliciter le gouvernement pour avoir, pour une des premières fois...

M. Bellemare: C'est courageux!

M. Tremblay: Oui, parlons de la commission Salvas. Vous voulez avoir une commission Salvas, vous.

M. Bellemare: Faites-en donc...

M. Tremblay: Lorsqu'on parle d'avoir des renseignements...

M. Bellemare: Les avions à Lévesque.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Tremblay: On va y venir tout à l'heure; attendez-moi. Vous ne perdez rien pour attendre, vous. Il y a eu, une semaine avant la commission, distribution par le secrétaire des commissions de différents rapports d'études détaillées sur la situation à Marine et à la SGF. Je cite, Mme la Présidente, un rapport de la Société générale de financement à l'actionnaire. Il a été distribué au chef de l'Union Nationale et aux députés de la commission. Evidemment, il fallait le lire. Deuxièmement, rapport sur le rôle et les orientations de la SGF, 30 novembre 1978. Il fallait le lire. Il a été distribué au chef de l'Union Nationale, aux députés et aux journalistes aussi une semaine avant le début de la commission. Troisième rapport: rapport de synthèse sur les filiales de la SGF, un rapport bien documenté et chiffré. Il fallait le lire. Un autre rapport qui montre que la crise des chantiers maritimes, c'est partout à travers le monde et où on donne justement la situation des chantiers maritimes à travers le monde. Au Japon, on a fermé sept chantiers maritimes; en France, la moitié des chantiers maritimes ne fonctionnent plus; en Norvège et en Suède, c'est la même chose. Il fallait les lire et c'était de l'information. Le gouvernement n'a rien à cacher sur un dossier semblable; au contraire, il fallait donner de l'information.

Nous avons siégé pendant quatorze heures, et un soir jusqu'à minuit, pour aller au fond des problèmes. C'est très facile, comme le député de Lotbinière l'a fait de poser des questions. C'est évident, les questions sont toutes dans ces transcriptions. Quatorze heures de dépositions, de questions et d'analyses. Evidemment, aujourd'hui, nous avons la télévision; c'est plus facile en deux heures d'essayer de pêcher en eau trouble puisqu'il s'agit d'un problème maritime. Je sais qu'en politique, certains croient qu'il est bon de pêcher en eau trouble. Je sais ce que le chef de l'Union Nationale essaie de faire: pêcher un peu en eau trouble. Je n'ai pas voulu descendre sur ce terrain même si, évidemment, il s'agissait d'une administration libérale de 1973, 1974, 1975 et 1976; il s'agissait d'administrateurs libéraux à Marine. (16 h 50)

Je ne croyais pas que ceci était pertinent à la question de préservation des emplois et la construction de l'avenir. Evidemment, on veut maintenant, aujourd'hui, devant les caméras, soulever ces points et je m'y prête bien volontiers, quoique je ne voudrais pas que nous discussions uniquement de cette question de l'administration et de la compétence des administrateurs du temps. Parce qu'il y a quand même des éléments qui expliquent la crise mondiale du transport, qui expliquent

pourquoi les chantiers maritimes ont des difficultés, et on ne peut pas mettre le blâme uniquement sur les administrateurs, quoique dans le cas qui nous préoccupe, il est évident qu'il y a eu une certaine négligence.

Donc, on aurait dû, Mme la Présidente, féliciter le ministre et le gouvernement d'avoir convoqué une commission parlementaire, avant même de venir en deuxième lecture à cette Assemblée, ce qui se fait rarement. Nous l'avons fait et nous avons invité la plupart des témoins importants de cette période: le président de la SGF et le président de Marine — je fais la liste ici — M. Arthur Simard, M. Gérard Filion, M. Louis Rochette, M. Yvon Simard, M. Laurent Picard, M. Raymond David, M. John Dinsmore, M. Jean-Roch Brisson, M. Guy Coulombe, M. Richard Gagné, qui est président de la CSN pour les employés rémunérés au taux horaire, M. Pierre de Carufel, président de la CSN pour les employés de bureau, de même que M. Maurice Massé, l'ancien président de la SGF. Nous avons invité douze témoins et là, on pouvait leur poser des questions.

Evidemment, si le député de Pointe-Claire, qui n'a pas assisté à la commission, et si le député de Lotbinière avaient assisté aux deux journées, ils auraient pu poser toutes ces questions et faire la lumière. Mais on préfère les lumières de la télévision, Mme la Présidente, au lieu de poser des questions aux témoins quand ils étaient là, car qui peut répondre à une question mieux que les personnes qui ont vécu cette période? Aujourd'hui, évidemment, on pose des questions en l'air, mais on n'a pas les témoins ici, à l'Assemblée nationale.

Mme la Présidente, le chef de l'Union Nationale a voulu laisser croire que peut-être le gouvernement actuel ne voulait pas aller au fond des racines de la crasse qui a déjà existé à Marine et que peut-être on ne voulait pas... Mais, une démonstration que c'est justement le contraire, que le gouvernement actuel veut nettoyer les écuries pour justement relancer et construire l'avenir dans le domaine industriel, nous avons invité ces douze personnes et deux ne se sont pas présentées. En commission parlementaire, j'ai proposé que nous convoquions d'office ces deux personnes, mais il s'en est suivi un débat de procédure — parce que, moi aussi, j'ai la transcription du débat — où on m'a suggéré: Si vous voulez continuer là-dedans, cela va durer longtemps. Je me suis rangé à l'opinion du député de Saint-Laurent qui disait, et je cite à la page 2, R/344-B/IC: "Mais plutôt que d'ouvrir la porte à un débat de procédure à ce moment-ci, j'inviterais le ministre à observer la même retenue que je crois déceler, malgré l'impatience compréhensible du côté de l'Union Nationale, et à procéder immédiatement à l'audition des gens qui sont devant nous." Nous en avons dix sur douze. "Au moins ceux-là, quand on aura fini de les entendre, si on n'est pas satisfait, on pourra demander la présence d'autres personnes, mais ils semblent suffisamment nombreux pour satisfaire notre curiosité."

Effectivement, Mme la Présidente, pendant deux jours, quatorze heures d'affilée, nous avons obtenu des réponses aux questions. On a les

réponses et si le chef de l'Union Nationale avait lu aussi, avec autant d'attention, la transcription des témoignages en commission parlementaire, plutôt que de lire des ramassis d'articles, des morceaux d'articles de journaux, il aurait...

M. Biron: M. le Président, question de privilège.

M. Tremblay: Je ne vous ai pas interrompu alors que vous aviez bien dit des choses qui étaient contraires à la vérité...

M. Biron: Question de privilège.

M. Bellemare: Question de privilège.

Mme le Vice-Président: Sur une question de privilège.

M. Bellemare: A l'ordre, à l'ordre, à l'ordre! Question de privilège.

Mme le Vice-Président: M. le leader de l'Union Nationale, est-ce que je pourrais vous demander de me laisser accorder la parole à votre chef de l'Union Nationale? Sur une question de privilège.

M. Biron: Une question de privilège, Mme la Présidente. Le ministre semble insinuer que je n'ai pas vu la transcription de la deuxième journée des audiences. J'ai lu, en détail, d'un bout à l'autre, la transcription de la deuxième journée, au complet, pour l'information du ministre.

Mme le Vice-Président: M. le ministre.

M. Tremblay: Mme la Présidente, il a peut-être lu, mais d'après ses questions de tout à l'heure, j'ai bien l'impression qu'il n'a pas tellement compris.

M. Grenier: ... et continuez.

Mme le Vice-Président: A l'ordre!

M. Tremblay: Ce n'est pas moi qui ai amené le débat ici, à la télévision.

M. Grenier: Vous êtes bien content, vous aussi, de paraître à la télévision avec votre paquet de feuilles.

Une Voix: Avez-vous quelqu'un à cacher?

M. Tremblay: Donc, Mme la Présidente...

Une Voix: Cela commence à faire mal.

M. Tremblay: ... lorsqu'une commission parlementaire fait un travail dans l'obscurité, il est facile de vouloir ramener le débat ici. Nous sommes dans les derniers jours de la session. Nous avons un débat en deuxième lecture dès ce soir sur ce projet, évidemment. Il y a 3200 emplois qui

sont menacés et je crois que cette motion est une mesure dilatoire qui peut mettre en péril la préservation de ces 3200 emplois.

Mme la Présidente, je vous invite à réfléchir sur ce problème. Lorsque nous aurons une commission parlementaire, étant donné que ce n'est pas télévisé, il y aura une tendance à l'avenir à ramener les problèmes devant la caméra pour faire de l'épate politique et du millage politique.

M. Grenier: C'est commencé.

M. Tremblay: Bien plus, Mme la Présidente, lorsque nous avons mis fin aux travaux de la commission — et nous y avons mis fin quelques heures avant la limite permise, nous aurions pu aller jusqu'à minuit vendredi soir, le député de Lotbinière n'y était pas, mais le député de Brome-Missisquoi y était, le député de Saint-Laurent y était — nous avons cru avoir fait le tour de la question. Nous avons dix témoins devant nous, le président de la SGF tous les anciens présidents de Marine et de la SGF et les présidents des syndicats. J'ai demandé, si les membres de la commission avaient d'autres questions à poser, s'il y avait encore d'autres secteurs qui n'avaient pas été éclairés.

On a dit: Non, on suspend sine die parce qu'on a fait notre travail. Et on a fait notre travail, Mme la Présidente, mais il faut le lire. Évidemment, on dit: Ah! mais peut-être que les gens n'ont pas encore tout compris. Mais cela, il faut faire son travail, Mme la Présidente, il faut faire ses devoirs. Lorsqu'on ne lit pas tous ces documents que j'ai mentionnés tout à l'heure, lorsqu'on ne lit pas la transcription des débats, on fait des erreurs comme dans cet éditorial qu'a cité le député de Lotbinière, l'éditorial de M. Marcel Pépin, dans le Soleil du 13 décembre, où il fait tout de suite une petite erreur de \$353 millions. Ce n'est pas beaucoup \$353 millions! Il dit que cela coûte aux contribuables \$1 million par jour pour garder à l'ancre les navires. A la commission parlementaire, on a établi — et les membres peuvent le confirmer, c'est ici si on le lit — que cela coûtait \$1 million par mois. \$1 million par jour, c'est \$365 millions. \$1 million par mois, c'est \$12 millions. Une petite erreur de \$353 millions, pour les gens qui lisent cela.

C'est la source de renseignements du député de Lotbinière, Mme la Présidente. Il ne vient pas à la commission parlementaire la dernière journée pour poser les vraies questions. Il ne lit pas dans les détails la transcription. Il ne lit pas nos rapports techniques. Il lit certains articles qui, évidemment, sont incomplets parce qu'on n'a pas le temps lorsqu'on est journaliste, surtout éditorialiste, de lire tout et qu'il faut faire parfois, avec des qu'en-dira-t-on, des rumeurs, des articles, et on aboutit à ce renseignement.

M. Grenier: Il est probablement question de faire du patinage.

M. Tremblay: Qui est-ce qui a cité le texte? Étiez-vous absent de la Chambre? On dit aussi

dans ce même éditorial que le gouvernement aurait donné des promotions aux gens qui étaient responsables...

M. Fontaine: Question de règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Nicolet-Yamaska, sur une question de règlement.

M. Tremblay: Mme la Présidente, je vous fais remarquer que je n'ai interrompu en aucune façon le député de Lotbinière, et on refuse de me laisser parler, Mme la Présidente.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! M. le leader de l'Union Nationale. J'ai une question de règlement de M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Fontaine: Merci, Mme la Présidente. La motion que nous avons devant l'Assemblée nationale, c'est pour demander une commission d'enquête sur des faits et gestes qui ont été posés à Marine Industrie. Je pense que vous devriez demander au ministre de l'Industrie et du Commerce de revenir à la pertinence du débat plutôt que de dire que ce que le chef de l'Union Nationale n'a pas fait en commission parlementaire.

M. Tremblay: C'est quand même incroyable que le député de Nicolet-Yamaska se lève pour dire que je ne suis pas dans la pertinence du débat alors que l'on parle d'une prétendue absence ou d'une insuffisance d'information. Je dis simplement que l'information qui a été véhiculée par le député de Lotbinière, qui est une information extraparlamentaire est fausse et je suis en train de démontrer qu'elle est fausse. A cela, vous vous bouchez les oreilles.

M. Fontaine: On veut une commission d'enquête et vous n'en voulez pas.

Mme le Vice-Président: M. le député de Nicolet-Yamaska, s'il vous plaît! Le ministre dispose encore de quinze minutes et j'espère qu'il parlera de la commission d'enquête, mais je vous demanderais d'attendre de voir comment l'intervention se terminera.

M. le ministre.

M. Tremblay: Commission ouverte.
(17 heures)

M. Bellemare: ... certain, \$100 millions puis refuser une enquête.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Tremblay: Mme la Présidente, on disait donc dans l'éditorial qu'a cité le député de Lotbinière que le gouvernement aurait donné des promotions. C'est le contraire, Mme la Présidente, on a nettoyé toutes les écuries. On a changé le conseil d'administration de la SGF. On a changé le

président, on a changé le président du conseil d'administration, on a changé le conseil d'administration de Marine, on a changé le président du conseil de Marine, on a changé le président des opérations de Marine. On a tout nettoyé, Mme la Présidente.

Or, on nous dit ici qu'on a donné des promotions. Quelle comédie! Et en plus, évidemment, on nous dit que le ministre ne veut pas faire d'enquête. L'information existe, nous l'avons déposée. Les témoins ont été entendus. Lorsqu'on a voulu faire témoigner un des absents, l'Opposition s'est opposée. Tout est là, mais pourvu qu'on lise. Comme l'a dit le député de Lotbinière, toutes les questions ont été soulevées, les réponses sont là. Donc, on devrait féliciter le ministre pour avoir fait de la lumière sur cette question, et cette lumière va continuer, parce que le gouvernement n'a pas l'intention de ne pas informer cette Assemblée de tous les développements qui vont se produire ultérieurement.

Nous avons appris en commission parlementaire qu'il y avait des poursuites judiciaires que Marine avait entamées en février 1976 contre les dirigeants du temps, qu'il y a d'autres poursuites judiciaires qui, possiblement, pourront être mises de l'avant. Je tiendrai l'Assemblée au courant de toutes ces poursuites judiciaires. Evidemment, il est possible qu'il y ait des poursuites criminelles. Encore là, il faut attendre ce que l'analyse des avocats du gouvernement, surtout ceux de la Justice, donnera. Parce que, au plan criminel, il faut avoir des preuves. Or, la SGF et Marine ont fait faire des analyses de la part de leurs vérificateurs et ces analyses ont été déposées au ministère de la Justice. Donc, si dans quelque temps au ministère de la Justice on découvre que dans tous ces rapports qui ont été fouillés et refouillés, il y a matière à poursuite criminelle, le ministère de la Justice poursuivra au criminel.

Au plan juridique privé, les poursuites sont déjà en marche. Au plan législatif, nous avons tenu une commission parlementaire en première lecture. Nous avons éventré, en quelque sorte, la question, avec des réponses. Au plan administratif, la SGF a fait toutes ses enquêtes. Je me demande quelle sorte d'enquête le député de Lotbinière voudrait avoir. Peut-être qu'il voudrait avoir une enquête gros "show", genre enquête Salvass, où on a traîné dans la boue... Il devrait le demander à son collègue de gauche, le député de Johnson, qui a été traîné dans la boue par la commission Salvass.

M. Bellemare: Question de privilège...

M. Tremblay: Et d'autres députés.

M. Bellemare: Question de privilège, M. le Président.

Le Vice-Président: Oui, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Bellemare: Le député vient de m'accuser personnellement d'avoir été mêlé à l'enquête Sal-

vas. Je crois que c'est une erreur grossière, mensongère et qu'il devrait retirer ses paroles, parce que ma réputation est en jeu. Jamais! C'est malhonnête de la part d'un ministre de dire ce qu'il vient de dire. Jamais je n'ai entendu parler personnellement, ni moi ni ma famille, de l'enquête Salvas. Jamais! Je demande qu'il retire ses paroles.

M. Tremblay: M. le Président, je n'ai accusé personne. Au contraire, j'ai déploré que dans des enquêtes ouvertes où on va à la pêche, comme l'enquête Salvas, et où on avait cité le collègue du député de Lotbinière, on l'avait cité à cette commission...

M. Bellemare: Jamais, jamais. M. le Président...

Le Vice-Président: Ce sont toujours des situations difficiles, celles-là. Je demanderais la collaboration de M. le ministre pour que ses paroles ne dépassent pas sa pensée.

M. Bellemare: Non, je ne me satisfais pas de votre décision.

Le Vice-Président: Ce n'est pas une décision...

M. Bellemare: Je demande que ces paroles soient retirées. J'ai le droit à ma réputation et il n'a pas le droit de la salir, surtout lui, un insignifiant pareil.

Le Vice-Président: Pas des deux côtés, s'il vous plaît.

M. le ministre.

M. Tremblay: M. le Président...

M. Bellemare: M. le Président, je soulève une question de privilège.

M. Tremblay: J'allais répondre justement à sa question.

M. Bellemare: M. le Président, je soulève une question de privilège.

Le Vice-Président: D'accord, M. le leader parlementaire de l'Union Nationale sur une question de privilège.

M. Bellemare: Je n'ai jamais vu dans cette Chambre un homme, surtout un ministre d'un gouvernement, porter une accusation directe contre moi, contre ma réputation, contre ma famille. Jamais, dans 35 ans de politique active, je n'ai été accusé de quoi que ce soit et je ne permettrai pas aujourd'hui particulièrement qu'un ministre comme lui vienne porter une accusation particulière en parlant de l'enquête Salvas! Jamais! Je demande, M. le Président, que ce soit retiré.

Le Vice-Président: D'accord. M. le ministre, je vous laisse la parole pour voir quelle sera votre décision et j'agirai ensuite.

M. Tremblay: Je veux bien croire le député de Johnson qui dit qu'il n'a jamais entendu parler de la commission Salvas. Je lisais simplement dans le Nouvelliste de Trois-Rivières du 26 mai 1961 la phrase suivante: "M. Bellemare est un des députés de l'Union Nationale qui ont été cités devant la commission d'enquête royale sur l'administration du gouvernement de l'Union Nationale."

M. Bellemare: C'est faux, archifaux, M. le Président. Dans le temps, j'ai fait une question de privilège pour faire retirer cela par le journaliste. Il a eu le courage de le dire le lendemain, mais lui, il ne l'a pas.

M. Tremblay: Si les articles de journaux sont faux, je suis bien prêt à prendre la parole du leader de l'Opposition.

M. Fontaine: C'est ça, vous accusez les autres...

M. Lamontagne: Question de règlement.

Le Vice-Président: Un instant! Un à la fois. Nous allons régler cette question et plus calmement, s'il vous plaît. Il ne s'agit pas que quelqu'un quelque part soit obligé de tout avaler, ce n'est pas cela. Je vais entendre votre question de règlement, M. le député de Roberval, et ensuite nous statuerons sur la situation.

M. Lamontagne: Le ministre de l'Industrie et du Commerce vient de faire la preuve que, même avant d'arriver en cette Chambre, il avait l'intention d'attaquer le député de Johnson en apportant avec lui une coupure de journal datant de 17 ans; donc, l'intention y était. Je veux porter à votre bonne attention, M. le Président, que de mon siège, moi aussi, j'ai entendu le ministre de l'Industrie et du Commerce dire que le député de Johnson avait été traîné dans la boue dans l'enquête Salvas. A lui d'être gentilhomme ou non. De toute façon, cela ne changera pas mon opinion quant à lui.

Le Vice-Président: S'il vous plaît! Je demanderais à ces honorables députés de cesser de s'attaquer personnellement. Si, entre partis, on veut le faire, je laisse porter. Je demanderais à M. le ministre de retirer la partie de ses paroles qui serait une attaque personnelle envers M. le député de Johnson.

M. Tremblay: Je n'ai jamais voulu faire une attaque personnelle. J'ai voulu simplement donner un exemple d'une commission qui, étant ouverte, appelait des gens et portait des accusations peut-être sans preuves et sans justification. Le député de Johnson a parfaitement raison de s'ériger

contre le fait qu'on le traînait dans les journaux en disant que la commission Salvas l'avait convoqué. Le simple fait d'être convoqué dans une commission d'enquête est une accusation.

M. Bellemare: Je n'ai jamais été convoqué. M. le Président, je soulève une question de privilège. Il vient de répéter indirectement ce qu'il a dit directement tout à l'heure, que j'aurais été convoqué à l'enquête Salvas. C'est faux, je n'ai jamais reçu aucune convocation. Jamais! Le ministre doit prendre ma parole sur cela; le règlement y pourvoit. Je ne le laisserai pas salir ma réputation. Jamais dans cent ans!

M. Tremblay: J'accepte volontiers ce que vient de dire le député de Johnson, mais il y a d'autres députés qui ont été convoqués si, dans son cas, ce n'est pas vrai.

Le Vice-Président: Bon, d'accord. M. le ministre, êtes-vous prêt à admettre que M. le député de Johnson n'a jamais été convoqué?

M. Tremblay: Volontiers, bien sûr.

Le Vice-Président: Bon, merci.

M. Tremblay: C'est le danger — cela est très sérieux — d'avoir de ces commissions qui vont à la chasse aux sorcières, qui vont à la pêche et qui salissent des réputations. Pour ma part, jamais je ne me soumettrais à cette bassesse politique.

M. Fontaine: Qu'est-ce que vous faites de notre réputation ici, à l'Assemblée nationale?

M. Tremblay: Je suis prêt à reconnaître que les dirigeants de Marine et de la SGF — cela a été prouvé en commission parlementaire — ont été imprudents, ont été négligents et peut-être même incompetents. C'est à la population de juger. Le gouvernement du temps a peut-être manqué à ses responsabilités, mais la population a une façon de juger un gouvernement, c'est de le défaire ou de l'élire à une élection. Ce n'est pas en les traînant dans la boue que nous allons réussir. Evidemment, j'aurais pu dire en commission parlementaire que le député de Notre-Dame-de-Grâce était, en 1975 et en 1976, le conseiller du ministre Saint-Pierre aux sociétés d'Etat, mais cela ne me paraît pas tellement fondamental dans une question semblable.

(17 h 10)
Ce qui est fondamental, c'est de préserver les 3200 emplois, c'est de regarder l'avenir, nettoyer le passé, nettoyer les écuries et marcher. Non pas ressasser le passé, ressasser les coins les moins propres de cette question. Nous avons ressassé ces points les moins propres en commission parlementaire. 14 heures d'affilée, nous avons étudié chacune des questions. Nous avons analysé la question des commissions. Nous avons analysé cette question et, s'il y a des poursuites judiciaires, elles seront entreprises.

Nous avons regardé ce fameux contrat, dont copie a été distribuée. Ceci aussi a été bien analysé. Bien plus, M. le Président, en commission parlementaire, nous avons offert, avec la permission de la SGF, que les membres de l'Opposition aillent consulter les études légales de la SGF et de Marine Industrie Ltée. On ne pouvait évidemment pas les déposer, puisque c'est sub judice, mais on leur a offert, sous le couvert de la confidentialité, d'aller consulter ces documents. Mais, parce qu'on voulait faire un "show" ici à l'Assemblée nationale, on a dit: Non, on ne veut pas regarder la réalité.

M. Grenier: ...

M. Tremblay: "Do not bother us with the facts". Cela vous fait mal!

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Un instant! M. le député de Mégantic-Compton. Je vous ferai remarquer que depuis au moins 30 secondes le Président est debout, et que rien n'est enregistré, heureusement.

C'est pourquoi je demanderais au député de Verchères, avant d'en faire une question de privilège, de faire bien attention de ne pas répéter des choses qui ne sont pas connues, sauf par mes oreilles et par le micro de la présidence.

Si je laisse passer quelques secondes, c'est que j'aimerais que l'on en vienne à un autre ton. Comme disaient mes professeurs: Paulo majora canamus, élevons le ton de ce débat.

M. le ministre.

M. Tremblay: M. le Président, le gouvernement veut traiter ce dossier à son mérite et de façon sérieuse. Nous avons eu 14 heures de débat en commission parlementaire avec dix témoins clés. Jamais le ton ne s'est élevé parce que nous travaillons pour faire la lumière.

Lorsque le député de Lotbinière se présente ici et propose une motion de blâme contre le gouvernement, c'est extrêmement sérieux, M. le Président. Extrêmement sérieux. Il dit — et j'ai pris note: "Le gouvernement veut camoufler les faits de 1973, 1974, 1975 et 1976. Pourquoi veut-il cacher les faits? Qui veut-il protéger?"

Ce sont des accusations très graves. J'ai répondu qu'en commission parlementaire, avec tous les textes, le gouvernement n'avait rien à cacher. Au contraire, au contraire! En quoi le gouvernement voudrait-il préserver ou camoufler une période de l'ancienne administration? Je comprends que l'Union Nationale veuille faire d'une pierre deux coups avec cette motion. Elle voudrait salir le parti Libéral et les administrateurs du temps.

Je crois qu'en commission il y en a suffisamment pour salir ce qu'ils veulent.

M. Biron: Question de privilège.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le chef de l'Union Nationale. Question de privilège.

M. Biron: Le ministre dit que l'Union Nationale veut salir des gens. Ce n'est pas cela du tout, et cela n'a jamais été ce que l'Union Nationale a voulu, et aussi longtemps que je serai chef, l'Union Nationale ne salira personne. Ce que nous voulons, c'est faire la lumière avant que les contribuables québécois soient pris pour payer \$140 millions d'erreurs qui ont été faites dans le passé. C'est cela que nous voulons.

Le Vice-Président: D'accord.
M. le ministre.

M. Tremblay: Si le député de Lotbinière avait assisté à toutes les séances de la commission et s'il avait lu le projet de loi...

M. Biron: Question de privilège.

M. Tremblay: Il ne dirait pas \$140 millions, il y a \$10 millions pour le...

Le Vice-Président: S'il vous plaît! Question de privilège, M. le chef de l'Union Nationale.

M. Biron: Je ne sais pas pourquoi le ministre dit que le vendredi je n'ai pas assisté à la commission parlementaire. Je lui ferai savoir que le premier ministre, en tant que chef du parti, n'était pas là, que le chef de l'Opposition officielle n'était pas là et que l'Union Nationale avait son représentant en la personne du député de Brome-Missisquoi.

Le Vice-Président: M. le ministre, je vous ferai remarquer qu'en vertu de l'entente il vous reste une minute.

M. Tremblay: M. le Président, le gouvernement nettoie les écuries, informe l'ensemble de la population, et surtout cette Assemblée, par toutes sortes de documents — il faut se donner la peine de les lire — et, troisièmement, il a agi extraordinairement vite pour préserver ces 3200 emplois.

Comme dans les autres pays, les chantiers maritimes sont en difficulté. En quinze jours, M. le Président — il y a eu, le 1er novembre, dépôt du rapport de la SGF, que nous avons demandé sur la question — en trois semaines, dis-je, le projet de loi était devant cette Assemblée et nous l'avons étudié, dans les détails, en commission parlementaire. S'il y a des poursuites judiciaires additionnelles, la SGF et Marine vont les entreprendre; s'il y a des poursuites au criminel, le ministère de la Justice, qui a tous les rapports des vérificateurs, va les entreprendre. Je me demande, M. le Président, quel est le point qui n'est pas analysé présentement, à moins que l'on veuille faire ce que j'ai appelé "pêcher en eau trouble" pour des fins politiques. M. le Président, je ne descendrai pas à ce niveau.

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Lamontagne: Vous ne recevez pas beaucoup d'applaudissements de vos collègues!

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!
M. le député de Saint-Laurent. J'espère que tout sera plus calme.

M. Claude Forget

M. Forget: M. le Président, il y a des débats, des occasions où un membre de cette Assemblée n'est pas particulièrement heureux d'y être ou d'y participer. Je crois que le débat auquel nous venons d'assister entre le chef de l'Union Nationale et le ministre de l'Industrie et du Commerce appartient à cette malheureuse catégorie.

L'Union Nationale, dans sa motion, blâme le gouvernement de ne pas, par une commission d'enquête, faire toute la lumière possible sur toutes les allégations imaginables relatives à la société Marine Industrie.

La réponse du ministre, essentiellement, c'est de dire: La commission parlementaire qui a siégé pendant deux jours a fait toute la lumière, a donné toutes les explications.

M. le Président, ce genre de questions et ce genre de réponses sont telles que le parti que je représente ne peut faire autrement que de souscrire à la motion de blâme et s'inscrire, au côté de l'Union Nationale, mais pour des raisons différentes que je vais expliquer, à l'appui d'une commission d'enquête pour faire véritablement toute la lumière quant à toutes les allégations.

Il n'est pas vrai, M. le Président — contrairement à ce que dit le ministre — que toute la lumière a été faite, que toutes les questions, que toutes les allégations qui circulent et qui circuleront ont été complètement élucidées à la satisfaction de tout le monde. Il y a à cela bien des raisons. Il y a des raisons qui tiennent beaucoup plus aux motivations des gens qui interviennent dans ce débat et qui veulent délibérément créer de la confusion. On a vu, devant nous, cet après-midi, qu'il y a, du côté des partis politiques, des motivations de cet ordre, sur lequel je ne reviendrai pas.

Il y a, du côté des administrateurs qui sont mis en cause, durant cette période, le désir normal de sauver leur réputation à eux en noircissant les autres et de soulever toutes sortes d'hypothèses, de noirs complots chez les autres pour excuser leurs propres faiblesses. Cela fait partie de la nature humaine et cela va continuer.

Il y a également des parties à un procès, qui ont toutes sortes de raisons de justifier leur comportement ou d'aggraver la cause que l'on impute à l'autre, les blâmes que l'on impute à l'autre pour faire surgir du néant, dans certains cas, des accusations et des insinuations.

Toutes ces causes sont permanentes, elles seront avec nous encore pendant des mois. La commission parlementaire a duré une journée et demie, avec seulement une partie des personnes impliquées et avec une compétence, malgré tout, réduite par l'absence d'expertise — c'est une commission convoquée avec un délai d'une semaine — avec des parlementaires qui ne sont pas en mesure de faire toute la lumière. Est-ce qu'on peut vraiment dire qu'on va d'avance répondre à

des objections qui n'ont peut-être pas encore surgi, qui surgiront peut-être le mois prochain? Toutes les parties en cause vont continuer à s'agiter, de part et d'autre, et à soulever des doutes.
(17 h 20)

Or, il s'agit de fonds publics, il s'agit d'un investissement de l'Etat dans une société d'Etat fort importante. Il s'agit d'une société d'Etat qui est un gros employeur au Québec. Pour cette raison-là, on ne peut pas se satisfaire d'entendre dire que le ministre a effectivement fait toute la lumière par une commission parlementaire. Ce n'est pas vrai. Il reste des questions sans réponses.

Il y a aussi — cela est peut-être plus sérieux — un certain nombre de conclusions que le ministre a voulu tirer dans la commission parlementaire en question et dont on reverra les signes lorsqu'on étudiera le projet de loi 108 qui cherche à donner des fonds nouveaux à la Société générale de financement et à Marine Industrie. Le genre de conclusion que le ministre a tirée, c'est que nous sommes en face d'un événement en quelque sorte unique. On a traité cette crise de Marine Industrie comme une anecdote malheureuse, une conjonction de circonstances qui ne se reproduiront plus. On n'essaiera pas à nouveau de vendre 18 cargos à un armateur grec qui est plus rusé que les administrateurs de Marine, avec un financement inexistant. La leçon a été prise. Mais est-ce que c'est cela l'essence et la totalité de la leçon qu'on doit tirer de l'expérience de Marine Industrie? Est-ce qu'il s'agit simplement de condamner l'imprudence ou l'incompétence de quelques administrateurs ou est-ce qu'il ne s'agit pas plutôt de se poser des questions sur les structures de contrôle, sur les responsabilités du gouvernement, de la SGF, des sociétés d'Etat qui travaillent au niveau opérationnel? A vouloir à tout prix considérer toute cette aventure comme une anecdote qui ne se reproduira plus, comme un abcès qu'il faut crever et qu'on peut crever une fois pour toutes simplement en déposant quelques documents qui font le récit des événements sans vraiment en analyser les causes, est-ce qu'on peut vraiment prétendre qu'on a fait la lumière de la façon adéquate sur un problème comme celui-là?

En troisième lieu, comme raison, pour nous, d'appuyer la création d'une commission d'enquête, il y a les allégations particulièrement partisans, qu'on a retrouvées dans les propos à la fois du chef de l'Union Nationale et dans la réponse du ministre de l'Industrie et du Commerce où, de part et d'autre, on veut très clairement laisser entendre qu'il s'agit là d'un problème qui concerne une administration libérale, des administrateurs libéraux. Le ministre, à cinq reprises, je pense, s'est complu à parler des écuries qu'il avait nettoyées. On devine sans peine, sans qu'on ait besoin de faire de dessin, les motivations partisans de ses remarques. Mais justement parce qu'elles sont faites, justement parce que la tentation de l'autre côté va être tellement forte d'y revenir sans cesse, nous, de ce côté-ci, qui n'avons rien à cacher là-dessus, qui sommes prêts à répondre de toutes ces soi-disant

sant allégations ou soi-disant rumeurs que l'on veut susciter, tant du côté de l'Union Nationale que du côté gouvernemental, nous accueillerons avec plaisir et de façon enthousiaste même la décision de créer une commission pour examiner les événements de Marine Industrie, et pas seulement durant une période choisie d'avance pour faire une illustration qu'on aimerait bien faire, mais durant toute la période jusqu'à aujourd'hui, jusqu'à la présentation du projet de loi 108. On verra comment départager, à ce moment-là, les blâmes et les congratulations à ceux qui, dans une certaine mesure, ont limité les dégâts plus ou moins, et peut-être moins que plus si on allait plus au fond dans l'examen de cette question.

M. le Président, la motion de l'Union Nationale n'est pas parfaite, mais nous votons en faveur de cette motion pour les raisons que je viens d'indiquer. Toute la lumière n'est pas faite et il est important que, de ce côté-ci, on n'ait aucun doute quant à notre désir de voir la lumière se faire de façon complète, sans réserve, sans réticence, en impliquant qui on voudra. Mais on ne peut pas faire autrement que de souligner, du côté de l'Union Nationale, un style de motion assez curieux. Pourquoi, alors qu'on soulève généralement tout le problème des sociétés d'Etat, vouloir faire porter l'examen seulement sur Marine Industrie? Pourquoi pas aussi sur la société SIDBEC qui éprouve, a éprouvé et continuera probablement d'éprouver des problèmes au moins aussi considérables sur le plan financier? Il y a là aussi des leçons à tirer sur les relations entre l'Etat et les sociétés d'Etat, sur les responsabilités respectives des différents niveaux d'autorité.

Je ne comprends pas que l'Union Nationale, ayant fait la semaine dernière une motion pour que soit créée une commission permanente de l'Assemblée nationale pour examiner les sociétés d'Etat, nous présente aujourd'hui une motion pour créer une commission d'enquête extraparlamentaire sur le même sujet, ou à peu près sur le même sujet, sans même se donner la peine de préciser où le travail de l'une commence et où celui de l'autre se termine.

Je ne comprends pas, non plus, que l'Union Nationale, demandant un débat d'urgence sur un tel sujet, se borne à répéter les allégations, les questions, les points d'interrogation que l'on voit un peu partout dans les journaux ou ailleurs, dans les racontars, dans les rumeurs. Elle ne dispose, semble-t-il, d'aucune information nouvelle, d'aucune information précise qui permettrait aux membres de l'Assemblée nationale de circonscrire un peu la question, de circonscrire un peu le débat. Est-ce qu'il s'agit seulement d'aller à la pêche?

Malgré tout, M. le Président, malgré les doutes et les hésitations que nous pouvons entretenir quant à la façon de formuler la motion pour demander une commission d'enquête, malgré les doutes que nous entretenons très sérieusement sur les motivations de l'Union Nationale, motivations en partie partisans, nous ne pouvons faire autrement que de répéter que, si l'on veut vérita-

blement faire toute la lumière, on trouvera de ce côté-ci, chez les membres du Parti libéral du Québec, une collaboration entière et même un accueil enthousiaste à une commission d'enquête sur le sujet. Il s'agit de fonds publics et c'est peut-être essentiel, si l'on veut clarifier une fois pour toutes les responsabilités de tous les intervenants dans la gestion des sociétés d'Etat, que la lumière soit faite sur cet événement, non pas en le traitant comme une anecdote qu'il est impossible de voir se reproduire, mais comme découlant peut-être nécessairement d'une certaine fausse conception du rôle des sociétés d'Etat et d'une fausse conception des responsabilités du gouvernement dans la gestion des sociétés d'Etat.

Il semble bien, à voir le contenu du projet de loi no 108, M. le Président, que cette fausse conception, si elle existait avant, continuera de se manifester et de se faire valoir puisque le projet de loi no 108, que nous débattons ici, manifestement ne contient aucune des solutions de fond qui permettraient d'éviter que ne se répètent sous une autre forme à l'avenir les mêmes déboires qu'a connus la société Marine Industrie.

En terminant, le ministre a dit que c'est avec l'approbation ou à la suggestion de l'Opposition qu'il a retiré sa motion pour faire comparaître deux personnes qu'il avait, au début, désiré convoquer. C'est pour, au contraire, sortir le ministre d'un pétrin de procédure que nous lui avons fait cette suggestion en disant très bien que, si, à la fin des travaux de la commission parlementaire, nous n'étions pas satisfaits des résultats obtenus, si nous ne croyions pas que c'était là le forum approprié, il y avait toujours moyen, en conclusion — et c'est ce que cherche à faire l'Union Nationale, si je comprends bien — de chercher à convoquer une commission parlementaire ou d'utiliser tout autre moyen propre à faire la lumière qui n'aurait pas été faite de façon suffisante en entendant les douze témoins qui, effectivement, ont été longuement entendus.

Ceci, M. le Président, résume notre position. Nous voterons pour la motion pour les raisons que j'ai indiquées.

M. Roy: M. le Président...

Le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Fabien Roy

M. Roy: Merci, M. le Président. C'est un peu difficile et même un peu pénible d'intervenir sur une question de ce genre. Evidemment, étant ici, à l'Assemblée nationale, depuis plusieurs années déjà — c'est mon troisième mandat — j'ai eu l'occasion d'intervenir plus qu'une fois dans le dossier des sociétés d'Etat et également plus d'une fois en ce qui touche le dossier de la Société générale de financement, voire même Marine Industrie.

M. le Président, j'ai l'habitude de dire en Chambre ce que je pense et de tenter d'expliquer les choses telles que je les vois. Je ne suis pas

prêt, aujourd'hui, à blâmer l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce pour la situation qui prévaut à Marine Industrie, pas plus que je ne suis prêt à blâmer le gouvernement actuel. Cependant, je pense qu'il convient de souligner, quand même, que le ministre a eu le mérite de convoquer une commission parlementaire les 7 et 8 décembre dernier afin de faire la lumière, au moins de tenter de faire un peu de lumière sur ce ténébreux dossier dont le ministre a hérité — il faut dire les choses telles qu'elles sont — de l'ancien gouvernement. Je n'ai pas pu, malheureusement, assister aux deux jours de séances de la commission parlementaire; j'ai assisté à la première journée. J'ai eu l'occasion et le privilège de poser quelques questions. Une que j'ai pu poser et à laquelle j'avais hâte d'avoir la réponse, c'était de savoir si l'ancien gouvernement était au courant de la situation, avait été mis au courant de la situation. (17 h 30)

Je voudrais me référer à la page R/392 du journal des Débats du 7 décembre 1978 suite aux questions qui ont été posées à 18 h 10, M. le Président. J'avais posé la question suivante: "Est-ce que Marine a toujours été informée, a toujours suivi le dossier du financement quotidiennement pour savoir exactement quelle était l'attitude continue de l'armateur?" Quand on parle de l'armateur, on parle du fameux acheteur, l'armateur grec qui avait placé une commande de bateaux.

"M. Picard: Marine savait que le financement se préparait. Les premières indications qui ont été données que le "closing" qui devait être le "closing" final ne se ferait pas, cela a été vers le 15 janvier et on a reçu des informations d'Europe que cela ne marcherait pas. La décision finale et explicite pour dire que cela ne marchait pas, c'est quand les gens sont venus au chantier nous dire, à Pâques, qu'ils n'étaient plus intéressés aux bateaux.

"M. Tremblay: Est-ce qu'on peut vous demander si l'information que vous avez donnée, le 15 janvier 1976, au ministre Saint-Pierre était verbale ou écrite?

"M. Picard: Cela avait été fait verbalement.

M. Tremblay: On n'a vu aucun texte.

"M. Picard: Je ne peux pas vous dire la date, mais cela devait être en mars probablement."

Et j'ai repris, M. le Président: "Le ministre Saint-Pierre était au courant que de graves difficultés avaient lieu à Marine Industrie. J'aimerais savoir quelle a été l'attitude du gouvernement à ce moment face à ce problème. Est-ce qu'on a réagi ou est-ce qu'on a été silencieux? Est-ce qu'on a fait pression auprès de Marine Industrie ou auprès de la SGF pour continuer la production de navires quand même?" Il est là le point.

Le gouvernement précédent, le ministre de l'Industrie et du Commerce avait été informé au mois de mars ou au mois d'avril 1976. On a fait bien attention, par exemple, d'en informer l'Assemblée nationale. On a bien fait attention d'informer les parlementaires. Pourquoi? Parce qu'il y avait une campagne électorale qui venait, il faut dire les choses telles qu'elles sont, il ne fallait pas

que cela sorte dans le public, M. le Président. C'est cela la question.

M. Forget: Question de privilège.

Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière): M. le député de Saint-Laurent, sur une question de privilège.

M. Forget: Le député de Beauce-Sud peut faire l'interprétation qu'il veut et je lui en laisse la responsabilité. Il demeure que s'il a suivi de près au moins la transcription de cette commission parlementaire, il devrait savoir que ce n'est pas en janvier que le problème s'est noué, c'est en avril 1975. Et au moment où le gouvernement précédent a été saisi du problème, il y avait eu, dès avril 1975, à l'initiative d'un gestionnaire de Marine Industrie, une commande pour des matériaux valant \$100 millions. Et après ce moment, il n'était plus question de cesser la production des bateaux. Le gouvernement était devant un fait accompli pour lequel il ne pouvait plus rien.

M. Roy: M. le Président, le député m'a dit qu'il me laissait la responsabilité de mes propos et de mon analyse. Je tiens à lui dire que je la prends, la responsabilité de mes propos et de mon analyse. Pas besoin de lui, l'honorable député de Saint-Laurent. J'en prends la responsabilité comme j'ai toujours pris la responsabilité des propos que je tenais à l'Assemblée nationale. Ce que je vais dire c'est qu'effectivement le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque, c'est au printemps 1976 qu'il a été informé que le "closing" final ne se ferait pas. Ce n'est pas le député de Beauce-Sud qui a fait la déclaration. C'est M. Picard, devant la commission parlementaire qui a siégé à la demande du ministre, à la demande du chef de l'Union Nationale, à la demande des parlementaires, compte tenu du fait que nous devions avoir une loi pour procéder au refinancement de la SGF pour pouvoir augmenter le capital-actions de cette société pour lui permettre de se relancer.

M. le Président, je ne veux pas faire de procès politique, mais nous sommes en face de décisions politiques de l'époque. Pour cela, il va falloir quand même avoir le courage de le dire, dire les choses telles qu'elles sont. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai toujours été si allergique — j'emploie le mot allergique — aux sociétés d'Etat parce que cela a toujours constitué des chasses gardées, des tours d'ivoire de certains administrateurs qu'on ne peut pas revoir par la suite, qu'on ne peut pas interroger. Il faudrait prendre de grandes mesures pour pouvoir interroger ces administrateurs, pour que ces gens viennent rendre compte de leur administration parce qu'ils ont effectivement la grande responsabilité de gérer des capitaux que l'Etat leur a confiés pour le développement d'entreprises pour la production de biens ou de services. C'est la raison pour laquelle, M. le Président, je ne peux pas passer sous silence cette perte de \$135 millions, pas plus qu'on ne peut accuser l'actuel gouvernement d'en être le

responsable ni le ministre actuel de l'Industrie et du Commerce d'en être le responsable. Il a hérité d'un dossier.

Mais, M. le Président, je fais appel à mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, parce que je n'ai pas tellement de temps à ma disposition. Il n'y a pas que des parlementaires qui ont demandé qu'une enquête ait lieu et qu'on aille plus loin. Ces superadministrateurs ne risquent absolument rien personnellement, jamais ces gens ne risquent leur salaire, jamais que ces gens ne risquent des dépenses. Évidemment, ils risquent peut-être certaines poursuites, je suis bien d'accord, mais il ne faut pas oublier que l'entreprise privée aussi est en risque.

L'entreprise privée risque plus que cela. Elle risque tous ses capitaux et presque tout ses investissements. Ces gens ont des comptes à rendre à la population. Il faudrait que la lumière se fasse. Je ne dis pas qu'il faut en quelque sorte passer l'éponge et avoir le pardon et l'absolution faciles sur ce genre de choses. Tous les ministres à l'Assemblée nationale doivent faire accepter leur budget à chaque année et les députés de l'Opposition en profitent pour leur demander des comptes. Il faut également que ces gens rendent des comptes devant la population.

Lorsqu'on est rendu dans des situations de ce genre, lorsqu'on voit que des sommes aussi fantastiques que des centaines de millions de dollars, le gouvernement lui-même a besoin de polices d'assurance, a besoin de faire en sorte que ses administrateurs soient suivis, soient appelés à rendre des comptes régulièrement voire même quotidiennement, lorsque les situations sont difficiles. Il faut que l'Assemblée nationale soit informée, de façon à éviter, comme c'est malheureusement trop souvent le cas, que nous soyons obligés juste avant l'ajournement des travaux pour la session d'être ou encore juste avant une fin de session pour la période de Noël, de voter, d'étudier des projets de loi selon un calendrier de travail qu'on nous impose, qui est tout à fait inacceptable.

Je ne peux pas, à ce moment-ci, dire non à une enquête qui devrait être faite. C'est pourquoi j'appuierai la motion qui a été présentée par le chef de l'Union Nationale.

Le Vice-Président: M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, en soulignant qu'il reste 17 minutes au parti de l'Opposition officielle.

M. Reed Scowen

M. Scowen: Merci, M. le Président. Premièrement, je veux dire que je vais appuyer la motion, comme mon collègue le député de Saint-Laurent. Comme l'a allégué le ministre, j'étais présent dans le bureau de M. Saint-Pierre au moins pour une période quand ce problème a été soulevé. Ce n'est pas un dossier qui m'a été confié directement, mais j'avais l'occasion de voir un peu les problèmes qui arrivent dans le domaine du contrôle des sociétés d'Etat.

J'avais un peu de problèmes avec la motion de l'Union Nationale à savoir s'il s'agissait d'un problème juridique ou administratif. Pour moi, si c'est un problème juridique, je suis complètement d'accord, c'est un problème qui doit être rendu au ministre de la Justice, et le ministre doit agir en fonction des faits comme il les voit. Mais si je comprends bien l'esprit de la motion de l'Union Nationale, c'est plutôt une enquête sur l'administration de Marine, en tenant compte non seulement des problèmes d'ordre juridique, mais de l'efficacité, du management de cette société. Malgré certaines réserves, je pense que c'est probablement une bonne idée. Je pense que plus on peut faire la lumière sur l'administration de nos sociétés d'Etat, plus le public pourrait être informé des grands problèmes qui existent à l'intérieur de ces groupes.

J'aimerais, par exemple, avoir aussi une enquête sur l'administration de la Société d'habitation du Québec, surtout durant les deux dernières années. D'après tout ce que j'ai vu, c'est un problème même plus grave pour la population de Québec que celui de Marine. J'ai une certaine impression que l'administration de SIDBEC, depuis non seulement l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, mais même avant, peut être aussi le sujet d'une enquête assez intéressante.

(17 h 40)

Il y en a certainement d'autres qui peuvent trouver cela très intéressant pour la grande population du Québec. Nous avons un cas précis, le cas de Marine. Comme le député de Saint-Laurent, je n'étais pas complètement satisfait des réponses qu'on a eues à la commission parlementaire la semaine passée. Je pourrais souligner cinq ou six points qui auraient pu être développés un peu plus. Par exemple, la question de la commission payée aux Bermudes et qu'est-ce que la personne, aux Bermudes, a fait de cet argent. C'est une question qui n'était pas tout à fait réglée dans mon esprit.

Il y a eu certainement de grandes erreurs faites par Marine dans la construction de ces navires. On tendait, la semaine passée, à accuser les Grecs d'être trop sévères contre la compagnie quant aux petits problèmes soulevés, mais j'avais aussi l'impression qu'il y avait des erreurs faites par la compagnie, et on ne parlait pas beaucoup de cela. Il y a aussi cette grande question: Qui a donné l'autorisation de faire les achats pour le matériel, pour les bateaux avant que le financement ait été arrangé, et les contrats signés? Comment une telle affaire a-t-elle pu arriver? Cela n'a pas été éclairci à ma satisfaction. Il y a la question des contrats pour de nouveaux bateaux pour la Pologne qui sont, aujourd'hui, en train d'être construits. Après tous les problèmes qu'on a eus avec les bateaux grecs, dont on a eu connaissance, on a répété les mêmes erreurs trois ans après. Cela a été dit à la commission la semaine passée qu'il faut s'attendre à des pertes additionnelles sur les bateaux polonais.

Comment est-il possible de répéter les mêmes erreurs deux fois? Il y a d'autres questions. Je suis

intrigué par l'absence de M. Simard, le président de la compagnie, le fait qu'il détenait deux postes à la fois, le fait qu'on semblait dire qu'il était souvent absent de son poste comme administrateur, de la même façon qu'il était absent de nos séances, ici. Il y a aussi l'accusation du ministre voulant qu'en grande partie les problèmes étaient la faute du gouvernement fédéral. Il a accusé la Société d'expansion des exportations d'être la première cause de tous ces problèmes. La Société d'expansion des exportations n'était pas là pour répliquer. J'aimerais voir les deux côtés de cette question ici.

Ce sont plusieurs petits aspects du problème qu'une commission pourrait soulever et éclaircir. Il y a un aspect plus grand aussi, une commission parlementaire peut informer le public du Québec sur la nature d'une industrie de chantier maritime. C'est quelque chose de très complexe, de très concurrentiel. On a de la concurrence partout au monde. C'est aussi très lié aux politiques du gouvernement fédéral sur lesquelles le Québec exerce très peu de contrôle. Cette enquête pourrait aussi demander aux Québécois s'ils pensent que pour leur bonheur il y a nécessité d'être actionnaires dans un chantier maritime. Quel doit être le rôle d'une société d'Etat dans une industrie aussi difficile que celle-là? Avons-nous vraiment besoin d'être des manufacturiers de bateaux, nous, les contribuables du Québec? Cela pourrait éclaircir un peu le système de nomination des autres fonctionnaires et des administrateurs des sociétés d'Etat.

Comment sont-ils nommés, par qui et quelles sont leurs qualifications? On se trouve très souvent dans une société d'Etat avec un ministre qui est un économiste d'une université et qui est le grand responsable d'une énorme compagnie. Le président est peut-être un haut fonctionnaire, quelqu'un qui n'a pas énormément d'expérience dans l'industrie même. Les gens ne peuvent peut-être pas dans le secteur privé attendre une telle nomination. Est-ce que cela cause des problèmes? C'est une possibilité, un autre aspect qui pourrait être un peu éclairci. On peut également répondre aux questions posées par le député de Beauce-Sud: Jusqu'à quel point la politique est-elle entrée dans l'organisation et le développement de ces sociétés?

Il y a finalement la question des liens entre, par exemple, la Société générale de financement et Marine Industrie. Il faut rappeler que la Société générale de financement dirige à peu près treize compagnies dans des secteurs très divers comme le tricot, les chantiers navals et les pâtes et papiers. Comment les liens entre la compagnie et ses filiales sont-ils établis? Sont-ils clairs et nets? Quand vous voyez que, pour répondre aux questions dans ce domaine, il faut parler avec douze administrateurs qui avaient tous une certaine responsabilité dans la direction de cette entreprise durant une très courte période, on voit qu'il est possible qu'il y ait beaucoup de problèmes.

En terminant, M. le Président, je veux simplement retourner à la question qui a été posée par le

député de Richelieu qui disait: Qu'est-ce qui va arriver aux employés et au personnel qui travaillent chez Marine Industrie? Est-ce qu'une enquête de cette nature peut nous garantir nos emplois, notre revenu ici à Sorel? Qu'est-ce qu'une telle enquête va faire pour les travailleurs? Je vous dis que je pense que cela peut faire quelque chose. Parce que l'administration d'une compagnie, les décisions d'agir ou de ne pas agir dans certains secteurs, le "management" dans tous les sens sont des questions d'une importance fondamentale pour les gens qui travaillent dans les usines. Quand vous avez aujourd'hui une situation où une compagnie est en faillite, un problème pour 3000 personnes et leur famille à Sorel, il est certain qu'il y a des implications assez graves aucunement causées par les employés, mais par l'administration de cette société.

Le plus nous pouvons éclaircir l'administration, le plus nous pouvons nous informer et informer l'ensemble de la population aussi sur les difficultés qui existent dans l'administration de telles sociétés, le plus, je crois, nous avons la possibilité de ne pas répéter les mêmes erreurs l'année prochaine ou avec la prochaine décision qui sera prise par la Société générale de financement.

Nous en sommes aujourd'hui au point où nous faisons beaucoup d'enquêtes sur les sociétés d'Etat. Nous avons la loi 108 que nous allons débattre ce soir qui modifie la Charte de la Société générale de financement. Vendredi, on a fait siéger une autre commission parlementaire sur l'organisation et le contrôle des sociétés d'Etat. Ce sont des initiatives que je trouve très bien, parce que je trouve que la voie sur laquelle nous mène le Parti québécois actuellement, avec ses lois et ses décisions, nous conduira à une répétition de tous les problèmes qu'on a vécus avec l'Union Nationale et avec le Parti libéral. Les problèmes vont se répéter de nouveau dans les années à venir.

Malgré que le ministre dise qu'il a nettoyé l'écurie, moi, j'ai l'impression qu'il a plutôt fait entrer de nouveaux chevaux qui ressemblent énormément à ceux que nous avions dans le passé. Le système n'est pas changé, on va faire simplement ce que chaque gouvernement a fait, depuis le début des sociétés d'Etat, avec l'arrivée d'une nouvelle administration, on change les cadres, on change les administrateurs des sociétés et on dit à la population: Tout est nouveau, on va les refaire. Mais les problèmes de fond, c'est de savoir si on doit vraiment faire ces choses par les moyens d'une société d'Etat, et, si on les fait, comment on peut organiser, contrôler et structurer ces organismes pour qu'ils puissent avoir de la continuité et attirer les administrateurs capables qui veulent rester et qui soient libres, dans une certaine mesure, de faire les choses qu'ils doivent faire dans la compagnie. A moins qu'on puisse faire tout cela, les erreurs du passé seront répétées.

C'est pourquoi, M. le Président, à titre personnel, j'accepte volontairement la suggestion de l'Union Nationale de faire cette enquête.

Le Vice-Président: Devant l'absence de députés, suite à l'entente entre le leader parlementaire et les partis et en vertu de l'article 24, je pense que je dois demander — à moins que M. le leader parlementaire du gouvernement n'ait quelque chose à me dire — si cette motion sera adoptée.

M. Charron: Non, elle n'est pas adoptée, M. le Président, elle est rejetée sur division, j'imagine.

Le Vice-Président: Messieurs, c'est une motion de censure.

M. Bellemare: Nous allons demander un vote enregistré, M. le Président.

Le Vice-Président: Est-ce qu'il y a cinq députés qui le demandent? Alors, que l'on appelle les députés.

Suspension à 17 h 50

Reprise à 18 h 2

Mise aux voix de la motion

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Madame, messieurs, je mets aux voix la motion de M. le chef de l'Union Nationale et député de Lotbinière. Je ne sais pas si c'est nécessaire que je la relise.

Une Voix: Oui, M. le Président.

Le Vice-Président: D'accord. "Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement de manquer à ses responsabilités en refusant catégoriquement d'instituer une commission d'enquête sur les activités de Marine Industrie Limitée, filiale de la Société générale de financement, suite aux travaux de la commission permanente de l'industrie et du commerce qui a eu lieu les 7 et 8 décembre 1978, aux déclarations qui ont été faites et aux nombreux points d'interrogation qui subsistent." Que ceux qui sont pour cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Biron, Bellemare, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Dubois, Cordeau, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Saint-Germain, Lalonde, Forget, Mailloux, Goldbloom, Ciaccia, Raynald, Lamontagne, Giasson, Blank, O'Gallagher, Picotte, Scowen, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Shaw, Roy.

Le Vice-Président: Que ceux qui sont contre veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Tailon), Charron, Bédard, Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Couture, Tremblay, Bérubé, de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Johnson, Proulx, Léger,

Garon, Vaugois, Martel, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Chevette, Bertrand, Fallu, Michaud, Rancourt, Laberge, Grégoire, Guay, Lefebvre, Laplante, Bisaillon, de Bellefeuille, Gendron, Alfred, Marquis, Gagnon, Ouellette, Gosselin, Clair, Lavigne, Dussault, Boucher, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Charbonneau, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lacoste, Jolivet.

Le Vice-Président: Est-ce que quelqu'un s'abstient?

Le Secrétaire adjoint: M. Samson.

Le Secrétaire: Pour: 29 — Contre: 50 — Abstentions: 1

Le Vice-Président: La motion est rejetée.
M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Un bref rappel, M. le Président, que la Chambre, en se réunissant à nouveau à 20 heures, sera appelée à étudier la deuxième lecture du projet de loi no 108. Je remercie les collègues de la commission permanente du travail et de la main-d'oeuvre qui ont achevé l'étude article par article du projet de loi no 114, sur consentement unanime.

Rapidement, je sollicite s'il ne serait pas possible, auprès des collègues de l'Opposition, que ce soir, à nouveau sur un consentement, les membres de la commission permanente des affaires sociales, qui ont déjà deux projets de loi de déferés à cette commission, puissent se réunir en même temps que les commissions du revenu et de l'agriculture continueront leur travail.

Le Vice-Président: Ce consentement est-il accordé?

M. Blank: Non.

M. Bellemare: Non, monsieur.

M. Lavoie: Il n'y a pas de consentement.

Le Vice-Président: C'est réglé, M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. le leader parlementaire du gouvernement, à moins que vous n'ayez quelque chose à ajouter, d'office, je déclare ces travaux suspendus jusqu'à 20 heures.

Suspension de la séance à 18 h 7

Reprise de la séance à 20 h 10

Le Vice-Président: A l'ordre, mesdames et messieurs!

Veillez vous asseoir.

M. le leader parlementaire.

M. Charron: M. le Président, nous allons attendre encore, si vous le voulez.

Le Vice-Président: D'accord, je le présumais. Dans ce cas, que l'on appelle les députés tout simplement. Je vais attendre. Que l'on sonne les cloches.

C'est suspendu pour deux minutes, le temps que l'on attende les députés.

M. Charron: Pour cinq minutes.

Le Vice-Président: D'accord, la séance est suspendue pour cinq minutes.

Suspension de la séance à 20 h 11

Reprise de la séance à 20 h 14

Le Vice-Président: De nouveau, à l'ordre, s'il vous plaît!

D'accord, M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: M. le Président, j'aimerais que vous appeliez l'article 33) de notre feuilletton d'aujourd'hui, s'il vous plaît.

Projet de loi no 108

Deuxième lecture

Le Vice-Président: Le ministre de l'Industrie et du Commerce propose que le projet de loi no 108 Loi modifiant la charte de la Société générale de financement du Québec soit lu une deuxième fois.

M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Rodrigue Tremblay

M. Tremblay: Merci beaucoup, M. le Président. Je dois dire tout d'abord que le lieutenant-gouverneur en conseil a pris connaissance de ce projet de loi et en recommande l'adoption.

M. le Président, le projet de loi no 108 dont nous discuterons aujourd'hui a d'abord pour objet de porter de \$140 900 000 à \$200 millions le fonds social autorisé de la Société générale de financement. Il prévoit à cet égard que le ministre des Finances versera à la Société générale de financement \$10 millions, au cours de chacune des années civiles 1980, 1981, 1982, 1983 et 1984. Ce dernier est, de plus, autorisé à souscrire dans le fonds social de la société une somme de \$52 330 000 pour être employés à des fins agréées par le gouvernement, c'est-à-dire des fins de développement industriel et de relance de l'industrialisation au Québec.

Le projet de loi no 108 vise, d'autre part, à autoriser le ministre des Finances à consentir à la Société générale de financement, avant le 31 décembre 1979, des prêts pour une somme maxi-

male de \$18 millions et à lui verser une subvention de \$10 millions, afin de compenser la société pour des pertes qu'elle a subies et de payer des dépenses relativement à six navires de Marine Industries Limitée.

À l'égard de ces prêts, le ministre des Finances pourra convenir que l'obligation de les rembourser et d'en payer l'intérêt dépend de l'accomplissement d'une condition, à savoir: le raffermissement du marché international et l'écoulement de ses produits sur le marché international. De plus, il est prévu que le ministre des Finances garantisse pour chacun des navires un produit de vente de l'ordre de \$17 350 000.

Le projet a également pour objet de permettre à la société générale de constituer un fonds pour la mise en oeuvre d'un plan de conversion industrielle de la société Marine Industrie Limitée. Enfin, le projet vise à préciser le mandat de la Société générale de financement, à modifier la composition de son conseil d'administration et à habiliter le ministre de l'Industrie et du Commerce à émettre, avec l'approbation du gouvernement, des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la société.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, avant d'entrer dans le vif du sujet, que la Société générale de financement a été créée en 1962 comme une société mixte, avec participation au capital-actions du secteur privé et du secteur public, et elle est devenue, en 1973, une société contrôlée à 100% par le gouvernement du Québec. En seize ans, soit de 1963 jusqu'au 31 décembre 1978, le gouvernement aura investi \$97 665 020 dans le capital-actions de la Société générale de financement et prêté \$15 millions à la SGF, soit une somme totale de \$112 665 020. Il est bon que nous prenions connaissance de ces chiffres puisque nous avons déjà, comme société au Québec, investi des montants beaucoup plus considérables en moins d'années dans d'autres projets qui n'avaient peu ou pas de relation avec l'industrialisation et le renforcement de l'économie industrielle du Québec.

Près de 70% des placements de la SGF sont engagés dans deux entreprises sur les treize filiales, c'est-à-dire Donohue Inc. et sa filiale Donohue-Saint-Félicien, d'une part, et, d'autre part, Marine Industrie, l'entreprise qui a motivé le gouvernement à intervenir d'urgence dès ce mois de décembre plutôt qu'au printemps prochain. Le groupe de la SGF a réalisé au cours de l'année qui vient de s'écouler un chiffre d'affaires de \$347 millions et employait au Québec 8200 personnes, 8200 emplois directs, et de nombreux emplois indirects dans les régions où la SGF possède des filiales.

De 1973 à 1977 inclusivement, il est bon de rappeler que le bénéfice consolidé pour la SGF et ses filiales, avant l'impôt et en excluant les revenus de placement, a été de \$48 115 000. Le total des impôts payés pour la même période a été de \$35 436 000.

(20 h 20)

Ici, je dois ouvrir une parenthèse pour dire que, comme vous le savez, les entreprises manu-

facturières et les entreprises industrielles du Québec, même si les problèmes sont souvent résolus par le gouvernement provincial qu'est le gouvernement du Québec, paient les trois quarts de leurs impôts au gouvernement d'Ottawa et un quart au gouvernement du Québec. Ceci vaut, évidemment, pour les sociétés qui sont la propriété du gouvernement du Québec.

Enfin, toujours pour la même période de 1973 à 1977, le bénéfice net après impôt, de la Société générale de financement en tant qu'actionnaire se soldait à \$11416 000. Donc, M. le Président, la Société générale de financement, en général, est une entreprise qui réalise des profits, crée de l'emploi, provoque le développement industriel. Ce n'est donc pas ce qu'on a l'habitude de dire parfois, un canard boiteux. C'est une entreprise qui fait honneur au Québec. Il y a des problèmes dans une des entreprises où il y a eu d'autres contrats, évidemment, mais, dans le domaine industriel comme dans d'autres, lorsqu'on ne lave pas de vaisselle, on ne peut jamais en casser.

La SGF, ayant été utilisée parfois dans le passé pour résoudre certaines faillites ou prendre en charge certains secteurs industriels qui, dans d'autres pays, sont la propriété des gouvernements, comme les chantiers maritimes et qui parfois connaissent des difficultés de parcours. Ceci n'est pas une caractéristique du Québec, mais une caractéristique de plusieurs de nos économies industrialisées.

En 1977, par contre, le groupe SGF, après les profits des années précédentes, a encouru une légère perte de \$4 millions sur un chiffre d'affaires d'au-delà de \$400 millions.

Donc, le 5 mai dernier, lors de la dernière assemblée annuelle, j'ai confié, à titre de ministre responsable, à la nouvelle direction de la SGF, que je salue ici ce soir, qui venait alors d'être nommée, le mandat de faire rapport au gouvernement, d'ici la fin de l'année, sur la situation et les orientations futures de cette société d'Etat extrêmement importante pour l'avenir industriel du Québec.

Ce rapport nous a été remis le 1er novembre dernier, avant la fin de l'année. Il faisait état de problèmes sérieux au sein du groupe, en particulier à cause des difficultés financières auxquelles se trouvait confrontée la filiale Marine Industrie.

Le caractère d'urgence de ces problèmes financiers, de cette impasse financière a fait en sorte que je déposais devant cette Assemblée le présent projet de loi trois semaines après la présentation du rapport sur la SGF.

Maintenant, M. le Président, j'aimerais examiner les raisons qui poussent le gouvernement à présenter la loi dont il est question ici. Ces raisons sont de trois ordres: d'abord, les difficultés financières auxquelles doit faire face, actuellement, Marine Industrie; deuxièmement, le problème de la reconversion des activités de construction navale chez Marine et, enfin, la nécessité, compte tenu en particulier des deux problèmes que je viens d'indiquer, de réexaminer l'ensemble du mandat et des objectifs qu'il faut assigner à la Société générale de financement.

Le problème le plus urgent auquel nous devons faire face actuellement est celui, évidemment, de la situation financière de Marine Industrie et, par conséquent, de l'ensemble du groupe de la SGF. Évidemment, la préservation de 3200 emplois est centrale dans les préoccupations du gouvernement. Ces difficultés financières sont attribuables à la division navale de Marine. Pour faciliter la compréhension de la situation, M. le Président, il m'apparaît utile de rappeler brièvement le déroulement des événements et d'expliquer l'essentiel de ce qui s'est passé aux dates les plus importantes. Ceci a été expliqué dans les rapports qui ont été distribués aux membres de la commission parlementaire et aux journalistes, mais il est bon que, dans cette étude en deuxième lecture, nous refassions le tableau de cette situation d'urgence qui se présente actuellement chez Marine.

Le 2 août 1973, un armateur grec, M. Karageorgis, signait un contrat de \$254 millions avec Marine pour la construction de 18 navires du même type. C'était alors l'euphorie, le contrat du siècle, comme ce fut bien prouvé lors de la commission parlementaire. Le 9 août 1974, par contre, un an plus tard, Marine devait accepter de transférer six des premiers navires à une société française qui avait acheté les droits de l'armateur dans ces navires. On comprendra, M. le Président, que Marine devait faire face à un spéculateur international qui achetait les navires à des prix fixes et essayait de les revendre lors de la hausse des prix à des prix bonifiés. Évidemment, ce spéculateur s'est trouvé face à un effondrement du marché international pour les bateaux et a tout fait, évidemment, pour se sortir des contrats, ce qui cause présentement le problème et l'impasse financière chez Marine.

Enfin, M. le Président, le 10 octobre 1975, deux autres navires ont été vendus à la compagnie nationale algérienne de navigation. Il en restait donc dix sous commande. En 1975, parce que finalement on comprendra, à la suite des débats et des témoignages en commission parlementaire et des discussions qui ont eu lieu cet après-midi, que le problème central de Marine s'est produit de 1973 à 1976, mais surtout en 1974 et en 1975 comme je vais le démontrer.

En 1975, l'armateur Karageorgis avait entrepris de négocier des emprunts avec la société pour l'expansion des exportations, c'est-à-dire une société de la Couronne du gouvernement canadien qui relève du ministère de l'Industrie et du Commerce fédéral. Donc, négociateur des emprunts auprès de la SEE de même qu'auprès de la Banque de Montréal pour le financement de douze navires, y compris de ceux qui ont été vendus par la suite, comme je l'ai dit tout à l'heure, à l'Algérie. La Banque de Montréal avait alors exigé une hypothèque de \$25 millions sur d'autres navires appartenant à l'armateur grec, garantie qu'il n'avait pas encore donnée en juillet 1976. Il faut comprendre, en effet, que les conditions du marché, à cette époque, avaient changé de façon dramatique. Il y avait alors un excédent de tonnage disponible pour le transport des marchandises,

contrairement aux prévisions optimistes de quelques années antérieures. Le fait que l'armateur grec n'avait pas fourni la garantie exigée entraîna comme conséquence que les prêteurs, SEE et Banque de Montréal, suspendirent les paiements progressifs versés régulièrement à Marine durant la construction des navires. C'étaient des paiements qui permettaient de payer les fournitures et de payer les salaires. Marine avait, à ce moment, des engagements de l'ordre de \$70 millions vis-à-vis des fournisseurs d'équipement et de matériel. La SEE est alors intervenue et l'on s'est entendu pour que l'armateur annule les commandes de quatre navires, réduisant ainsi à six le nombre de navires en commande.

Je vous ferai grâce, M. le Président, de toutes les péripéties qui sont relatées dans les rapports et qui sont sortis très clairement pendant les quatorze heures d'interrogatoire auxquelles nous avons soumis dix témoins qui se sont présentés à la commission parlementaire, lesquelles péripéties ont d'ailleurs été relatées encore à nouveau cet après-midi. Il reste quand même que Marine Industrie a actuellement sur les bras six navires de 17 000 tonnes qui ne sont pas encore vendus et qui créent un problème financier, évidemment, de financement d'inventaire. Il ne s'agit pas d'une perte sèche puisqu'il s'agit de bateaux qui sont très polyvalents au plan international mais qui, présentement, ne commandent pas une grande valeur sur le marché international à cause de la suroffre qui existe.

(20 h 30)

Avant de quitter cette question de la commission parlementaire, M. le Président, vous me permettez, puisque ceci est pertinent, de résumer les principaux points qui sont ressortis des débats et des témoignages lors de la commission parlementaire concernant ces six bateaux grecs et la situation financière difficile dans laquelle se trouve Marine Industrie. La vérité de tout ce dossier c'est que le gouvernement actuel a hérité, comme l'a dit si bien le député de Beauce-Sud, d'une situation précaire et embrouillée à la SGF et, plus particulièrement, à Marine Industrie. La gravité du problème est ressortie avec grande acuité lorsque furent apprises les premières difficultés concernant la réalisation de ces fameux contrats grecs passés en 1973. Suite aux renseignements obtenus, après de nombreuses études et différents rapports de vérificateurs, notre gouvernement a pris la décision de changer la direction de la SGF et de renouveler son conseil d'administration. De là la nomination, au mois de mai, de M. Guy Coulombe comme président et, au conseil d'administration, de M. Roland Giroux, entre autres, et de M. Michel Bélanger, président de la Banque Provinciale.

A son tour, la Société générale de financement, poursuivant un effort de rationalisation et d'efficacité, a décidé d'éliminer le précédent conseil d'administration de Marine Industrie, de telle sorte que la SGF et Marine puissent agir avec la plus grande célérité et la plus grande concertation d'objectifs en cette période de grande crise. Par la suite, parallèlement à ces démarches, à ces changements majeurs qui lui incombaient à titre d'ac-

tionnaire de la SGF, le gouvernement a voulu approfondir le plus possible l'information à sa disposition. Un examen rapidement a été demandé à un expert indépendant, M. Daniel Wermenlinger, qui est maintenant président de la Société des alcools, aux fins d'identifier les causes de ces problèmes dans un rapport qui fut déposé le 14 février 1978. Pour aller encore plus loin dans la voie indiquée par ce rapport, une seconde analyse, plus détaillée, fut demandée aux vérificateurs de Marine; il a été reçu le 26 octobre de cette année par le conseil d'administration de Marine, examiné dès le lendemain par le conseil d'administration et transmis, quelques jours plus tard, à des conseillers juridiques pour apprécier et préciser les droits que Marine pourrait faire valoir devant les tribunaux.

Loin, donc, de cacher l'information disponible, M. le Président, le gouvernement et le ministre de l'Industrie ont au contraire offert aux membres de notre commission parlementaire qui a siégé les 7 et 8 décembre derniers, en première lecture, de prendre confidentiellement connaissance de ces rapports juridiques. Pour des raisons évidentes, ceux-ci ne pouvaient évidemment être rendus publics puisqu'ils touchaient à des aspects personnels, concurrentiels et judiciaires, étant sub judice, des poursuites étant déjà en Cour. On se rappelle qu'il y a, M. le Président, une cause pendante entre Marine Industrie et le chantier maritime Davie, à Lauzon, et que ceci est devant les tribunaux. Quoi qu'il en soit, M. le Président, les choses ont continué de suivre leur cours normal et je puis à cela ajouter que le rapport en question a même été déposé au ministère de la Justice, à ma demande, afin que toute la suite appropriée puisse être donnée à un tel rapport.

Le ministre de la Justice m'a assuré que le ministère de la Justice ferait diligence pour voir s'il y a des preuves ou s'il y a matière à enquête sur ces rapports extrêmement détaillés concernant les transactions qui ont conduit à l'impasse financière de Marine. D'autre part, comme on le sait, M. le Président, c'est à Marine Industrie, une compagnie incorporée selon la troisième partie de la Loi des compagnies qu'il appartient de prendre les mesures requises pour être dédommée en matière civile, tandis que les poursuites criminelles, lorsqu'il y en a, relèvent de la compétence du procureur général. Tous ces gestes, M. le Président, ont été posés. En résumé, je puis donc affirmer à cette Assemblée que le gouvernement a pris, dès qu'il a été saisi du problème, les mesures très énergiques qui s'imposaient pour changer la direction supérieure de cette société d'Etat, procéder à toutes les enquêtes requises et réorienter l'avenir de cette entreprise.

En conséquence, M. le Président, le gouvernement préfère laisser la justice suivre son cours normal. Si une enquête publique s'avérait ultérieurement nécessaire, par suite de l'étude faite par le ministère de la Justice, le gouvernement sera d'autant plus libre d'y consentir qu'il s'agit d'une période qui tombe sous la responsabilité d'un gouvernement précédent. Donc, M. le Président, depuis plus d'un an, Marine fait des efforts

soutenus pour vendre les six navires qui lui ont été laissés sur les bras parce que le spéculateur qui les avait commandés avait passé des contrats qui étaient pleins de trous. D'après les paroles mêmes de M. Laurent Picard, qui a été président au cours des années 1975/76 pour Marine, les contrats passés en 1973 n'étaient pas exécutoires.

Donc, Marine a essayé de vendre ses bateaux. Plusieurs possibilités ont été analysées sans qu'aucune ne laisse entrevoir une vente à brève échéance. Les indications recueillies sur le marché pour ce type de navire sont à l'effet que leur valeur sur une base annuelle pourrait varier entre \$8 millions et \$15 millions, alors que véritablement, il s'agit plutôt de navires qui coûtent de \$22 millions à \$25 millions. Par ailleurs, il existe encore actuellement un engagement contractuel de la part de l'armateur Karageorgis selon lequel il s'est engagé à certaines conditions à acheter trois des six navires à des prix prédéterminés variant entre \$16 millions et \$17 millions par navire, le ou avant le 6 septembre 1979.

Comme à ce moment-ci les navires ne sont pas encore vendus et qu'on ne prévoit pas qu'ils pourront l'être à court terme, on ne peut prendre de décision qu'à partir d'hypothèses. Celle que nous avons retenue pour la préparation du présent projet de loi repose sur la vente des trois premiers navires à l'armateur qui s'est engagé à les acheter et sur l'exploitation des trois autres afin de maintenir ce capital en bonne condition. Selon cette hypothèse où l'on fait le pari que le marché du transport maritime international continuera de se raffermir à moyen terme, il est possible que les mises de fonds, qui seraient requises de toute façon pour rétablir la situation financière de Marine, puissent être étalées et même qu'elles puissent être diminuées sensiblement.

Le deuxième point qui intéresse et qui préoccupe le gouvernement concerne l'avenir de la construction navale à Marine. Tout a été fait pour comprendre le passé et nettoyer le passé. Mais il ne suffit pas de regarder le passé; il faut préserver les emplois, regarder l'avenir. Or, on sait que cette compagnie Marine, qui a déjà appartenu au gouvernement fédéral et qui a été vendue à la famille Simard dans les années 1937, avant la guerre, a été constituée à partir des activités navales. Marine est vraiment avant tout un chantier maritime, un chantier naval. La construction et la réparation navales, lorsqu'elles sont en pleine activité comme c'était le cas en 1977, emploient 2500 personnes. Actuellement, par contre, le carnet de commandes de la construction navale ne va pas au-delà des quatre bateaux polonais dont la construction doit normalement se terminer au cours des premiers mois de 1980.

Si l'ampleur du problème de la construction navale est un fait nouveau dans l'histoire de Marine, les causes, elles, n'en sont pas nouvelles. En effet, d'une façon générale, depuis dix ans, Marine Industrie a réalisé régulièrement des pertes dans la construction navale. Je l'ai mentionné cet après-midi; Lorsqu'on a des contrats de la part d'un gouvernement pour des commandes militaires qui sont à "cost plus", évidemment, il y a moins de problèmes de pertes. Mais lorsqu'il faut

concurrencer les chantiers maritimes du Japon, de la Corée, de la Norvège et de la France sur le marché international, là, il est possible d'y avoir des pertes.

Mais le caractère cyclique de l'industrie navale et la crise qu'elle subit actuellement à l'échelle mondiale — la pire crise depuis 50 ans, puisqu'on a fermé des chantiers maritimes partout et ceci a été bien documenté dans les rapports qui ont été distribués aux députés; la plupart des pays ont fermé la moitié de leurs chantiers maritimes; ils ont mis à pied des milliers de travailleurs dans les autres pays — son état d'industrie subventionnée un peu partout dans le monde, les bas salaires payés par le Japon ou par la Corée et la meilleure productivité de la main-d'œuvre de ces pays expliquent largement les déficits d'exploitation encourus par Marine, déficits, évidemment, qui ont été renforcés par des contrats qui n'étaient pas hermétiques du côté du chantier maritime alors qu'ils étaient faits sur mesure pour un spéculateur au plan international.

Malgré, donc, des efforts réels de la nouvelle équipe de "management" de Marine, qui n'est en place que depuis l'été 1977, la construction navale chez Marine présente toujours des difficultés sérieuses. Il ne s'agit pas de se cacher la vérité. En effet, Marine Industrie s'achemine probablement vers une perte considérable sur les quatre bateaux polonais qui sont actuellement en construction.
(20 h 40)

Des pertes de \$4 600 000 sont présentement estimées sur des contrats de l'ordre de \$100 millions, mais il est possible qu'elles soient plus élevées. Par ailleurs, les efforts de diversification qui ont été faits ont donné de bons résultats. Les profits accumulés en dehors de la construction navale par les deux divisions industrielles, les deux autres divisions industrielles de Marine ont été de \$21 millions, sur un chiffre d'affaires de \$417 millions, depuis 1967. Les carnets de commandes de la division hydroindustrielle, celle qui fabrique des turbines pour les grands chantiers hydroélectriques, sont de l'ordre présentement de \$325 millions et s'échelonnent jusqu'en 1984. Donc, cette division hydroélectrique de Marine est en très bonne santé. La division de la fabrication des wagons a présentement \$34 millions au carnet des commandes, pour des unités destinées au marché international et surtout aux États-Unis. Je souligne que la division des wagons peut donner du travail à 500 personnes de façon permanente si elle fonctionne à un rythme d'environ 1500 wagons par année.

Pour ce qui est de la division hydroindustrielle, elle utilise une main-d'œuvre d'environ 700 personnes dans les activités de fabrication et de montage. Il s'agit donc de volumes d'emplois industriels qui ne sont pas négligeables et il n'était pas question que le gouvernement du Québec ne prenne pas ses responsabilités et empêche, malgré les critiques que j'ai entendues cet après-midi, la fermeture d'un chantier industriel aussi important dans une crise de chômage comme celle que nous traversons présentement. Donc, l'ampleur de la crise actuelle dans la division navale, ampleur d'une crise qui reflète la pire crise en un demi-siè-

cle au plan international, compromet définitivement toute solution de diversification nouvelle et même la croissance des divisions industrielles si un redressement immédiat n'est pas entrepris. De là l'urgence de ce projet de loi, de là la raison pour laquelle le gouvernement a amené ce projet de loi dès le mois de décembre, trois semaines après avoir reçu le rapport des administrateurs.

En effet, les orientations des deux autres divisions, qui utilisent une bonne partie des mêmes équipements que la construction navale, dépendent largement de ce qui sera décidé pour cette activité, c'est-à-dire l'activité navale. Dans l'état actuel du carnet de commandes de la construction navale, quelles que soient les actions qui seront prises, Marine prévoit la nécessité de mettre à pied un certain nombre de personnes qui pourrait atteindre jusqu'à 1800 d'ici l'hiver 1980, pour la bonne raison que le marché international pour les bateaux est saturé. Malgré les recommandations que le syndicat de la CSN a faites à l'effet que le gouvernement canadien se dote d'une flotte marchande et active les commandes de frégates, malgré cela, il est possible que le carnet de commandes de la division navale ne puisse fonctionner, ne puisse donner de l'emploi.

Devant cette situation, qui n'est pas une situation qu'on doit prendre à la légère — c'est un problème économique très important pour le Québec comme pour toute la région de Sorel — éviter une réévaluation en profondeur de l'activité navale, autrement dit, camoufler le problème représenterait dans les circonstances la pire des possibilités à retenir parce que, d'une part, cela ne réglerait rien dans l'immédiat et que, d'autre part, la situation qu'on connaît présentement, chez Marine pourrait se produire à nouveau dans l'avenir.

Pour la Société générale de financement, par conséquent, il n'y a en pratique que deux solutions. Sur une stricte base d'affaires, la rentabilité financière de la construction navale étant depuis un bon moment négative, comme elle l'est dans tous les chantiers maritimes du monde — je défie quiconque ici de prouver le contraire — l'abandon de cette activité, après la fin des bateaux polonais en 1980, serait la solution la plus logique.

M. Tremblay: ... chantiers maritimes du monde et je défie quiconque ici de prouver le contraire. L'abandon de cette activité, après la fin des bateaux polonais en 1980, serait la solution la plus logique.

M. le Président, nous planifions l'avenir; pas en mois, mais pour un an et demi ou deux ans et, comme on dit que gouverner c'est prévenir, c'est ce que fait le gouvernement actuel. Par contre, une telle fermeture qui entraînerait la perte permanente de 2400 emplois directs aurait des conséquences désastreuses sur le chantier et dans la région de Sorel-Tracy.

De plus, il n'est pas démontré hors de tout doute qu'il n'y a pas de place pour une activité de construction navale plus modeste dans son chiffre d'affaires, mais plus dynamique, comme la production de navires spécialisés, basée sur une technologie nouvelle.

Il est évident qu'un gouvernement provincial

est un peu démuné pour passer des commandes à un tel chantier maritime puisque nous n'avons rien à dire, comme gouvernement, dans l'allocation des contrats de la défense fédérale qui touchent à la commande de frégates ou de bateaux militaires. Il est évident, cependant, qu'il y a possibilité, comme le font d'autres gouvernements, de hâter des commandes afin de maintenir l'activité économique dans les chantiers maritimes. C'est ce qu'ont fait certains gouvernements, surtout en ce qui concerne la zone de 200 milles qui, maintenant, doit être patrouillée par des bateaux, etc.

C'est pourquoi le projet de loi que nous avons devant nous propose le principe d'un plan de conversion industrielle qui aurait, d'une part, comme objectif de diminuer de façon significative, d'ici cinq ans, les activités de la division de construction navale, tout en spécialisant cette activité, et, d'autre part, d'augmenter de façon importante les activités industrielles des deux autres divisions. C'est la règle du minimax, il faut maximiser les points forts de cette entreprise et minimiser les points faibles qui causent une déperdition financière et qui rendent difficile le fonctionnement même de l'entreprise.

J'en viens maintenant au mandat de la Société générale de financement. Depuis sa création, la Société générale de financement est un des seuls holdings industriels que les Québécois francophones contrôlent au Québec. Il y en a d'autres: Power Corporation, quelques petits, mais c'est un des gros, parce que Marine Industrie représente la 13e plus grande entreprise au Canada dans le domaine industriel. C'est donc notre plus gros holding industriel.

Depuis sa création, cette Société générale de financement a éprouvé beaucoup de difficultés à définir l'orientation qu'elle devait prendre pour réaliser aussi pleinement que possible l'objectif fondamental énoncé dans la loi, laquelle loi a été votée par l'Assemblée nationale en 1962. Dans cette loi, le mandat était celui-ci, et je cite: "De susciter et favoriser la formation et le développement d'entreprises industrielles et accessoirement d'entreprises commerciales dans la province, de façon à élargir la base de sa structure économique, en accélérer le progrès et contribuer au plein emploi." C'était le mandat dans la loi de la SGF de 1962.

Un mandat très vaste et très large. Un des objectifs tout aussi importants de la SGF, lors de sa création en 1962, était celui de la participation des Québécois au développement de leur économie, parce que, pendant des décennies et même des siècles, on a dit que les Québécois étaient des porteurs d'eau et des scieurs de bois.

Avec la révolution tranquille, le gouvernement libéral du temps a décidé d'essayer de remédier à cette situation d'infériorité économique des Canadiens français — ceux qu'on appelait à l'époque les Canadiens français — pour vraiment cesser d'être les portiers de l'Amérique du Nord, mais de prendre en main notre développement économique.

(20 h 50)

L'une des idées fondamentales de la révolution tranquille était en effet qu'il fallait être maîtres chez nous, un terme qu'on voit rarement utilisé par les députés qui ont résisté aux vagues successives de déperdition du côté de l'Opposition officielle — évidemment, je ne parle pas tellement de l'Union Nationale — et on ne pouvait, à cet égard, que déplorer l'absence des Québécois dans le monde de la finance et de l'industrie...

Une Voix: ... 40% de...

M. Tremblay: Je me permettrai d'ailleurs, M. le Président, de citer M. Jean Lesage...

Le Vice-Président: Je m'excuse, M. le ministre.

Une Voix: Le président est debout.

M. Tremblay: Je pensais que c'était M. Jean Lesage qui arrivait, je regardais vers la porte.

Le Vice-Président: D'accord, très bien M. le ministre.

M. Tremblay: Ceux qui ne connaissent pas le passé sont condamnés dans l'avenir à répéter les erreurs du passé.

Je crois que j'ai réussi à réveiller l'Opposition, M. le Président!

Je me permettrai de citer le premier ministre du temps, M. Jean Lesage, lors de son discours de juin 1962, devant cette Assemblée nationale, sur le projet de loi créant la SGF. M. Jean Lesage disait ceci: "Ne l'oublions pas, si notre peuple est géographiquement chez lui au Québec, il est économiquement dépendant de l'étranger parce qu'il est à peu près complètement absent des secteurs économiques qui peuvent le plus contribuer au développement rationnel de son territoire et des richesses naturelles et abondantes dont la nature l'a comblé. Il assiste en quelque sorte — et je cite toujours M. Jean Lesage — et c'est presque humiliant de le dire, à la mise en valeur de son économie, alors qu'il devrait normalement y participer."

M. Bérubé: Bravo!

M. Tremblay: C'est lui qui l'a présenté et les deux premières années du Parti libéral, en 1960, ont été des années dynamiques; après, évidemment, cela c'est différent.

M. Bérubé: A partir de 1970, il n'y avait plus rien.

Une Voix: ... la baie James...

M. Tremblay: Ne parlez pas de choses qui tombaient d'elles-mêmes.

Il va de soi, et il est inutile d'insister là-dessus, M. le Président, que les deux problèmes économiques fondamentaux que l'on soulevait alors, il y a

18 ans, celui du développement industriel et celui de la participation des Québécois à ce développement, sont toujours d'actualité. Lorsqu'on regarde les chiffres — je les regardais récemment — le taux de contrôle, par les Québécois francophones, dans l'industrie au Québec, est négligeable. Il n'y a qu'une industrie que les francophones contrôlent au Québec, c'est l'industrie du sciage. C'est pour cela que je me dis parfois qu'on est encore des scieurs de bois et des porteurs d'eau, parce qu'il n'y en a qu'une qu'on contrôle, c'est le sciage et l'autre c'est l'Hydro-Québec, évidemment dont on se sert pour faire de l'électricité.

M. Landry: Des gros porteurs d'eau!

M. Tremblay: Au moins, on contrôle ces deux là, mais, dans les autres secteurs? J'ai des gens devant moi qui savent bien que c'est l'étranger qui contrôle ces autres secteurs.

M. Bérubé: Cela leur fait plaisir, cela ne les dérange pas; il y en a même qui voudraient qu'il contrôle plus encore.

M. Tremblay: Les Québécois contrôlent très peu de leurs entreprises et on sait que les entreprises, M. le Président, dans notre monde économique moderne, sont de petits gouvernements.

M. Bérubé: Ils sont habitués de vivre à genoux...

M. Tremblay: Ce sont des entreprises qui contrôlent des ressources, de la finance, des marchés, qui donnent des postes importants; ce sont de petits gouvernements. Quand je dis parfois que le Québec est plus dépendant au plan économique qu'il ne l'est au plan politique — et cela était vrai en 1962, quand M. Lesage faisait son discours sur la SGF — c'est que je fais justement allusion au fait que nous contrôlons si peu de ces institutions. Lorsque le gouvernement actuel a réagi pour empêcher qu'une compagnie financière ne passe à d'autres mains, évidemment, certains ont jeté les hauts cris, mais on contrôle tellement peu de notre territoire qu'il faut regarder à chaque fois qu'on nous en enlève des morceaux, parce que c'est l'essentiel qu'on nous enlève, étant donné que nous sommes des locataires, ici-même au Québec.

M. Bérubé: Bravo!

M. Tremblay: Ce n'est pas en cachant les problèmes, M. le Président, qu'on les résoudra. Le gouvernement de la révolution tranquille n'hésitait pas à poser les problèmes, mais il n'a pas eu les capacités, les ressources ou même la volonté politique de les résoudre. Ce gouvernement entend bien poser les vrais problèmes et y apporter aussi les vraies solutions.

Donc, nous reviendrons dans les mois qui viennent sur ce problème économique, sur l'ab-

sence de contrôle de l'économie du Québec par les Québécois, sur ce statut de locataires que nous avons au plan économique au Québec. Nous en discuterons les aspects, nous parlerons de la tolérance qu'il faut avoir et des solutions. Nous attendrons de l'Opposition des solutions à ces problèmes concrets. Nous, nous en aurons. Préparez-vous à en avoir parce que la population du Québec maintenant est à l'écoute et sait quels sont les problèmes auxquels notre peuple fait face et elle sait discerner les vraies solutions de la poussière que l'on soulève pour cacher les problèmes.

Une Voix: \$140 millions.

M. Tremblay: Oui, on a investi \$1 milliard pour un parc olympique qui rapporte combien? Qui rapporte combien? Il nous faut refinancer sur les marchés londoniens ces erreurs que les membres d'en face ont faites, des dépenses ostentatoires de quêtoux à cheval qui dépensaient sur les plus grands monuments au monde alors qu'on ne s'appartient même pas au plan économique et que nos travailleurs ne peuvent pas avoir du travail dans les usines du Québec. Ce sont ces gens-là que nous avons devant nous qui ont été au pouvoir, le Parti libéral pendant de nombreuses années — Combien d'années? Seize ans — et l'Union Nationale pendant quatre ans et une vingtaine d'années auparavant.

M. Bellemare: L'avez-vous battu Drapeau?

M. Tremblay: Ce sont ces gens qui nous ont...

M. Bellemare: Avez-vous réussi à le battre?

M. Tremblay: ... créé cette situation et qui ont légué aux nouvelles générations...

Le Vice-Président: Messieurs, à l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre, s'il vous plaît! Messieurs, à l'ordre, s'il vous plaît! Est-ce que, comme lecture de chevet de début de soirée, je pourrais vous relire l'article 100? Sans parler de la pertinence du débat, l'article 100, qui est très bref et très clair, dit: "Tant qu'un député a la parole, aucun député ne doit l'interrompre, si ce n'est pour lui demander la permission de poser une question ou de donner des explications, pour soulever une question de règlement ou une question de privilège" ou soulever le quorum. M. le ministre, je pense que vous n'avez pas terminé et je vous prierais de revenir au projet de loi 108.

M. Tremblay: Non seulement je n'ai pas terminé, M. le Président, mais nous allons revenir fréquemment devant cette Assemblée pour parler des problèmes économiques du Québec, de la façon de devenir économiquement plus forts au Québec, de prendre le contrôle de nos affaires, de ne pas attendre d'un gouvernement étranger le salut...

Une Voix: Vantardise!

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre, je m'excuse. A l'ordre! A l'ordre, s'il vous plaît! Ceux qui m'ont demandé de lire l'article 100 ne semblent pas l'avoir bien compris.

M. le ministre.

M. Tremblay: Lorsque nous...

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Je n'ai pas rappelé un seul député à l'ordre en le désignant par son comté et je ne désirerais pas le faire pour l'avantage de chacun d'entre vous.

M. le ministre.

M. Tremblay: M. le Président, les problèmes que je soulève bien humblement sont des problèmes d'une grande dimension et je comprends le désarroi du parti de l'Opposition officielle qui n'a pas entendu depuis 1962 des phrases comme celles que prononçait Jean Lesage. Dans le cas de l'Union Nationale, depuis Daniel Johnson, il y a beaucoup d'égalité, mais peu d'indépendance et, par conséquent, l'indépendance économique ne les intéresse pas beaucoup.
(21 heures)

Je comprends leur désarroi, cela leur fait mal d'entendre parler un ministre d'un gouvernement qui se tient debout. Cela va vous faire mal encore plus, dans les mois à venir, parce que vous allez voir qu'on est un gouvernement qui se tient debout.

M. Lamontagne: Parlez-nous de vos volumes. Parlez-nous de vos livres.

M. Tremblay: En ce qui concerne plus précisément le mode de fonctionnement de la Société générale de financement, depuis — je vois que l'on rigole, Mme la Présidente, surtout le député de Laurier; évidemment, Jean Lesage est parti mais, lui, il est resté, comme au fond d'un pot il reste toujours une certaine lie — longtemps, Mme la Présidente...

M. Marchand: Mme le Président, question de privilège.

M. Tremblay: ... on a voulu éliminer...

M. Marchand: Question de privilège.

Mme le Vice-Président: Je vous ai entendu, M. le député de Laurier. S'il vous plaît! M. le député de Laurier se lève, me dit-il, sur une question de privilège.

M. Marchand: Merci de me l'accorder, Mme le Président. Tout d'abord, je voudrais dire au député de Gouin... Non, non, Mme le Président, un instant! Un instant!

Mme le Vice-Président: M. le député, je pense que si vous avez à soulever une question de privilège, vous n'avez qu'à rétablir des faits et ne pas soulever de discussion. Tantôt, si vous me

demandez la parole pour intervenir, vous pourrez disposer du temps qui convient. S'il vous plaît! Sauf que la façon de commencer, quand on veut dire quelque chose à quelqu'un, cela prend l'air d'une discussion. M. le député, prenez bien garde que cela ait l'air d'une discussion, si vous voulez bien.

M. Marchand: Mme le Président, je veux tout simplement dire...

Mme le Vice-Président: Question de privilège!

M. Marchand: ... au député de Gouin...

Mme le Vice-Président: M. le député!

M. Marchand: ... que je n'étais pas député en 1962. J'ai été élu en 1970, c'est mon troisième mandat, c'est son premier et ce sera son dernier lorsqu'il a insulté les gens de Gouin qui, eux, aiment le parc olympique.

Mme le Vice-Président: M. le député de Laurier, je veux simplement vous faire une petite remarque. Parlez-moi, M. le député, plutôt que de parler au ministre. Voulez-vous?

M. le ministre.

M. Tremblay: Mme la Présidente, depuis la création de la SGF, en 1962, on constate qu'il existe une grande continuité dans les mandats qui lui ont été attribués par l'Assemblée nationale. Depuis longtemps, on a voulu éliminer ou exclure, pour la SGF, des vocations comme le strict financement des entreprises, le sauvetage de certaines d'entre elles, la promotion de PME, la stricte gestion d'un portefeuille ou, encore, le maintien au Québec du contrôle de certaines entreprises. D'autres institutions, d'autres ministères se sont chargés de ces vocations. D'ailleurs, ces vocations qu'on a associés à un moment ou à l'autre à la SGF ont été graduellement confiées à certaines autres sociétés d'Etat et à certains ministères, comme je le mentionnais.

La SGF a donc réalisé, au fil des années, qu'il importait de concentrer ses ressources financières et humaines dans certains secteurs afin de progresser dans l'objectif fondamental. Bien qu'on ait effectivement réalisé certains progrès dans la spécialisation, au cours des dernières années, notamment dans le secteur des produits forestiers, de la machinerie lourde et de l'appareillage électrique, un coup d'oeil sur les placements actuels fait ressortir un certain nombre de faiblesses à cet égard. L'expérience des seize premières années d'exploitation de la SGF démontrent clairement qu'il faut canaliser la plupart des fonds disponibles, toujours limités, vers un certain nombre d'entreprises solides qui représentent un bon potentiel de croissance.

Dans cette optique, la nouvelle vocation de la SGF devrait être à peu près la suivante, c'est-à-dire participer à la formation et au développement d'un groupe industriel qui exploite, seul ou en

association avec des partenaires, des entreprises avant tout rentables de taille significative, dans un nombre limité de secteurs qu'elle juge prioritaires pour le développement économique du Québec et cela, tout en favorisant la participation d'administrateurs québécois — puisque nous en formons de plus en plus dans nos maisons d'enseignement supérieur — et l'acquisition, les transferts de technologie qui nous viennent soit de l'intérieur, soit de l'extérieur.

Chacun des éléments de cette vocation, Mme la Présidente, constituerait un guide d'action précis pour la Société générale de financement dans des secteurs jugés prioritaires pour le développement économique du Québec. A ce stade-ci, la SGF a identifié trois secteurs où le Québec possède des avantages comparatifs indéniables et qui peuvent produire au Québec des retombées économiques importantes et contribuer à relancer l'industrialisation du Québec. Ces secteurs sont le secteur de l'électromécanique, celui de l'exploitation forestière, c'est-à-dire la production de pâtes et papiers et la fabrication d'équipement nécessaire à cette production — et on sait que le ministre des Terres et Forêts et le gouvernement veulent renforcer cette industrie stratégique pour le Québec dans son ensemble et la plupart des régions du Québec — et, enfin, le troisième secteur, la pétrochimie, dans lequel la SGF agira en tant que partenaire avec les plus grands producteurs pétrochimiques mondiaux.

Dans chacun des secteurs prioritaires, la SGF viserait à constituer des groupes d'entreprises rentables d'un point de vue économique dont la taille contribuerait à leur donner un rôle significatif dans le secteur en question. On voit, Mme la Présidente, que le gouvernement essaie de renforcer nos PME pour empêcher soit qu'elles fassent faillite ou soient achetées de l'extérieur afin qu'elles puissent devenir des centres de croissance. C'est ce que nous essayons de faire depuis deux ans avec nos PME, dans le domaine industriel comme dans le domaine commercial. Mais au niveau de la grande industrie lourde, celle des pâtes et papiers, là encore nous sommes minoritaires; cela fait des siècles que nous coupons du bois, mais nous sommes minoritaires dans les pâtes et papiers. Nous allons essayer de renforcer notre présence dans ces secteurs. La pétrochimie est fondamentale pour toute économie industrielle. Je vous dirais, Mme la Présidente, que dans la région de Montréal seulement il y a au-delà de 400 entreprises qui utilisent soit le plastique, soit les produits chimiques comme matériaux de base. Nous savons que ce secteur pétrochimique, qui pendant des années a eu un avantage comparatif sur le reste du Canada, a été sacrifié pour développer le secteur de Samia dans le Sud de l'Ontario. Vous vous rappellerez qu'en 1961 le gouvernement fédéral avait établi une ligne imaginaire, la ligne Borden, le long de la rivière Outaouais pour défendre à nos raffineries et à nos entreprises pétrochimiques de vendre leurs produits à l'ouest de la rivière Outaouais.

Le marché commun canadien ne fonctionnait pas pour le Québec quand c'était à notre avanta-

ge. Nous avons donc un rattrapage à faire parce qu'il y a tellement d'entreprises du Québec qui dépendent d'une source d'approvisionnement concurrentielle en produits pétrochimiques que nous allons devoir investir des sommes très importantes. C'est pour cela que nous avons commencé, il y a quelque temps, la formation d'un consortium entre la SGF et la Union Carbide, qui est le plus grand producteur au monde au plan pétrochimique, et Gulf, qui est le troisième plus grand producteur au monde au plan pétrochimique pour redonner au Québec et à Montréal la place de leader qui lui appartient au plan pétrochimique, au plan pharmaceutique, au plan chimique et à toutes les industries qui relèvent du plastique et des diverses transformations de ces produits de base. Donc, dans chacun de ces secteurs prioritaires, nous allons y aller avec planification et ordre en fonction d'un plan de développement industriel pour le Québec.

(21 h 10)

La SGF aura donc comme mission — et c'est ce qui est compris dans le projet de loi qui nous intéresse — de constituer de ces groupes d'entreprises rentables d'un point de vue économique dont la taille ne peut pas être concurrencée par nos PME, parce que nos PME ne peuvent pas se lancer dans des projets qui impliquent des milliards de dollars, dont la taille contribuera à leur faire jouer un rôle significatif dans le développement du secteur en question.

Donc, Mme la Présidente, il s'agit de questions très importantes que nous discutons ce soir. Nous discutons de l'avenir industriel du Québec, un avenir qui ne sera pas laissé aux forces du hasard, qui ne sera pas laissé uniquement à la volonté d'entreprises provenant d'autres lieux, qui ne sera même pas laissé à la volonté d'autres gouvernements, qui ont des impératifs politiques qui ne sont pas toujours ceux du Québec, même s'ils proviennent du Québec, même s'ils sont formés de personnel politique qui provient du Québec. Le gouvernement du Québec est intéressé au plus haut point à relancer l'industrialisation de notre territoire, à accroître la transformation de nos ressources naturelles, à renforcer nos entreprises, à créer des emplois rémunérateurs, à prévenir plutôt que de guérir. C'est ce que ce gouvernement fait dans un de ses gestes — il va en avoir beaucoup d'autres; il y en a eu précédemment et il y en aura d'autres — en présentant un projet de loi qui va nous permettre d'injecter \$103 millions additionnels dans le développement industriel au Québec.

Par conséquent, la poursuite de l'objectif fondamental qui est très clairement identifié par le gouvernement, dans des secteurs où les investissements à faire seront importants, exige aussi que les sommes qui seront mises à la disposition de la SGF par son actionnaire, c'est-à-dire le peuple du Québec, et par l'Assemblée nationale et le gouvernement qui en assume la responsabilité, comme actionnaire, soient nettement à la mesure des actions spécifiques et des besoins envisagés.

Il n'est pas question que nous allions dans le domaine industriel avec des entreprises de broche

à foins et des montants minimes. Si nous sommes capables de nous payer des cathédrales de l'ordre de \$1 milliard comme les Jeux olympiques et comme le stade olympique, nous sommes aussi capables de nous payer le développement industriel qui crée des emplois à nos travailleurs et à nos jeunes, sur une base permanente et non pas sur une base accidentelle et temporaire.

Enfin, Mme la Présidente, je conclurai sur cela, c'est afin de mettre de l'ordre dans la situation présente et de bâtir pour l'avenir qu'il est nécessaire de modifier la loi constitutive de la SGF. Finalement, quel que soit l'apport que pourra nous apporter l'extérieur, quelles que seront les contributions que des entreprises internationales et étrangères avec une technologie, des capitaux et des accès à des marchés privilégiés pourront apporter à l'économie du Québec, quels que soient les avantages de certaines ententes internationales, et même, parfois, de subventions provenant d'autres paliers de gouvernements, nous n'aurons un véritable développement industriel au Québec que si les Québécois eux-mêmes croient à ce développement industriel et s'ils y croient suffisamment pour s'impliquer eux-mêmes. Il est facile de vendre nos entreprises à l'étranger et de dire: Les autres vont nous faire vivre, les autres vont nous créer des emplois. Ce temps de défaitisme, d'infantilisme économique est fini au Québec, parce que les Québécois entendent prendre leurs affaires en main, prendre leurs richesses en main, les développer et mettre de l'avant un développement cumulatif de notre économie et de notre industrie.

Ce n'est que lorsque nous prendrons l'engagement de développer nous-mêmes le Québec, que nous pourrons d'autant mieux être crédibles lorsque nous parlerons aux autres de s'associer à nous pour développer cet immense territoire que représente le Québec, un des dix plus grands territoires politiques de cette planète. J'ai dit ce matin à Montréal qu'avec les \$57 milliards de production que nous avons eus en 1978, le Québec, sur 160 pays, occupe le 23e rang. Le Québec est un territoire énormément riche avec un potentiel industriel phénoménal, pourvu que nous ayons le courage de le développer pour nous-mêmes comme pour les générations futures. Merci beaucoup.

Mme le Vice-Président: M. le député de Saint-Laurent.

M. Claude Forget

M. Forget: Mme la Présidente, nous venons d'entendre un homme qu'à cause des circonstances nous devons appeler le ministre de l'Industrie et du Commerce. Croyez bien que ce soir, plus qu'à n'importe quel autre moment, ce sont des circonstances tout à fait indépendantes de notre volonté. Cet homme qui vient, soi-disant au nom de l'intérêt public, demander l'autorisation de l'Assemblée nationale pour consacrer \$200 millions à la SGF — une somme qui pourra, quand tout sera dit, s'approcher de très près de \$200

millions — a cru que sa mission était adéquatement accomplie en liant des querelles avec les députés de l'Opposition, en s'essayant à réécrire l'histoire ou à insulter, à gauche et à droite, tous ceux qui semblaient ne pas être d'accord avec ses positions.

Cet homme, qui est le ministre de l'Industrie et du Commerce, semble avoir oublié que son rôle n'est pas de lier des querelles, d'engager des querelles avec les membres de l'Opposition, mais d'essayer de persuader les contribuables du Québec que les objectifs auxquels il veut les faire souscrire sont dignes de la contribution considérable qu'il leur demande de faire aux coffres de la Société générale de financement. C'est cette mission qu'il avait à relever, un effort de persuasion à un moment où cet effort est particulièrement ardu étant donné les déceptions courantes, les déceptions des années passées dans le domaine des sociétés d'Etat. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cet effort de persuasion, il n'a pas été très diligent à s'en acquitter.

Je me demande si ceux qui, à la fin de chaque semaine de paie, se rendent compte, en regardant leur chèque, qu'à peu près la moitié ou le tiers est rendu dans les coffres du gouvernement se sont sentis réconfortés par l'attitude sereine, impartiale du ministre de l'Industrie et du Commerce, par sa vision des choses, par sa capacité de se détacher des intérêts partisans et mesquins. Se disent-ils maintenant: Voilà que notre argent est entre bonnes mains, voilà quelqu'un à qui nous pouvons faire confiance pour administrer les affaires de l'Etat avec une sérénité et, encore une fois, un détachement qui nous rassurent sur le succès qu'on aura à rencontrer nos objectifs?

J'essaierai, dans le temps qui m'est imparti, d'aborder un certain nombre de questions qui viennent de l'être par le ministre de l'Industrie et du Commerce. Auparavant, j'aimerais bien tirer au clair, en quelque sorte, l'état de la question. De quoi s'agit-il, ce soir, devant l'Assemblée nationale, lorsque nous abordons l'étude du projet de loi no 108 et quelle est la position de l'Opposition libérale face aux questions que nous avons à trancher?

L'état de la question sur ce projet de loi est assez simple à dresser. On nous invite à décider d'un octroi de fonds considérable pour deux motifs principaux. Il y a dans ce projet de loi essentiellement deux parties distinctes, détachables sur lesquelles il est possible de se prononcer séparément. Il y a, d'une part, l'opération sauvetage de Marine Industrie, du chantier naval essentiellement, puisque c'est cette partie de Marine Industrie qui connaît, qui a connu des difficultés importantes. C'est une opération qui est urgente, c'est une opération que les circonstances de toutes sortes ont rendue nécessaire et c'est une opération avec laquelle l'Opposition libérale est d'accord.

Il y a une autre question que soulève ce projet de loi, c'est celle de la mise de fonds qu'on nous dit nécessaire pour mettre à exécution ou pour commencer de mettre à exécution un plan de redressement, une réorientation de la Société

générale de financement et qui permet d'échelonner sur cinq ans les mises de fonds additionnelles pour donner corps à cette vision de l'avenir.
(21 h 20)

C'est là une question entièrement séparée, entièrement différente de la première, et sur laquelle, Mme le Président, l'Opposition libérale, pour l'instant, n'est pas d'accord, parce que nous estimons ne pas avoir eu suffisamment d'indications et d'assurances, soit en commission parlementaire, soit par les paroles ou les documents produits par le ministre, pour pouvoir véritablement, au nom de l'intérêt public, prendre une décision ce soir sur un sujet d'une si grande importance qui implique, en plus de l'opération de sauvetage sur laquelle nous sommes d'accord, plusieurs millions additionnels. Effectivement, ces quelque \$102 millions additionnels, qui ne sont pas requis ce soir, qui ne sont pas requis avant la fin de l'année pour sauver des emplois, sont demandés strictement pour mettre à exécution des projets d'avenir, sur lesquels se posent une foule de questions.

Nous avons privément — et je le répète publiquement — donné au gouvernement l'avertissement suivant: Si le gouvernement tient absolument à faire adopter un projet de loi qui regroupe de façon indissoluble ces deux aspects, nous allons lui fournir une opposition implacable, jusqu'à ce qu'il change d'avis sur cette question.

M. Shaw: Bravo!

M. Forget: Il est tout à fait possible — nous persistons à le croire, et certainement le ministre, dans son intervention, n'a donné aucune preuve du contraire — que ces aspects peuvent être distingués et qu'il serait possible pour le gouvernement de donner suite à ses engagements à court terme vis-à-vis de la Société générale de financement, vis-à-vis du sauvetage de Marine Industrie, et du sauvetage des emplois qui y sont impliqués, en remettant dans les mois à venir, au début de 1979, une considération beaucoup plus réfléchie des autorisations en blanc qu'il nous demande de donner à des projets qui sont loin d'être précis dans leurs contours, dans leurs implications et dans leurs moyens de réalisation.

Si on consentait, du côté gouvernemental, à réduire ainsi à l'essentiel le projet de loi 108, c'est avec rapidité, en l'espace probablement de quelques minutes, que l'Opposition officielle accepterait de passer à l'étude et à l'approbation de ce projet de loi. Sinon, et j'en fais encore une fois l'avertissement au gouvernement, l'Opposition officielle n'hésitera pas à utiliser toutes les armes de la procédure parlementaire pour bloquer l'adoption d'un projet de loi que nous jugeons absolument inacceptable dans sa forme actuelle.

Ceci étant dit, maintenant que notre position est claire, j'aimerais passer quelques minutes pour expliquer ce qui nous pousse à adopter cette double attitude. J'aimerais parler quelque temps du cas Marine Industrie, j'aimerais, à la suite de cela, offrir quelques éléments qui nous semblent essentiels et qui devraient se retrouver dans une

orientation gouvernementale et dans un projet de loi relativement au mécanisme général des sociétés d'Etat, aux moyens de contrôle dont le gouvernement et l'Assemblée nationale devraient disposer face aux sociétés d'Etat, aux distinctions qui s'imposent dans la nature des responsabilités des uns et des autres et qui devraient également se retrouver dans nos lois et dans nos façons de procéder.

Enfin, je toucherai un dernier point, en essayant de retrouver, dans le projet de loi tel qu'on nous le suggère, ne serait-ce que quelques éléments qui nous permettraient de nous rassurer quant à l'orientation future que cherche à prendre le gouvernement vis-à-vis de ces questions. Je serai forcé malheureusement de conclure que les éléments essentiels que nous recherchons sont absents de ce projet de loi, ce qui justifie notre attitude quant au deuxième élément, l'élément à plus long terme que contient le projet de loi 108.

Donc, en premier lieu, Mme la Présidente, relativement au cas Marine, le ministre a rappelé qu'il y avait eu enquête parlementaire de deux jours, une enquête parlementaire à laquelle nous avons participé et où, effectivement, nous avons pu constater que la situation dans laquelle se trouve Marine Industrie, à l'heure actuelle, est due à la conjonction de tout un tas d'influences, de circonstances, de facteurs de plusieurs catégories.

Il y a d'abord le changement dans la conjoncture, le changement dans le marché international pour les bateaux. Il est indubitable que ceci est un élément de contexte incontrôlable pour le Québec, incontrôlable pour les gestionnaires de l'entreprise en question et dont il faut tenir compte pour évaluer, aujourd'hui, ce qui s'est passé depuis 1973.

Il est clair que des contrats qui apparaissent fort avantageux, réalisables, apparaissent avec l'échec et en recul comme étant des erreurs, comme étant des naïvetés, mais il ne faut pas oublier le contexte lorsque nous portons des jugements sur les individus, si l'on veut avoir une justice élémentaire dans les jugements que nous portons.

Nous avons pu constater aussi, mais imparfaitement, parce que la commission parlementaire n'a pas surtout porté là-dessus, qu'il y a eu des problèmes de gestion à Marine Industrie et à la Société générale de financement. Ceci n'a été directement constaté par aucun des témoins, mais se dégageait de l'ensemble des témoignages et se dégageait du dossier qui nous était fourni. Problèmes de gestion constitués par une rotation extrêmement rapide des cadres et des administrateurs des deux entreprises; rotation qui a amené des gens sans aucune expérience de la construction navale, qui est un domaine très spécialisé, en contact avec des décisions difficiles, qu'il fallait prendre rapidement, qu'ils ont sans doute prises, dans la plupart des cas, au meilleur de leur connaissance, mais malgré tout avec un bagage d'expertise extrêmement mince. Problèmes de gestion, notons-le, sans reproche aux individus impliqués, qui ne font que se continuer sous d'autres noms, avec d'autres personnes, puisque,

bien sûr, on n'a pas résolu ces problèmes par l'addition, au sein de Marine Industrie ou au sein de la SGF, de personnes qui auraient, elles, une expérience de ce genre.

Donc, la carence qui était présente de 1973 à 1975 et au-delà se poursuit, il y a encore un vice fondamental, il y a encore une période de rodage nécessaire pour des gens qui sont nouvellement arrivés. Donc il y a une faiblesse, une faiblesse qui n'est pas, encore une fois, un blâme qu'on peut dresser contre les individus qui sont là maintenant, pas plus qu'on pouvait le faire contre ceux qui les ont précédés, mais qui doit nous avertir d'être prudents face aux projets d'avenir, qui doit nous alerter aux risques que les erreurs qui se sont produites dans le passé se reproduisent à nouveau sous des formes différentes, mais attribuables essentiellement aux mêmes causes.

A cette commission parlementaire, nous avons également constaté qu'il y avait une large part d'erreurs, d'imprudences, peut-être même d'incompétence des individus qui se sont succédés aux postes de direction de Marine Industrie.

Tout cela est donc un tableau un peu confus, mais malgré tout assez simple dans ses dimensions générales, une conjoncture de plusieurs causes, dont l'importance relative n'a pas été mesurée avec un très grand soin, auquel s'ajoute cependant et, hélas! un tas d'allégations que la commission parlementaire n'a pas eu le temps d'explorer complètement, qui vont continuer à être alimentées, pour les raisons que j'indiquais, cet après-midi, dans un débat sur la motion du chef de l'Union Nationale, par les ambitions des uns et des autres de se disculper et de rejeter les blâmes sur leurs prédécesseurs, leurs successeurs, leurs collègues. Motivations qui vont demeurer, puisque les litiges, fondamentalement, ne sont pas réglés; chacun veut laver sa réputation, il y a des procès encore en cours et on continue d'entendre les choses les plus saugrenues sur à peu près tous les participants de cette aventure de Marine Industrie.

(21 h 30)

Il y a des éléments qui, en commission parlementaire, sont passés presque inaperçus. On s'est concentré largement sur une période donnée dans l'histoire de ce dossier. Depuis la commission parlementaire, d'autres illustrations d'erreurs possibles sont parvenues à notre connaissance, qui tendraient à démontrer que, subséquentement, au début de la construction des bateaux en question — donc, subséquentement aux événements qui ont le plus attiré l'attention de la commission parlementaire — il y a eu d'autres erreurs, commises, celles-là, entièrement par la direction de Marine Industrie, qui ont aggravé le problème, aggravé le dommage, sur lesquelles, bien sûr, on en est réduit à des hypothèses.

Il y a toute la question de la structure des responsabilités sur laquelle la commission parlementaire s'est fort peu étendue. Qui était responsable de quoi? Ces mandats-là étaient-ils clairs? Pour qui? C'est assez étrange que quelqu'un qui ne soit ni le président, ni le directeur général d'une société, mais qui remplit en quelque sorte

toutes ces fonctions par défaut, puisse prendre les décisions aussi fondamentales, aussi importantes sur le plan financier, qui ont été prises, par exemple, lors de la commande de matériel pour des contrats qui, légalement, n'avaient pas de force exécutoire. En vertu de quelle politique interne cela a-t-il été fait ou permis? A qui l'information a-t-elle été communiquée? Ceci, nous n'en savons rien.

Il y a aussi des allégations de comportement illégal chez les uns ou chez les autres. On fait allusion à des possibilités de poursuites criminelles. Donc, il y a un tas de choses qui demeurent mystérieuses. C'est la raison pour laquelle nous avons donné notre appui à la motion du chef de l'Union Nationale qui cherchait à provoquer une enquête, non parlementaire celle-là, sur toutes ces allégations.

Je voudrais ici profiter de cette occasion pour réitérer l'affirmation que nous avons faite à cette occasion en ce sens que le Parti libéral du Québec est tout à fait prêt à collaborer avec toute enquête s'il apparaît jamais au gouvernement opportun d'en créer une. Le Parti libéral du Québec qui, à ce moment-là, formait le gouvernement, pendant la période de 1973 à 1976, n'a rien à cacher, ni personne à protéger dans tout ceci. Si le ministre de l'Industrie et du Commerce en doute, il n'a qu'à nous prendre au mot et à créer cette commission parlementaire, cette commission d'enquête plutôt.

Cependant, Mme le Président, relativement à l'histoire de Marine, il n'est pas suffisant de faire des enquêtes, parlementaires ou autres; il n'est pas suffisant d'essayer de façon plus ou moins superficielle ou profonde de répartir le blâme pour une histoire passée. Il faut prendre des décisions à court terme. Le gouvernement est face à des échéances. Il y a plusieurs centaines, sinon plusieurs milliers d'emplois en jeu. Une nouvelle équipe de gestion a été mise en place en 1977 qui s'attend à avoir les autorisations nécessaires pour procéder et, à tout le moins, pour continuer son travail, pour limiter les dégâts, pour essayer de sauver ce qui peut encore être sauvé. Dans cette mesure, il est essentiel effectivement que le gouvernement — essentiel et inévitable, hélas! — arrive avec un projet de loi qui lui permette de faire ce qu'il veut faire. Je crois qu'il est opportun de souligner que ce qu'il veut faire, ce n'est pas rien. Déjà cette opération de sauvetage peut impliquer des sommes qui peuvent atteindre plus de \$70 millions. Il y a d'abord un prêt que l'on consent à la société d'Etat, de \$18 millions, mais c'est un prêt que le ministre peut effacer des comptes publics s'il le juge opportun. C'est un prêt dont, comme le dit l'article 10, "il peut convenir avec la société ou sa filiale, selon le cas, que l'obligation de rembourser un prêt et de payer l'intérêt échu ou à échoir sur celle-ci dépend de l'accomplissement d'une condition". Le ministre déterminera la condition, ce qui veut dire qu'il peut effacer ce prêt. D'ailleurs, je pense bien qu'il y a peu de gens qui se font des illusions sur la possibilité de récupérer jamais ces \$18 millions.

En outre, il y a une subvention pure et simple de \$10 millions au sujet de laquelle, bien sûr, on

ne fait pas mention de remboursement possible. Il s'agit d'une subvention à la SGF pour un montant de \$10 millions. Ceci fait \$28 millions. A cela s'ajoute une garantie qui prend la forme suivante: le gouvernement paiera toute somme nécessaire pour combler la différence entre le prix de vente éventuel des six navires en question et la somme de \$17 350 000. Mme la Présidente, personne ne sait combien valent ces navires pour lesquels il n'y a pas d'acheteur dans le moment. Valent-ils \$15 millions? Valent-ils \$12 millions? Valent-ils \$10 millions? Nul ne le sait et, comme ils ont été refusés par l'armateur qui les avait commandés, pour chaque mois qu'ils restent en rade, pour chaque fois qu'ils restent au mouillage à Sorel, les doutes parmi les autres acheteurs éventuels ne sont que renforcés. Même si le registre Lloyd a donné ses certificats de navigabilité, il demeure qu'un risque subsiste non pas sur le fait que les navires en question puissent flotter, mais quant à leur vie utile puisque le problème des spécifications soi-disant non respectées pour la construction de ces navires affectait précisément, dans une certaine mesure au moins, la durée de vie utile des navires en question. Pour chaque mois qu'ils restent inutilisés, le problème, dans l'esprit des acheteurs éventuels, ne devient certainement pas moins important, mais, au contraire, plus important.

Cela veut dire que, si on attribue une valeur de \$10 millions à chacun des bateaux, ce qui n'est certainement pas déraisonnable dans la situation actuelle, on obtient facilement une somme de plus de \$40 millions en garantie additionnelle qu'assument le gouvernement et l'Assemblée nationale par ce projet de loi. Ceci fait, ajouté aux \$28 millions de tantôt, une somme de \$72 millions de perte assumée par le trésor public relativement à six navires invendus. Ce remède n'est donc pas insignifiant. C'est un remède qui est, pour le moins, vigoureux, pour le moins important en termes financiers et un projet de loi se justifierait facilement simplement par l'autorisation d'attribuer une somme de \$72 millions à la Société générale de financement.

Bien sûr, on pourrait même, dans ce secteur, se poser un certain nombre de questions. On a passé beaucoup de temps sur le passé de ces navires, sur les événements qui nous ont conduits dans l'impasse actuelle, mais on a passé remarquablement peu de temps à explorer les possibilités de s'en sortir et de s'en sortir rapidement. Toutes les hypothèses qui ont été formulées relativement à la disposition des navires en question ne sont pas également bonnes, mais il n'a pas été possible à la commission parlementaire d'en discuter très longuement. On en a à peine discuté et, sans aucun doute, là-dessus, nous pouvons tous être d'accord, la commission parlementaire ne disposait pas de l'expertise nécessaire pour évaluer les mérites relatifs d'un projet de location subventionnée ou de vente à rabais des navires en question, le coût possible de l'assurance et des frais d'intérêts qui doivent être encourus alors que les navires sont en rade à Sorel plutôt qu'utilisés. Il s'agit là de calculs complexes pour lesquels aucun

chiffre précis n'a été avancé. Il y a eu quelques hypothèses mentionnées au fil de la discussion, mais aucune démonstration convaincante que, même pour ce qui est des six navires pour lesquels on demande à l'Assemblée nationale \$72 millions possiblement, peut-être un peu moins, peut-être un peu plus, cela en serait fini d'une demande d'appui financier, aucune démonstration que ce qu'envisageaient d'en faire la Société générale de financement et Marine Industrie était la meilleure solution possible, aucune aide aux parlementaires pour en juger. Donc, ici encore, même si on est collé le nez sur un désastre financier pour un problème de bateaux, dans la façon de concevoir la solution, on demeure dans le vague, on demeure dans l'imprécision et on demeure dans des mandats en blanc que l'on ne veut pas discuter avec des chiffres, avec des détails qui seraient susceptibles de nous éclairer quant à la justesse des solutions retenues.
(21 h 40)

Il ne s'agit pas ici simplement de dire: Les administrateurs doivent avoir la discrétion de disposer des affaires courantes, des affaires normales d'une société comme bon leur semble il s'agit ici de liquider un désastre et il s'agit d'avoir des enseignements précis sur l'envergure des responsabilités financières du propriétaire qu'est l'Etat dans tout cela. Et l'Etat, représenté par le gouvernement, représenté par l'Assemblée nationale, a le droit d'en savoir plus qu'on ne lui en a dit sur un sujet comme celui-là. Mais malgré tout, malgré les réserves que nous pouvons avoir, Mme la Présidente, sur le genre de solution qu'on envisage, sur le désastre passé et actuel que représentent ces bateaux, malgré tout le crédit qu'il faut faire à tous ceux qui sont censés s'en occuper et pour qui cela représentera la première expérience du genre, il demeure que nous n'avons d'autre choix que d'accepter l'inévitable et d'accepter également la décision du gouvernement de se limiter à ces quelques bribes d'information pour lui donner cette autorisation.

Nous le ferions volontiers, nous le ferions rapidement si c'est tout ce qu'on nous demandait. Malheureusement, il n'en est rien. On nous demande également pour l'avenir des modifications au capital-actions qui passera de quelque \$140 millions à \$200 millions, mais des mises de fonds qui pourront être supérieures à celles-là puisqu'on prévoit, outre le paiement au cours de chacune des années civiles 1980 à 1984, une somme de \$10 millions, la possibilité de souscrire en plus une somme de \$52 millions sur le fonds consolidé du revenu en un ou plusieurs versements. C'est donc une mise de fonds considérable additionnelle à celle dont je viens de parler pour régler le désastre des bateaux invendus et pour lequel on ne nous offre presque rien.

Mais avant d'en venir à un examen de la loi sur ces aspects, aspects qui regardent l'avenir de la Société générale de financement, j'aimerais, comme je l'ai indiqué tout à l'heure, fournir quelques indications sur ce que nous recherchons dans un tel projet de loi, sur ce dont nous déplorons l'absence dans ce projet de loi. Mme la

Présidente, il ne s'agit pas ici de tomber dans une maladie de rechercher dans un projet de loi des grandes déclarations de principes. Il ne s'agit pas d'idéologie. Il ne s'agit pas de romantisme. Il ne s'agit pas, contrairement à ce que nous invitait à faire le ministre de l'Industrie et du Commerce, de slogans électoraux ou autres, de maîtres chez soi ou quoi que ce soit dans le même style. Il s'agit de se poser de façon beaucoup plus réaliste la question des objectifs de cette société d'Etat et non pas la question idéologique à savoir s'il faudrait qu'il y ait des sociétés d'Etat ou qu'il n'y en ait pas, s'il est essentiel pour le Québec de prendre en main son destin et tout ce genre de raisonnement qui n'ont strictement rien à voir avec les problèmes très concrets auxquels des sociétés que nous avons sont confrontée, et vis-à-vis desquels les partis politiques à cette Assemblée nationale et, au premier chef, le gouvernement lui-même doivent trouver des réponses aussi concrètes que les questions le sont elles-mêmes.

Il ne s'agit pas non plus, Mme la Présidente, de tomber dans l'anecdote, comme l'a fait le ministre de l'Industrie et du Commerce pendant presque tout son exposé. L'anecdote des bateaux grecs n'a rien à voir avec l'orientation qu'on veut donner aux sociétés d'Etat, que ce soit Marine Industrie, la Société générale de financement ou d'autres. A force d'insister sur l'anecdote, Mme la Présidente, on perd l'essentiel. C'est bien sûr que l'histoire ne se répétera pas deux fois, du moins c'est le minimum qu'on peut espérer. Mais ce n'est pas tout de tirer des conclusions sur l'histoire passée, sur un malheur passé, pour donner l'impression qu'on a saisi l'ensemble de la problématique des sociétés d'Etat, qu'on sait où on va. Le souci principal du gouvernement, souci qui devrait se refléter dans la loi, c'est de définir des objectifs. On peut imaginer plusieurs objectifs possibles entre lesquels il faudra choisir, au moins entre lesquels il faudra tracer un ordre de priorités. On peut vouloir tout simplement, tout bonnement contribuer à stimuler le développement économique du Québec. On peut s'y intéresser, c'est une forme un peu différente, à créer ou à maintenir des emplois et donc à s'attacher surtout à stimuler des industries qui ont un maximum de potentiel en création d'emplois, même si elles contribueraient moins que d'autres au développement économique.

On peut vouloir, comme le suggère le ministre et comme l'ont suggéré des tas de gens avant lui, servir des intérêts plus nationalistes, promouvoir une participation québécoise, entre guillemets, dans des domaines industriels et faire de cela la première priorité. On peut vouloir utiliser ici au maximum l'épargne domestique. On peut vouloir redresser un déséquilibre régional dans les niveaux de vie et d'activités économiques. On peut vouloir obtenir une diversification de la structure industrielle. Ce sont là des exemples d'objectifs qu'un gouvernement, qu'un Parlement peut donner à ses sociétés d'Etat. Cependant, il est douteux qu'on puisse tous les poursuivre à la fois. Il faut donc choisir ou au moins, encore une fois,

indiquer un ordre de priorités. Ceci doit se faire si on doit tirer quelque sens que ce soit de la propriété par l'Etat, par la communauté, la collectivité de moyens de production dans le domaine industriel et commercial.

En outre, il faut que le gouvernement définisse des stratégies pour atteindre ses objectifs. Il ne peut pas simplement parler de développement économique et s'en remettre à la discrétion d'administrateurs nommés. Il faut qu'il soit un peu plus explicite sur les moyens de réaliser les objectifs qu'il s'est donnés, dans un tel domaine. Il faut, par exemple, non pas qu'il se borne à dire: Il faut identifier des secteurs prioritaires, mais les identifier vraiment, et pas seulement les identifier par des rubriques générales et vagues, mais dire en quoi, précisément, elles consistent, ces orientations sectorielles. Il s'agit de décrire également comment on va aller de la situation actuelle à une situation où il y aurait des priorités pour certains secteurs.

Par exemple, le ministre de l'Industrie et du Commerce a dit: Il y aura trois secteurs d'activité qui seront prioritaires, mais il sait très bien que ce n'est pas la situation actuelle. Il faut donc qu'il ait quelque conception sur la façon de passer de la situation actuelle d'absence de concentration à une concentration dans trois secteurs qui élimine implicitement un tas d'activités qui sont actuellement la responsabilité de la SGF. Qu'est-ce qu'il sera fait avec ces entreprises? Est-ce qu'on en disposera en les vendant? Est-ce qu'on les conservera malgré tout, en disant qu'elles ne sont plus prioritaires et qu'on ne s'occupe plus de leur développement? Si on choisit d'en disposer, de quelle façon en disposera-t-on? Quel délai se donne-t-on pour le faire? Il faudrait quand même le préciser un peu.

Quant aux règles de fonctionnement des industries nationalisées ou des sociétés d'Etat, quels sont les objectifs que le gouvernement a l'intention de suivre? S'attache-t-il à la réalisation d'une rentabilité normale, une rentabilité que l'on retrouve dans l'entreprise privée ou met-il de côté complètement la question de rentabilité au profit d'objectifs sociaux? A-t-il comme principe de faire payer à toutes les sociétés d'Etat les mêmes impôts que les sociétés privées équivalentes doivent payer de manière à respecter un certain "fairplay", une certaine concurrence entre sociétés, ayant différents statuts de propriété, soit public, soit privé? Le ministre ne nous a donné aucune indication formelle là-dessus, ni même par allusion. Le ministre a-t-il l'intention de faire de l'association avec des partenaires privés la règle générale de fonctionnement des sociétés d'Etat?

Toutes ces questions sont pertinentes à la détermination d'une stratégie. Nous n'avons pas eu de description, d'énoncé des intentions gouvernementales dans ces domaines. Et, pourtant, les choix qui seront faits relativement à ces stratégies ont des implications considérables quant à la possibilité de réaliser les objectifs très généraux et très vagues que le ministre prétend vouloir poursuivre désormais, et le caractère suffisant ou

insuffisant de la mise de fonds additionnelle qu'il nous demande.

(21 h 50)

Quelle assurance avons-nous que les \$50 millions additionnels seront suffisants pour financer ce qu'on entrevoit du côté de la SGF? Nous a-t-on présenté un budget quelconque qui nous permettrait, sur une période de quelques années, de trouver une certaine vraisemblance entre les objectifs qu'on prétend poursuivre et les moyens pour lesquels on sollicite l'autorisation de l'Assemblée nationale? Non. On ne nous a rien donné du tout.

Ce sont des questions pragmatiques, des questions concrètes dont nous cherchons en vain les réponses dans les déclarations du ministre, dans les documents qu'il a distribués et encore plus dans le projet de loi qui est devant nous. On en est réduit à faire confiance. Le contribuable québécois a fait confiance, il a fait confiance depuis longtemps et beaucoup. Le temps n'est-il pas venu, à la lumière de l'expérience, à la lumière de ces échecs qu'on déplore aujourd'hui, de demander des fonds additionnels en ne taxant pas, sans mauvais jeu de mots, aussi fortement la bonne confiance du grand public "payeur de taxes"? Le temps n'est-il pas venu d'aller un peu plus loin dans les détails? Avertis des échecs du passé qui sont dus, le ministre l'admet lui-même, la direction actuelle de la SGF l'admet elle-même, à l'inhabileté ou l'imprévision dans la spécification d'objectifs clairs, précis, bien articulés, le temps n'est-il pas venu de prendre une leçon et de dire: Cette fois-ci nous ne procéderons pas de la même façon? Non, il ne semble pas qu'on ait pris cette leçon.

Lorsqu'on regarde la loi 108, quant à ce deuxième élément, l'élément tourné vers l'avenir que renferme le projet de loi, on découvre un langage qui n'est pas un langage d'aujourd'hui. C'est un langage d'un gouvernement qui n'a pas appris du passé. Comme le ministre a voulu paraphraser l'expression, je me permettrai de la citer peut-être un peu plus correctement qu'il ne l'a fait. On a dit que celui qui ignore les leçons du passé est condamné à répéter inlassablement et indéfiniment les erreurs que contient ce passé. C'est ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce nous invite à faire implicitement par son projet de loi. En effet, il dit que le mandat sera maintenant précisé dans l'article 4. Or, le mandat en question ne consiste pas du tout dans la définition précise d'un des objectifs que je donnais en exemple tout à l'heure dans mon exposé.

On dit "constituer un groupe industriel..." Cela peut être à peu près n'importe quoi et la SGF actuelle correspond à cette définition. C'est un groupe. C'est un groupe hétéroclite, mais c'est un groupe. "... dans le but d'exploiter seul ou en association...", cela se fait déjà maintenant, il y a des sociétés qui sont à 100% contrôlées par la SGF, d'autres le sont en participation avec d'autres. C'est donc la situation actuelle sans modification. Donc, "... exploiter seul ou en association avec des partenaires, des entreprises rentables..."

On dit qu'elles doivent être rentables, mais on n'est pas très précis là-dessus. Dans d'autres pays, on est un peu plus exigeant lorsqu'on parle de rentabilité. Rentabilité veut dire tout simplement ne pas faire de pertes. Jusqu'à quel point c'est rentable et jusqu'à quel point exigera-t-on la rentabilité aux dépens d'objectifs qui, par ailleurs, ne sont pas spécifiés et qui sont d'un autre ordre, objectifs sociaux, objectifs d'équilibre régional, etc.? On ne le sait pas. On salue au passage un principe qu'on n'ose plus attaquer de front, la rentabilité. Bon.

"... de taille significative..." A moins qu'on n'ait donné des objectifs et une stratégie beaucoup plus précise, je ne sais pas ce que cela veut dire. Est-ce qu'on cherche un monopole dans chaque secteur? Est-ce qu'on cherche à y être présent à 10% ou 15% ou à 25%? On nous dira: Cela dépend des secteurs. Cela prouve bien que la question qu'on pose est pertinente puisque si ça dépend des secteurs, il faudrait un peu regarder les secteurs pour savoir ce que cette définition veut dire. La conséquence est que ceci n'est pas un mandat, mais une espèce de déclaration de principe très générale qui sera sujette et ouverte à toutes les interprétations. On pourra toujours dire qu'on a rempli le mandat ou qu'on ne l'a pas rempli selon le point de vue de l'observateur.

"... dans certains secteurs jugés prioritaires..." Il faudrait dire lesquels. Il faudrait dire à l'Assemblée nationale, quand on demande \$200 millions, si on les consacrera à l'industrie pétrochimique, comme a dit le ministre, qui se propose de se lancer dans un nouveau secteur — on a déjà l'aciérie qui ne va pas trop bien, on a déjà les chantiers navals qui ne vont pas trop bien — mais on va essayer dans un troisième secteur où, là non plus, on ne semble pas avoir une très grande expérience.

Quel est le capital humain sur lequel on va compter? Où est l'expertise dont le gouvernement compte se servir pour occuper une place significative dans ce domaine-là? Il ne s'agit pas simplement de payer, il ne s'agit pas simplement de donner l'argent des contribuables; il faut aussi prévoir tous les autres éléments, toute la logistique qu'implique une décision comme celle-là. Pourtant, Mme le Président, on ne veut pas que l'Assemblée nationale ait à se prononcer là-dessus. On veut que l'Assemblée nationale donne un chèque en blanc qui n'est plus approprié en 1978, alors qu'il y a tellement de problèmes, qu'il y a eu tellement de désenchantements, qu'il y a tellement d'impatience de voir les choses non pas reprendre un nouveau départ qui ressemble terriblement aux anciens départs, mais aller vers quelque chose qui soit véritablement neuf, quelque chose sur lequel on puisse dire, si jamais on est déçu: Au moins, on savait où on s'en allait. On s'est trompé, mais personne ne nous a joué de tour.

Avec ce que nous propose le ministre de l'Industrie et du Commerce, on ne pourra certainement pas dire cela. On pourra toujours dire: Ecoutez, le gouvernement a eu l'argent qu'il demandait, les gestionnaires ont réalisé les projets

qu'ils trouvaient intéressants et attrayants et il est arrivé qu'on n'a pas prévu telle chose, on n'avait pas suffisamment bien calculé. Si seulement quelqu'un avait assumé ses responsabilités à l'époque, si seulement quelqu'un avait posé les bonnes questions, avait exigé des réponses, on n'en serait pas où on est rendu.

Pourquoi se placer aujourd'hui, face à l'histoire presque prévisible des prochaines années, devant cette situation? C'est effectivement un reproche qu'on peut faire à nos prédécesseurs. Effectivement, c'en est un. Pourquoi tient-on avec acharnement à répéter cette erreur? Ne peut-on rien apprendre du passé? Est-ce que ce serait une marque de commerce du gouvernement du Québec, malgré qu'on change de gouvernement assez régulièrement, de toujours répéter de la même façon les mêmes erreurs? Il est temps d'apprendre, M. le ministre de l'Industrie et du Commerce, qu'il n'y a plus de patience, il n'y a plus de possibilité d'exploiter les bons sentiments dans la population du Québec. Il n'est plus suffisant de faire appel à la corde nationale pour obtenir \$200 millions. Cela en prend un peu plus que cela.

Bien sûr, on aimerait avoir un secteur pétrochimique prospère, on aimerait avoir des chantiers navals qui débordent d'activité, des aciéries qui bourdonnent. Qui n'aimerait pas cela? Ce n'est pas déprécier les efforts de qui que ce soit, ce n'est pas mépriser les mauvaises intentions de qui que ce soit que de constater à la fin de 1978 que telle n'est pas la situation. Il ne s'agit pas de le souhaiter pour l'avoir. Il faut encore prendre les moyens nécessaires. Les moyens nécessaires, c'est parfois, pour les parlementaires et pour les gouvernements, d'exiger des comptes, d'exiger des précisions, de se faire l'avocat du diable pour être sûr que l'on n'a rien négligé. Ce n'est pas évident qu'on n'a rien négligé. Le contraire est plutôt évident.

Il y a tellement de choses que l'on ne sait pas. On ne sait pas quelle est la version que le ministre voudra adopter, les responsabilités qu'il va exercer comme ministre de l'Industrie et du Commerce et celles qu'il veut voir assumer par l'Assemblée nationale. Nous avons eu un débat la semaine dernière en commission parlementaire de l'Assemblée nationale pour déterminer si oui ou non il était approprié de se mettre à étudier la possibilité de créer une commission ad hoc et permanente de l'Assemblée nationale pour examiner les sociétés d'Etat. Nous sommes encore loin du but. Nous allons nous réunir présumément durant les prochains mois pour nous demander s'il est utile de nous organiser pour regarder les sociétés d'Etat.

Là-dessus, silence du côté du gouvernement. On a demandé au gouvernement lors d'un débat qui a précédé la convocation de cette commission parlementaire — je l'avais demandé personnellement à un ministre assis de l'autre côté — allez-vous nous présenter un projet, allez-vous vous mouiller, allez-vous nous dire comment vous envisagez les relations entre l'Assemblée nationale et les sociétés d'Etat, entre le gouvernement et l'Assemblée nationale relativement à ces ques-

tions et entre le gouvernement et les sociétés d'Etat elles-mêmes? On a répondu: Rassurez-vous, il y aura un document. On y pense, on y travaille. Il y a des gens qui cogitent là-dessus; ce sera un rapport qui vous sera soumis et, à partir de cela, on va travailler. La commission parlementaire a eu lieu et il n'y avait rien. (22 heures)

On en est encore à se poser des questions sur l'opportunité d'étudier et on nous demande \$200 millions, mais attention, ce sera le rôle de qui? On nous dit: Rassurez-vous, on a des gens, dans nos ministères, qu'on a engagés pour cela; il y a quelqu'un, au ministère des Finances, qui va poser toutes les questions, qui va faire toutes les études et cela va être brassé bien gentiment à l'intérieur de l'administration publique et vous allez voir comme c'est bien fait. On nous demande de prendre, sur la confiance, la parole du gouvernement que le problème n'existe plus. Je regrette, Mme le Président, à mon avis le problème existe jusqu'à preuve du contraire.

Le ministre ne nous a pas dit, encore une fois, quel est le rôle de l'Assemblée nationale dans la définition des objectifs des sociétés d'Etat, dans la spécification des stratégies et, à mon avis, l'Assemblée nationale doit avoir un rôle. Il est inacceptable que le ministre de l'Industrie et du Commerce aille faire, devant les media d'information, des déclarations selon lesquelles désormais on s'en va dans la pétrochimie, un investissement prévu de \$185 millions. Alors qu'on étudie, parfois pendant des heures, en commission parlementaire ou à l'Assemblée nationale, des crédits de \$5 millions ou \$10 millions, voici qu'on engage l'avenir avec, comme investissement initial — on sait ce que cela veut dire, l'investissement initial est parfois une fraction très faible de ce que cela va coûter un jour; c'est peut-être tout à fait justifié, mais il reste que c'est une réalité et on s'en souvient — nous dit-on, de \$185 millions. Et cela, c'est une décision de l'exécutif, parce qu'il y a quelqu'un qui nous a produit un rapport et on trouve que c'est un bon rapport. On n'en discute pas, on n'accepte pas de le voir incorporé dans la loi, c'est un fait accompli. De quelle façon cela se réalisera-t-il? En vertu de quel processus? Avec quel échéancier? Quelles sont les implications de tout cela pour d'autres politiques gouvernementales qui nous sont soumises? J'aurai des collègues qui en parleront. Y a-t-il compatibilité entre ces politiques? Tout cela est laissé à un comité présumément interministériel.

Ce n'est pas suffisant, il va falloir se décider à mettre dans les lois beaucoup plus de choses, de façon beaucoup plus précise pour savoir de quoi l'on parle. Bien sûr, les gestionnaires ont leur part de responsabilité. Il ne s'agit pas de faire prendre, par l'Assemblée nationale, des décisions de gestion. Mais les gestionnaires du secteur public, pas plus que les gestionnaires du secteur privé, ne peuvent jouer et assumer ou usurper, même, le rôle du propriétaire. Dans le cas des sociétés d'Etat, le propriétaire, c'est l'Etat lui-même et l'Etat s'exprime, en premier lieu, par l'Assemblée

nationale. C'est donc à l'Etat de déterminer les objectifs et d'approuver les stratégies. Quant à leur interprétation, à leur traduction en termes opérationnels, bien sûr, il est tout à fait normal que les gestionnaires puissent en prendre l'initiative, les proposer et se faire juger sur leurs capacités de réaliser des mandats précis qui leur auront été donnés.

Mme la Présidente, il est malheureux que nous en soyons réduits, à une heure tardive et qui sera de plus en plus tardive, à mesure que le débat s'avancera, à traiter d'une question qui intéresse un si grand nombre de Québécois, puisque le secteur est si important chez nous, on le sait. On est conscient des problèmes qui existent, inquiet quant au présent et quant à l'avenir, relativement au sort de ces entreprises, désireux de voir un progrès se réaliser dans ces secteurs. Il est dommage que nous en soyons réduits à traiter de ces problèmes à cette heure-ci, à la fin d'une session, sans le bénéfice de toutes les lumières qui devraient être apportées pour les trancher.

Une Voix: Il faut agir.

M. Forget: Il faut agir, c'est tout à fait juste. Il faut agir pour sauver des emplois, pour sauver les chantiers navals, il y a des pots cassés, c'est le contribuable qui doit les payer. Hélas, c'est une triste réalité! Que l'on dissocie cet aspect de l'autre, que l'on nous permette de dépanner — puisque c'est de cela qu'il s'agit — la Société générale de financement et Marine Industrie, avec un maigre \$70 millions ou \$75 millions — c'est pitoyable — et qu'on attende d'avoir un projet plus articulé, plus complet, plus convaincant, plus contraignant pour les gestionnaires et pour le gouvernement, pour nous demander d'injecter encore \$100 millions dans une société qui a eu ses espoirs et ses déboires et qui, à moins qu'on prenne soin de les éviter à l'avenir, en connaître d'autres.

Il n'y a pas d'incapacité naturelle à ce que la Société générale de financement soit un succès. Nous n'avons pas, pour ma part du moins, l'intention de plaider qu'une société d'Etat holding de cette nature est vouée à la faillite. Il y en a d'autres qui existent. Il y en a une au Canada au niveau fédéral qui se porte très bien, merci, et il y en a dans d'autres pays qui fonctionnent, mais il est nécessaire de circonscrire leur action, il est nécessaire d'être absolument rigoureux quant aux objectifs poursuivis et aux moyens sur lesquels il faut s'entendre pour les réaliser. Cette rigueur est d'autant plus nécessaire qu'il y a eu des déceptions dans le passé.

Je ne comprends pas le gouvernement, après toutes les indications verbales, toutes les promesses inconsidérées — force nous est de constater qu'elles étaient inconsidérées puisqu'elles n'ont pas été tenues — de ne pas instaurer une nouvelle rigueur dans la gestion des sociétés d'Etat, de ne pas avoir et énoncer des critères d'évaluation et de performance, de ne pas mettre sur pied de nouvelles structures pour s'assurer d'un contrôle

efficace, à tous les niveaux, parlementaire et gouvernemental. Il est décevant de constater que le gouvernement va au plus pressé et prend avantage d'une crise pour ignorer les problèmes de fond, faire certaines modifications cosmétiques dans les textes, modifications qui ne changent rien quant au fond, qui laissent tous les problèmes dans l'état où ils ont toujours été. On ne prend pas avantage de cet état de crise pour amorcer une réflexion, mais plutôt pour camoufler le problème, faire une fuite en avant de quelque \$100 millions additionnels sans être capable de persuader non seulement les oppositions, qui entretiennent — c'est normal — un certain scepticisme sur la capacité du gouvernement ou sa volonté de le faire, mais même — je suis sûr — l'opinion publique de la justesse de son action dans ce secteur.

Je suis persuadé moi-même, après avoir entendu le ministre de l'Industrie et du Commerce, que cette persuasion de l'opinion publique n'est pas une tâche accomplie pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. C'est encore une tâche qu'il a à relever. Il va falloir qu'il s'y prenne d'une façon bien différente de celle qu'il a utilisée aujourd'hui, une façon extrêmement partisane, mesquine même, intolérante de l'opinion des autres et qui dissimule mal, à travers les violences verbales, les excès de langage, l'insécurité fondamentale d'un ministre de l'Industrie et du Commerce qui n'a que cela à offrir comme solution à la population du Québec en échange pour \$200 millions.

Le Vice-Président: M. le chef de l'Union Nationale.

M. Rodrigue Biron

M. Biron: M. le Président, en nous demande ce soir de voter des sommes d'argent à une société d'Etat, la Société générale de financement, des sommes d'argent qu'on a camouflées — je dirais — dans le projet de loi 108, camouflées un peu dans les notes explicatives et camouflées tout le long de la présentation même du projet de loi 108, c'est camouflé de telle sorte — le député de Saint-Laurent l'a dit avec justesse — qu'on nous demande entre \$150 millions et \$200 millions, sans trop savoir quel montant le gouvernement va demander aux contribuables québécois et sans leur dire d'avance la vérité sur le montant ce gouvernement va demander aux contribuables québécois de payer au gouvernement du Québec pour de la mauvaise administration ou des déficits encourus à une société d'Etat, la Société générale de financement.

On nous demande en même temps, M. le Président, de faire un sauvetage, de sauver quelques milliers d'emplois à Marine Industrie, quelques milliers d'emplois dont, d'ailleurs, nous avons traité cet après-midi à l'occasion d'une motion de blâme, qui sont en difficulté à l'heure actuelle. Ces gens sont véritablement tout près d'une mise à pied permanente si le gouvernement

du Québec, avec les taxes des contribuables, n'intervient pas pour sauver ces emplois.
(22 h 10)

Ces emplois sont en difficulté parce que, au niveau de Marine Industrie il y a eu de la mauvaise administration, il y a eu un manque de précaution dans les contrats qu'on a signés. Il y a eu une foule d'autres choses qui sont arrivées et pour lesquelles j'ai demandé, cet après-midi, au ministre de l'Industrie et du Commerce, comme d'ailleurs mon collègue, le député de Brome-Missisquoi l'avait demandé à l'occasion de la commission parlementaire, une enquête complète pour savoir ce qui s'est passé d'un bout à l'autre, pour faire la lumière sur ces événements de Marine qui coûtent énormément d'argent aujourd'hui aux contribuables québécois.

Nous nous dirigeons maintenant, si la population du Québec ne se serre pas la ceinture à la veille de Noël, vers un désastre financier, vers la faillite de Marine Industrie. On demande, de la part du gouvernement, à l'Opposition, et en même temps à tous les Québécois, de secourir ces quelques milliers d'emplois de Marine à l'heure actuelle. M. le Président, nous sommes prêts, encore une fois, à venir en aide à des travailleurs d'une société d'Etat. Nous sommes prêts à collaborer à ce sauvetage des quelques milliers d'emplois de Marine Industrie. Mais, M. le Président, nous voulons des garanties, de la part de ce gouvernement, qu'il est capable d'administrer convenablement les sommes d'argent payées par la population du Québec en taxes et par lesquelles nous allons essayer de sauver ces quelques milliers d'emplois à Marine.

Je me souviens que l'an dernier, à peu près à la même date, on est intervenu ici, en cette même Assemblée, pour demander aux contribuables québécois, une autre fois, de se serrer la ceinture et de voter \$125 millions à une autre société d'Etat, la société SIDBEC, en nous disant: C'est la dernière fois qu'on vient vous trouver pour avoir des sommes d'argent pour une société d'Etat, cela sera réglé à l'avenir, nos sociétés vont bien s'administrer, nous avons tout un plan de sauvetage, de contrôle financier, à partir du ministre des Finances, du ministre de l'Industrie et du Commerce, tout cela. Nous avons voté, avec la promesse et la confiance que nous avons dans les qualités de gestionnaire de ce gouvernement, à SIDBEC, une société d'Etat, un montant de \$125 millions.

On nous arrive maintenant en nous demandant... A l'époque, c'était clair, pour SIDBEC. Aujourd'hui, ce n'est même pas clair, on cache la vérité aux contribuables québécois dans ce projet de loi. On n'a même pas le courage de dire clairement à la population du Québec ce que cette aventure va coûter à l'heure actuelle. De plus, M. le Président, cela n'est pas fini, cela ne fait que commencer avec ces sociétés d'Etat. On nous a demandé, encore dernièrement — on est en train de faire des procédures nécessaires — d'exproprier une entreprise privée et d'investir \$250 millions des contribuables québécois dans une autre société d'Etat qui, celle-là, va s'appeler la

Société nationale de l'amiante. M. le Président, je crois qu'il y a une limite pour les contribuables québécois d'investir de l'argent dans des sociétés d'Etat et d'essayer, comme cela, de faire prendre de l'expérience à certaines personnes, qui ont déjà enseigné la finance, avec l'argent des contribuables québécois pour montrer comment elles sont capables d'administrer.

Surtout, M. le Président, lorsqu'on nous répond à des questions: Arrêtez donc, cessez de soulever de la poussière. M. le Président, \$140 millions, \$150 millions ou \$200 millions, ce n'est pas de la poussière, ce sont des taxes payées par la population du Québec. J'ai écouté, pour essayer de savoir, à travers le discours du ministre, tout à l'heure, quels étaient ses éléments de base, quelle était cette théorie sur laquelle il a essayé d'argumenter un peu pour donner des informations à la population de mon comté, à la population du Québec, donner des informations sur les raisons pour lesquelles nous allons la taxer davantage. Le discours du ministre, je regrette de le dire, a été complètement vide d'informations précises, complètement vide de sens pratique. Après son discours, personne dans cette Chambre n'était plus avancé qu'au début. On n'a même pas su en détail ce qu'il y avait dans son projet de loi. On n'a même pas su les sommes d'argent, d'abord, et on n'a même pas su, non plus, l'orientation qu'il entend donner à cette société à même les sommes d'argent qu'il nous demande de lui confier.

Je serais prêt, M. le Président, à faire confiance au conseil d'administration de la Société générale de financement ou au conseil d'administration de Marine Industrie. Je connais à peu près personnellement tous ceux qui ont accepté cette lourde responsabilité de faire partie du conseil d'administration de ces deux sociétés. Mais, lorsque c'est le ministre qui intervient directement dans la gestion des sociétés et surtout ce ministre à l'heure actuelle qui se réserve quand même le droit "d'émettre des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la société dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi", M. le Président, là j'ai de la difficulté à accepter cela.

Connaissant les "qualités", entre guillemets, du ministre de l'Industrie du Commerce, je me demande comment il pourra faire pour donner des directives ou de l'orientation aux membres du conseil d'administration de ces deux sociétés. J'ai entendu jouer le ministre tout à l'heure pour la télévision, pour la galerie comme il aime à le dire, mais quand même cela n'a pas donné de réponses précises à la population du Québec. L'orientation de la Société générale de financement et de Marine Industrie, nous n'avons pas réussi à la savoir. La transparence prêchée par ce gouvernement, nous ne l'avons pas vue dans ce projet de loi. Nous ne l'avons pas vue à travers le discours du ministre tout à l'heure. Le ministre a oublié que les contribuables québécois ont perdu confiance dans son administration. Le ministre a oublié que les contribuables québécois n'ont pas confiance dans son jugement comme administrateur de nos

sociétés d'Etat. Le ministre a oublié que les contribuables québécois ne sont pas prêts à lui confier \$200 millions pour qu'il puisse jouer un petit peu avec cela et s'amuser pendant un an ou deux ans. M. le Président, il faudrait véritablement faire confiance à la population du Québec et aux contribuables avant de leur demander de payer des taxes.

Une Voix: C'est ce qu'on fait.

M. Biron: Il faudrait que le ministre justement puisse acquérir cette confiance de la population avant que nous lui fassions un chèque en blanc de quelques centaines de millions de dollars. Peut-être que cet après-midi, j'ai voulu lui donner une chance justement de gagner un peu de confiance de la population du Québec en présentant ma motion pour faire une enquête, éclairer les faits, l'histoire de Marine Industrie et les erreurs qui se sont passées un peu partout. Le ministre n'a pas voulu saisir cette occasion qui lui était donnée cet après-midi justement d'acquiescer un peu plus de confiance de la population du Québec.

M. le Président, on nous demande de voter des sommes d'argent. On nous dit dans les notes explicatives que nous allons porter de \$140 millions à \$200 millions le fonds social autorisé de la société. \$10 millions par année lui seront versés au cours des cinq prochaines années. On nous dit aussi: Ce dernier, de plus, est autorisé, c'est-à-dire le gouvernement du Québec, à souscrire dans le fonds social de la société une somme de \$52 330 000 pour être employée à des fins agréées par le gouvernement. M. le Président, je regrette de le dire, mais, dans le discours du ministre que j'ai essayé de suivre le mieux possible, on ne nous a pas donné d'explications claires, nettes et précises sur ces \$52 330 000. C'est beau de vouloir donner quelques explications très floues, mais nous voulons savoir exactement ce que c'est, où cela va aller, comment cela va être administré, à quoi cela va servir. L'an prochain, dans deux ans, dans trois ans, dans quatre ans, dans cinq ans, est-ce que cette même société va revenir encore une fois devant nous, nous demandant de lui voter des sommes additionnelles justement pour combler des déficits qu'elle a pu avoir d'année en année?

Quelle va être l'orientation, quel genre d'entreprises veut-on acquiescer? Dans quel genre d'entreprises nouvelles veut-on investir ou quel genre de vieilles entreprises veut-on acquiescer? Est-ce qu'on va acheter, comme la Société nationale de l'amiante, un vieux moulin quelque part et dire que cela fait plaisir d'acheter cela? Je pense, M. le Président, qu'il faudrait véritablement, avant de voter une telle somme d'argent, avoir des explications précises de la part du ministre qui nous demande de lui voter d'un coup sec ces \$52 330 000.
(22 h 20)

En plus, M. le Président, on nous demande de voter des prêts pour une somme maximale de \$18 millions. On nous dit, dans les notes explicatives,

à l'égard de ces prêts, que le ministre pourra convenir que l'obligation de les rembourser et d'en payer l'intérêt dépend de l'accomplissement d'une condition.

M. le Président, je soumetts bien humblement qu'à travers tout ce projet de loi, c'est presque un roman policier. Pour savoir exactement ce qu'on veut faire avec notre argent, on est obligé de faire enquête par-dessus enquête. On ne devrait pas, nous, les députés de cette Chambre, ni même la population du Québec, être obligés de faire des enquêtes pour savoir ce que le gouvernement veut faire avec notre argent. Les projets de loi devraient être beaucoup plus clairs, plus précis.

J'ai réussi à trouver, à travers la présentation du président de la Société générale de financement, à l'occasion de la commission parlementaire de la semaine dernière, certaines explications sur ces \$18 millions de prêt que le ministre veut nous faire voter à la Société générale de financement et à Marine Industrie. Je soumetts qu'on ne les retrouve pas quand même dans notre projet de loi, et le ministre n'en a pas parlé non plus cet après-midi. On nous dit, d'après les explications de M. le président de la Société générale de financement, M. Coulombe, que cette subvention servira à rembourser Marine pour des frais exceptionnels encourus par suite de la dénonciation des contrats pour la construction de six navires. Ces frais comprennent une somme de \$12 millions pour laquelle une provision a été prise aux états financiers du 31 décembre 1977 — donc, c'est déjà pris — plus des frais de financement et de gardiennage de l'ordre de \$8 millions qui auront été encourus, depuis que les navires sont complétés jusqu'au 31 décembre 1978. On retrouve \$8 millions là, M. le Président. Les frais encourus pour garder les navires au quai se chiffrent par \$1 million par mois, simplement pour garder les navires au quai. Cela il faudrait le compter sérieusement. Ils ne peuvent être capitalisés et constituent un fardeau que Marine est incapable de supporter.

Il faut bien voir qu'à chaque mois ces sommes de \$1 million s'accumulent. Là-dessus, on ne retrouve pas non plus qu'on va aller tellement loin avec le montant qu'on nous demande en prêt, ce qui nous laisse présager que, l'an prochain, on viendra nous demander un autre prêt ou un autre cadeau ou une autre subvention.

En plus, on nous dit ceci: Un montant de \$10 millions est destiné à permettre à Marine de réduire la valeur aux livres de ces six navires de \$114 millions à \$104 millions. Aux livres, à l'heure actuelle, la valeur des bateaux c'est \$114 millions. On va donner une subvention de \$10 millions puis on va les réduire d'un coup sec à \$104 millions aux livres. Nous autres, les contribuables québécois, par exemple, nous aurons payé \$10 millions pour les baisser aux livres, seulement la valeur aux livres de l'entreprise. Là, Marine pourra les vendre à \$104 millions, si on peut les vendre quelque part.

M. le Président, on nous dit, un peu plus loin, qu'on nous demande un autre montant de \$5 millions se rapportant aux frais qui pourraient être

encourus après le 31 décembre 1978 — c'est dans quelques jours — pour garder trois navires au quai jusqu'au 6 septembre 1979, alors que l'armateur grec Karageorgis devra les acheter à un prix préétabli s'ils n'ont pu être vendus à meilleur prix préalablement.

M. le Président, après vérification, il semble que l'armateur grec, à travers les compagnies pour lesquelles il voulait acheter ces bateaux — ce sont toujours des compagnies bidons qu'on a à Panama, quelque part — aurait fait faillite. Maintenant, on est pris avec un contrat qu'on attend de lui vendre à lui, l'armateur grec, au 6 septembre 1979, à des compagnies qui sont déjà en faillite. On n'a pas beaucoup de garanties que l'armateur grec pourra nous payer le prix qu'on veut lui demander pour les bateaux de \$17 400 000 ou quelque chose comme cela par bateau. Au moins, avant de marquer cela dans un projet de loi, il faudrait vérifier si c'est vrai que l'armateur grec va les acheter. Moi, je prétends que si ses compagnies sont en faillite, cela va être difficile de les lui vendre. D'autant plus qu'on n'a aucune garantie de cet armateur, on n'a aucun acompte déposé de la part de l'armateur, on n'a absolument rien. Cela reste simplement un voeu pieux d'un armateur grec qui, déjà, a fait en sorte de "fourrer" les Québécois lorsqu'il a envoyé ses inspecteurs à Marine pour retarder les travailleurs de Marine indûment. Cela a coûté des millions et des millions de dollars à Marine parce qu'on a compliqué sa vie, en plus on a payé à l'armateur grec \$9 300 000 pour s'en débarrasser, pour avoir la paix, et aujourd'hui, on se dit: On va se retourner encore vers ce monsieur qui a joué les Québécois, on va dire: On va se fier encore à toi pour acheter, selon tes bons voeux, trois bateaux.

Je soumets que les trois bateaux, le 6 septembre 1979, n'étaient pas encore vendus à l'armateur grec et il ne faudrait pas trop compter là-dessus. On va encore venir demander un montant additionnel d'argent l'an prochain ici, à l'Assemblée nationale, et finalement aux contribuables du Québec.

De plus, on nous demande un montant additionnel de \$3 millions pour couvrir la possibilité d'avoir à encourir des déficits d'exploitation de l'ordre de \$1 million par navire, durant 1979, si les trois navires devaient être offerts en location dans l'optique de pouvoir les vendre à meilleur prix un peu plus tard. Ils ne sont pas encore offerts en location, nos navires, et ils ne flottent pas encore sur les mers du monde et on prétend qu'on va les louer et qu'on va perdre seulement \$3 millions pour ces trois navires. Surtout si on considère que cela coûte \$1500 000 d'intérêts par année par navire, c'est pas mal d'argent! \$1 500 000 d'intérêts par année! C'est très loin de la réalité.

Encore une fois, au sujet de ce paragraphe, je crois qu'on devra revenir, d'ici quelques mois, d'ici un an, devant l'Assemblée nationale pour nous dire: On a encore besoin d'argent. Nos \$18 millions de prêts, on ne les reverra jamais, on ne touchera pas un cent d'intérêt. On aurait été beaucoup plus honnête de dire: Il faut donner \$18

millions à Marine pour se sortir du trou et une autre subvention de \$18 millions encore pour se sortir du trou. Si, au moins, on avait voulu dire la vérité à la population du Québec, on aurait mis un chiffre de \$28 millions pour pouvoir régler le problème. On aurait dit: Avec cela, au moins, c'est bon pour six mois. Après, on viendra en chercher d'autres. On joue sur des chiffres pour ne pas dire la vérité à la population du Québec, pour cacher la vérité à la population du Québec.

Ce n'est pas encore fini. Ce n'est pas encore fini parce que le gouvernement...

Une Voix: Ce n'est pas grave...

M. Biron: Non, ce n'est pas grave, c'est la population du Québec qui paie. Ce n'est pas grave, on peut imposer des taxes additionnelles. En plus de cela, nous donnons une garantie de \$17 350 000 par navire. Des soumissions ont été faites dernièrement à Marine Industrie pour des prix qui variaient de \$8 millions à \$10 millions par navire à prendre à peu près tout de suite ou d'ici quelques mois. Nous, du gouvernement, garantissons au nom de la population du Québec une somme de \$17 millions par navire. Si je compte un peu vite, cela fait qu'on va perdre quelque chose comme \$6 millions, \$7 millions, \$8 millions par navire; pour six navires, cela fait encore \$50 millions partis dans la brume quelque part. On sait, par exemple, que ce ne sont pas les gens d'en face qui vont payer cela, ce sera la population du Québec. On chargera \$50 millions de taxes de plus et la population du Québec, encore une fois, va payer des sommes additionnelles pour des navires qui ont été construits à Sorel au cours des dernières années.

Si on doit véritablement perdre de l'argent, on serait peut-être mieux de dire franchement la vérité à la population du Québec; la population pourrait savoir où nous voulons aller lorsque nous demandons ces sommes d'argent. Lorsque, dans un projet de loi, nous jouons en catimini, lorsque nous cachons la vérité d'un bout à l'autre pour ne pas que cela paraisse trop, les sommes d'argent qu'on demande, personnellement, je m'y oppose au nom des contribuables du Québec.

Si c'était tout fini, on pourrait se dire: Au moins, on vient de régler un problème, et le restant continue de tourner. D'après les rapports que nous avons du président de la Société générale de financement, il y aura une perte minimale, sur quatre bateaux polonais, qui sont en construction à l'heure actuelle, de \$8 millions. Le ministre, cet après-midi, a parlé de \$5 millions. Pourtant, la semaine dernière, à l'occasion de la commission parlementaire, le président lui-même nous parlait d'une perte de \$8 millions. Je crois que le président de la SGF connaît plus son affaire là-dedans que le ministre et je vais me fier à ses chiffres. Il y a une perte minimum de \$8 millions sur quatre bateaux que nous sommes à construire et pour lesquels il n'y a de prévision nulle part, pour lesquels nous devons revenir devant les membres de l'Assemblée nationale encore une

fois pour demander une somme d'argent. C'est dans le rapport même du président quand il nous dit: Il apparaît d'ores et déjà cependant que Marine devra assumer une perte financière additionnelle pour la construction de ces navires, et il importe de signaler que le projet de loi no 108 ne prévoit rien à ce sujet. Il faudrait se préparer, au cours des prochains mois, à voter une somme d'argent additionnelle pour Marine Industrie, pour ces navires polonais.
(22 h 30)

Si c'était fini, M. le Président, on pourrait dire qu'on a réglé le cas de Marine Industrie et qu'au moins toutes les autres entreprises de la Société générale de financement fonctionnent un peu. Mais j'ai le bilan de l'an dernier, au 31 décembre 1977, de la Société générale de financement, le dernier bilan publié là-dessus, en passant, je vous dis que je regrette infiniment que nos sociétés d'Etat ne fassent pas comme toute bonne société privée, ne publient pas des bilans à tous les trois mois pour que les actionnaires puissent savoir, véritablement, comment se dirigent leurs sociétés. Toutes les sociétés privées qu'on retrouve actuellement au Québec, au Canada ou ailleurs dans le monde, publient des bilans à tous les trois mois et elles ont même des bilans intérieurs à chaque mois. Mais ces bilans sont publiés tous les trois mois. Vous achetez une seule part à la Bourse de n'importe quelle compagnie et vous avez automatiquement vos bilans publiés à tous les trois mois qui vous sont postés.

Nous, pourtant, les contribuables québécois, qui sommes les actionnaires de cette Société générale de financement, comme d'ailleurs de toutes les autres sociétés d'Etat, ça prend tout si nous réussissons à avoir, plusieurs mois après la fin de l'année, le bilan de la société d'Etat pour un an au complet. On veut, dans ces sociétés d'Etat, cacher la vérité à la population du Québec, alors que c'est le temps ou jamais d'avoir de la transparence là-dedans, à la fois à la Société générale de financement et ailleurs.

Pour l'année terminée le 31 décembre 1977, j'entendais ce soir le ministre nous parler d'un profit à la fin de l'année. Il n'a peut-être pas le même bilan que moi. J'ai le bilan officiel qui a été déposé à l'Assemblée nationale. J'ai vérifié si c'était bien la bonne copie qui avait été déposée ici. C'est bien cela. On nous dit qu'en 1977, pour la Société générale de financement, à la ligne bénéfices de l'année ou pertes de l'année, on arrive à une perte de \$4 028 000. Cela est publié ici. Si le ministre n'a pas la bonne copie, je pourrai lui envoyer une photocopie du bilan que j'ai reçu comme député à l'Assemblée nationale, plusieurs mois après la fin de l'année 1977. On nous dit que sur un revenu d'exploitation de \$347 millions, on est arrivé à une perte pour l'année de \$4 millions, sans compter les cachettes faites vis-à-vis des bateaux et toutes ces histoires-là, à Marine Industrie en particulier.

Là-dessus, M. le Président.

M. Tremblay: M. le Président, question de règlement.

Le Vice-Président: Oui, M. le ministre.

M. Tremblay: Sur cette question, si le député de Lotbinière veut relire mon discours, j'ai vraiment mentionné qu'en 1977, sur un chiffre d'affaires de plus de \$400 millions, il y avait eu une perte de \$4 millions.

M. Biron: Je vais corriger quand même. Si le ministre a bien dit une perte de \$4 millions, le chiffre d'affaires a été de \$347 206 000 pour une perte de \$4 028 000.

Mais, M. le Président, ce qui est inquiétant, c'est qu'il y a plusieurs des sociétés à l'intérieur de cette société d'Etat, plusieurs des compagnies qui ont perdu de l'argent au cours de l'année dernière. Que ce soit Marine Industrie, Forano, Volcano, Cegelec, Soma ou Artopex, ce sont des entreprises qui appartiennent à la Société générale de financement et qui ont perdu de l'argent dans le cours de l'année 1977. Les bilans sont là pour vérifier.

Forano? Forano a perdu \$3 millions l'an dernier, \$3 138 000. Il y a certainement quelque chose à faire pour améliorer d'une façon considérable l'exploitation de ces entreprises. On a perdu \$4 millions et, en plus, ces entreprises ont bénéficié d'une somme d'au-delà de \$90 millions de capital-actions souscrit par les contribuables Québécois, encore une fois, sur laquelle nous, contribuables québécois, payons de l'intérêt, sur laquelle la Société générale de financement ne paie pas d'intérêt.

Le moins d'intérêt qu'on paie ce temps-ci, c'est à peu près 10%. Ce qui veut dire qu'il y a \$9 millions qu'il faudrait normalement ajouter à la perte de la Société générale de financement pour l'année, ce qui ferait, pour une bonne entreprise privée, une perte de \$13 millions pour l'année.

Il y a des questions à se poser et des questions sérieuses, vis-à-vis de l'administration de ces sociétés d'Etat. J'espère qu'au cours des années prochaines nous pourrions, lentement mais sûrement, changer ce genre de bilan pour que cela devienne finalement, au moins, un bilan sur lequel les Québécois n'auront pas à rembourser des pertes d'argent chaque année.

En plus, dans certaines sociétés, il y a aussi des mauvais contrats qui se font, peut-être comme dans toute entreprise privée, me dira-t-on, mais, pour l'entreprise d'Etat, je l'ai dit tout à l'heure, ce sont les contribuables québécois qui réussissent finalement à payer tout cela. Il y a un contrat qui s'est négocié en Iran, il y a deux ans ou deux ans et demi, avec les Entreprises BG Cheço qui est une société d'Etat, filiale de la Société générale de financement, et on a perdu \$16 millions sur ce contrat en Iran, d'après le rapport que nous avons pu avoir de la Société générale de financement.

Alors, M. le Président, c'est beaucoup d'argent qui a été fourni par les contribuables québécois pour aller dans une telle société, sans savoir trop comment cela s'administre et surtout sans savoir du ministre, à l'heure actuelle, quel genre d'orientation il veut donner à la Société générale de financement et quelles garanties nous

pouvons avoir, au nom de Québécois, contribuables, que les sommes seront bien administrées à l'avenir.

Je semble peut-être en vouloir un peu aux sociétés d'Etat, mais ce que je veux des sociétés d'Etat, c'est qu'elles s'administrent convenablement, ce n'est pas parce que c'est une société d'Etat qu'il faut absolument que ce soit mal géré et qu'elle perde des sommes considérables.

Lorsqu'on fait le tour d'à peu près toutes ces sociétés d'Etat, on a des problèmes un peu partout et c'est pour cela qu'on dit au ministre qu'il faudrait définir une philosophie claire, nette et précise de la part de ces sociétés, de la part des administrateurs de ces sociétés pour qu'on rende de véritables services à la population au point de vue économique, et au point de vue social. C'est important que le ministre se décide une fois pour toutes et fasse quelque chose. Que ce soit la Société des traversiers, entre Matane et Godbout, qui, à l'heure actuelle, ne veut pas négocier avec ses travailleurs — ils sont en négociations, mais cela prend du temps à se régler — que ce soit d'autres sociétés comme la Société Samoco, à Sacré-Coeur, qui a des problèmes énormes à l'heure actuelle, je crois que c'est le temps ou jamais qu'on ait plus de transparence dans nos sociétés d'Etat. C'est pour cela aussi qu'il y a un peu plus de deux mois, en cette Chambre, j'avais présenté une motion visant à former une commission parlementaire spéciale des sociétés d'Etat. On n'aurait peut-être pas besoin de revenir constamment devant cette Chambre pour voter des sommes si les administrateurs de ces sociétés d'Etat savaient qu'en arrière d'eux il y a un groupe de députés, représentants de la population du Québec, représentants des actionnaires des sociétés, qui sont là, en commission parlementaire, bien outillés, spécialement pour les aider à mieux administrer cette société, leur entreprise.

Cela, M. le Président, ce n'est pas pour jouer à la police vis-à-vis des administrateurs de ces sociétés, mais, au contraire, c'est pour aider les administrateurs de ces sociétés. On est obligé de se battre ici, à l'Assemblée nationale, d'abord, pour faire accepter l'idée par les ministres responsables. Nous allons en commission parlementaire et on nous dit: On a formé un petit comité au niveau du Conseil des ministres et on va surveiller cela en votre nom. Ce n'est pas cela. On veut que les députés de cette Chambre puissent participer à l'administration, à la gestion de ces sociétés et que les députés de cette Chambre, les représentants de la population du Québec, puissent dire à la population qu'on a une saine gestion au niveau des sociétés d'Etat.

On a eu deux réunions de notre commission parlementaire pour, finalement, aboutir à une motion — pas tout à fait unanime encore — par laquelle on a décidé, de la part du gouvernement, d'étudier encore une fois la formation éventuelle d'une commission parlementaire des sociétés d'Etat avec les outils techniques nécessaires.

Je veux croire, M. le Président, que, lorsqu'une ou l'autre de ces sociétés se présente

devant nous, on peut bien vouloir les questionner pendant une période de cinq ou quatorze heures, mais les députés de cette Chambre, à l'heure actuelle, n'ont pas encore les outils techniques nécessaires, les outils financiers nécessaires, les outils humains nécessaires pour bien voir à travers les bilans de ces sociétés, bien voir à travers les actions ou les rapports de ces sociétés ce qui se passe véritablement.

Moi, je crois que, si cette commission parlementaire telle que préconisée par l'Union Nationale avait existé il y a plusieurs années, nous ne serions pas ici aujourd'hui pour demander à la population du Québec de combler par ses taxes des déficits d'une société d'Etat. Cela aurait été réglé bien avant; les gens de cette société auraient fourni les rapports, les explications nécessaires et on aurait pu apporter les corrections nécessaires à la bonne gestion de cette société.

M. le Président, il y a un effort énorme à faire de la part du ministre de l'Industrie et du Commerce en particulier, responsable de plusieurs de ces sociétés d'Etat, pour se dire finalement que la commission parlementaire, telle qu'elle a été préconisée à plusieurs reprises déjà, pourrait l'aider à avoir une meilleure gestion, une plus grande transparence sur les sociétés d'Etat qu'il contrôle. (22 h 40)

Lorsqu'on dit que le ministre de l'Industrie et du Commerce est l'actionnaire des sociétés d'Etat, en particulier de la Société générale de financement, je soumets humblement, M. le Président, qu'il n'est que le représentant des véritables actionnaires. Les véritables actionnaires sont ceux qui paient, ceux qui fournissent leur argent, ceux qui contribuent de leur sueur et de leurs efforts. Ce sont justement les Québécois et les Québécoises qui, partout à travers le Québec, font des efforts énormes pour payer les taxes qu'on leur demande et pour lesquelles le gouvernement les pressurise à l'heure actuelle. On a vécu, M. le Président, des augmentations de taxes de toutes sortes et on en a une bonne partie qui vont à ces sociétés d'Etat.

M. le Président, vis-à-vis de ce projet de loi qui nous est présenté maintenant, on ne sait pas encore si, à travers la Société générale de financement, toutes les entreprises qui sont filiales de la SGF vont payer leurs impôts, comme toute autre entreprise, et vont payer leurs taxes, comme toute autre entreprise. Après vérification, nous constatons qu'il y a certaines sociétés, à l'intérieur de la Société générale de financement, qui sont en retard énormément dans le paiement de leurs taxes, de leurs impôts, de leurs taxes sur l'essence et de leurs taxes provinciales. On a certaines sociétés qui sont en retard de quatorze ans sur le paiement de leurs taxes, alors qu'il n'y a pas une société privée qui peut attendre quatorze ans pour payer ses taxes et ses impôts au gouvernement provincial. Pourquoi laisse-t-on attendre aussi longtemps pour rembourser ce qu'on doit véritablement au gouvernement provincial, de la part d'une de ces sociétés d'Etat? Parce que c'est une société d'Etat? Parce qu'il y a deux poids, deux

mesures?

Je crois, M. le Président, que ce sont des choses comme celles-là qui font perdre la confiance de la population du Québec vis-à-vis des sociétés d'Etat du Québec. Ce serait le temps ou jamais de faire le grand ménage, à l'occasion d'un projet de loi comme celui-là, et qu'on dise: A l'avenir, les sociétés d'Etat vont devoir payer les impôts que les sociétés privées paient; les sociétés d'Etat vont devoir payer leurs taxes sur l'essence que les sociétés privées paient, et on n'aura pas besoin d'attendre treize et quatorze ans et des poursuites de la part du ministre des Finances. Les sociétés d'Etat vont devoir payer la taxe de vente de 8%, la taxe provinciale, que toute autre entreprise privée au Québec est obligée de payer, alors que les sociétés d'Etat, elles, ne sont pas obligées de payer, la plupart du temps, leur taxe de vente provinciale. Elles la prélèvent, pourtant, au nom du ministre du Revenu, mais elles ne la remboursent pas au ministre du Revenu.

C'est cela qui fait perdre la confiance à un grand nombre de Québécois vis-à-vis de la gestion des sociétés d'Etat. Ce serait le temps, à l'occasion d'un projet de loi comme celui-là, que le ministre nous apporte sa philosophie générale des sociétés d'Etat, qu'il nous dise s'il veut véritablement ou non que les sociétés d'Etat soient privilégiées, concurrencent honnêtement ou malhonnêtement les entreprises privées du Québec. Quelles sont ses priorités sociales vis-à-vis des sociétés d'Etat? Est-ce qu'on doit définitivement et toujours perdre de l'argent pour sauver quelques emplois ou ne doit-on pas arriver économiquement au moins au point de rentabilité, même si on ne veut pas faire des profits énormes avec nos sociétés d'Etat et si on dit que les politiques sociales sont aussi importantes au Québec? M. le Président, il faudrait savoir la philosophie générale du ministre vis-à-vis de ces sociétés.

En plus, il faudrait aussi savoir si ce gouvernement veut faire de la politique, a des priorités politiques avec les sociétés d'Etat, ce qui est fort possible. C'est cela qu'il faudrait savoir une fois pour toutes: si on a des priorités politiques avant les priorités sociales, et si on a des priorités politiques avant les priorités économiques vis-à-vis de chacune de ces sociétés. Je soumets que ce serait important de le savoir. Ce serait important de le savoir parce qu'on veut un peu changer le mandat de la Société générale de financement et, à travers ce mandat, on se demande où on veut véritablement aller. Ce sont des beaux mots, des grandes phrases qu'on a lancés en l'air comme on enseigne des cours d'économie, mais on se demande où cela va déboucher.

"La société a pour objet de constituer un groupe industriel dans le but d'exploiter, seul ou en association avec des partenaires, des entreprises rentables. — A l'heure actuelle, il n'y en a pas beaucoup de rentables — de taille significative — c'est quoi? C'est \$2000 de vente, c'est \$10 000, c'est \$2 millions, c'est \$25 millions ou c'est \$200 millions? Il faudrait au moins expliciter ce qu'on veut dire par cela — dans certains secteurs jugés

prioritaires pour le développement économique du Québec." Il y a des secteurs que le gouvernement peut juger prioritaires comme il a jugé prioritaire l'amiante, investir l'argent de la population du Québec pour ne pas créer d'emplois, mais cela a été un secteur prioritaire, d'après lui. Il faudrait savoir au juste ce que c'est et ce que cela veut dire. C'est quoi? Qu'est-ce qu'on veut dire par groupe industriel? Qu'est-ce qu'on veut comme exploitation, seul ou en association? De quelle façon avec les partenaires? Des entreprises rentables, c'est quoi, d'après le gouvernement? Est-ce qu'on doit perdre de l'argent ou pas?

La taille significative, qu'est-ce que cela veut dire au point de vue du nombre d'emplois ou des investissements ou des actifs des entreprises? Les secteurs jugés prioritaires, c'est quoi? Un bon matin, le ministre va se réveiller et va dire: On investit dans la pétrochimie, ou on investit dans le bois, ou on investit dans l'amiante, ou on investit quelque part ailleurs. Il faudrait au moins savoir ce que cela veut dire, M. le Président, avant d'accepter un tel projet de loi.

Si ce projet de loi est présenté tel quel en commission parlementaire, cela va prendre du temps avant de passer à travers et de poser une foule de questions au ministre là-dessus pour savoir le fond de sa pensée, s'il a un fond de pensée là-dessus. Il serait important de le savoir, M. le Président, et, une fois pour toutes, qu'on détermine où on veut aller et qu'on soit clair avec la population du Québec.

M. le Président, le ministre nous disait dans son exposé qu'il voulait que les travailleurs québécois puissent avoir une chance au Québec. Là-dessus, je pense bien que tous les partis politiques qui oeuvrent sur la scène provinciale, sans exception, sont en faveur des travailleurs du Québec et veulent que les travailleurs du Québec aient une chance de travailler au Québec, de gagner leur vie au Québec. Ce n'est certainement pas en gardant 11% de chômage et 300 000 chômeurs et 300 000 assistés sociaux, dont 200 000 à peu près sont aptes à travailler, qu'on va aider les travailleurs du Québec à se développer et à travailler. Ce n'est certainement pas en faisant ce qu'on a fait l'an dernier, il y a un an, à peu près jour pour jour, donner une commande que le gouvernement pouvait donner pour environ \$100 000 de différence à une entreprise québécoise. On se souvient de la commande des autobus, M. le Président. On aurait pu la donner à une entreprise québécoise, aux travailleurs québécois de Bombardier; on a préféré la donner plutôt à une compagnie américaine, la plus grosse compagnie au monde, la GM. Est-ce que c'est cela protéger les travailleurs québécois et les entreprises québécoises? Il faudrait le savoir et déterminer, une fois pour toutes, ce que c'est.

Vis-à-vis du développement économique, M. le Président, il faut que le gouvernement se décide, une fois pour toutes et nous dise ce qu'est sa philosophie de développement économique. On pourrait certainement l'aider en lui faisant des suggestions dans ce sens; j'en ai fait beaucoup,

beaucoup, depuis les deux dernières années que je suis en cette Chambre vis-à-vis du développement économique, la création d'une société de mise en marché des produits du Québec qui devait servir spécialement et spécifiquement pour les petites et moyennes entreprises du Québec. Qu'est-ce qu'on a fait? On a reçu l'idée; on a dit: Oui, on va faire quelque chose dans le domaine. Cela a pris un an et on a dit: Là, on lance une grande chose, une société de mise en marché des produits du Québec. Mais cela ne sert pas, M. le Président. Cela ne répond pas aux besoins des petites et moyennes entreprises parce qu'il n'y a rien qui fonctionne. Il faudrait au moins faire appel aux sociétés privées et dire: On a besoin de vous autres pour créer cette société de mise en marché des produits du Québec; venez gérer cette entreprise avec nous, nous avons besoin de vous autres. Lorsqu'on dit faire appel aux sociétés privées, la Société générale de financement, pour laquelle nous étudions un projet de loi aujourd'hui, on sait quelque chose. Il y a des entreprises auxquelles la Société générale de financement fait appel; elle fait de la gestion avec des sociétés privées. On se souvient de Sogefor, combien Sogefor perdait de l'argent autrefois. C'étaient des sommes énormes, des centaines de milliers de dollars chaque année qu'on perdait, jusqu'au jour où on a fait appel à une société privée, le groupe MacLaren, et on a dit: On va investir 50/50; vous autres, vous allez gérer cette entreprise Sogefor pour nous autres, la Société générale de financement. Depuis ce temps, Sogefor est devenue une société rentable.

Alors, il faut peut-être se poser des questions, si ce n'est pas la philosophie gouvernementale qui manque là-dedans lorsqu'une des sociétés dans lesquelles la Société générale de financement est intéressée fait des profits parce qu'elle est gérée par l'entreprise privée. Il y a une autre société qui fait des profits aussi de ce temps-ci, c'est la compagnie Donohue. Mais on a des problèmes de relations ouvrières, parce que c'est aussi une société qui est à la fois du domaine public et du domaine privé. Il serait temps que le ministre de l'Industrie et du Commerce, qui est le tuteur de la compagnie Donohue, s'implique dans le problème spécialement à Clermont, où on a 550 travailleurs en grève; 2000 personnes dans la région de Charlevoix, à l'heure actuelle, de Clermont à La Malbaie, Pointe-au-Pic, sont en chômage à l'heure actuelle parce qu'on a une grève à cette entreprise qui, pourtant, est propriété à 55% de la Société générale de financement. Le ministre pourrait faire oeuvre utile, faire un appel téléphonique au moins au président de la société Donohue et lui demander ce qu'il fait avec ses travailleurs, s'il a envie de régler le conflit ou non, s'il a envie de négocier ou non. Qu'on fasse quelque chose, qu'on s'assoie à la table des négociations et réponde aux besoins des travailleurs de l'endroit et de la population. Le conflit n'est pas un conflit comme dans une grande ville, c'est pire que cela. Le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre a déjà employé un terme que j'ai aimé vis-à-vis du conflit de la Côte-

Nord, le conflit des mines, il a dit: C'est un conflit social, c'est un glissement social qu'on a à l'heure actuelle.
(22 h 50)

À Clermont, à Donohue à l'heure actuelle dans Charlevoix, il y a un glissement social, parce que le ministre tuteur de la compagnie Donohue ne s'est même pas mêlé de parler à cette entreprise, aux dirigeants de cette entreprise.

M. le Président, avant de terminer, je vais vous dire quelque chose. Le ministre a terminé sur une "tune" séparatiste en disant: J'ai peur du gouvernement fédéral et lorsqu'on va être indépendant tout va aller.

M. le Président, le ministre nous a dit de prendre en main notre destin. Prendre en main notre destin, cela ne veut pas dire qu'il faut payer des taxes continuellement, taxes par-dessus taxes, parce que les entreprises sont mal gérées. Prendre en main notre destin, M. le Président, cela veut dire qu'il faut taxer un petit peu moins la population du Québec au lieu de la taxer un peu plus.

On a un projet de loi qui nous est présenté dans lequel on nous demande de taxer la population du Québec de \$200 millions de plus. Il y a quelqu'un qui va payer cela et cela va empêcher des citoyens du Québec de se développer. Cela va empêcher des entreprises du Québec de se développer. Ce qui va arriver avec le temps, c'est qu'on va faire peur aux gens et qu'on va les envoyer lentement à l'extérieur du Québec. Ce n'est pas cela prendre notre destin en main. Prendre notre destin en main, c'est faire en sorte de ne pas surtaxer ceux qui prennent la décision d'investir au Québec. Prendre notre destin en main, cela veut dire qu'il ne faut pas surtaxer les entreprises privées qui sont ici à l'heure actuelle au Québec, les petites, les moyennes et les grandes entreprises au profit de certaines sociétés d'Etat.

Prendre notre destin en main, cela veut dire faire quelque chose pour l'économie du Québec et arrêter de faire des phrases ronflantes qui ne débouchent nulle part. Prendre notre destin en main, M. le Président, cela veut dire qu'il faut se battre pour que nos entreprises continuent, au Québec, à faire travailler les Québécois. Il ne faut pas non plus avoir peur de donner un contrat de temps en temps, comme donner le contrat d'autobus à la compagnie Bombardier au lieu de le donner à GM. C'est cela prendre son destin en main.

Le ministre n'a pas compris ce qu'était véritablement développer le Québec avec les outils humains que nous avons présentement. M. le Président, un matin, la semaine dernière, j'ai justement parlé un petit peu du défi de l'excellence qui est lancé aux Québécois. Il faudrait peut-être que le ministre comprenne ce qu'est le défi de l'excellence lancé aux Québécois.

Peu importe le régime politique dans lequel on va vivre, il va falloir, M. le Président, que nous autres, Québécois, relevions ce défi de l'excellence. Il va falloir devenir et faire en sorte que nous soyons meilleurs que les autres et constamment demeurer meilleurs que les autres dans cette terre

d'Amérique. Il ne faudrait pas se chanter des louanges et dire: Lorsqu'on va être indépendant, tout va se régler tout seul. Il n'y a rien qui va se régler par l'indépendance. Absolument rien ne va se régler, il faudra se recrachter dans les mains dans n'importe quel genre de régime politique qu'on va vivre et il faudra continuer à travailler pour être meilleurs que les autres.

Nous sommes six millions de francophones, M. le Président, sur cette terre d'Amérique. Il y a 250 millions d'anglophones. Le défi est là. Il faut travailler un petit peu plus, mais il faut surtout s'administrer sainement. Parce qu'on est francophone, cela ne veut pas dire qu'il faut mal s'administrer; parce qu'on est Québécois, qu'il faut absolument mal s'administrer. Au contraire, il faut s'administrer convenablement.

La qualité est là. Le défi qui nous a été lancé est là. Le défi, ce n'est pas de nationaliser ou d'étatiser, M. le Président. Le défi, c'est de faire confiance de plus en plus à l'entreprise privée, à la petite et à la moyenne entreprise québécoise et à la grande entreprise aussi, M. le Président. Je ne suis pas tout seul à penser cela.

Un jour, le ministre de l'Industrie et du Commerce, il n'y a pas tellement longtemps, a pensé la même chose que moi lorsqu'il a dit, en parlant des mines d'amiante en particulier: "Sur ce plan, la nationalisation des mines d'amiante pourrait difficilement améliorer les conditions de mise en marché de l'amiante et des produits à base d'amiante."

M. Bellemare: Ah, l'hypocrite!

M. Biron: Il se prononçait contre la nationalisation, contre les entreprises d'Etat. Cette nationalisation conduirait selon toute probabilité à une détérioration de ces marchés.

"Si telle mesure visait à briser l'intégration verticale jugée présumément néfaste à la transformation sur place des entreprises qui exploitent les mines d'amiante, il est douteux qu'elle soit compatible avec l'objectif poursuivi."

C'est une étude signée par Rodrigue Tremblay, alors professeur à l'Université de Montréal, M. le Président.

M. Bellemare: Salvas, Salvas, c'est bien mieux que Salvas.

M. Tremblay: Question de règlement, M. le Président. On vient de citer une partie du texte qui déforme la teneur de mes propos.

Le Président suppléant (M. Laplante): M. le ministre, vous avez le droit de réplique.

M. Biron: Je vais terminer, M. le ministre. Vous aurez droit à votre réplique. Vous allez avoir droit à votre réplique tout à l'heure.

M. Tremblay: Vous ne me permettez pas de vous répondre?

M. Biron: M. le Président, je vais quand même vous dire que cela fait partie d'une...

M. Bellemare: C'est bien mieux que Salvas.

M. Biron:... recherche sur les moyens concrets d'augmenter les exportations d'amiante et la production de produits finis à base d'amiante faits au Québec. C'est une étude préliminaire de Rodrigue Tremblay, économiste, novembre 1973. Ce que je vous ai cité, c'est la conclusion en ce qui a trait à la nationalisation des mines d'amiante.

M. Tremblay: Voulez-vous une explication?

M. Biron: Comment se fait-il qu'un homme qui se prononçait contre la nationalisation...

M. Tremblay: Me permettez-vous une explication?

M. Bellemare: Non, non.

M. Bérubé: Ils ne comprendraient pas. Sur-tout, ne leur explique pas, tu gaspilles ta salive.

M. Tremblay: Il n'y a pas plus cancre que l'étudiant qui ne veut rien entendre.

M. Bellemare: Cela fait mal.

M. Biron: M. le Président, dans son droit de réplique, le ministre pourra certainement répondre. Maintenant, peut-être qu'il a oublié qu'il avait écrit cela. S'il veut avoir une copie de l'étude, je lui en ferai parvenir une copie au complet d'ici une heure, juste le temps de faire une photocopie. M. le Président, c'est simplement pour vous souligner qu'un homme qui se prononçait contre l'étatisation et la nationalisation il y a quelques années et qui change complètement et qui demande maintenant aux travailleurs du Québec de se serrer la ceinture un peu plus pour faire vivre certaines sociétés d'Etat, c'est difficile à comprendre.

M. le Président, avant de terminer, je veux vous dire quelque chose...

M. Tremblay: Nous n'avons pas touché aux compagnies intégrées.

M. Bérubé: Ils n'ont rien compris du tout.

M. Tremblay: Ils n'ont rien compris.

M. Bellemare: Voyons donc!

M. Biron: Avant de terminer, je vous dis que nous sommes d'accord pour sauver les quelques milliers d'emplois des travailleurs de Marine à Sorel, présentement. Nous voulons voter les sommes d'argent nécessaires pour sauver ces emplois et conserver les emplois de Marine à l'heure actuelle, mais il n'est pas question de donner un

chèque en blanc au ministre de l'Industrie et du Commerce pour qu'il puisse gaspiller cet argent ou le dépenser à gauche et à droite. En plus de sauver les emplois des travailleurs de Sorel, ce que nous voulons, ce sont des garanties que toutes les sommes d'argent, à dépenser en plus qui peuvent être quelque chose autour de \$50 millions ou \$75 millions, seront bien administrées et bien dépensées pour le bien-être de la population du Québec.

Je répète pour être sûr que notre position soit très claire; Nous voulons sauver les travailleurs de Marine à Sorel à l'heure actuelle. Nous serions prêts à voter les sommes d'argent nécessaires pour sauver les emplois des travailleurs de Marine à l'heure actuelle. Mais, avant de voter des sommes d'argent additionnelles qui sont camouflées dans le projet de loi et qui peuvent aller jusqu'à \$200 millions, nous voulons des garanties additionnelles non pas en notre nom personnel, mais au nom de toute la population du Québec, de tous ceux et celles qui travaillent dur chaque jour, qui triment dur et qui paient des taxes au Québec, que ce soit les agriculteurs, les travailleurs, les petits commerçants, les petits industriels. Pour tous ces gens, nous voulons des garanties très sûres que ces sommes d'argent seront bien administrées à l'avenir. C'est à cette condition seulement que nous accorderons les sommes d'argent nécessaires au ministre, quoique nous serions prêts, s'il veut scinder son projet de loi, à voter immédiatement les sommes d'argent nécessaires à sauver les emplois des travailleurs de Marine à Sorel.

Le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Fabien Roy

M. Roy: Merci, M. le Président. Si un électeur de mon comté ou un autre électeur du Québec m'avait demandé, en fin de semaine, quels sont les montants d'argent qui sont impliqués dans le projet de loi no 108, savez-vous ce que je leur aurais répondu? J'aurais dit simplement: Je ne le sais pas. Il y a \$140 millions, c'est vrai, mais il y a une ouverture pour aller plus loin. Cela peut aller à \$180 millions, cela peut aller à \$200 millions. Si la même question était posée à n'importe quel de mes collègues, de n'importe quel côté de la Chambre, il ne pourrait pas faire autrement que donner la même réponse que celle que je viens de vous donner! On ne le sait pas. Pourtant, on sera appelé à voter en deuxième lecture, peut-être sur les petites heures du matin, le projet de loi no 108. Quels sont les montants qui sont impliqués? On ne le sait pas.

M. le Président, lorsqu'on présente un projet de loi de ce genre devant l'Assemblée nationale, qui a pour objet de modifier le capital-actions d'une société d'Etat, on retrouve trois constantes dans chacun de ces projets de loi: Il y a d'abord l'urgence; cela ne fait aucun doute, c'est toujours urgent. Il faut voter cela vite, il ne faut pas parler trop longtemps. Il faut surtout éviter de poser trop

de questions qui pourraient retarder l'adoption du projet de loi. La deuxième constante, M. le Président, c'est la réorientation de la société, toujours la réorientation de la société. Cela n'a jamais menti et on retrouve encore la même chose aujourd'hui.

(23 heures)

La troisième constante: Il faut sauver les emplois! Dépêchez-vous, il y a des travailleurs qui vont manquer de travail, il y a des travailleurs qui seront en chômage malgré eux. Il faut sauver les travailleurs du Québec. Vous avez des responsabilités sociales, vous avez des responsabilités envers ces gens. Vite, dépêchez-vous à voter la loi, cela presse, il y a des emplois en cause!

Quand même! Je pense que nous avons des responsabilités qui nous commandent d'examiner les projets de loi qui nous sont présentés et qui nous commandent aussi de prendre une attitude responsable. Je ne veux pas faire de petite politique, de politiciannerie, ou jouer aux partis politiques avec cette question. J'aimerais rappeler certaines choses à l'attention de mes collègues, mais peut-être qu'en même temps, M. le Président, je vous rappellerai quelques souvenirs. Le 24 décembre 1971, M. le Président, vous siégiez à l'Assemblée nationale de ce côté, du même côté de la Chambre, du côté de l'Opposition. Le 24 décembre 1971, un amendement a été présenté à la Loi de la Société générale de financement en vue de changer son capital. Cela pressait, la semaine de Noël! Il fallait fermer la session, il fallait ajourner nos travaux. C'était la fête de Noël et il fallait s'en aller chez nous. Le 24 décembre, la loi a été sanctionnée. Je regarde un peu plus loin.

Je ne fais pas de reproche au ministre actuel, je rappelle tout simplement ce qui s'est passé à l'Assemblée nationale.

M. Tremblay: C'est dans un rapport qu'on vous a remis, M. le député.

M. Roy: C'est dans un rapport que le ministre nous a remis, M. le Président...

M. Tremblay: Bien oui.

M. Roy: ... je tiens bien à le dire.

M. Tremblay: Vous, vous l'avez lu!

M. Roy: Le 21 décembre 1972, encore la semaine de Noël, cela pressait, il y avait des emplois en cause, c'était urgent, il fallait réorienter la société.

M. Grenier: Ils font des cadeaux misérables!

M. Roy: Il fallait amender la Loi de la Société générale de financement. Encore un peu plus loin, le 22 décembre 1973, il fallait amender la Loi de la Société générale de financement pour autoriser le ministre des Finances à souscrire, au nom de Sa Majesté par-dessus le marché, dans le fonds social de la Société générale de financement du Québec, avant le 31 décembre 1975, \$25 millions payables

sur le fonds consolidé du revenu. C'était le 22 décembre 1973. Le 18 juin 1976, ce n'était pas pour la fête de Noël, mais pour les vacances d'été! La fête nationale des Québécois, le 24 juin, arrivait. Cela pressait, c'était une fin de session et il fallait faire en sorte de ne pas trop prolonger les travaux de l'Assemblée nationale. Il fallait modifier la charte de la Société générale de financement. Voici ce qu'on nous disait. Je pense que le ministre ne m'en fera pas grief, ce n'est quand même pas lui qui était en cause: "L'objet: Procéder à la restructuration du fonds social autorisé de la Société générale de financement du Québec". C'était encore très urgent.

C'est cela, l'urgence de toujours présenter des lois devant cette Assemblée pour modifier la charte de la Société générale de financement, en vue de la renflouer parce qu'elle est toujours en danger. Pour ce qui a trait à la réorientation de la société, j'aimerais rappeler à certains de mes collègues qui siégeaient avec moi à l'époque des propos qu'ont tenus les prédécesseurs de notre ministre de l'Industrie et du Commerce. D'abord, au mois de décembre 1972, l'honorable ministre Guy Saint-Pierre a lu la petite formule sacramentelle qu'on voit dans tous les projets de loi: "L'honorable lieutenant-gouverneur de la province a pris connaissance du bill et en recommande l'étude à la Chambre". Cela n'a pas changé. On nous parle des difficultés que connaît la SGF: "Ces difficultés ont fait l'objet d'analyses très sérieuses au cours des deux dernières années en particulier. Un comité interne du ministère de l'Industrie et du Commerce avait fait une analyse en profondeur de l'ensemble de la Société générale de financement et de ses filiales. Le rapport connu sous le nom de rapport De Coster, qui était un rapport interne, donnait quelques causes des problèmes de la SGF que je me permets de vous énumérer, et peut-être pour la première fois dans cette Chambre". On avait décidé de lever le voile de la SGF et de faire connaître aux députés, à la suite des démarches que j'avais faites, à la suite des propos que j'avais tenus dans cette Chambre selon lesquels on nous demandait toujours des chèques en blanc... On nous avait dit: Premièrement, mauvais état de la conjoncture économique au cours des deux ou trois dernières années". La conjoncture! Ce sont des termes que j'ai entendus il n'y a pas tellement longtemps en cette Chambre. La conjoncture...

Une Voix: C'est curieux...

M. Roy: L'entreprise privée au Québec et toutes nos sociétés, nos hommes d'affaires sont nombreux, ils doivent s'accomoder de la conjoncture. Pour employer un système, ils doivent vivre avec cette conjoncture...

M. Tremblay: 334 emplois dans votre comté avec les Chemises Lapointe Inc..

M. Roy: Oui, on a bien des cas et bien des choses. D'ailleurs, on pourra en parler. Je ne parle

pas des propos qu'a tenus le ministre, je parle des propos qu'a tenus son prédécesseur, le ministre de l'Industrie et du Commerce du gouvernement libéral.

On a quand même des responsabilités et je pense être en mesure de faire la part des choses. Comme je l'ai dit au tout début, je ne veux pas lancer la pierre inutilement à qui que ce soit, mais on nous demande de voter \$200 millions.

Quand un chef d'entreprise se présente devant le gérant de la banque pour demander \$200 millions, j'imagine que le gérant va lui poser des questions. Ce n'est pas une question d'amitié personnelle, ce n'est pas une question de services rendus à un moment donné. C'est une question d'affaires, comme le dit le ministre des Finances. C'est une question d'affaires et il faut parler un langage d'affaires et un langage d'affaires commande un langage entre personnes responsables.

Mauvais état de la conjoncture économique au cours des deux ou trois dernières années.

Deuxièmement, poursuite d'objectifs difficilement conciliables, chargés de susciter la formation et le développement d'entreprises industrielles ou commerciales qui contribuent de façon dynamique au développement économique et à la création d'emplois. La SGF avait également la tâche difficile d'obtenir une rentabilité à court terme suffisante et par là je cite textuellement la loi: "Pour amener la population du Québec — et c'est le ministre Guy Saint-Pierre qui parlait à l'époque — à participer au développement de ces entreprises, en y plaçant une partie de son épargne."

Cinquièmement — je vous ferai grâce des autres — certaines déficiences dans la gestion en 1972 que nous n'avons pas l'intention de nier tant au niveau des méthodes utilisées que des personnes en place. J'aurai quelques mots pour cela plus tard.

Et il ajoute ceci: "Il y a également une absence de motivation dans la recherche de profits, ceux-ci ont pu sembler, dans trop de cas, un objectif secondaire. Il y avait aussi une trop faible proportion de membres de la direction ayant une expérience pertinente dans la gestion d'un conglomerat ou d'une entreprise industrielle."

C'était en 1972. En 1973, Mme le Président, la semaine de Noël, "M. le Président, l'honorable lieutenant-gouverneur de la province a pris connaissance de ce projet de loi et en recommande l'étude à cette Chambre. La présentation de ce projet de loi s'inscrit dans les lignes des efforts entrepris depuis plusieurs mois en vue de relancer — la relance — la Société générale de financement du Québec sur des bases plus solides."

Enfin, chaque fois que le débat sur la SGF revient au centre des débats publics, on voit surgir, même chez ceux qui ne rejettent pas a priori et de façon doctrinaire toute intervention directe de l'Etat dans l'économie, des sentiments d'impatience, voire d'agressivité. Je pense qu'on visait l'Opposition à l'époque et je me sens visé encore une fois quand je relis ces propos, qui

débouchent le plus souvent, sur une critique négative et empreinte de pessimisme. C'est ce que l'on disait à l'époque.

Je pourrais continuer en 1976, parce qu'à l'échéance 1976 il y en a eu d'autres." On me permettra de profiter de l'occasion pour souligner brièvement les importants progrès de la SGF depuis trois ou quatre ans."

Bien oui, il y avait des progrès, ils avaient trouvé des bateaux à construire. Dans l'ensemble, la SGF affiche une situation très saine. On est bien prêt à croire au Père Noël, parce que l'on est dans la semaine de Noël. Il faut faire plaisir aux enfants, mais qu'on ne nous demande pas de croire au Bonhomme Sept heures.

Qu'est-ce qu'on nous dit? Regardez l'avenir avec confiance. Il faut bâtir l'avenir, mais on ne regarde pas sur quoi on bâtit l'avenir. Si on bâtit l'avenir sur des bases solides ou si on bâtit l'avenir sur le sable... je ne pense pas qu'on puisse bâtir l'avenir sur le sable, encore moins sur l'incompétence.

(23 h 10)

Quel a été le coût de la SGF depuis plusieurs années? D'abord, on sait très bien que ce projet de loi est amené devant nous justement pour renflouer la situation de Marine Industrie.

On nous a dit en cette Chambre, Mme le Président, — l'ancien gouvernement nous disait cela, aux questions que je lui ai posées à l'époque — que cela va bien, grâce à la performance de Marine Industrie, la SGF dans son ensemble est rentable. On nous a dit cela. C'est tellement vrai que, dans les bilans de 1975, Marine Industrie, filiale de la SGF, affichait des profits, dans son état consolidé, de \$8 326 000; cela allait bien, grosse construction de navires en place; on bâtissait des bateaux, il y avait de gros contrats, de grosses commandes; \$8 millions de profit en 1975. En 1976, alors qu'on savait déjà que cela allait mal — ce n'est pas le gouvernement actuel qui était là, mais l'ancien — on présente des états financiers pour afficher des profits de \$6 millions. Cela va bien, il n'y a pas de problème. En 1977, tiens, le chat sort du sac et on s'aperçoit que le bénéfice de \$6 085 000, de 1976, est transporté à un déficit de \$2 978 000 et, pour 1978, on ne le sait pas.

Mme le Président, je comprends la situation pénible dans laquelle se trouvent les travailleurs de la région soréloise, la région du Richelieu; nous sommes très sensibles à leur endroit.

On nous a servi les mêmes arguments à chaque année où il a fallu renflouer la Société générale de financement. Les mêmes arguments ont été invoqués. Est-ce que nous avons la certitude, en votant \$140 millions, minimum, avec une possibilité de \$200 millions, parce que c'est un compte ouvert, un contrat ouvert, qu'on va régler la situation de ces travailleurs? Est-ce qu'on ne règle pas plutôt le problème pour un an, deux ans ou trois ans?

Mme le Président, j'aimerais bien que l'on apporte — et je le dis de façon très sérieuse — des solutions qui puissent permettre à ces gens d'envisager l'avenir avec confiance. Car la confiance des

législateurs à l'Assemblée nationale, ce n'est pas suffisant. Il faudrait faire en sorte que les travailleurs de la région soréloise puissent se dire: Nous avons des entreprises qui, actuellement, sont réellement impliquées dans le développement économique du Québec, on peut bâtir sur une période de trois ans, on peut s'organiser sur une période de cinq ans, on peut s'organiser sur une période à moyen et à long terme. Qu'est-ce qui arrive à un travailleur qui doit faire l'achat d'une propriété pour s'établir, pour élever sa famille et la faire vivre, alors qu'on sait très bien, dans les contrats hypothécaires des propriétés, qu'il faut conclure des hypothèques pour une période de quinze, vingt et parfois vingt-cinq ans? Toujours avec des situations qui font que, à tous les deux ans et au maximum à tous les trois ans, il faut se retrouver dans des situations impossibles, des situations pénibles. On dit aujourd'hui qu'on veut donner une nouvelle orientation à la SGF pour la lancer sur les voies de l'avenir. Je veux bien croire en la parole du ministre. Je sais que le ministre fait son possible, jusqu'à ce jour, il en a donné les preuves à bien des occasions — je tiens à le dire à l'Assemblée nationale — son prédécesseur également avait fait son possible dans bien des secteurs, mais il y a quand même une situation de fait. Que se passe-t-il dans ces sociétés d'Etat pour lesquelles on se retrouve toujours dans la même situation?

On ne règle pas le problème avec \$200 millions, ce soir. L'an prochain nous aurons l'autre loi, probablement, au sujet de la société SIDBEC-DOSCO ou d'autres sociétés d'Etat. Ce sera peut-être la Société nationale de l'amiante qui reviendra, l'an prochain. L'an passé, c'était SIDBEC-DOSCO. A tous les ans, dans la semaine de Noël, on a toujours à faire le Père Noël de quelque façon, pour tâcher de renflouer une société d'Etat. On ne règle pas les problèmes. Y a-t-il des études de rentabilité qui ont été faites concernant la vocation nouvelle qu'on veut donner à la SGF? Où sont les inventaires, les possibilités, les études de marché? Un industriel sensé, responsable n'investit même pas \$1 million sans faire des études de marché, sans savoir vers quoi il peut déboucher, sans savoir s'il y a des possibilités de rendement, sans savoir s'il y aura une rentabilité sur les capitaux investis.

Mais dans le cas des sociétés d'Etat, ce sont des chèques en blanc que nous avons toujours été obligés de voter à l'Assemblée nationale. Je vois mon collègue, le ministre de la Justice, qui fut critique de l'Opposition pendant un certain temps alors qu'il a eu, lui aussi, à faire des interventions pendant qu'il était dans l'Opposition à l'Assemblée nationale, au moment où on demandait aux parlementaires de voter des lois qui avaient pour objet de modifier la structure financière des sociétés d'Etat et qui commandaient des crédits nouveaux, des crédits qui doivent être garantis par le gouvernement, autrement dit des crédits qui affectent les budgets de l'administration publique.

\$200 millions, Mme le Président, cela veut dire — si le gouvernement le prend dans le fonds

consolidé du revenu — qu'il devra emprunter cet argent à moins de taxer directement la population. S'il emprunte cet argent avec un taux d'intérêt de 10% par année, on vient d'augmenter le fardeau des intérêts de la dette chaque année de \$20 millions sans compter que les \$200 millions, il faudra les rembourser à un moment donné. Mais si on les emprunte aux Etats-Unis, dans dix ans, on les aura retournés aux Américains, en totalité, les \$200 millions et on les devra encore.

Dans le système actuel, puisque nous avons quand même un système économique qui, actuellement, n'a pas été changé depuis bien des années, bien que des changements importants devraient être faits dans ce système économique pour que, au moins, on utilise le crédit de la nation, le crédit du Québec avec des capitaux québécois pour faire le développement économique du Québec plutôt que de continuellement nous endetter à l'étranger et nous créer des servitudes quasi impayables et qui hypothèquent les générations futures, ce sont toutes ces choses qui, actuellement, nous portent à réfléchir bien sérieusement avant de dire oui à un projet de loi de cette nature. Oui, pour sauver les emplois des Sorelois et tâcher de faire en sorte que l'économie soreloise, l'économie de la région du Richelieu puisse se développer. Maintenant, il y a des conditions. Nous avons des responsabilités ici devant l'Assemblée nationale et nous avons des comptes à rendre à la population du Québec.

Mme le Président, je fais une suggestion en terminant. Je pense que, dans le cas de Marine Industrie et dans le cas de la SGF, le gouvernement aurait intérêt à orienter ses politiques de façon à ce que ces sociétés d'Etat s'associent davantage avec des hommes d'affaires, avec des entreprises québécoises. Qu'on permette aux sociétés québécoises, aux petites entreprises québécoises, aux hommes d'affaires québécois de s'associer avec les sociétés d'Etat et participer et de faire participer la population et faire en sorte que leur expérience puisse bénéficier, premièrement, aux travailleurs qui sont concernés, deuxièmement, au développement économique de leur milieu et, troisièmement, au développement économique du Québec tout entier.

Il y aurait un deuxième aspect dans ma suggestion. Dans les sociétés d'Etat, ce serait peut-être bénéfique qu'on tente l'expérience, peut-être que l'occasion serait idéale, à ce moment-ci, d'associer les travailleurs en leur permettant de devenir copropriétaires, en leur permettant, par des dégrèvements fiscaux, par des dispositions particulières, des dispositions incitatives, de s'intéresser à devenir actionnaires, à devenir copropriétaires dans les entreprises. Avec une association Etat-entreprise privée et travailleurs, nous avons là toutes les formules de succès possible. Mais tant et aussi longtemps qu'on fera en sorte d'en faire des entreprises strictement étatiques dans lesquelles seuls des fonctionnaires, des technocrates de l'Etat ou des personnes choisies pourront administrer ces entreprises qui ne risquent rien, elles, on aura toujours des situations

de ce genre. Même si on vote la loi de \$200 millions ce soir, tout ce qu'on aura donné, ce sera une pilule, un flocon d'aspirines pour tâcher de prolonger la situation de façon à l'endormir pendant une certaine période.

Mme la Présidente, j'aimerais que, si on vote \$200 millions, ces \$200 millions ne soient pas perdus, mais que ces \$200 millions servent réellement à relancer l'économie de cette région et que cela puisse apporter des bénéfices à l'ensemble des Québécois.

Mme le Vice-Président: M. le député de Pointe-Claire. Monsieur, je l'ai entendu avant. J'ai entendu le député de Pointe-Claire d'abord.

M. Shaw: Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Je vous reconnaîtrai ensuite, M. le député de Richelieu.

M. William Frederic Shaw

M. Shaw: First of all, I would like to congratulate my colleagues who spoke before me on this law and I only hope those of my English-speaking electors and constituents in the province of Québec who had an opportunity to follow the debates today could get the nuance of their expression and the message and how well it was delivered.
(23 h 20)

Because, really, Madam President, there is a key issue involved in this small bill 108, which, typical of other legislation brought in at the last minute of the session, has a very deep implication indeed. I can remember last year, actually during the summer, the great debate on bill 101, where a special parliamentary commission was held to hear of the great crisis at SIDBEC-DOSCO and that a \$120 million was required to refund the operations so that it could carry on and do the marvelous job that it was supposed to be doing. And once this funding was provided, this company would demonstrate its rentabilité.

I can remember even the premier himself was at the parliamentary commission to try and make a case for the need to provide this \$120 million to refinance SIDBEC-DOSCO, because it was a very important sidérurgie for the province of Québec, to help the province transform its products into more refined levels of products. Everybody was conditioned at that particular commission, Mme President, that all of the conditions that the Honourable member for Beauce-Sud mentioned were present. First of all, the jobs of the workers. That was very important. SIDBEC was a big employer, an important employer of the province of Québec. And that it was important immediately, otherwise maybe the banks would not cash the checks the following month or some other urgent emergency was required.

Along with it, there was going to be that demonstration of better administration. So, the \$120 million was voted and in the following fiscal

year, they lost another \$28 million. Excellent, Mme President, excellent! Typical state management and with no signs for the people of Québec that there will be improvement in this direction. But today, Mme President, we are sitting down with a new vote to expand the credits to the Société générale de financement, because we need to save the jobs now at Marine Industries Ltd. After all, the previous government had invested improperly or managed improperly or had not supervised its sales properly, and now, they were stuck with a number of boats that were supposedly purchased but the buyer is gone and, Mme President, it is a disaster.

Une Voix: And now they want to float a loan.

M. Shaw: Now, they want the people of Québec again to come back and refund this mismanagement and provide additional funding. And what is more, to provide additional funding for additional enterprises because we are going to make sure that we provide employment for our people.

Madam President, let us examine a little closer because, this morning, or this afternoon when the minister was asked some answers concerning the problems of mismanagement of Marine Industries Limited and whether or not he was prepared to have a commission of inquiry called, he said: You know, we only have a couple... we have thirteen industries and only two are losing money. And so, I decided that perhaps I should check into these figures as well. And something was quite interesting to me. First of all, I read the companies down the line and I find that Marine Industries is up there and it is losing money; and Forano is there and it is losing money; and Volcano is there and it is losing money. But Donohue is not. But, Donohue is not really a state operated company, if you look at the ones that the government owns, they are losing money but the ones that have private enterprise participation, are making money, like Donohue; 43% of the operation is owned by the government but, obviously, the people with the 57% have enough to say that they would like it to make money.

Reasonable! And then we go down the list and a little further we see Cogelec Industries and it is losing money. Of course, it is owned 100% by the government. And we see of course La Salle Tricot Ltd. and Soma Ltd. We know of course about SIDBEC-DOSCO, we know about Tricofil, but the government needs additional funding from the tax payers to carry on its great management of the economy of the province of Québec. There is something also very interesting about this law, Madam President, and I think it is interesting enough that we should actually read the wording of a section that is being changed in the law to demonstrate the real direction of this minister and this government. And I would like to read it in the French version first because it says: La société a pour objet de susciter et favoriser la formation et le développement d'entreprises industrielles et,

accessoirement, d'entreprises commerciales dans la province de façon à élargir la base de sa structure économique, en accélérer le progrès et contribuer au plein emploi. I think that is a very noble direction, that was the way it was.

If I can find somewhere my English copy of the law. There it is. And let us read that again in English, Madam President. This is the way it was, because the importance here is what it was, and what it is now going to be. The object of the company before was to stimulate and promote the formation and development of industrial undertaking and accessorially of commercial undertakings in the province so as to broaden the basis of its economic structure, accelerate the growth thereof and to contribute to full employment. That, Madam President, is the concept of joint enterprise. And joint enterprise is the reality of today. But this is a government that has changed that fundamental, that has changed it fundamentally as well by saying: The objects of the company. "To establish an industrial group for the purpose of operating alone or in partnership, profitable undertakings" and that is very questionable because not all the other ones that they are undertaking are profitable — "profitable undertaking of significant size" — and that is another thing, they really pick on big sizes — they have \$120 million last year for SIDBEC-DOSCO, \$120 millions for Marine Industry and then very shortly, another \$250 million for the Asbestos Corporation. A big job, that is for sure of significant size within certain fields deemed to have priority for the economic development of Quebec." Very good, Madam President. I would like, for example, to draw a parallel between SIDBEC-DOSCO and its development of the economy of Quebec. Because the other day, I was having lunch with my colleague, the member for Beauce-Sud, and we had, joining us, a gentleman who was in the steel business and this gentleman was crying woes because he felt that he was going out of business because you see, Madam President, he was in the scrap iron business, in the boats and he was having great difficulty because his principal competitor was SIDBEC-DOSCO. SIDBEC did not pay taxes but he paid taxes. SIDBEC could operate with a deficit, but he could not. And last year or the year before last, there was a company on the South shore in premier's own county that required \$7,500 000, not of a grant, but of an accessory guarantee to stay in business. I remember it was called Quebec Steel. It could not have a much better name being a société québécoise, but it was privately owned and the government could not find the funds, "ce n'était pas rentable". \$7,500 000, but now \$120 millions is going into Marine Industries. Last year, \$120 millions for SIDBEC-DOSCO. It is sick, Madam President, it is incredible.

(23 h 30)

But then, let us follow the object of this company just a little bit further because in this old definition of section 4, article (b), it says: "To induce the people of Quebec to participate in the

development of such undertakings by investing a part of their savings therein." That is always in the concept of joint enterprise and this is a reality, because this is the savings of Quebecers. This \$120 million that will be paid in taxes might have been their savings.

Une Voix: That is night, they have taken it away.

M. Shaw: But, now, it is no longer savings, it is going right into the dump. But now we have a change even in that goal, because article (b) now says: "To induce Quebec administrators to take part in the management of such undertakings." The question of savings is no longer there. It is pretty hard to save, when you have a record such as the Société générale de financement has, because you do not save any money when you keep on losing it.

M. Springate: Especially when it is done in this province.

M. Shaw: And it does not lose once, it does not lose twice, it loses continually.

Madam President, if we really wanted to do something that would create and save the jobs of the 3200 people that are involved here, we would not have this thin book, you see this is the book, Madam President, that records the new permits that have been issued in 1977/78, in the province of Québec. You know that is new investments, capital, new companies, since the Parti québécois has come to power. You know, it is a very thin book; that is where the jobs are created, because they do not lose money or they go out of business. They create jobs that have continuity, they create jobs that do not cost people money. I said, today, \$120 million to save 3000 jobs is \$40,000 per job. But you know, Madam President, even in this very thin book, with its very few numbers of jobs, there is only \$15,800 000 invested in 92 companies. That is not performance and that is the reason why I very hesitatingly say that we are going to do something for "l'avenir des Québécois; nous allons faire, nous allons protéger les emplois des Québécois. Mais, on menace maintenant que nous allons nationaliser l'amiante, cela va protéger les emplois des Québécois, mais l'année prochaine, ce sera le contraire et pire que cela, plus mince que cela. Il est déjà assez mince, ce n'est pas avec des investissements de \$120 millions que l'on crée des emplois, c'est en créant un climat social et réel, dans une province, pour avoir 92 petites compagnies avec un capital-actions de \$15 800 000 en deux dans?"

Mme le Président, c'est incroyable, parce que la population de la province de Québec a maintenant son voyage des gros projets d'investissement; \$250 millions pour l'amiante; \$120 millions pour SIDBEC-DOSCO. Maintenant, pour les navires qui ne sont pas encore vendus, encore \$120 millions.

Mme President, I will close, because...

M. Bérubé: C'est la plus belle partie.

M. Shaw: ... my colleagues, in the Opposition, really do not like to hear me tell this story, because it goes contrary to their great story, the great jobs, the great crisis in agriculture and the crisis of 3200 jobs.

M. Springate: Not your colleagues in the Opposition!

M. Shaw: I am sorry; my colleagues in the government, yes.

M. Springate: We believe what you are saying.

M. Shaw: We are beginning, the people of this province, to understand the reality that the administration that is asking for this hundred and plus — because it is really a blank cheque — the administration that is asking for this blank cheque to expand their administration in this province has not demonstrated its capacity to give this administration. And the only thing we can do is do everything that is possible to make sure that this bill is not passed so that we can protect the savings of Quebecers and really try our best to continue that second article, that second paragraph of article 4 that used to say: "D'amener la population du Québec à participer au développement de ses entreprises en y plaçant une partie de son épargne".

If we could feel confident that this government was going to use properly the public funds in State administration; we would be pleased to vote in favour of this law, but this government has demonstrated no such capacity and therefore there is no way we could support it. Thank you, Madam President.

Mme le Vice-Président: M. le député de Richelieu.

M. Maurice Martel

M. Martel: Mme la Présidente, je pense que la Chambre ne peut pas connaître toute l'anxiété avec laquelle la population du comté de Richelieu attend cette importante loi. Comme vous le savez, j'ai l'honneur de représenter un comté dont la principale industrie est justement une industrie de fabrication de bateaux. Il se trouve que présentement nous sommes dans une situation désastreuse. Il s'agit de l'avenir économique de toute une région du Québec. Je demanderais à l'Opposition d'être positive vis-à-vis de cette importante loi concernant une très grande population qui vit dans la région qu'on appelle la Ruhr du Québec et qui a besoin qu'on adopte, dans les plus brefs délais, le projet de loi no 108.

Cette loi veut mettre de l'ordre dans la Société générale de financement dont la principale filiale est Marine Industrie de Sorel et qui, dans l'ensemble, présente, depuis 1977/78, un bilan assez positif car 11 des 13 filiales de la Société générale

de financement montrent des gains. Pour des raisons qu'on expliquera tout à l'heure, qui ont été démontrées en commission parlementaire, il y a un déficit sur les dix dernières années de fonctionnement de Marine de \$17 600 000. Nous avons essayé, comme gouvernement, d'être le plus démocratique possible. Nous avons, à la demande de l'Opposition, créé une commission parlementaire. Nous avons invité les anciens dirigeants de la Société générale de financement de Marine Industrie à venir se faire entendre sur leur administration passée et nous avons également invité les nouveaux administrateurs pour discuter de l'orientation à venir de cette importante société d'Etat. (23 h 40)

Il s'agit de regarder l'aspect positif, l'aspect urgent qu'il y a dans cette législation à venir. Il s'agit de constater que l'Etat est prêt à investir \$103 millions, faisant passer le capital-actions de la Société générale de financement de \$140 millions à \$200 millions, et à investir également des sommes importantes pour aider d'une façon urgente Marine Industrie, soit cette vie économique que représente cette industrie dans le comté de Richelieu. Les sommes que le gouvernement se prépare à investir par l'intermédiaire de la Société générale de financement sont de l'ordre d'au-delà de \$50 millions. \$50 millions pour corriger une situation urgente, mais, surtout, pour orienter l'avenir de cet important chantier maritime du Québec.

Ces sommes représentent pour Marine Industrie \$18 millions en prêts, \$10 millions en subventions directes pour compenser en quelque sorte ce manque de gestion dont ont fait preuve les administrateurs de Marine Industrie dans les années 1973. Il s'agit également pour le gouvernement de garantir à chacun des six navires un produit de vente de \$17 350 000. Au-delà de \$30 millions de ces \$50 millions serviront à orienter Marine Industrie vers une rentabilité plus grande, rentabilité qui doit être l'objectif de toutes les sociétés d'Etat.

Tout le monde sait qu'il y a au-delà de \$20 milliards québécois investis dans 18 sociétés d'Etat, qui font travailler au-delà de 35 000 québécois. Tout le monde est d'accord pour que ces sommes qui proviennent de la poche des contribuables soient utilisées d'une façon rationnelle, d'une façon rentable. Il n'y a pas de raison qu'une société d'Etat ne vise pas à la rentabilité.

C'est justement pourquoi, après seize ans d'existence, nous voulons donner un nouveau souffle à la Société générale de financement. Nous voulons, en quelque sorte, lui donner des objectifs, des orientations bien précises de façon que cette société réponde à l'attente des Québécois.

La situation qui est qualifiée de désastreuse dans le mémoire qu'a soumis la Société générale de financement est due en grande partie à la situation actuelle dans laquelle se trouve Marine Industrie; donc, c'est une partie importante. Et, lorsque je dis importante, je n'insisterai jamais assez. Vous savez que Marine Industrie injecte dans le comté de Richelieu au-delà de \$55 millions

annuellement en salaires. Ceci représente au-delà de 50% de l'économie du Richelieu.

Messieurs de l'Opposition, songez à l'importance que cette législation peut avoir pour ces Québécois qui ont oeuvré pendant des années et qui se sont fait la réputation internationale d'être un des meilleurs chantiers navals au monde. Les bateaux de Marine Industrie sillonnent toutes les mers. La qualité de la main-d'oeuvre de cette importante industrie n'est plus à faire. Mais, pour des raisons bien précises que nous avons entendues en commission parlementaire et grâce à la demande de l'Opposition, je le répète, le ministre de l'Industrie et du commerce a convoqué cette commission parlementaire pour entendre des versions différentes sur la gestion de Marine Industrie.

En plus de tenir compte, évidemment, du contexte actuel concernant le marché mondial des navires, on s'est rendu compte à cette commission parlementaire qu'il y avait eu mauvaise gestion, qu'il y avait instabilité dans le nombre de directeurs, de présidents qui sont passés tant à la Société générale de financement qu'à Marine Industrie. Cette instabilité dans la gestion, cette erreur administrative lors de la signature de ce fameux contrat avec le Grec en 1973, ont eu pour effet, comme je l'ai dit en commission parlementaire... Je n'emploierai pas le même mot, mais on s'est fait passer un sapin par le Grec.

A ce moment, doit-on priver toute une population, priver des centaines de familles de cette intervention gouvernementale importante pour l'économie d'une région donnée? Mme la Présidente, cette commission parlementaire nous a appris, c'est évident, que dans ces erreurs administratives qui se sont commises dans cette période de temps donnée, lors de la signature de ce contrat avec l'armateur grec Karageorgis, il y a eu des sommes d'argent importantes. On a parlé de \$9 300 000 qui ont été donnés à l'armateur grec, on a parlé d'une somme de \$7 200 000 qui a été payée à des courtiers pour la vente de ces bateaux pour lesquels nous sommes encore pris.

Nous avons su qu'il y avait ces problèmes à Marine et c'est pour cette raison que nous apportons un projet de loi que nous voulons positif, pour corriger d'abord cette situation, pour donner une saine gestion, une saine administration à Marine Industrie et aussi à la Société générale de financement. C'est pour cette raison qu'en 1977, nous avons changé le conseil d'administration de Marine. C'est pour cette raison que le 5 mai 1978, nous avons demandé une enquête à la Société générale de financement concernant Marine Industrie, que le rapport a été produit le 27 octobre dernier, que dès la fin de novembre un projet de loi était présenté et qu'à la demande de l'Opposition, une commission parlementaire a été tenue les 7 et 8 décembre pour faire la lumière sur le problème de la Société générale de financement et sur le problème de Marine Industrie.

Maintenant, je pense qu'il est temps pour nous tous, législateurs que nous sommes, de ce côté ou de l'autre de la Chambre, de penser

positivement et de voir qu'il y a un problème et que nous avons dans ce projet de loi des moyens de régler ce problème. Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, il s'agit de l'avenir économique de toute une population du Québec; je ne pense pas qu'il y ait un seul député de l'Opposition qui puisse être insensible à ce problème que connaît présentement mon comté. Il y a au-delà de 3500 personnes qui travaillent présentement à la Marine Industrie. Il y a des centaines de familles qui vivent grâce à cette injection d'au-delà d'un million de dollars par semaine en salaire à Marine Industrie.

Il s'agit évidemment de donner des orientations à la Société générale de financement, mais il s'agit également, par ce projet de loi, de pouvoir donner des orientations positives à Marine Industrie.

(23 h 50)

Nous l'avons fait en changeant le conseil d'administration et nous voulons, compte tenu de la situation difficile dans laquelle se trouve la division de la construction de navires, situation connue à l'échelle mondiale depuis plusieurs années, nous voulons par cette injection de capitaux dans Marine Industrie leur donner les outils modernes pour conserver, il va de soi, cette division navale qui a fait la réputation des Sorelois à travers le monde, parce qu'on connaît des problèmes à travers le monde sur la vente des bateaux. Actuellement, il y a une surproduction, mais d'ici deux ou trois ans, je pense que le marché va revenir aussi bon qu'il était avant. Si nous savons dès maintenant donner la technique moderne nécessaire à cette division navale, nous allons pouvoir justement être concurrentiels. Dans l'immédiat, Mme la Présidente, il sera extrêmement important de garder ouverte, en pleine opération, la section de réparation de navires.

Marine Industrie s'est fait une réputation dans ce domaine et tant qu'il y aura des navires qui sillonneront nos mers et les mers internationales, à ce moment-là, il y aura de la réparation. Donc, c'est important de conserver cette division de réparation.

Nous devons, par cette injection d'au-delà de \$50 millions dans Marine Industrie, développer le secteur hydroélectrique où est l'avenir, je pense, du Québec. Vous n'êtes pas sans savoir que, pour les quinze prochaines années, l'Hydro-Québec s'entend pour dépenser au-delà de \$30 milliards dans le domaine hydroélectrique. Marine Industrie est la seule entreprise québécoise à fabriquer des turbines, des alternateurs et à avoir une réputation internationale dans ce domaine. Avec la nouvelle de la semaine dernière que le ministre des Richesses naturelles annonçait, c'est-à-dire la création de l'hydro-internationale, ce sera un autre moyen de faire connaître notre technique dans le domaine hydroélectrique et également d'obtenir des débouchés importants qui viendront s'ajouter aux \$30 milliards que l'Hydro-Québec entend investir dans ce domaine.

Donc, je crois qu'il est important que plusieurs millions de dollars soient immédiatement investis pour doubler la capacité de cette division

hydroélectrique. Il est également important d'investir une somme d'argent importante dans la division des wagons parce que, actuellement, nous avons un excellent marché et nous avons des débouchés pour les années à venir.

Donc, ce sont des secteurs rentables de Marine qu'il s'agit de doubler, c'est-à-dire d'en améliorer les performances, la production, et les ouvriers de Marine sont conscients de ce problème qui se présente chez eux. Ils font tous les efforts nécessaires pour améliorer leur production. Evidemment, nous essaierons, de notre part, par cette loi, d'améliorer également la production des gestionnaires, des administrateurs de Marine Industrie et de la Société générale de financement.

Mme la Présidente, ce sont ces aspects positifs qu'il y a dans cette loi. Je crois personnellement qu'après vous avoir mentionné la somme de \$20 milliards investie dans 18 sociétés d'Etat, il serait peut-être bon de se poser la question, à savoir si nous, les législateurs, comme on l'a fait en commission parlementaire sur le projet de loi 108, ne nous donnions pas un instrument. Je suis d'accord avec l'Opposition qui a suggéré — personnellement, je suis d'accord — d'avoir une commission permanente qui permettra d'étudier le fonctionnement de nos sociétés d'Etat. Je suis d'accord avec vous, messieurs de l'Opposition, et je ne suis pas le seul.

J'irais plus loin. Je pense que cet exemple a été donné dans ce projet de loi, j'irais jusqu'à suggérer que, dans chaque société d'Etat dont la responsabilité relève d'un ministre, que ce soit la Société générale de financement qui relève du ministre de l'Industrie et du Commerce, ou l'Hydro-Québec qui relève du ministre des Richesses naturelles, nous ayons des représentants de chacun de ces ministères au sein des conseils d'administration, d'une façon permanente, pour voir s'il existe des problèmes dans ces industries et ne pas être pris au dépourvu comme nous le sommes présentement en insistant auprès de tous les membres de cette Chambre sur l'urgence de cette loi.

Messieurs, je termine en vous rappelant que ce projet de loi a pour but de nous donner des outils de travail modernes, c'est-à-dire à la Société générale de financement. Il a surtout pour but, dans cette situation urgente que connaît la population de Richelieu, d'investir des sommes d'argent pour remédier à un problème crucial et surtout d'orienter l'avenir de Marine et de la Société générale de financement de façon que cela devienne des sociétés d'Etat rentables. Merci.

Mme le Vice-Président: M. le député de Mont-Royal.

M. Grenier: Mme le Président, une question de règlement.

Mme le Vice-Président: Sur une question de règlement?

M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: Le leader va sans doute nous confirmer si on doit continuer cette nuit d'étudier les projets de loi no 108, no 110 et no 71. Si tel devait être le cas, je vous demanderais de faire en sorte qu'on puisse manger dans le parlement. On est barré par l'extérieur ou à peu près; il n'y a rien d'ouvert dans le moment. On se prépare à passer une nuit, deux nuits ou quatre, cette semaine. Ce serait votre responsabilité de voir à ce qu'on ait quelque chose à se mettre sous la dent pendant la nuit...

Mme le Vice-Président: M. le député de Mont-Royal.

M. Grenier: Je vous ai posé personnellement une question.

Mme le Vice-Président: Je vais faire les démarches voulues, M. le député, pour acheminer votre demande; je ne vous dis pas qu'à cette heure-ci il y aura des possibilités. Est-ce que je devrais vous dire que vous auriez peut-être pu apporter votre repas?

M. Roy: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député, je ne veux pas vous taquiner.

M. Roy: ... sur le même point de règlement; je souscris entièrement à ce qu'a dit le député de Mégantic-Compton. Je pense qu'il y a bien d'autres de mes collègues qui y souscrivent aussi; on ne sait pas du tout à quelle heure on va terminer nos travaux. La semaine dernière, c'a été la même chose; on est parti d'ici à 2 h 30 du matin et on peut partir à 2 h 30, 3 heures, 3 h 30, je ne le sais aucunement. Mais nous voulons être en forme. Je vois mon collègue, l'honorable leader du gouvernement, je suis certain qu'il pense comme nous; mon collègue, l'honorable ministre des Richesses naturelles, pense aussi sûrement comme nous.

Mme le Vice-Président: M. le député, nous avons au moins le café. De toute façon, j'achemine votre demande mais je ne peux rien vous promettre ce soir, certainement pas.

M. Charron: Mme le Président, dites-leur de ne pas prendre trop de café, cela les énerve.

Mme le Vice-Président: M. le député de Mont-Royal.

M. Bérubé: Mme la Présidente, le député de Beauce-Sud, si je ne m'abuse, a mis des paroles dans ma bouche en prétendant que je tenais à ce que cette Assemblée termine rapidement ses travaux. Je dois dire que j'ai des valises de signatures en quantité considérable, je peux passer la nuit, si nécessaire.

Mme le Vice-Président: M. le député...

M. Roy: Ce n'est pas ce dont j'ai parlé, Mme le Président.

M. Brochu: Question de règlement. Le ministre n'a pas eu la force d'aller jusqu'à son fauteuil pour prendre la parole.

Mme le Vice-Président: S'il vous plaît! S'il vous plaît! Est-ce que nous pouvons revenir à nos travaux? Je suis certaine que tous les membres de cette Assemblée apprécieraient que nous les fassions avancer dès maintenant.

M. le député de Mont-Royal.
(Minuit)

M. John Ciaccia

M. Ciaccia: Merci, Mme le Président. Le projet de loi no 108 a deux objectifs principaux. Comme je disais, le projet de loi no 108 a deux objectifs principaux. Premièrement, il cherche à fournir à la SGF les fonds nécessaires pour continuer ses opérations et pour qu'elle puisse garder au travail quelque 3200 employés. A cette fin, le projet de loi stipule certaines sommes que le gouvernement est autorisé à verser à la société soit par voie d'actions ou par emprunts. Le deuxième objectif du projet de loi, Mme le Président, c'est de fixer certains objectifs pour la société, des objectifs qui auront pour but d'éviter les difficultés et les abus qui sont survenus dans le passé. Mme le Président, quant au premier objectif, c'est-à-dire de fournir les sommes dont la SGF a besoin pour continuer ses opérations, je crois que l'Opposition officielle n'a aucune objection, elle est même prête à appuyer le gouvernement dans les termes du projet de loi qui ont pour but de fournir ces sommes.

Mais, Mme le Président, le gouvernement a jugé bon, d'après ses intentions, d'après le projet de loi, d'inclure dans ledit projet de loi des objectifs de la société qui, au lieu d'améliorer la situation actuelle, ne font rien pour changer la possibilité d'abus qui pourraient survenir pour les opérations de la SGF. On dit, M. le Président, qu'on veut constituer un groupe, qu'un des objectifs de la société est de constituer un groupe industriel dans le but d'exploiter, seule ou en association avec des partenaires, des entreprises rentables, de taille significative dans certains secteurs jugés prioritaires pour le développement économique du Québec.

Si on veut éviter les abus qu'on a vus dans le passé de la part de la SGF, on ne peut pas se satisfaire de dire qu'on va fixer certains objectifs dans les secteurs jugés prioritaires pour le développement économique du Québec.

M. le Président, qui, premièrement, va fixer ces objectifs? Qui va juger si ces secteurs sont prioritaires ou non? On ne peut pas laisser cela encore une fois à l'administration. Il faut avoir des moyens de fixer certaines priorités et que cela vienne devant l'Assemblée nationale. Et pourquoi? Parce que l'Assemblée nationale, M. le Président, n'est pas seulement le lieu où l'Opposition va regarder et examiner les projets de loi du gouver-

nement, mais c'est aussi le lieu où la population reçoit ces informations, où la population peut savoir quels sont les objectifs du gouvernement, comment le gouvernement va remplir les objectifs du projet de loi, comment le gouvernement va dépenser les sommes énormes qu'il veut approprier pour la SGF. On ne peut pas donner un blanc seing au gouvernement — M. le Président, on doit dire...

Le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Bon, M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: Si on agit comme cela à minuit, imaginez-vous ce qui va arriver à 3 heures du matin, M. le Président. M. le Président, je voudrais porter à l'attention du gouvernement les raisons pour lesquelles nous nous opposons à ce projet de loi. Comme je le disais tantôt, on ne s'oppose pas à fournir les sommes nécessaires pour garder les employés au travail, mais les autres objectifs de la société, pourquoi les établir d'une façon vague? Pourquoi ne pas fixer les priorités? Pourquoi ne pas fixer les objectifs et les champs dans lesquels la société va fonctionner? Pourquoi? Afin qu'on puisse restreindre les activités de la société pour ne pas permettre les mêmes abus du passé et afin qu'on puisse examiner de quelle façon le gouvernement va dépenser ces sommes. Vous avez donné comme exemple les projets hydrauliques et vous avez donné aussi comme exemple...

Le Vice-Président: Je m'excuse. A l'ordre! Ce n'est pas vous, M. le député de Mont-Royal que je rappelle à l'ordre, mais je demanderais que les caucus se tiennent en d'autres salles qu'ici, surtout à cette heure-ci.

M. Ciaccia: Vous avez donné comme exemple que la Société générale de financement veut s'associer avec d'autres compagnies pour des projets dans l'industrie de la pétrochimie. Le chiffre que vous avez mentionné est approximativement \$185 millions. Sans faire un examen ou une critique de la politique énergétique du gouvernement, je voudrais soulever certaines questions qu'on pourrait soulever si vous incluez dans le projet de loi les projets dans lesquels la SGF va fonctionner. Quand vous mentionnez la pétrochimie, est-ce que ce projet correspond aux objectifs du gouvernement dans sa politique énergétique? À première vue, on peut se poser la question et dire que les objectifs de l'industrie pétrochimique ne sont pas en accord avec ce que le ministre délégué à l'énergie préconise pour l'industrie pétrolière. Je m'explique.

Pour avoir une industrie pétrochimique viable, il faut absolument que les raffineries, surtout celles de l'Est de Montréal, là où se trouvent les raffineries du Québec pour la plupart, exploitent non à sous-capacité comme elles le font actuellement, mais d'une façon viable et rentable pour l'industrie. Quelle est la politique du gouvernement quant à ces raffineries? D'après sa politique énergétique, le gouvernement préconise que pour l'année 1990,

le Québec va utiliser moins de pétrole qu'il n'en utilise aujourd'hui. C'est ce que le gouvernement dit, c'est son objectif, ce n'est pas ce que l'industrie pétrolière dit.

Autrement dit, le gouvernement préconise qu'aujourd'hui il utilise 500 000 barils par jour de pétrole; en 1990, dans onze ans, cela va être réduit à 425 000. Alors, il y aura une réduction nette de l'utilisation et du raffinage des produits pétroliers. La question qu'on peut se poser est la suivante. Avant d'investir \$185 millions dans l'industrie pétrochimique, une industrie qui va dépendre de l'utilisation des raffineries de Montréal, quel est le réel objectif du gouvernement? Est-ce qu'on peut concilier ces deux objectifs? Est-ce possible d'avoir une industrie pétrochimique avec les sommes que vous préconisez, est-ce possible de concilier cette industrie avec les objectifs du gouvernement?

Parce que si vous regardez encore plus loin dans le livre blanc du gouvernement sur la politique québécoise de l'énergie, vous voyez qu'on parle très peu de l'industrie pétrochimique, on ne la mentionne même pas; on parle de l'adaptation de l'industrie du raffinage, et on dit que s'ajoutant à une surcapacité déjà existante dans l'Est canadien, la réduction de la demande pétrolière accompagnée de la transformation probable de l'importance relative de chaque produit pétrolier pose à l'industrie québécoise du raffinage un difficile problème d'adaptation. Voilà ce qu'on dit sur la question qui se rattache à l'industrie pétrochimique.

M. le Président, on a le droit de se poser des questions sur les objectifs du gouvernement dans ce projet de loi. On a le droit d'exiger du gouvernement qu'il nous dise exactement comment ces sommes vont être dépensées, quel contrôle on pourra y avoir, comment on pourra analyser les projets de la SGF, comment on pourra interroger l'Assemblée nationale, et porter à l'attention du public les explications, parce que ce sont les montants qui appartiennent au public qu'on va dépenser.

(0 h 10)

Je crois sincèrement que le public a le droit de savoir comment le gouvernement va dépenser les sommes que la population lui fournit. Quand il y a des pertes de \$10, \$20, \$50 ou \$100 millions, vous pouvez vous imaginer la contribution, l'effet que cela a sur les taxes du contribuable. On ne peut pas laisser passer ces sommes ainsi, on a le droit d'exiger une administration un peu plus serrée et un peu plus définie qu'elle ne l'est dans le projet de loi 108.

Une autre question que je me pose à la lecture du projet de loi, c'est que le gouvernement dit, dans ce projet de loi, que la société a pour objet de favoriser la participation d'administrateurs québécois à la gestion de ses entreprises. Je suis entièrement d'accord avec cela pourvu que vous me disiez ce que vous entendez par "administrateurs québécois". J'ai eu des expériences un peu pénibles dans les définitions de "Québécois" par le gouvernement du Parti québécois. Si je me

réfère, au début de leur mandat, aux définitions que le ministre d'Etat au développement culturel a données, ce n'est pas acceptable.

Si la définition, dans ce cas-ci, est la même que celle que le ministre d'Etat au développement culturel a donnée il y a deux ans, je peux vous dire catégoriquement que je vais voter contre ce projet de loi, je ne peux pas l'accepter. Je demanderais au gouvernement, s'il est de bonne foi, de définir ce qu'il veut dire parce que plus tard, dans le projet de loi — je sais qu'on ne peut pas référer à des articles en deuxième lecture...

M. Blank: Question de règlement.

Le Vice-Président: M. le député de Saint-Louis, sur une question de règlement.

M. Blank: Je ne veux pas interrompre mon confrère, mais il manque au moins une dizaine de députés, il n'y a pas de commission qui siège, alors le quorum est maintenant de 30.

Le Vice-Président: Un instant! De fait, il n'y a pas quorum. Qu'on appelle les députés.

A l'ordre, s'il vous plaît! Maintenant qu'il y a quorum, j'espère que vous êtes prêts à procéder. M. le député de Mont-Royal.

M. Ciaccia: M. le Président, je questionnais le gouvernement sur sa définition d'administrateurs québécois. Plus tard, dans le projet de loi, on stipule que les administrateurs, dans une proportion d'au moins les deux tiers, doivent être domiciliés au Québec.

Je me demande s'il n'y a pas un peu de contradiction ici; est-ce qu'on est un administrateur québécois si on n'est pas domicilié au Québec? Est-ce qu'on ne peut pas être un Québécois même en étant domicilié au Québec? Les propos du bon docteur me portent à me questionner sur la vraie définition de cet aspect du projet de loi. Ce sont les inquiétudes que j'ai, que je voudrais que le gouvernement éclaircisse et qu'il soit un peu moins ambigu dans son projet de loi. En plus d'être moins ambigu sur cet aspect, il doit aussi être plus concret dans les objectifs de la société.

Qu'est-ce que la société va avoir le droit de faire exactement, qui va prendre ces décisions? Nous devons préciser que les décisions quant à la Société générale de financement doivent venir à l'Assemblée nationale.

On a appris que des erreurs très coûteuses peuvent être commises. On ne dit pas qu'on va éliminer toutes les erreurs, mais une des façons de les réduire ou de les contraindre serait de présenter ces projets devant l'Assemblée nationale, afin qu'on puisse examiner leur rentabilité, qu'on puisse examiner vraiment si ce sont des projets qui sont consistants avec les autres politiques du gouvernement et qu'on puisse voir s'il y a des contradictions.

Parce qu'une fois que vous vous êtes embarqués dans un projet, ce ne sont pas les premiers \$50 millions ou \$100 millions seulement. Il vous

faut continuer, vous ne pouvez pas laisser — comme vous le faites maintenant — la société en faillite et faire perdre les emplois aux gens qui travaillent là. Il faut ajouter de plus en plus de fonds à la société.

Comme un bon administrateur, comme quelqu'un qui est prudent, il faudrait s'assurer d'avance que le projet dans lequel la SGF va s'engager sera vraiment rentable, sera vraiment pour développer l'économie du Québec et que ce ne sera pas nécessaire d'ajouter des fonds au fur et à mesure que la compagnie va oeuvrer.

J'ai seulement porté à l'attention de cette chambre les problèmes et les contradictions possibles qui existent entre un des projets de la Société générale de financement et une des politiques du gouvernement. Il peut y en avoir d'autres, on voudrait examiner les projets que le député de Richelieu a soulevés — les projets hydrauliques — pour voir comment il peut y avoir contradiction avec les activités de l'Hydro-Québec, comment il peut peut-être y avoir des mises à pied dans ces mêmes activités, mais, comme le projet de loi est rédigé maintenant, nous ne le savons pas et, si nous ne le savons pas, la population ne le sait pas.

Et si la population ne le sait pas, le projet de loi n'est pas adéquat, ne nous satisfait pas et ne donne pas la protection voulue pour dépenser les sommes mentionnées. Savez-vous à quoi cela me fait penser? Ce sont des gens qui n'ont pas, généralement, à administrer leurs propres affaires. C'est toujours facile pour eux de jeter des chiffres comme \$50 millions ou \$100 millions. Ce sont des numéros sur des morceaux de papier. Mais ceux qui ont été vraiment obligés de gérer des compagnies, de faire des chèques de paie à la fin de la semaine à des employés, ces personnes-là font beaucoup plus attention avant de lancer des chiffres sur la table... et des projets de \$185 millions ici et \$70 millions là.

C'est cela, le manque d'expérience des membres du Parti québécois dans ce domaine-là. On veut venir à leur aide, on veut apporter au projet de loi des recommandations, des changements, pour éviter que leur inexpérience cause encore d'autres pertes à la population du Québec.

Il faut faire une distinction claire et nette entre les deux objectifs du projet de loi. Premièrement, les sommes requises par la SGF pour résoudre les problèmes qu'elle a présentement, nous sommes entièrement d'accord sur cela. Nous ne voulons pas que l'employé dans la région du député de Richelieu soit mis à pied. Ce n'est pas notre intention, nous sommes ici pour vous faire des recommandations, à savoir comment vous pourriez créer plus d'emplois, non pas en enlever. Ce n'est pas notre rôle. On veut vous donner des suggestions pour augmenter l'emploi au Québec, pas pour le réduire.

L'autre objectif du projet de loi qui est de définir les objectifs de la société, nous le trouvons vague, nous le trouvons insuffisant, nous trouvons qu'il n'y a pas là la protection nécessaire pour la population du Québec.

Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: Si je me lève, c'est parce que j'y ai été invité en quelque sorte par les propos du député de Beauce-Sud. Non pas que je veuille lui en faire reproche. On sait qu'il a été ici en cette Chambre à plusieurs reprises lorsque les gouvernements successifs sont venus demander à cette Assemblée d'entériner des projets, d'autoriser des emprunts et des investissements additionnels, mais il l'a quand même fait d'une façon qui a peut-être dépassé sa pensée, qui a pu laisser, dans l'esprit des gens, une intention de tourner en ridicule — je ne veux pas l'en accuser, mais au cas où c'est ce qu'on aurait compris — qui aurait pu faire en sorte que les auditeurs, les députés, ici, aient tourné en ridicule la SGF et toute cette entreprise qui existe depuis 16 ans, cette entreprise québécoise, et je voulais rétablir un certain nombre de faits quand même. D'ailleurs, si le gouvernement nous demande, actuellement, un vote de confiance dans l'avenir de la SGF, ce n'est sûrement pas parce qu'elle a toujours été complètement mauvaise.

Il reste qu'un certain nombre de choses doivent être dites. Je voudrais citer un rapport qui a été fait en mars 1977, donc après l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement; ce n'est pas un rapport du Parti libéral, ni d'un gouvernement libéral. C'est un rapport qui, en fait, est une étude, un dossier sur les sociétés d'Etat et les objectifs économiques du Québec, une évaluation préliminaire qui a été éditée par l'Office de planification et de développement du Québec, l'OPDQ, donc un organisme du gouvernement — sous le titre: "Société générale de financement." On commence par dire que la société a connu deux phases bien distinctes: la phase de 1962 à 1972, où la SGF fut en effet une société mixte, et la phase de 1972 à 1977, au moment où l'étude a été faite. De 1962 à 1972, l'auteur dit en effet que cette période fut désastreuse, mais que, la deuxième phase, qui s'étend de 1972 à aujourd'hui, fut l'occasion pour la SGF de devenir une société d'Etat proprement dite et assumant également des changements majeurs au niveau de l'orientation et des moyens d'action.

Sur la première phase, vous me permettez simplement de répéter ce que l'auteur dit: "Globalement, on peut attribuer l'échec de la SGF aux objectifs trop nombreux et souvent discordants qui guidèrent son action." Je vous fais grâce de tout le reste.

Quant à la deuxième phase, je vous lis ceci du même auteur:...

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, puis-je vous interrompre une seconde?

M. Lalonde: Oui.

Le Président: C'est que j'ai entendu, tout à l'heure, certaines interventions; il y en a qui souhaiteraient se restaurer durant ces longs débats. Vous pourrez vous restaurer, durant ces longs débats, au Mini-débat qui, à l'instant même, ouvre ses portes jusqu'à ce que vous en ayez besoin.

M. Gendron: Est-ce qu'on peut suspendre?

Le Président: Demain soir, le Parlementaire sera ouvert; pour ce soir c'est le Mini-débat et demain soir vous aurez le Parlementaire.

Je m'excuse, M. le député de Marguerite-Bourgeoys, vous pouvez poursuivre.

M. Lalonde: Je vous en prie M. le Président. J'espère que vos propos n'auront pas aiguisé l'appétit des députés ministériels au point où on aura encore à demander le quorum dans quelques minutes.

Donc, sur la deuxième phase de la SGF, de 1972 à aujourd'hui, je lis ceci: "Depuis sa "nationalisation", la situation financière de la SGF s'est considérablement améliorée: en 1975, les ventes de ses filiales s'élevaient à \$382 millions, son actif à \$242 millions. Selon le journal La Presse, le groupe SGF est maintenant la treizième compagnie en importance, au niveau manufacturier, au Québec. Depuis 1973 — je continue à m'inspirer de ce rapport — la SGF joue essentiellement le rôle de "holding" visant à financer les moyennes et grosses entreprises, surtout canadiennes-françaises, et visant aussi à créer des complexes industriels, soit en s'associant à des entreprises privées, soit en encourageant financièrement la fusion de petites entreprises dans le même secteur." A cet égard, M. le Président, un passage du rapport annuel de 1975 de la SGF est passé inaperçu, je pense, et mérite qu'on le souligne. L'auteur — d'ailleurs, il ne l'a pas oublié — dit ceci à la page 53 et je cite: "Cet objectif prioritaire est d'ailleurs clairement souligné dans le rapport annuel de la SGF pour l'année 1975. Il s'agit, en effet — il cite le rapport annuel — de prendre une participation active dans de nouveaux projets industriels d'envergure impliquant principalement l'utilisation et la transformation sur place des richesses naturelles et énergétiques du Québec." C'est exactement ce que la SGF a fait, par exemple, dans le projet de la Donohue qui a, jusqu'à maintenant, obtenu un succès qu'il convient de souligner, au niveau de la construction de son entreprise, en deçà des budgets, et qui est actuellement en marche. Donc, on ne peut pas dire que tout ce que la SGF a fait, c'est mauvais; au contraire.

"A un autre niveau — je cite encore le rapport qui n'est pas un rapport libéral, qui est un rapport préparé par les fonctionnaires du gouvernement — la nouvelle SGF a joué le rôle d'une société de financement axée sur le développement et l'expansion de grosses entreprises déjà existantes. Le meilleur exemple est sans doute la parti-

cipation financière importante que la SGF a prise dans le groupe Bombardier MLW. Notons que Bombardier MLW se classait neuvième en 1975 parmi les manufacturiers au Québec et avait des actifs de \$375 millions en plus d'avoir 6600 employés". Encore là, M. le Président, c'est une réalisation d'une nouvelle SGF dont les grandes orientations, ce qui est encore plus loin et ce qui va encore plus loin que ce que le projet de loi nous suggère, étaient déjà décrites dans le rapport annuel de 1975.

M. le Président, "Un autre aspect de la SGF est de favoriser le regroupement et la fusion des petites et moyennes entreprises qui ont un potentiel de croissance, l'objectif étant de permettre aux sociétés en question ou aux nouveaux groupes d'avoir les reins solides financièrement et d'acquiescer une taille suffisante pour être concurrentiels sur les marchés national et international". Là, l'auteur décrit l'activité de regroupement de trois sociétés sous le sigle — enfin, le nom — d'ARTOPEX dans le domaine du meuble, qui est un des plus importants dans le genre de propriété québécoise.

Enfin, l'auteur passe au rôle de la SGF dans la promotion des entreprises et des cadres canadiens-français. "Au niveau des entreprises — je le cite — comme nous avons pu le constater, la grosse majorité des filiales de la SGF sont des sociétés canadiennes-françaises et ce sont elles qui ont le plus bénéficié de l'aide technique et financière de la SGF". L'auteur mentionne plus loin "que la très grande majorité des cadres sont des Québécois de langue française". Je ne sais pas si c'est ainsi que le ministre veut définir "Québécois" dans son projet de loi, mais le député de Mont-Royal se posait des questions tantôt. Je ne sais pas si c'est de là qu'on a pris l'inspiration. Je pense que sa question mérite des réponses.

M. le Président, j'ai quelques minutes pour vous lire la conclusion de l'auteur. Ce n'est pas un libéral, ce n'est pas le Parti libéral qui l'a faite. C'est une étude qui a été publiée par l'OPDQ, qui a été faite par un fonctionnaire. Je cite à la page 61 : "Dans l'ensemble, la SGF s'acquiesce bien de son mandat depuis 1973. C'est une des sociétés les plus profitables de l'Etat québécois". Je pense qu'on ne doit pas faire des gorges chaudes sur les problèmes que la SGF affronte de temps en temps et nous en avons un actuellement: celui des fameux navires. Les députés ici, y compris le député de Saint-Laurent, ont quand même assez décrit ce qui a été fait à la commission parlementaire. Je veux simplement apporter ma conclusion à moi. J'ai suivi les travaux de la commission parlementaire et je ne pense pas que la commission parlementaire ait permis à aucun de nous d'en venir à une conclusion très claire sur ce qui s'est passé exactement.

(0 h 30)

Je pense qu'on peut quand même conclure qu'il y a eu des erreurs. Il y a eu aussi beaucoup de malchance, parce qu'on sait que, dans ce domaine, si on a de la chance, on peut souvent passer à travers et les erreurs se trouvent ainsi un

peu noyées. Mais le marché, dans ce cas-ci, est tombé et l'acheteur a fait des pieds et des mains — je pense que tous les députés ont été à même de constater la même chose — pour ne pas prendre les bateaux. Il y a quand même peut-être eu des erreurs administratives, mais la commission parlementaire n'a pu les définir clairement.

On a, du côté de l'Union Nationale, blâmé le gouvernement d'avoir refusé une enquête, une enquête entière, complète, sur la SGF et, en particulier, là-dessus. Quand à nous, nous n'avons rien à cacher, on l'a dit, le député de Saint-Laurent l'a dit, si le gouvernement veut faire une enquête, nous allons collaborer. Mais il y a aussi l'avenir. C'est là que ça se corse parce que, quant au passé, le gouvernement nous demande d'approuver une injection de capital, une injection d'aide financière pour permettre à la SGF de tirer de ses mauvais jours sa filiale. Marine. Nous sommes d'accord. Mais, c'est pour l'avenir que cela commence à être un peu moins clair. On nous demande d'autoriser le gouvernement à investir des dizaines et des dizaines de millions de dollars, on ne sait pas trop où, ni comment. Le gouvernement n'aurait pas le front de faire cela; quant au ministère, il faudrait qu'il passe l'approbation des crédits, par tout ce que la Loi de l'administration financière exige.

Mais pour une société d'Etat, on nous demande un blanc-seing et tout ce qu'on nous dit, c'est que la société aura pour objet de constituer un groupe industriel dans le but d'exploiter seul ou en association avec des partenaires des entreprises rentables. J'espère que ce sont des entreprises rentables, M. le Président. Je ne sais pas si cela voudrait dire qu'une entreprise de la SGF qui fera des pertes deviendrait illégale. Cela reste à voir. Quand même, on espère que ce seront des entreprises rentables dans lesquelles le gouvernement autorisera la SGF à investir.

Pourquoi le ministre, qui nous fait la leçon continuellement, le professeur de l'industrie et du commerce, qui nous étale ses diplômes à gauche et à droite et nous invite à lire ses bouquins, n'en a-t-il pas profité, depuis deux ans, pour identifier les secteurs où il paraît essentiel d'assurer une présence de la SGF en particulier? Pourtant, c'était la conclusion de cette étude datée du mois de mars 1977, publiée par l'OPDQ, et je lis, à la page 62: "Il faut noter finalement que la SGF peut-être encore plus que les autres sociétés d'Etat, a besoin pour fonctionner efficacement que le gouvernement définisse clairement ses objectifs et ses priorités économiques". On l'a suggéré au gouvernement, au ministre de l'Industrie et du Commerce, il y a plus d'un an et demi. On lui a demandé... l'auteur continue: "Il faudrait, au minimum, que le gouvernement identifie des secteurs". Non pas qu'il constitue des groupes industriels, ce n'est pas ce qu'on retrouve dans la loi. L'auteur demande au gouvernement d'identifier les secteurs où il paraît essentiel d'assurer une présence québécoise pour guider l'action de la SGF. Après un an et demi de leçons qu'il donne régulièrement à l'opposition, le ministre de l'Industrie et du Com-

merce est incapable de nous identifier des secteurs qui nous permettraient de l'approuver, d'appuyer son projet de loi, de dire bravo! c'est là où il faut aller. Mais non, on n'a rien, on nous demande un chèque en blanc.

Est-ce qu'il serait sage de votre part d'appuyer ce projet de loi? J'espère que le ministre, dans sa réplique, pourra effacer toutes les réserves qui ont été exprimées jusqu'à maintenant quant à cette partie du projet de loi qui, malheureusement, met le député de Richelieu dans l'eau chaude parce qu'il a besoin... je comprends son problème, il est le député de Richelieu et c'est dans cette région que les travailleurs seront peut-être mis à pied si le gouvernement ne vient pas à la rescousse de la SGF avec la première partie du projet de loi. Mais si le ministre s'entête à ne pas diviser son projet de loi, s'il s'entête à nous demander un chèque en blanc, je vois le député de Richelieu qui s'est mis dans une situation absolument intenable.

Plus que cela, parce que le député de Richelieu va passer la Noël comme tout le monde, mais les travailleurs de Marine qui auront vu le projet de loi embourbé dans l'incompétence du ministre de l'Industrie et du Commerce, ces travailleurs dont l'emploi est menacé — on le sait, cela a été répété à combien de reprises, Marine est en très mauvaise posture financière à cause des fameux navires — ce sont ces travailleurs, M. le Président, qui seront les premières victimes de l'entêtement du ministre de l'Industrie et du Commerce de nous demander un chèque en blanc. Merci, M. le Président.

Le Président: Merci, M. le député de Marguerite-Bourgeoys. M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, avec votre permission, je voudrais répéter mon "commercial" pour ceux qui ne l'auraient pas entendu. Le Mini-débat est présentement ouvert pour ceux qui veulent se restaurer durant ces longs débats.

M. le député de Notre-Dame-de-Grâce. M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: Simplement pour préciser le "commercial." Est-ce que vous pouvez nous indiquer s'il y a une heure limite ou si c'est ouvert aussi longtemps que la Chambre siègera.

Le Président: M. le député de Verchères, le Mini-débat sera ouvert tant et aussi longtemps que les employés pourront tenir le coup.

M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

M. Reed Scowen

M. Scowen: M. le Président, je sais fort bien que le problème de la Société générale de financement est un problème qui n'a pas commencé avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Il découle de problèmes des années précédentes qui datent déjà d'une vingtaine d'années. Mais je pense que le moment est arrivé où nous pouvons essayer d'assainir un peu la situation. J'ai été très impressionné d'abord par le dossier qui a été

préparé par M. Coulombe, le président de la Société générale de financement, qui a été présentée à tous les députés. Dans un sens, il a ouvert la boîte de Pandore dans cette affaire et je pense qu'il nous a donné l'occasion inégale d'assainir la situation dans la société. Si nous acceptons d'agir en fonction des implications de son rapport — je pense que je ne serai pas le premier à lire les éléments essentiels des objectifs de la nouvelle société qui découlent de son rapport: Un groupe industriel rentable, secteur de taille significative et, dans certains secteurs, jugé prioritaire pour le développement économique du Québec.

Dans le rapport, M. Coulombe et ses associés ont détaillé trois secteurs: Le secteur hydroélectrique, le secteur forestier, deux secteurs dans lesquels la SGF a déjà une certaine expérience et des investissements importants et un troisième, un nouveau, la pétrochimie.

Le deuxième objectif, c'est de favoriser la participation d'administrateurs québécois à la gestion de leurs entreprises. Quand je parle de mes réserves et que je donne mes suggestions sur cette loi, je pense que je veux tout de suite commencer par une petite question qui touche la partie b), la question des administrateurs québécois. D'après moi, un Québécois est un résident du Québec. Si c'est la définition acceptée par le ministre dans ce document, pour moi, on n'a pas besoin de donner cela comme un objectif parce que, d'après moi, toutes les sociétés affiliées à la Société générale de financement sont administrées par des administrateurs québécois.

Si c'est le cas, pour moi cette clause ne peut avoir que deux objectifs: ou c'est destiné à empêcher la Société générale de financement de faire des investissements en dehors de Québec — ces investissements, on peut le présumer, sont dirigés par les résidents d'une autre province, d'un autre pays — ou l'intention est de dire: Pas Québécois, mais francophone ou ami du Parti québécois ou quelque chose un peu en cachette. (0 h 40)

La première suggestion que je veux faire au ministre, c'est qu'il nous dise dans sa réplique le sens qu'il veut donner au mot "québécois". Si c'est simplement "résident du Québec", pourquoi est-il nécessaire d'avoir un tel objectif; je suis persuadé à 100% que toutes ces compagnies ont toujours été, sont encore aujourd'hui et seront toujours administrées par des Québécois.

Mais je veux passer tout de suite, parce que le temps est limité, à des questions touchant peut-être plus au fond du problème. Dire ce que vous allez faire, avec une série d'objectifs, c'est également dire par implication au moins les choses que vous ne ferez pas. Je pense que c'est dans ce sens que le rapport de M. Coulombe est assez courageux. Il a dit, si je comprends bien, que la Société générale de financement n'aura plus d'activités dans le domaine commercial. Ce sera une société industrielle. Il n'y a plus intérêt à acheter les petites entreprises et à faire des fusions, ce qui était un de ses objectifs, il y a quelques années. Elle n'aura plus à l'idée de reprendre les sociétés

québécoises qui sont en faillite ou presque et de les renouveler. Un autre objectif qui n'existera pas, ce sera de créer de l'emploi. Un objectif de la Société générale de financement comme telle ne sera pas la création d'emplois.

Il y a encore plus cette question de taille significative et dans les trois secteurs définis. Si je comprends bien les implications de cette politique, quand je suis la liste des compagnies affiliées avec la SGF, je vois très clairement que, dans l'esprit de ce rapport de M. Coulombe, les compagnies suivantes ne feront plus partie de la Société générale de financement: Volcano, qui fait des chaudières industrielles, est à vendre; LaSalle Tricot, dans les vêtements de tricot, est à vendre; Artopex Ltée, dans le mobilier et l'équipement de bureau, est à vendre. Ces trois compagnies ne répondent pas aux normes et aux objectifs définis dans ce document; elles ne sont ni du secteur forestier, ni du secteur hydroélectrique ni du secteur pétrochimique. Encore plus, dans la Marine même, une compagnie avec trois activités bien définies, dont le chantier maritime, les turbines et les wagons, il y en a deux qui sont probablement, par rapport à cette nouvelle définition, plus intéressantes pour la société, soit le chantier naval et la division des wagons. Ce sont toutes des conclusions qui découlent d'une lecture attentive du document de M. Coulombe.

Comme je l'ai dit, je pense que c'est une déclaration courageuse, parce que, si on en suit les conséquences, nous avons, je pense à assainir énormément une compagnie qui a passé par plusieurs vies pendant sa création, chacune correspondant aux normes et intérêts de la population à l'époque. Je pense que c'est une réflexion d'une maturité économique du Québec qu'on peut voir un peu partout dans la province et qui se refléchit dans ce document.

Mes collègues ont déjà souligné leurs objections à ce projet de loi, l'idée que les secteurs ne sont pas assez bien définis, leurs réserves sur le secteur pétrolier, le fait que c'est un projet de loi qui nous arrive quelques heures avant la fin de la session, et ainsi de suite.

Moi, je veux simplement, dans un sens très positif, suggérer trois ou quatre changements qui peuvent certainement améliorer ce projet de loi et permettre au gouvernement d'éviter la faillite de Marine Industrie, qui est incessamment attendue, si on ne fait pas quelque chose, respecter les grandes lignes du projet de M. Coulombe et, comme je l'ai dit, continuer à rechercher l'assainissement de notre secteur public.

Les suggestions que je propose au ministre sont, premièrement — comme je l'ai dit — qu'il réponde à la question en ce qui concerne la définition de "Québécois". Deuxièmement, que les deux secteurs, le secteur des pâtes et papiers et le secteur de l'hydraulique, soient ajoutés à la loi comme étant des secteurs approuvés par l'Assemblée nationale pour les activités de la société. Dans ce sens, on n'a pas du tout l'idée de restreindre les activités de la société à l'intérieur de cette définition, de ce secteur. Elle peut acheter

de nouvelles entreprises à l'intérieur de la définition de ces deux secteurs, mais elle ne sera pas en mesure de se lancer dans de nouveaux secteurs, qui pourraient avoir des conséquences importantes dans cinq ou dix ans pour la population, sans que l'Assemblée ait débattu la question dans le même sens que ce qu'elle a récemment fait lors de notre entrée dans le domaine de l'amiante.

La troisième suggestion que je veux faire, c'est que le gouvernement accepte la responsabilité de déclarer que les petites entreprises que j'ai mentionnées tantôt, dont Volcano, Tricot et Artopex, sont à vendre, non pas dans le sens d'une vente demain, illogique et irresponsable, mais qu'on cherche un acheteur responsable pour prendre la responsabilité de ces trois sociétés parce que, même si ce sont des compagnies intéressantes avec des employés compétents, cela ne fait plus partie des politiques globales de la Société générale de financement.

La quatrième suggestion que je veux faire au ministre, c'est que, dans le cas de Marine, qui est beaucoup plus compliqué que les autres, où nous avons à la fois un secteur, l'hydraulique, dans lequel on veut continuer, et deux autres secteurs, le chantier naval et les wagons, qui n'entrent pas dans notre politique globale, le gouvernement accepte, d'ici trois, quatre ou cinq mois, un échéancier qu'il peut préparer lui-même, mais qu'il s'engage envers l'Assemblée à présenter un programme pour Marine, lequel expliquera à l'Assemblée nationale la façon dont le gouvernement veut intégrer la nouvelle Marine Industrie dans le cadre des secteurs définis dans la loi.

Finalement, que le gouvernement s'engage, avant de se lancer dans le secteur de la pétrochimie, un secteur qui est beaucoup plus grand que l'amiante, qui peut avoir des conséquences, d'ici cinq à dix ans, sur les emplois dans les régions du Québec, avec des investissements énormes, qui est un secteur très concurrentiel dans lequel il y a des sociétés internationales très importantes, avant d'ajouter ce secteur à la loi, que le gouvernement accepte de le présenter sous la forme d'une proposition beaucoup plus élaborée qu'il ne l'a fait jusqu'ici. Je veux souligner que, jusqu'ici, on nous a demandé de nous engager dans un secteur aussi énorme sur la base de deux pages, pages 20 et 21 du rapport, deux petites pages qui contiennent quelques centaines de mots, pour approuver que le gouvernement se lance dans un des plus grands secteurs de l'industrie au monde; c'est vraiment insuffisant.

Ce sont mes cinq suggestions, Mme le Président, et, pour résumer, je les répète très rapidement. Que le gouvernement donne une meilleure définition du mot "Québécois"; que les deux secteurs définis par M. Coulombe, qui sont déjà des secteurs d'activité de la société, le secteur hydroélectrique et le secteur forestier, soient spécifiquement inclus dans la loi comme étant des secteurs approuvés par l'Assemblée nationale; que nous ayons du gouvernement une déclaration selon laquelle les petites compagnies qui ne font plus partie du plan global soient à vendre sur une

base responsable à des acheteurs responsables; que le plan concernant Marine Industrie en vue de séparer les éléments soit préparé et soumis à l'Assemblée nationale d'ici quatre ou cinq mois et, finalement, que le gouvernement ne s'engage pas à se lancer dans le secteur de la pétrochimie avant de nous donner beaucoup plus d'information et que l'opinion publique soit prête à comprendre et à accepter le fait que c'est une nouvelle activité pour la collectivité québécoise.

(0 h 50)

Ce sont tous mes commentaires. Comme je l'ai dit, je pense que M. Coulombe a posé un geste très positif et cela s'impose que le gouvernement en accepte les conséquences et agisse en fonction de ces conséquences. Merci.

Mme le Vice-Président: M. le député de D'Arcy McGee.

M. Victor Goldbloom

M. Goldbloom: Mme la Présidente, avant que le ministre nous donne sa réplique, j'aimerais faire quelques brefs commentaires sur ce projet de loi.

Il me semble viser quatre buts. Il y a d'abord un objectif très immédiat et très important, celui de protéger les emplois qui existent. Je n'ai pas besoin de redéfinir, parce que d'autres avant moi l'ont fait, la nature précise de ces emplois. Il y a aussi des transfusions qui sont prévues et qui auraient pour but de permettre à la SGF d'aller vers l'avenir dans un contexte qui n'est pas très clairement défini dans le projet de loi. Il y a, troisièmement, une certaine redéfinition des objets de la société et, finalement il y a un élément qui ne peut manquer de nous inquiéter, Mme la Présidente, parce que c'est un pouvoir qui serait donné au ministre d'émettre des directives à l'endroit de la société, de lui dire, en quelque sorte, quoi faire.

Je comprends que les deniers publics sont en jeu, mais il ne s'agit quand même pas d'un organisme simplement gouvernemental; c'est une société d'Etat et son conseil d'administration est lui aussi redéfini dans le projet de loi. Si on lui donne un conseil d'administration, il faut qu'on permette à ce conseil d'agir, de prendre des décisions, d'analyser les marchés, les perspectives, de définir la meilleure utilisation des sommes disponibles et d'aller de l'avant. Quand on voit... et, Mme la Présidente, je ne puis m'empêcher de commenter le fait que, depuis un certain nombre de jours, nous voyons projet de loi après projet de loi qui proposent des pouvoirs à mettre entre les mains d'un ministre, qui lui donneraient, en quelque sorte, une dictature partielle sur les activités de son ministère, de quelques organismes paragouvernementaux, d'organismes qui n'ont aucun lien avec le gouvernement...

Mme la Présidente, nous nous trouvons devant un dilemme, même deux dilemmes, parce qu'il y a le problème du présent et celui de l'avenir. Qui peut s'opposer à des mesures qui auraient pour but de protéger les emplois qui exis-

tent? Mon ami, le député de Richelieu, a été passablement éloquent à cet égard, et pour cause. Mais, quand on voit les montants d'argent qui seraient ajoutés à l'actif de la SGF...

M. Shaw: Mme le Président, je m'excuse auprès du député, mais nous n'avons pas quorum.

Mme le Vice-Président: Alors, nous allons compter les députés. A l'ordre, s'il vous plaît! Quatre ou cinq de plus maintenant. Nous avons quorum.

M. Shaw: Peut-être pourrait-on ajourner le débat jusqu'à demain matin.

Mme le Vice-Président: M. le député de D'Arcy McGee.

M. Goldbloom: Merci, Mme la Présidente. Je disais que ce projet de loi nous place devant deux dilemmes. Il y a d'abord celui du présent et de l'avenir, l'avenir étant mal défini, mal précisé dans le projet de loi; des sommes importantes étant prévues à l'intention de la SGF sans que nous puissions savoir exactement de quelle façon elles seraient utilisées pour le bien collectif des Québécois. Deuxièmement, il y a cette question des sociétés d'Etat en général. Nous avons eu une expérience, pour le moins dire, variable, mixte en ce qui concerne de telles sociétés. Il y en a eu qui ont fait leurs preuves, mais il y en a eu qui nous ont causé des soucis et des pertes. Devant cette perspective imprécise pour la SGF elle-même, perspective imprécise pour l'ensemble des sociétés d'Etat, nous nous trouvons vraiment devant un deuxième dilemme. Pouvons-nous appuyer un projet de loi qui va si loin, même si, en même temps, il vise la correction d'une situation qui nous inquiète et qui doit attirer notre attention?

Mme la Présidente, il me semble que nous devons — c'est en quelque sorte une parenthèse que j'ouvre et je m'adresse très particulièrement à vous — à brève échéance, pas pendant les quelques jours qui restent avant l'ajournement probable de cette session mais dans les prochaines semaines, nous pencher sur cette question de la scission d'un projet de loi; parce que, effectivement, voici un exemple d'un projet de loi qui bénéficierait d'être scindé. Le débat serait énormément facilité si nous pouvions disséquer le projet de loi, en prendre les éléments sur lesquels il y a une unanimité facile et placer les autres dans un autre projet de loi qui mériterait un débat à un moment où nous ne serons pas soumis aux pressions de la fin de session, aux pressions de l'heure peu raisonnable. J'entends encore aujourd'hui les six collègues qui siégeaient dans l'Opposition parler des heures inhumaines auxquelles ils étaient obligés de siéger. Tout cela devait changer dès qu'ils arriveraient au pouvoir. Mais nous voici à une heure du matin et je n'entends pas de protestation de l'autre côté. Je ferme cette parenthèse à l'intérieur de la parenthèse et je reviens à ce que je disais.

Voici un projet de loi qui pourrait avantageusement être scindé, mais notre règlement ne nous permet pas de procéder de cette façon. Si j'en parle, Mme la Présidente, ce n'est pas seulement dans l'intérêt de l'Opposition qui est constituée par une formation politique aujourd'hui mais qui sera constituée par une autre formation politique à un autre moment. C'est également dans l'intérêt de la majorité ministérielle que les éléments d'un projet de loi qui semblent rallier l'appui de l'Opposition puissent être séparés des autres, et ces parties-là, adoptées dans l'intérêt du bien commun.

(1 heure)

Je reviens à la voie principale de mes remarques, Mme la Présidente; nous avons, à travers les années, créé de nombreux organismes. Le gouvernement précédent — je tiens à le mentionner — a commencé une étude générale, un effort qui visait la diminution du nombre de ces organismes et voici que le gouvernement actuel, dans les deux années de son mandat, en a créé de nouveaux.

Il faut s'arrêter un instant pour examiner la théorie des sociétés d'Etat. On a souvent parlé comme étant à l'abri des pressions politiques, à l'abri même du patronage, ce qui me fait sourire Mme la Présidente, parce que quand il y a des décisions à prendre, quelqu'un doit les prendre, et souvent l'intérêt public est mieux servi si elles sont prises par ceux qui doivent répondre de leurs décisions devant l'opinion publique, régulièrement, quand il y a des élections et même tous les jours, quand il y a une période de questions. Quand il y a des décisions, quand il y a des gens qui ont une sécurité d'emploi pour une période prolongée, souvent plus longue que le mandat d'un député, on voit que le bien commun n'est pas mieux servi et peut-être n'est pas aussi bien servi quand les décisions sont prises par des gens qui sont à l'abri, justement, de ces mêmes pressions.

Deuxièmement, quand on a créé ce genre d'organisme, dans le passé, et encore aujourd'hui, quand on en parle, quand on parle de celui qui nous préoccupe ce soir, on dit qu'en créant une société d'Etat, on élimine le facteur profit. On ne l'élimine pas totalement, mais on ramène le facteur profit entre les mains de la collectivité. On ne paie plus de traitements fabuleux aux administrateurs de compagnies, on paie les mêmes salaires que l'on paie dans la fonction publique. Ce n'est pas tellement vrai, Mme la Présidente, quand on regarde les échelles supérieures de ces organismes. Cette prétention selon laquelle on peut faire profiter la collectivité des gains de sociétés de cette nature, en est une qui n'est pas facilement prouvée, qui n'est pas prouvée dans l'ensemble des cas que nous pourrions examiner et qui n'est pas prouvée par l'exemple que nous avons devant nous.

Effectivement, il y a une chose, un facteur qui est la clé du succès de n'importe quel organisme, c'est l'efficacité, c'est la productivité, c'est ce qui donne la rentabilité. Nous nous penchons sur cette question maintenant que nous sommes ap-

pelés à étudier l'avenir de la Société générale de financement. Voilà de nouveau le dilemme auquel nous faisons face; si une entreprise privée n'était pas rentable, n'était pas efficace, n'était pas productive, elle ne survivrait pas. Mais combien de fois avons-nous vu des organismes publics, des sociétés d'Etat, renfloués à même les deniers publics afin de survivre?

J'ai exposé les dilemmes auxquels nous faisons face en étudiant ce projet de loi. Je demeure préoccupé par le pouvoir qui me paraît exorbitant et que le ministre demande, celui de donner des directives à la SGF. Mes collègues se sont exprimés avant moi sur ce projet de loi; ils ont indiqué, de façon générale au moins, la position que nous allons prendre.

Je pense que nous devons, à partir de ce moment où nous devons nous prononcer sur un tel projet de loi, entreprendre dans un avenir peu lointain une étude beaucoup plus générale des sociétés d'Etat et de l'avenir de l'administration publique telle qu'elle est assurée, dans une mesure importante, par elles.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: M. le Président, je voudrais proposer l'ajournement du débat.

Le Vice-Président: Sur ce projet de loi.

M. Charron: Oui.

Le Vice-Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

Le Vice-Président: Motion adoptée.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Je vous prierais d'appeler l'article 17) du feuillet, M. le Président.

Le Vice-Président: Oui, M. le leader parlementaire. C'est bien 17)?

M. Charron: Oui.

Projet de loi no 110

Deuxième lecture (suite)

Le Vice-Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre propose que soit lu une deuxième fois le projet de loi no 110 et, au moment de l'ajournement du débat, la parole avait été accordée à M. le député de Portneuf.

M. Michel Pagé

M. Pagé: Merci, M. le Président. Avant d'aborder le deuxième épisode de mon intervention sur le projet de loi no 110, M. le Président, j'aimerais

vous demander s'il vous serait possible de m'indiquer le temps qui est à ma disposition. C'est bien 33 minutes?

Le Vice-Président: M. le député de Portneuf, vous avez déjà utilisé 38 minutes de votre précieux temps. Il vous en reste donc, si je ne me trompe, à cette heure, 22 minutes.

M. Pagé: Merci, M. le Président. On va se satisfaire des 22 minutes. M. le Président, effectivement, j'ai eu l'occasion de formuler mes premiers commentaires vendredi soir, en fin de soirée, sur la position adoptée par ma formation politique à l'égard du projet de loi no 110. J'ai eu l'occasion, M. le Président, de mettre en relief ce qui advenait du règlement de placement dans l'industrie de la construction, qui est en définitive non seulement mis de côté, mais mis au rancart de la part du gouvernement par l'adoption du projet de loi no 110 prévoyant la possibilité et le droit pour les travailleurs du Québec actuellement classés "B" et "C", évoluant dans le secteur de la construction et détenant un certificat de qualification, de devenir artisans. M. le Président — est-ce que ce serait possible, M. le Président, qu'il y ait un peu moins de bruit même s'il est tard?

Le Vice-Président: Oui, M. le député de Portneuf.

M. Pagé: M. le Président, en plus de modifier toute la question des artisans, la question de règlement de placement, parce qu'indirectement il le touche, ce projet de loi touche aussi l'Office de la construction du Québec, l'OCQ, OCQ, M. le Président, sur lequel le gouvernement a ordonné une enquête il n'y a pas longtemps, et pour lequel, il y a quelques jours, on annonçait des développements importants.

M. le Président, le premier commentaire que je formulerai à l'égard du projet de loi no 110, c'est que le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre aurait dû, devrait — il serait encore temps de le faire — informer l'Assemblée des conclusions du rapport Larose. Une enquête aurait été faite à l'OCQ à la demande du ministre du Travail, enquête qui a permis à certains députés d'intervenir en Chambre sur cette question.

M. le Président, on a toujours eu droit aux commentaires du ministre, mais on n'a pas eu droit au dépôt du rapport rédigé à la suite de l'enquête menée par le Vérificateur général, M. Larose. Dans le cas de l'OCQ, il y a des gens qui ont été salis. Il y a des gens à l'égard de qui on a voulu laisser véhiculer différentes informations. Le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre devrait profiter de ce débat en deuxième lecture pour, dans un premier temps, déposer le rapport du Vérificateur général, nous dire si vraiment il y a eu des cas, des choses qui ne sont pas corrects dans l'administration de l'OCQ et nous dire ensuite ce qu'il adviendra des personnes en présence, pour que la lumière soit faite là-dessus.

(1 h 10)

M. Johnson: M. le Président.

Le Vice-Président: Est-ce que le ministre soulève une question de règlement?

M. Johnson: En fait, est-ce que le député de Portneuf...

M. Pagé: Est-ce que cela sera pris à l'intérieur de mon temps.

M. Johnson: Non.

M. Pagé: D'accord.

M. Johnson: En fait c'est que le rapport du Vérificateur général a été déposé.

M. Pagé: En partie. L'enquête est-elle terminée?

M. Johnson: Non, mais le rapport qui devait être remis l'a été.

M. Pagé: D'accord. Lorsque l'enquête sera terminée — et je pourrais en faire là une question additionnelle dans mes propos — est-ce que le ministre veut indiquer à la Chambre qu'il s'engage à déposer le rapport complet là-dessus? Il pourra me le dire dans sa réplique.

Le Vice-Président: Est-ce que vous déposerez le rapport complet?

M. Johnson: Si le député de Portneuf a l'intention de le lire aussi bien qu'il a lu le premier, sûrement.

Le Vice-Président: M. le député de Portneuf.

M. Pagé: M. le Président dans le cas de l'OCQ, les modifications sont de plusieurs ordres. À l'avenir M. le Président, seulement le président-directeur général de l'Office de la construction du Québec sera permanent. Les autres membres seront des administrateurs à temps partiel, leur nombre passera de trois à cinq.

J'aimerais que le ministre, dans sa réplique nous indique quel rôle sera appelé à jouer le commissaire à temps partiel au sein de l'OCQ. J'aimerais aussi qu'il nous dise à quel secteur on pourra référer les quatre autres commissaires. J'ai bien cru comprendre que deux commissaires viendraient du secteur patronal et deux du secteur syndical. J'aimerais cependant que le ministre nous indique bien clairement quel sera leur rôle. On peut présumer que ce sera le directeur général à temps plein nommé par le gouvernement qui administrera la boîte, qui sera toujours là. Je me demande jusqu'où les quatre autres personnes désignées par les parties ou encore par le ministre en consultant les parties... j'hésite à croire qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle en n'étant qu'à temps partiel.

Des représentations ont été formulées de part et d'autre dans tout ce débat à l'égard de l'Office

de la construction du Québec; des représentations que je considère pour une grande partie justifiées. Les milieux patronal et syndical ont notamment demandé au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre qu'un plus grand pouvoir de décision devrait revenir au comité mixte qui demeure toujours en vigueur et qui continuera de prendre des décisions dans les deux domaines qui lui sont dévolus par le projet de loi, c'est-à-dire tout litige découlant du décret et de l'administration des fonds de sécurité sociale.

Le ministre ne devrait pas hésiter à donner plus de pouvoir au comité mixte. Que le ministre se rappelle entre autres la recommandation de ce comité mixte sur la renégociation du contrat d'assurance qui couvre tous les travailleurs actuellement où le comité mixte a eu l'occasion de faire part d'une position différente de celle adoptée par l'OCQ. Somme toute, en conclusion, c'est le comité mixte qui a eu raison.

Vous savez, l'OCQ administre des sommes importantes. L'OCQ vit des sommes recueillies des cotisations fournies tant par les employeurs que par les employés. Il serait justifié que ce comité mixte, que ces parties en présence aient un pouvoir décisionnel qui soit plus large et plus étendu de ce qu'on connaît actuellement. Comment le ministre et comment le gouvernement du Québec peut-il se refuser d'accepter d'octroyer un pouvoir décisionnel plus vaste, plus étendu à ceux qui contribuent, ceux qui paient et ceux qui, en définitive, sont les plus directement touchés et concernés. Je conviens que c'est peut-être plus facile, cela s'inscrit d'ailleurs dans la volonté du gouvernement de contrôler tout ou à peu près tout, de nommer ses hommes à l'OCQ, de faire en sorte que seul le président-directeur général soit permanent, qu'il sera nommé par le gouvernement. On peut prétendre facilement que les quatre commissaires à temps partiel ne seront là qu'à titre occasionnel, j'en conviens, ne seront là que pour être consultés par le président-directeur général lorsque viendra le moment de prendre des décisions. C'est presque doubler le comité mixte que nous avons actuellement.

Il faudrait aussi profiter de ce débat pour déterminer les pouvoirs de l'OCQ. Qu'est-ce que l'OCQ? Quel est son mandat? Il serait probablement temps de réviser ce mandat. Qu'on regarde seulement la question de la construction; on sait qu'en vertu du règlement de placement, c'est l'Office de la construction du Québec qui est habilitée à gérer, à mettre en application ce fameux règlement de placement. Entre autres, l'Office de la construction allègue qu'elle ne fait pas de placement. Il serait temps de vider cette fameuse question, entre autres, la question du placement ou la référence d'embauche de la part de l'OCQ et des bureaux de placement syndicaux.

M. le Président, à l'égard de l'OCQ, il faudrait qu'en plus de l'administration des régimes complémentaires d'avantages sociaux, au chapitre de l'administration du décret, les parties en présence aient davantage leur mot à dire que ce à quoi elles ont droit actuellement.

C'était là l'essentiel de mes commentaires sur l'Office de la construction du Québec. Il va de soi qu'en commission parlementaire, lors de l'étude du projet de loi article par article, ou en commission plénière, nous pourrions revenir abondamment sur cette question.

Le projet de loi 110 touche aussi le champ d'application de la loi. L'addition d'une exclusion au champ d'application de la loi 290 aura pour effet d'éliminer un nombre de salariés encore indéfini du champ d'application du décret et du règlement sur le placement. Les amendements apportés par cet article du projet de loi prévoient que les travaux d'entretien, de rénovation et de modification exécutés par des salariés des commissions scolaires, collèges et établissements publics de services de santé et de services sociaux soient désormais exclus du champ d'application de la loi. Le ministre entend présenter un amendement — c'est ce qu'il nous a indiqué dans la présentation de son projet de loi — afin que cet aspect ne soit applicable qu'aux employés permanents des organismes visés. J'abonde dans le même sens que lui sur cette question.

Cependant, je me demande jusqu'où le ministre du Travail peut être justifié, aujourd'hui, de limiter le champ d'application de la loi, par le projet de loi 110, alors que le 20 septembre dernier, il étendait le même champ d'application de la loi à quatre secteurs particuliers de l'industrie et de l'entreprise. On se rappellera que plusieurs personnes ont fait des représentations, entre autres, la Fédération des mécaniciens de machines fixes qui se sont probablement rendus à votre bureau de comté, comme cela a été le cas pour plusieurs d'entre nous, afin de faire part de leurs représentations et de leurs inquiétudes sur le projet de règlement qui a paru dans la Gazette officielle du Québec en date du 20 septembre dernier.

Le ministre du Travail devrait profiter de ce débat sur la loi 110 pour répondre à ces interrogations qui sont formulées par les personnes visées qui craignent de voir l'impossibilité pour eux de continuer à oeuvrer dans le secteur qu'ils occupent depuis déjà plusieurs années. Le ministre du Travail devrait profiter de son droit de réplique pour donner une réponse positive, une réponse définitive sur cet aspect de la question à ces centaines et ces milliers de travailleurs du Québec qui seront éventuellement visés.

Le ministre du Travail devrait nous dire quelle est la suite logique dans ses actions où, dans un premier temps, il ouvre le champ d'application de la loi, le 20 septembre, et où, dans un deuxième temps, le 29 novembre, par le dépôt du projet de loi 110, il vient limiter le champ d'application du décret.

Il y a évidemment d'autres lois qui sont amendées, il y a d'autres secteurs qui sont touchés par le projet de loi 110. Il y a un aspect particulier de ce projet de loi qui m'a un peu surpris. Le ministre du Travail, par ce projet de loi, modifie le moment où le lock-out sera permis, c'est-à-dire à l'expiration du décret et non pas à

l'expiration de la date originale du décret. C'est donc dire qu'à l'avenir, le droit de grève ou le droit au lock-out dans le secteur de la construction ne sera acquis qu'à l'expiration du décret et non pas à l'expiration de la date originale du décret. C'est l'article 18 du projet de loi 110.

Cela peut paraître bien anodin, cela peut ne pas paraître très grave, mais on est en train de le passer en douce. Par conséquent, si le décret se termine le 30 avril et est prolongé parce qu'il n'y a pas d'entente, ce qui est possible... on se rappellera que lors des dernières négociations, en 1976, les négociations avaient été amorcées en février ou en mars, et on a abouti à une entente au cours des mois de septembre ou octobre, si ma mémoire est fidèle.

(1 h 20)

Cela voudrait donc dire que le ministre du Travail, par une modification de la date d'expiration du décret pourrait, de son propre chef, sans consultation, strictement et seulement par un arrêté en conseil, modifier la date d'expiration du décret et ainsi reporter de plusieurs mois le droit à la grève ou le droit au lock-out. Cela peut, M. le Président, être important pour le ministre du Travail, dans le cadre d'une négociation qui s'amorcera bientôt et qui pourra éventuellement aboutir, en septembre ou octobre 1979. On sait qu'on a la probabilité d'un référendum qui sera tenu en septembre ou octobre 1979, à quelque moment selon les indications du ministre de l'Éducation. Alors, peut-être qu'à ce moment ce serait intéressant pour le ministre du Travail de pouvoir, de son propre chef, reporter la date d'expiration du décret.

De toute façon, le ministre pourra nous dire tout à l'heure, dans sa réplique, pourquoi il est nécessaire, pourquoi il est opportun que celui-ci se donne ce pouvoir en vertu du projet de loi 110.

Il y a un dernier aspect que je voudrais aborder dans les quelques minutes qui me restent, c'est l'aspect de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec.

M. le Président, vous n'êtes pas sans savoir que l'Association des entrepreneurs en construction du Québec — ce qu'on appelle communément l'AECQ — est l'organisme patronal qui est habilité à chapeauter tout le secteur de la construction, du côté patronal, pour négocier le renouvellement du décret ou de la convention collective, dans le secteur de la construction.

Il y aurait beaucoup à dire. On se rappellera qu'en mai 1975 le rapport Cliche formulait des recommandations particulières sur l'obligation qu'il y avait de doter la partie patronale d'une structure adéquate; on se rappellera les recommandations 36, 37 et 38, notamment. J'aurais aimé en faire état, mais, compte tenu du temps limité, je vais me limiter moi-même.

On a eu, à la suite du dépôt de ce rapport, la loi 47, qui constituait l'Office de la construction du Québec et qui modifiait de nouveau la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, laquelle loi décrétrait la constitution d'une association patronale.

On a eu, par la suite, le projet de loi 192. On a

eu un arrêté en conseil qui, en date du 21 janvier 1976, intervenait au niveau de cette association des entrepreneurs et qui prévoyait la création d'un conseil d'administration provisoire formé de douze membres.

On a eu cette association qui a négocié le décret en 1976. Le rapport Hébert s'est penché sur les différentes possibilités de modifier les structures de l'AECQ.

Or, voici qu'en janvier 1978, le conseil d'administration de l'AECQ présentait au gouvernement du Québec un projet de règlement, parce que, selon les dispositions de sa loi initiale, il fallait que ces règlements soient déposés et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre du Travail.

Voici donc que, depuis bientôt près d'un an, le ministre du Travail a entre les mains le projet de règlement présenté par l'association. Des représentations ont été formulées par les différentes associations patronales qui participent à l'AECQ et dont les membres sont membres de l'AECQ, et cela a entraîné beaucoup de débats. On se rappellera qu'il y a eu des conférences de presse de part et d'autre. On se rappellera que, toujours et en tout temps, les membres de l'AECQ et, je crois, les membres des différentes associations visées ont demandé que les membres puissent s'exprimer démocratiquement sur leur projet, sur leurs règlements et sur tout ce qui allait les régir éventuellement.

Or, voici, M. le Président, que le ministre du Travail, dans le projet de loi 110, se donne des pouvoirs tels qu'on peut prétendre, et ce à juste titre, que l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, par le projet de loi 110, sera purement et simplement en tutelle. On n'a qu'à lire le projet de loi 110, on n'a qu'à prendre connaissance des intentions clairement manifestées par le ministre du Travail et député d'Anjou: le gouvernement, par le projet de loi 110, se donne un pouvoir qui, selon moi, est abusif; le ministre se donne des droits qui font fi des représentations formulées par les membres de l'AECQ, par les associations patronales et c'est lui qui sera le patron dans tout cela. C'est probablement d'ailleurs pourquoi le ministre et le gouvernement se sont refusés à la tenue d'une commission parlementaire sur le sujet.

Le ministre devrait nous dire, dans sa réplique tout à l'heure, pourquoi il a cru qu'il était opportun de ne pas convoquer la commission parlementaire. Je conviens, M. le Président, comme on dit en bon Québécois, qu'il se serait fait parler dans le tuyau de l'oreille, parce que les gens, tant du milieu patronal que syndical, ne sont pas heureux de ce projet de loi. Le sort qui est réservé à l'Association des entrepreneurs en construction, c'est un blanc-seing, c'est un chèque en blanc qui va donner au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, par le pouvoir réglementaire qu'il établit, le pouvoir d'intervention directe dans la détermination de la composition du conseil d'administration. Il y a différents éléments que j'aurais pu mettre en relief, mais mon temps est trop limité pour le faire. Mais on viendra en commission

parlementaire. Ce sera long, M. le Président, en commission parlementaire. Je tiens à en aviser tout de suite le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre. Qu'il se prépare: Il aura des comptes à rendre et il aura des réponses à donner à des questions qui sont justifiées et qu'on est en droit de poser parce que c'est la tutelle pure et simple de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec que vous êtes en train d'imposer avec le projet de loi 110.

M. le Président, le ministre aurait dû en appeler des parties en présence, les rencontrer à nouveau, demander qu'un scrutin soit tenu chez les membres de l'AECQ ou encore chez les membres des différentes associations patronales, pour que la démocratie puisse vraiment s'exercer. Ce n'est pas au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, seul dans le haut de sa tour d'ivoire au ministère, à déterminer, à établir les règlements qui régiront éventuellement l'Association des entrepreneurs en construction. A ce chapitre-là, vous aurez des comptes à rendre et j'espère qu'on aura tout le temps voulu, même si nous sommes à quelques jours de la fin de la session, en commission parlementaire, pour intervenir sur ce sujet.

En terminant, M. le Président, il y a un autre aspect que j'avais omis. On se rappellera que le ministre nous avait dit, il y a quelques jours, qu'il demandait un avis au Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre sur toute la question de l'Office de la construction du Québec. J'aimerais que le ministre profite de sa réplique pour nous indiquer s'il a reçu cet avis du conseil consultatif sur l'OCQ. Qu'il nous indique de plus si c'est bien le cas, à savoir que le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre aurait déclaré ou aurait indiqué au ministre, jeudi dernier, que, selon lui, il serait opportun de mettre de côté — le conseil consultatif, somme toute, croyait que le ministre devrait les mettre de côté — toutes les dispositions du projet de loi qui touchent l'Office de la construction du Québec, que le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre devrait donner un premier mandat au directeur ou au président par intérim de la commission, son sous-ministre adjoint à la sécurité, M. Guy Lapointe.

Est-ce que le ministre accepterait de déposer l'avis du conseil consultatif ce soir? Si c'est bien le cas, est-ce que le ministre pourrait de plus nous commenter cet avis du conseil consultatif? Est-ce que c'est effectivement vrai que le conseil consultatif a émis plusieurs réserves et de sérieuses réserves sur l'opportunité d'adopter de telles dispositions législatives, telles que celles contenues dans le projet de loi 110?

M. le Président, en résumé, en terminant, c'est un projet de loi qui fait place à de l'intrusion inacceptable et abusive du ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre. Partout dans ce projet de loi, on revoit le pouvoir réglementaire qui s'applique. Le ministre se donne des pouvoirs inclus. Le ministre fait fi complètement des représentations qui lui ont été faites de part et d'autre. Vous savez, M. le Président, cela n'arrive pas souvent que, à l'égard d'un projet de loi comme celui-là, tant la

partie patronale que la partie syndicale soient contre le projet de loi. Tout le monde est contre votre projet de loi. Il y a seulement le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre qui s'entête à dire qu'il est bon. Je suis convaincu qu'un débat encore de quelques semaines pourrait faire constater au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre que même ses troupes, tranquillement, sont en train de le laisser sur ce projet de loi. Elles ne sont pas intéressées à l'avoir. Pourquoi le ministre...

M. Johnson: ...

M. Pagé: M. le Président, pourquoi le ministre ne convoque-t-il pas la commission parlementaire ou ne profite-t-il pas de l'intersession pour convoquer la commission parlementaire? Il y a plusieurs questions auxquelles il aura à répondre. Toute cette question de l'intrusion inacceptable dans l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, toute la question de la régie des entrepreneurs que je n'ai pas touchée, mais qui a des pouvoirs particuliers en vertu du projet de loi 110, toute la question de l'Office de la construction du Québec, son administration, son mandat, le rôle du comité mixte qui devrait être accru, selon moi, toute la question du placement dans l'industrie de la construction parce qu'elle est mise en relief dans l'application du projet de loi. Le ministre pourra nous dire, entre autres, pourquoi, aujourd'hui, le règlement de placement dans l'industrie de la construction est mis au rancart par le gouvernement.

M. le Président, en terminant là-dessus, j'invite mes collègues à participer à ce débat, à venir y participer avec nous en commission parlementaire, parce que nous aurons des représentations à formuler, nous aurons probablement des amendements aussi.

(1 h 30)

En terminant, je demanderais au ministre, dans un dernier effort, d'accepter de convoquer les parties. Les gens ont demandé d'être entendus sur cette question. Vous avez refusé purement et simplement, cela a été systématique. Tout le monde veut être entendu mais, M. le Président, parce que tout le monde est contre, le gouvernement ne veut pas les entendre. J'espère que ces commentaires pourront permettre au ministre de nous donner, dans sa réplique, des réponses à l'égard des questions que j'ai eu l'occasion de poser, soit ce soir ou, encore, vendredi soir dernier. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire de l'Union Nationale.

M. Maurice Bellemare

M. Bellemare: M. le Président, c'est rare qu'à cette heure-ci j'entre dans un débat mais, parce que c'est mon devoir et, particulièrement, mon devoir d'état, de représenter mon parti, je le fais malgré l'heure avancée.

M. le Président, le projet de loi no 110, qui s'intitule Loi modifiant la Loi sur les qualifications

professionnelles des entrepreneurs en construction et d'autres dispositions législatives, a été fortement critiqué partout dans la province, par tous les groupes intéressés. L'honorable député de Portneuf vient de terminer son discours en disant que rares ont été les occasions pour un gouvernement où à l'unanimité, patrons et syndicalistes se sont donné la main, même le Conseil supérieur du travail, pour critiquer d'une manière très concrète ce projet de loi.

Une loi — on nous a enseigné cela longtemps ici, dans cette Chambre et particulièrement à ceux qui ont suivi les débats — doit rencontrer cinq conditions préalables pour que, véritablement, elle devienne une loi publique. Vous le savez vous-même, on a dû vous dire cela à l'université — pas à moi sur les chemins de fer mais à vous M. le Président, à l'université — une loi, il faut qu'elle rencontre d'abord et avant tout l'assentiment de l'opinion publique. On se demande actuellement si ce premier critère a été, de fait, respecté. Je vous citerai tout à l'heure des exemples où l'opinion publique a été contrariée; que même cela vient des entrepreneurs et aussi du témoignage des syndicalistes.

Deuxièmement, une loi doit être faite pour corriger des lacunes amenées par la pratique même d'une certaine loi qui prohibe ou qui défend certaines choses ou qui encourage certaines autres choses. Donc, je vous le prouverai dans quelques minutes que, pour corriger des lacunes, on a pris une autre sorte de moyens et je vous le citerai tout à l'heure.

Troisièmement, il est de tradition parlementaire qu'un projet de loi ne doit jamais toucher à des droits acquis, jamais, sinon on pourrait peut-être prétendre que c'est une dictature. Loin de moi le langage vulgaire dont j'ai été témoin cet après-midi; je ne voudrais employer aucun élément qui serait contre mes principes à savoir le respect de mon adversaire.

Une Voix: C'est épouvantable.

M. Bellemare: Vous êtes bien plus épouvantable que moi, à prendre de telles attitudes. Je vous souhaite qu'à l'âge où je suis vous soyez capable d'en faire autant.

Quatrième principe que je voudrais développer, M. le Président, c'est d'éviter de mettre des organismes gouvernementaux ou parapublics sous la tutelle d'un gouvernement, quel qu'il soit, avec le meilleur ministre, le ministre le mieux inspiré. Jamais, jamais, jamais mettre une tutelle sur un organisme public, sauf quand il y a intérêt public, ou sauf lorsque ceux qui ont été nommés ne remplissent pas les conditions de la nomination par des abus de pouvoir ou qu'il y a eu de la malversation. Là, on a le droit d'établir la tutelle. Dieu sait qu'on en a eu dans la province de Québec dernièrement, à la suite de l'enquête Cliche, quelques tutelles qui ont été recommandées et qui ont assaini, pour une bonne part, le climat ouvrier dans cette province.

La cinquième, c'est que quand un projet de loi est présenté comme le projet de loi no 110 qui ne reçoit pas le témoignage de l'opinion publique favorable, qui ne corrige aucune lacune, sauf d'inspirer une dictature et qui va être sûrement inspiré par qui, par quoi, par des bureaucrates, bien sûr, mais le ministre, lui, qui présente le projet de loi aujourd'hui est le grand responsable. C'est inadmissible en droit ouvrier de faire ce que fait le ministre présentement. On n'a pas le droit de désaffecter d'un certain poste certains personnages qui ont été élus démocratiquement par des règlements qui ont été votés à 88% dans l'industrie de la construction, les élections se sont tenues démocratiquement. Peut-être que ceux qui ont été nommés ne font pas l'affaire tout à fait du ministre, peut-être que le visage ou peut-être que la conviction politique ne fait pas l'affaire, ce ne sont peut-être pas des gens qui sont faciles à plier, ce ne sont peut-être pas des gens qui reçoivent des diktats et qui sont prêts à marcher. Peut-être que c'est arrivé, peut-être qu'il y en a eu, peut-être que c'est cela qui amène le projet de loi aujourd'hui. Le ministre me répondra: Il n'y a pas de danger, c'est avec toute la démocratie possible que je veux remettre un peu d'ordre dans l'AECQ ou dans l'OCQ, c'est le projet de loi.

Que voit-on dans l'opinion publique; Des gens comme M. Réal L'Heureux qui disent quoi? Il est président de l'AECQ, 15 000 entrepreneurs qui l'ont élu démocratiquement, que disent-ils? "Il faut craindre une ingérence inacceptable dans les affaires internes de l'AECQ, une mainmise de l'Etat sur l'Office de la construction du Québec et des chambardements improvisés dans la Loi régissant les relations de travail dans l'industrie". En voilà un témoignage. L'opinion publique se fait sentir aujourd'hui par la voix d'un homme autorisé qui a été démocratiquement élu.

Continuons. Par le biais d'un projet de loi présenté dans le brouhaha des fins de session, Dieu sait combien c'est terrible apporter une loi de cette importance à l'heure qu'il est, surtout à une heure quarante du matin et dans des conditions presque inacceptables. Je pense que ce n'est pas démocratique d'adopter un projet de loi de cette importance avec vitesse la nuit. Tout le monde se repose présentement. On va nous taxer bientôt d'être des nocturnes et je pense...

Une Voix: Des noctambules.

M. Bellemare: Mais continuons et je cite: "M. Johnson, le ministre — je lis le texte — bafoue la volonté clairement exprimée des employeurs d'une structure pleinement démocratique pour leur association en s'octroyant en quelque sorte tous les pouvoirs sur elle". Dieu sait que c'est vrai.

M. Grenier: Un petit gars si bien élevé.

M. Bellemare: Le projet de loi no 110 renforcerait aussi les pouvoirs que détient déjà le ministre sur l'OCQ pourtant financé entièrement

— je vous prie de prendre cela en note c'est un passage qui est vrai — par les employeurs et les travailleurs, en plus de chambarder de façon improvisée les règles du jeu dans la construction à un point tel que les petites et moyennes entreprises auront de bonnes chances d'y laisser leur peau.

Ce sont des gens qui ont parlé avec expérience. Il diront: Le député de Johnson a crié fort et puis cela ne nous a pas impressionnés. D'accord, je peux baisser le ton, mais par exemple, ce qui restera de ces gens qui ont vécu l'expérience, on ne peut pas leur enlever ce droit de contester aujourd'hui tout le processus d'amendement qu'apporte le ministre dans le projet de loi no 110. (1 h 40)

Je continue avec une autre citation pour vous montrer que l'opinion publique est contre le projet de loi, non seulement les syndicalistes de la FTQ et de la CSN, non seulement l'AECQ, mais tous ceux qui ont été choisis pour faire partie du Conseil supérieur du travail. Le ministre a été obligé de leur demander leur opinion et je crois qu'il va nous dire très franchement qu'il a essuyé un refus. Ils ont dit: "Vous allez trop loin". Il s'est repris, il est retourné devant le conseil supérieur, la semaine dernière, en lui demandant son avis sur l'OCCQ. Encore là, la réponse a été négative.

Si le ministre est honnête, il nous dira pourquoi cette réponse a été négative. "Si le ministre s'entête à gouverner seul malgré les parties dans l'industrie, c'est à lui seul qu'il faudra demander des comptes lorsque la construction sera à nouveau devenue une jungle". L'opinion publique dit encore ceci. Pierre Vennat, qui est un homme qui connaît la question ouvrière, a écrit un article, dernièrement, dans la Presse de Montréal, le mercredi 13 décembre 1978: "Bill omnibus de la construction. La vive opposition raffermi la conviction de Johnson d'agir au plus vite". Cela, c'est le titre. Imaginez-vous qu'on va être obligé, la nuit, à la toute fin d'une session, de passer le rouleau compresseur pour que M. le ministre devienne dictateur, qu'il ait des pouvoirs de changer le bureau de l'AECQ.

M. Johnson: Vous avez vu ce qu'on peut faire avec les titres de journaux.

M. Bellemare: Et puis... Je vous demanderais d'être calme, j'ai attendu mon tour assez longtemps, s'il vous plaît! Soyez calme, vous n'avez pas fini, d'ailleurs. Vous allez passer, vous aussi... Stratégie! Vous allez gagner, vous avez décidé que ce serait ainsi, mais c'est très mauvais, vous verrez qu'un jour, cela vous jouera un mauvais tour. Vous avez peut-être de bonnes intentions, mais vos façons d'y arriver sont incomplètes. Je n'ai pas le droit de parler directement au ministre, Madame, je vous parle à vous. Le ministre se trompe, Madame. Le ministre prend des moyens qui ne sont pas des moyens usuels, des moyens parlementaires, des moyens qui sont véritablement à la portée des gens de la rue, des gens du trottoir.

Il y a une chose qu'il ne faudrait pas oublier, c'est que c'est bien d'apporter des lois, d'améliorer

une situation, mais quand on s'arroge tous les pouvoirs comme le fait présentement le ministre, je dis qu'il va se tromper et il va s'apercevoir que l'administration va le mûrir beaucoup plus vite qu'il ne le pense. Il va me répondre: Cinq associations ont dit que c'était d'accord. Oui? Allons donc voir ce qu'elles ont dit!

Les cinq organismes, l'Association provinciale de constructeurs d'habitations du Québec, la Corporation des maîtres électriciens du Québec, la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, la Fédération de la construction du Québec et l'Association de la construction de Montréal se disent perplexes — ah! ce n'est pas tout à fait la même chose — quant à la modification proposée par le ministre aux structures de l'Office de la construction du Québec. La vérité vraie, la voilà! Même si le député essayait de me dire, dans une réplique: Le député de Johnson n'a pas vu tout le monde. Je n'ai pas vu tout le monde, mais j'ai assez étudié le projet de loi 110 pour savoir qu'il ne rencontre pas l'unanimité qui devrait exister pour un projet de loi de cette importance.

Mme le Président...

M. Johnson: Mme le Président, le député de Johnson me permet-il?

M. Bellemare: Non, restez tranquille.

M. Johnson: Sur mon temps, évidemment, pas sur le sien. Non? C'est dommage.

M. Bellemare: Je voudrais vous lire ce que l'opinion publique, pour vous montrer qu'on apporte une loi, quand elle a des qualités exceptionnelles pour le bien public; mais quand je lis ici, par exemple: "Comptons sur la vigilance de l'Opposition afin d'empêcher un ministre du Travail aux allures angéliques de faire voter une loi matraque, dictatoriale pour la construction, par le projet de loi no 110." C'est signé: M. Gilles Nepveu. Le télégramme est bien trop long pour que je paralyse tous les débats de la Chambre ce soir; nous avons l'intention de faire notre boulot. Mais je voudrais dire au ministre que s'il n'a pas entendu M. Nepveu qui dit: "Malgré les allures angéliques, faire passer une loi dictatoriale." C'est bien dommage, un garçon bien élevé comme lui, qui appartient à une grande famille respectée et respectable, de le voir errer de cette manière aujourd'hui. Il n'est certainement pas sur le chemin de Damas.

M. Johnson: A Saint-Damase, dans le comté de Bagot.

M. Bellemare: Mme le Président, dans le procédé qui nous est soumis ce soir dans le projet de loi no 110... J'ai retrouvé certains arrêtés en conseil qui m'ont fait mal quand je les ai lus, concernant le domaine de la construction. C'est M. Guy Dumoulin — que vous connaissez bien, qui est un homme assez important à la FTQ, je ne sais pas s'il a travaillé pour vous ou contre vous, en

tout cas, une chose est certaine, c'est que M. Dumoulin était un grand bonhomme — qui a dit: "Nous nous opposons donc à ce que l'Office de la construction du Québec puisse y puiser des montants qui serviront à défrayer des coûts d'administration selon les deux arrêtés en conseil." Je vous lis une partie, de celui du 28 juin 1978, que vous connaissez bien, par lequel on a donné à l'Office de la construction la charge d'administrer les fonds gardés en fidéicomis pour les congés annuels obligatoires et les journées fériées chômées des salariés de la construction. On dit: "Attendu que l'article 58 de la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter tout règlement autorisant l'office à utiliser, pour son administration, une partie ou la totalité des fonds gardés en fidéicomis pour les congés obligatoires, pour les avantages sociaux, à quelque titre, que soit adopté le règlement autorisant l'Office de la construction à utiliser des fonds non identifiés gardés en fidéicomis pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés des salariés de la construction, dont copie est annexée au présent arrêté en conseil."

Là, vous avez véritablement l'arrêté en conseil 27.078 du 28 juin 1978 qui dit: "Que le règlement no 8, en application du règlement autorisant l'Office de la construction du Québec à utiliser des fonds non identifiés gardés en fidéicomis pour les congés annuels obligatoires et leurs jours fériés chômés des salariés de la construction, ci-annexé, soit approuvé."

A cela, le 11 décembre, la FTQ, par son chargé d'affaires M. Dumoulin, a écrit au ministre. Il lui a dit: "Le gouvernement a adopté au mois de juin dernier deux règlements autorisant l'Office de la construction du Québec à utiliser des sommes d'argent qui appartiennent aux salariés de la construction pour défrayer des coûts d'administration pour son fonctionnement général, d'une part, et d'autre part, pour ses coûts de perception d'un régime de congé annuel obligatoire et des jours fériés chômés. Vous trouverez en annexe copie des deux règlements."

"Le comité mixte avait adopté deux résolutions dont la teneur consistait à demander à l'Office de la construction du Québec et au ministre du Travail de bien vouloir surseoir à l'application de ces arrêtés en conseil. Notre position vis-à-vis des arrêtés en conseil qui permettent à l'Office de la construction d'utiliser les intérêts du fonds des congés annuels obligatoires et des jours fériés chômés jusqu'à concurrence de 25% pour l'année 1979 et de 45% pour l'année 1978 constitue une modification à l'arrêté 20.07 de la convention collective en vigueur dans l'industrie de la construction. Cette clause prévoyait que les intérêts des montants perçus au titre des congés annuels obligatoires et des jours fériés chômés doivent être remis, jusqu'à concurrence de 90%, aux salariés de la construction, au prorata des montants qu'ils reçoivent."

(1 h 50)

Quand le ministre a fait adopter ces deux arrêtés en conseil au mois de juin, était-il bien conscient que c'était le début d'une grande pagaille. Aujourd'hui, il nous arrive avec sa loi sur la qualification professionnelle pour modifier la régie, pour modifier l'AECQ, pour modifier plusieurs lois du travail, et particulièrement l'OCC. Madame, les précisions des conditions qui sont dans la loi, je n'ai pas le droit de vous les citer, parce qu'en deuxième lecture, nous ne pourrions pas faire cela, mais nous disons que, pour la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, la Loi de l'Office de la construction du Québec, on modifie la composition, on clarifie l'interdiction, premièrement, du droit de grève; deuxièmement, du lock-out durant un décret; ce sont des articles qui sont compris dans le projet de loi.

Pour l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, l'AECQ, on prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer certaines modalités de l'élection du conseil d'administration pour succéder au conseil en place. Qu'est-ce qui va arriver, madame, demain matin, lorsque la loi sera sanctionnée? Je vous promets de faire une lutte bien franche en commission parlementaire. J'aimerais, si vous voulez, qu'on puisse entendre, même si c'est bien tard dans une session... C'est bien "timé", son affaire. Il va dire aux députés: Pas de commission parlementaire, on n'a pas le temps, il faut absolument adopter cela, et cela presse. Cela ne presse pas de mettre le carcan dans le cou de certains membres des organisations de l'AECQ, surtout que la FTQ et la CSN, c'est la première fois qu'ils s'entendent avec le patronat pour dire: Non. Même le Conseil supérieur du travail qui a été consulté a dit: Non.

Madame, quand on fait de la législation, il faut que l'opinion publique nous suive. Il faudrait que ce soit pour corriger certaines lacunes. Il faudrait aussi, comme je l'ai dit au tout début, respecter les droits acquis. Quand il y a une association comme l'AECQ, qui a fait ses règlements qui ont été approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui a été votés à 88%, des membres qui ont élu leurs directeurs, qui ont élu leur conseil d'administration, le ministre va faucher tout cela demain matin, parce qu'avec sa loi, il va avoir les pouvoirs dictatoriaux pour tout faucher. On va dire: Non, il ne fera pas cela. Attendez, il le demande parce qu'il y a des prévisions. Cela n'a pas été mis là pour rien.

On dit aussi, dans certaines rumeurs publiques — et je pense qu'après avoir lu le projet de loi assez attentivement avec les experts... que c'est la mainmise du ministre sur l'industrie de la construction. Dieu sait quelle sorte de mainmise il y met! Vous allez voir demain les répercussions qu'il va y avoir dans le public. La construction, aujourd'hui, n'est pas à un sommet assez favorable pour essayer d'intervenir pour faire la mainmise et semer la zizanie, la pagaille dans ces rangs. Vous avez des gens qui ont vécu depuis des années dans le mouvement ouvrier, qui se sont particulièrement spécialisés dans l'industrie de la

construction, et Dieu sait que le mouvement a fait progression. Il y a eu sûrement des abus, comme on l'a cité à l'enquête Cliche. On a mis quelques-unes de ces recommandations en application. On a montré véritablement, sans dictature qu'on pouvait améliorer un certain genre de loi, particulièrement le genre de loi le plus difficile, celui de la construction.

Mme le Président, le projet de loi 110 donne au Conseil des ministres un pouvoir discrétionnaire absolu sur l'Office de la construction du Québec, et particulièrement sur ses revenus. Vous savez, et je n'ai pas besoin de vous le citer, que l'OCQ, aujourd'hui, doit administrer pas loin de \$600 millions, avec un revenu percevable par année, pour les congés annuels, de \$50 millions, et il reste sûrement au fonds une dizaine de millions qui, presque chaque année, viennent s'accumuler. C'est de l'argent! Alors, on va pouvoir administrer, on va pouvoir avoir la mainmise sur cela.

Le budget de l'OCQ est de \$29 millions, il provient en parts égales des employeurs et des syndicats. On va pouvoir donner des pouvoirs aux artisans et à certaines classes de salariés. Le ministre nous a expliqué comment il voyait un artisan, il nous a dit comment un salarié serait retranché derrière une certaine clôture, qu'il ne pourrait ni en sortir ni jouir de sa grande liberté sans passer par le décret. Il dénonce également le nouveau statut qu'on veut donner à l'artisan. Il s'agit de la réintroduction du patronage au sein des métiers de la construction puisque ces artisans pourront travailler à des taux horaires inférieurs à ceux du décret et priver ainsi les travailleurs syndiqués de la construction des revenus qui sont légitimes pour eux. Le moment choisi par le gouvernement pour présenter son projet de loi est peu propice pour les centrales syndicales car celles-ci ne peuvent engager une lutte importante. Je n'ai pas besoin de vous dire pourquoi.

M. Maurice Pouliot écrit: "On s'apprête à adopter à la vapeur une législation sans avoir tenu compte des avis des principaux intéressés."

Cela devrait impressionner le ministre. Le président de la FTQ, M. Laberge, dit: Le ministre du travail s'est fié uniquement au contenu d'articles de journaux pour modifier le fonctionnement de l'OCQ, qui devrait rester autonome, puisque son financement est assuré moitié moitié par les travailleurs et les employeurs.

C'est le président, M. Laberge, de la FTQ qui le dit, ce n'est pas moi qui dis des choses comme celles-là, qui irais aussi loin sans avoir les preuves — moitié par les employeurs, moitié par le syndicalisme.

Le président de la FTQ Construction, M. Laberge a, pour sa part, dit que le gouvernement donnait d'une main en créant le règlement sur le placement et qu'il retirait de l'autre en soustrayant les artisans à l'application de la Loi sur les relations de travail dans la construction.

Je cite encore M. Laberge: "Le projet de loi, s'il parvenait au stade de loi dans sa version actuelle, laisserait le contrôle entier de l'industrie

de la construction à un gouvernement qui se contenterait de désigner des commissaires à jetons." Ils ont déjà été bien plus populaires que cela, à la FTQ, avec le gouvernement. Je me souviens qu'il y a deux ans à peine, le gouvernement se réjouissait de l'apport un peu particulier qu'il avait obtenu lors des élections générales. Il avait même dit que les syndicats l'avaient appuyé quasiment globalement. Aujourd'hui, madame, le climat est pas mal changé. Je ne suis peut-être pas un expert dans les relations de travail, mais j'ai vécu quelques années pour savoir que, quand un gouvernement commence à avoir des critiques aussi sévères et aussi draconiennes que celles-là, c'est que le temps commence à changer et que ce n'est pas un temps qui va être au beau tout à l'heure.

L'OCQ est le seul organisme qui peut rétablir un semblant d'ordre dans l'industrie de la construction, qui s'oppose à la menace permanente de règlements édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui viendront démolir ce que les instances représentatives auraient déjà décidé. Madame, je voudrais simplement vous dire que la préférence de la FTQ irait à une négociation du métier par métier. Les dirigeants syndicaux se sont dits surpris que le projet de loi reste muet sur le régime de négociations alors que ces dernières devraient débiter d'ici un mois; ils jugent fort inappropriées les modifications qui auraient pour effet de permettre aux hôpitaux et aux commissions scolaires de faire effectuer par leur personnel les travaux de rénovation et de réparation d'entretien par des artisans. C'est cela, madame, le mot "artisan".

Le projet de loi permettra entre autres au Cabinet d'exercer un contrôle complet sur les fonds de l'OCQ. Cet organisme administre entre autres un fonds de retraite qui est énorme — je viens de vous le dire — et plusieurs dizaines de millions de dollars servent à payer les vacances et les congés des ouvriers de la construction plus le revenu annuel de \$24 millions provenant, comme on le sait, à parts égales, des entrepreneurs et des travailleurs de la construction. Mme le Président, je sais que tout le monde a hâte de rejoindre son lit. Je ne suis pas pressé. Je vais prendre mon heure. Je ne veux pas vous déranger et avoir les deux pieds sur la chaise comme vous. Vous n'avez qu'à ôter vos souliers, s'ils vous fatiguent. Vous aviez tout à l'heure les deux pieds sur la chaise. (2 heures)

M. Bérubé: Ce n'est pas la peine de mentir aux téléspectateurs, ils sont endormis.

M. Bellemare: Je dis et je répète que ce ne sont pas les insinuations malveillantes des gens d'en face parce que cela sonne faux... Quand je les vois se mettre aujourd'hui contre les patrons et les syndicalistes, eux qui ont été les premiers à dire: Nous avons gagné l'élection... Maintenant, vous allez voir le changement qui va se produire dans la province. Quel changement se produira-t-il? Pour le pire. Il y aura un carcan pour les entrepreneurs. Il y en aura un autre pour les

syndicalistes et l'OCQ. Vous allez voir ce qui va se produire dans les nominations politiques qui se feront. C'est de la politique qu'ils vont faire et j'aurai sûrement l'occasion de revenir avec beaucoup d'autres preuves lors de l'étude, article par article, mais je dis ceci: Si, dans le projet de loi, on pouvait savoir pourquoi les articles 15, 16, 17, 19, 20, 26 et 27 n'entreront pas en vigueur lors de la sanction du bill. Ils entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement. Pourquoi cela?

Pourquoi? J'ai déjà eu l'occasion de voir de telles lois, mais il y avait anguille sous roche aussi. Aujourd'hui, je me demande pourquoi on dit que les articles 15, 16, 17 — je n'ai pas le droit de vous les citer, mais j'ai le droit de vous les résumer... Quand il s'agit d'un salarié, d'un artisan, quand il s'agit d'un changement de l'ODEQ, quand il s'agit des changements du personnel de l'OCQ, je ne sais pourquoi, mais on dit: Ils entreront en vigueur seulement sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. Ils n'entreront pas en vigueur en même temps que la loi. Ils vont entrer en vigueur beaucoup plus tard. Qu'est-ce qu'on attend? Qu'est-ce qu'on cherche? Cherche-t-on des candidats pour prendre la place de ceux qui sont là? N'est-on pas satisfait de ceux qui ont donné la quintessence même de leur vie de leur expérience? Ils ont servi l'intérêt public.

Personne ne pourra accuser M. L'Heureux ou M. Dion d'avoir abusé du pouvoir qui leur a été donné. Jamais. Mais on verra, lorsque les nominations seront faites. Nous aurons le temps de revenir pendant l'étude du budget du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre avec des questions qui vont nous donner la vraie réponse.

C'est pour le moment tout ce que j'avais à dire. Je suis très heureux d'avoir pu dire au ministre que c'est avec une main de fer dans un gant de velours qu'il veut étouffer l'AECQ et changer toute l'administration et les règlements de cet organisme.

Mme le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Fabien Roy

M. Roy: Mme la Présidente, j'aimerais profiter des quelques minutes qui sont à ma disposition pour apporter quelques commentaires, à mon tour, sur le projet de loi no 110 que nous avons à étudier au cours de la nuit.

Ce projet de loi a pour titre: Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives. Je dois vous dire que je trouve le titre un peu curieux parce que c'est seulement une partie de la loi qui modifie la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction.

Je serais même tenté de dire que c'est presque un faux titre que nous retrouvons dans la loi. Si je me réfère aux nombreuses lois que nous avons étudiées en cette Chambre, je pense que

nous n'avons pas de meilleur exemple d'une loi de replâtrage et de rapiéçage parce qu'elle touche plusieurs lois. Je me demande ce qui a bien pu justifier le ministre du Travail de nous présenter une pareille loi à ce moment-ci de l'année.

Je cherche des raisons. J'ai écouté le discours du ministre, les commentaires qu'il a faits et il n'a pas réussi à me convaincre. Si j'en juge par les propos que j'ai entendus de l'honorable député de Johnson et du député de Portneuf, il n'a pas réussi à convaincre mes autres collègues de l'Opposition non plus de la nécessité d'apporter un projet de loi semblable.

On dirait qu'il n'y a qu'un seul critère qui a guidé le ministre pour présenter ce projet de loi parce que tout le monde est contre, il doit être bon. C'est un drôle de critère pour évaluer la justesse d'un projet de loi et justifier son dépôt.

Les patrons sont contre, les travailleurs sont contre, le milieu est contre, l'Opposition est contre à l'Assemblée nationale; il y a seulement le ministre qui est pour. Ce n'est pas souvent qu'on voit des projets de loi déposés et étudiés devant l'Assemblée nationale dans de telles circonstances.

Je me permets, Mme le Président, comme vous d'ailleurs, de m'interroger sérieusement sur l'opportunité du projet de loi qui est actuellement devant nous. C'est un projet de loi qui, comme l'ont souligné les orateurs qui m'ont précédé, met en tutelle l'Office de la construction du Québec, tutelle pure et simple. On aurait des reproches à faire à l'OCQ mais est-ce qu'en mettant l'OCQ en tutelle on règle pour autant les problèmes? On ne se contente pas de mettre l'OCQ en tutelle, on met l'AECQ en tutelle aussi, l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, puisque dorénavant le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire les règlements en vue de gouverner, de voir d'abord à la composition de l'AECQ et de voir par la suite à son fonctionnement. Pour ce qui a trait à l'OCQ, c'est la mise en tutelle complète, totale du ministre du travail.

Mme le Président, sur le plan de l'OCQ, il y a bien des questions que nous nous sommes posées et que nous nous posons encore. D'abord le ministre a la responsabilité et l'obligation de par la loi... La loi, M. le Président, c'est le chapitre 51 des lois de 1975 et, à l'article 1 h de la loi, il est dit que le ministre doit déposer le rapport à l'Assemblée nationale avant le 30 juin ou il doit déposer le rapport dans les 30 premiers jours de la reprise de la session. Une partie du rapport a été déposée et l'autre partie nous ne l'avons pas encore. Il est impossible de savoir à la fin de l'année quel est l'actif de l'OCQ, quel est le passif de l'OCQ, quel est l'état de son revenu et l'état de ses dépenses et pourtant ces gens-là ont des centaines de millions à administrer. C'est bien clair dans la loi et c'est une loi qui a été votée ici à l'Assemblée nationale ordonnant que le rapport doit être déposé.

Je suis intervenu deux fois à l'Assemblée nationale en interrogeant l'honorable ministre du Travail pour tâcher de faire en sorte que le rapport soit déposé, que nous ayons les chiffres de l'Office

de la construction du Québec. M. le Président, le ministre s'est plaint aussi qu'il n'avait aucun pouvoir sur l'OCQ. Je me suis empressé d'examiner la loi 51, le chapitre 51, qui fut encore une loi, M. le Président, que nous avons votée à la vapeur après avoir procédé à son étude pendant la nuit, à la toute fin de session parce qu'il fallait ajourner les travaux de l'Assemblée nationale, une journée au cours de laquelle...

M. Picotte: M. le Président, une question de règlement.

Le Vice-Président (M. Cardinal): A l'ordre, s'il vous plaît. Oui, M. le député de Maskinongé.

M. Picotte: Je m'excuse auprès de mon collègue, mais au moment où je vous parle, nous sommes seulement 23 pour discuter d'une loi aussi importante, même s'il est 2 h 10 de la nuit...

Le Vice-Président (M. Cardinal): De toute façon, les micros sont fermés. A l'ordre, s'il vous plaît! Nous pouvons reprendre la séance. Je déclare qu'il y a quorum. A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Beauce-Sud, je le regrette pour vous, nous avons quorum et vous pouvez continuer.

M. Roy: Merci, M. le Président. Je suis heureux de saluer le retour de l'honorable ministre du Travail, parce que je tiens à ne pas faire cette intervention pour rire, pour faire perdre le temps de la Chambre. Je comprends que, pour mes collègues qui ont été obligés de revenir en toute hâte à l'Assemblée nationale parce que le quorum était demandé, ce n'est pas agréable de siéger après minuit mais, M. le Président, c'est encore moins agréable d'avoir à faire nos interventions après minuit surtout quand on est au travail depuis huit heures le matin et que nous sommes en train d'entamer notre 19^e heure de travail pendant le même jour.
(2 h 10)

C'est beau travailler, M. le Président, mais on ne travaille pas de façon normale et, jusqu'à maintenant, ce ne sont pas les députés qui constituent l'autorité au Québec, ce sont les établissements de ministères, et jusqu'à maintenant, je me rends compte, pour avoir entendu les prédécesseurs de l'actuel ministre du Travail, que le ministre du Travail n'en mène pas plus que ses deux prédécesseurs n'en ont mené. C'est la raison pour laquelle on nous présente une petite loi pour donner de l'autorité au ministre, pour lui donner du pouvoir, pour faire en sorte que le ministre puisse gouverner réellement, alors que ce sont des lois de mise en tutelle et qu'on ne permet pas aux mécanismes en place, aux gens en place, aux gens du milieu, de pouvoir s'occuper eux-mêmes de leurs problèmes.

Mme la Présidente, on peut bien se demander ce qui se passe dans le monde de la construction. Je vais vous énumérer quelques lois auxquelles sont soumis les gens de la construction au

Québec. Il y a d'abord le bill 292, si ma mémoire est bonne, chapitre 45 des lois de 1968. C'est une loi qui comporte plusieurs articles. Par la suite, il y a eu également d'autres lois, le bill 49 qui fut sanctionné le 8 juillet 1969, qui comporte également plusieurs articles.

Il y a eu aussi, pour ces gens de la construction, le chapitre 34, Loi concernant l'industrie de la construction, qui fut sanctionnée le 8 août 1970, une autre loi à laquelle doivent se soumettre les gens de la construction. Il y a eu le bill 68, Loi modifiant la Loi des relations de travail dans l'industrie de la construction, 19 décembre 1970. Il y a eu le bill 15, encore une Loi modifiant la Loi des relations de travail dans l'industrie de la construction, sanctionnée le 24 mars 1972, encore une autre loi. Le projet de loi 58, Loi modifiant à nouveau la loi des syndicats professionnels et d'autres dispositions législatives, sanctionnée le 8 juillet 1972, encore une autre loi, M. le Président. Loi no 9, Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, sanctionnée le 1^{er} juin 1973, encore une autre loi. Loi no 43, Loi sur la mise en tutelle de International Union or Elevator Construction, locaux 89 et 101, sanctionnée le 17 juillet 1974, encore une autre loi pour le monde de la construction.

Projet de loi no 30, Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, sanctionnée le 22 mai 1975. Cela va bien. Projet de loi no 33, Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs en construction, sanctionnée le 27 juin 1975, encore une autre loi pour les travailleurs, pour le monde de la construction. Projet de loi 47, Loi constituant l'Office de la construction du Québec, qui remplaçait l'ancienne Commission de l'industrie de la construction, l'ancienne CIT, qui remplaçait le comité paritaire, Loi constituant l'Office de la construction du Québec et modifiant de nouveau la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, sanctionnée le 27 juin 1975, encore une autre loi.

Projet de loi no 20, Loi sur le régime complémentaire d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction, sanctionnée le 20 novembre 1975. Cela va bien.

Une Voix: Libéral.

M. Roy: Encore une autre loi. Une autre ici. Projet de loi 45, celle du ministre actuel, Loi modifiant le Code du travail et la Loi du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre, on change la loi encore. Après ça, il y a le règlement relatif au placement des salariés dans l'industrie de la construction, encore un autre règlement qui fait force de loi. Aujourd'hui, pour régler le problème, pour simplifier la situation, pour éclairer davantage les gens, pour mettre de l'ordre dans l'industrie de la construction, on présente un autre projet de loi, 110, Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives. Encore une autre loi, M. le Président.

M. le Président, il y a un fait que vous, mieux que tout autre, puisque vous avez été professeur de droit, avez enseigné à vos élèves: nul citoyen n'a le droit d'ignorer la loi. Comment voulez-vous que le monde de la construction se comprenne, avec toutes ces lois? On est surpris que ça aille mal dans l'industrie de la construction, on ne se comprend pas dans l'industrie de la construction, M. le Président. Est-ce que ce sont les gens de la construction qui ne se comprennent pas ou si c'est le ministère du Travail et le gouvernement qui ne se comprennent pas?

Une loi adoptée à la hâte, à la vitesse, à 2 h 30 du matin. C'est comme ça qu'on est sérieux et c'est comme ça qu'on prend notre travail de législateur, les élus du peuple, nous, les grands législateurs qui avons la responsabilité de voir à ce que la législation adoptée par l'Assemblée nationale soit une législation limpide, une législation cohérente, une législation facile d'application, une législation qui réponde à des objectifs, une législation qui vise à améliorer le sort des gens qui seraient concernés par les projets de loi.

On vient tout simplement de faire encore une opération de replâtrage, de rapiécage, en aggravant la situation et en mettant cela encore pire que cela était, parce que cela va être encore un peu plus compliqué que c'était, une fois que la loi sera votée.

Mais on vote une loi, on vote une loi, mais ce n'est pas tout. Le ministre se garde le droit de mettre certaines dispositions en application le jour où il décidera, lui, que la loi devra être mise en application. Si ce n'est pas urgent de faire en sorte que plusieurs dispositions de ce projet de loi soient mises en vigueur, et je me réfère au dernier article de la loi, l'article 28, où il est dit: "... entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf quelques articles du projet de loi, les articles 15, 16, 17, 19, 20, 26 et 27, qui entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation, par le gouvernement," il faut croire que ce n'est pas pressant. Et si ce n'est pas pressant, pourquoi nous faire étudier cela à deux heures du matin? Ce sont des questions que nous sommes en droit de nous poser M. le Président. Il faut quand même être logique.

M. le Président, ce sont des situations qui nous sont faites et c'est la façon dont on gouverne actuellement au Québec, et on continue à apporter devant l'Assemblée nationale des lois qui sont adoptées à la vapeur, que les députés n'ont pas le temps d'étudier, que sûrement tous les députés n'ont pas eu le temps de lire. Sûrement que tous les députés n'ont pas eu le temps de lire la loi, parce qu'il y en a qui sont occupés par la Loi du zonage agricole, la loi 90, d'autres sont occupés par les lois du ministère de la santé, d'autres sont occupés par les lois du ministère des Finances et d'autres sont occupés par d'autres projets de loi qui sont devant nous, devant l'Assemblée nationale.

Nous sommes ici pour nous prononcer. Il n'y a pas un député qui n'est pas appelé à se prononcer pour ou contre, sur n'importe quel projet de loi qui sera déposé devant l'Assemblée nationale. On

légifère de cette façon et on travaille de cette façon. C'est vraiment de l'aberration, c'est vraiment ridicule. Je croyais sincèrement qu'il y aurait une suite aux efforts qui avaient été faits, une suite aussi aux représentations qui avaient été faites par plusieurs de mes collègues, une suite au comité qui avait été formé, auquel le député de Sainte-Marie a participé, en vue de modifier un peu la façon de travailler à l'Assemblée nationale, mais nous nous retrouvons exactement dans la même situation qu'au cours des années passées, pendant les sessions précédentes, sinon que c'est pas mal pire que c'était, parce qu'il y a pas mal plus de lois au feuillet qu'il y en avait.

Nos électeurs nous demandent de leur rendre des comptes. Vous vous imaginez d'avance, M. le Président, ce qu'on peut répondre à nos électeurs, à la suite de ce mandat que ces gens nous ont confié.

M. le Président, je pense que le ministre et le gouvernement auraient de sérieux intérêts à faire un bon examen de conscience. Nous sommes dans le temps de l'Avent, période un peu privilégiée, pour faire un sérieux examen de conscience, parce que je ne sache pas qu'on puisse continuer de cette façon très longtemps et que la population du Québec continue à nous prendre au sérieux.

Ce n'est vraiment pas sérieux de procéder de cette façon. Ce qu'il faut, dans l'industrie de la construction, c'est qu'on prenne le temps de s'asseoir à la table, qu'on prenne le temps d'examiner toute la législation, qu'il y ait plus de consultation ouverte avec les gens concernés, avec le milieu patronal, avec le milieu ouvrier, qu'on tienne compte aussi des points de vue des gens dans les régions, qu'on tienne compte des gens à la base, comme on le dit souvent. Il faudrait faire en sorte d'impliquer plus de gens pour qu'on en vienne à trouver des formules qui sont susceptibles de répondre davantage aux besoins de cette industrie qui, à l'heure actuelle, se débat comme elle peut, dans une tour de Babel législative, dans laquelle à peu près plus personne ne peut s'y comprendre. Il s'agit d'examiner un projet de loi pour voir de quelle façon sont astreints les députés lorsqu'ils veulent proposer des amendements.

Et ce n'est pas nouveau. On avait promis du changement au Québec. En 1975, on nous fait passer une petite loi comme cela, à la toute fin de la session, c'est devenu le chapitre 51. Et l'article 18 disait tout simplement, dans un petit paragraphe: L'abolition de l'article 32f de la loi. (2 h 20)

En me référant aux remarques qui ont été faites par le ministre du Travail, il n'y a pas tellement longtemps, je constate que l'abolition de l'article 32f avait tout simplement pour but d'enlever tous les droits de regard que le ministre pouvait avoir dans l'Office de la construction du Québec. Cela est passé inaperçu à l'Assemblée nationale. J'ai fouillé dans le feuillet de l'Assemblée nationale, personne n'avait à peu près vu, avait eu le temps d'entrevoir et de voir la portée de cette disposition qu'on retrouvait dans la loi. On

se retrouve dans la même situation. Passons les lois à la vapeur et on sera obligé de revenir continuellement...

Il n'y a pas une année, depuis que je suis à l'Assemblée nationale, qu'on n'a pas été obligé de modifier les lois sur les relations de travail dans l'industrie de la construction. La loi, actuellement, a été mal conçue. Elle ne donne pas satisfaction au côté patronal. Elle ne donne pas satisfaction au côté syndical. Elle ne touche pas aux règlements de placement dans l'industrie de la construction qui est pourtant un des problèmes majeurs dans l'industrie de la construction jusqu'à maintenant. Elle vise à mettre en tutelle l'Office de la construction. Elle donne les pouvoirs au gouvernement d'administrer à sa guise le fonds de pension des travailleurs de la construction. On autorise même... Le gouvernement se donne le mandat de pouvoir faire en sorte qu'on utilise les fonds de pension pour servir à l'administration courante de l'OCQ et on ne prend aucune disposition en vue de corriger, dans cet OCQ, ce qui devrait être corrigé.

Tout demeure nébuleux, tout demeure ténébreux. Aucune des questions que nous avons posées à l'Assemblée nationale n'a eu de réponse. On n'a pas eu de réponse. Il y a des cadres à nommer au sein de l'OCQ. On n'en sait rien. Le président vient de démissionner. Qui va prendre la place du président? On ne sait absolument rien encore. Ce qu'il faudrait, ce n'est pas voter la loi 110, c'est convoquer la commission parlementaire du travail et de la main-d'œuvre pour faire en sorte que les intéressés viennent se faire entendre, comme cela a été demandé par les patrons et comme cela a été demandé par les syndicats, pour que ces gens-là puissent s'expliquer. Cela devrait être la marque de commerce d'un bon gouvernement qui se veut transparent, qui prétend avoir cessé de légiférer à la petite semaine, puisque c'est un domaine et c'est une situation qu'il a déplorée lui-même pendant trop longtemps pour qu'on en vienne à prendre le temps nécessaire pour examiner les lois, les situations afin que les législations soient repensées. Pardon?

Ainsi, cela vous ennuie?

Des Voix: Non.

M. Roy: Merci, M. le Président. Je sais qu'il est tard. On aurait tellement de choses à dire sur un projet de loi comme celui-là pour essayer de convaincre nos honorables collègues qu'ils sont dans l'erreur. Le ministre me donne l'impression de quelqu'un qui se promène en pleine forêt par une journée nuageuse sans boussole. Le ministre me donne l'impression de quelqu'un qui ne sait pas où il va. Je pense que son projet de loi no 110 nous démontre réellement que le ministre a complètement perdu la boussole dans ce domaine, qu'il ne sait pas où il va. Il se laisse guider par d'autres personnes, probablement son entourage, qui ont perdu leur boussole depuis longtemps et qui ont égaré ses prédécesseurs.

Une Voix: La main de Dieu.

Le Président (M. Richard): Merci, M. le député de Beauce-Sud.

M. le député de Pointe-Claire.

M. William Frederic Shaw

M. Shaw: Merci, M. le Président. Mr President, in spite of the hour, I want to make it very clear that I intend to work on this law as if it were 2 o'clock in the afternoon and, if there is another law attempted to be passed this evening, we will debate it till the very bitter end, because any attempt of this government to try and stop the legislation down our throats, we will fight with every vehicle available to us within this book which contains the regulations of this House.

Mr President, I would like to speak to this law in many areas. First of all, its applicability. We have, as a result of the establishment of l'Office de la construction, a new influence on the construction scene. I assure you, Mr President, that if we had a blossoming growing private enterprise based economy where other than the government was building anything in this province, there would be a lot more noise, there would be a lot more reactions and there would be many people as they were outside from the construction industry complaining very bitterly to this government, but, unfortunately, those in the construction industry, complaining very bitterly to this government, but unfortunately those in the construction industry, who are not working at James Bay or in a government project in the province of Quebec are not even working in our province.

Private enterprise construction is in Calgary in the tar sands, it is in Ontario, it is in Labrador but it is not in Quebec. And so, the efforts of this kind of legislation seem to lose their impact, but nevertheless already the minister, through his regulations which seem to have come directly out of the trade-unions themselves who want a total control of the Labor force of the construction industry, that very effort...

M. Marchand: M. le Président...

Le Président: M. le député de Laurier.

M. Marchand: Je m'excuse auprès de mon collègue, mais je ferai remarquer qu'il n'y a pas quorum. Je fais remarquer au député de Terrebonne qu'il n'y a pas quorum.

M. Shaw: Je pourrais proposer la suspension.

Le Président: Il y a maintenant quorum.

M. le député de Pointe-Claire.

M. Shaw: Thank you very much, Mr President. Je remercie les membres du parti ministériel qui vont m'entendre pour un autre petit bout de temps, parce que je vais prendre mes 20 minutes. Il est maintenant 2 h 25.

Anyway, Mr. President, fortunately we do not have this problem, because private construction in this province is almost in a virtual standstill. I

noticed one day an article in the Montreal Gazette that said that some 6600 projects have been postponed with the coming to power of this government. So, obviously that was in part responsible for this lack of pressure. Nevertheless, Mr. President, two very important inquiries are going on. One of those inquiring into the office of "la construction" is a very important inquiry and I think that the minister should be taking the time and making the effort to listen to the reports of such inquiries into such a confused state that we are knowing today. I know that the minister takes his job very seriously. We can see that the job is taken very seriously, because "ces pauvres traversiers" who are trying to make a settlement to try to provide transportation between one side of the Saint-Laurent and the other, have been so difficult and his department has been so effective in regulating their problems. We see it in the Montreal Star that it is a minor problem, it has only been going on for about three and a half months now and it will probably keep on going into the month of March, but the minister of Labor is very effective!

Une Voix: ... dans le Montreal Star...

M. Shaw: Do not worry about it Mr. President, I will return to the pertinence of the debate, because there are many things in this act which are extremely onerous, very serious indeed. For example I liked the way in which the law was written concerning certain expressions. One is now, we no longer pay fees for licences. We do not pay fees, we pay duties. In French it is "les droits". On paie des droits! In other words, this government is becoming so imperative in its interventions into the rights of the individual, you no longer pay the fee for a licence that you have earned yourself, you pay a duty. An incredibly term. I would like perhaps later in his "réplique" some explanations, maybe there is a legal term in his legal background, or something, that would give substance to the need to use the word duty instead of fees.
(2 h 30)

And of course there is the question of a natural person being able to hold one licence. Here, in article 13s, it says: ...

Des Voix: Non, non...

M. Shaw: To determine whether or not... I have no right to look at the law?

M. Springate: Go ahead!

M. Shaw: Go ahead, right. In three different sections of the law, there is reference to having one licence. The first article suggests that no person can have more than one licence. And then, there is another article that says that we should be able to examine a person to determine whether or not he can have more than one licence and then you have the skilled tradesman. Now, a skilled

tradesman is allowed to build a house. Therefore, he must have the licence of a carpenter and one of a plumber, one of an electrician to perform these duties otherwise he would not be able to build this house.

This law, perhaps, is typical of this kind of thinking that you have three sets of rules within the same law. Of course, there is one very important section of the law, Mr President, which very much bothers me. And it was predictable because in section 32 of the law, we are now talking about requiring an appropriate knowledge of the French language. And, there again, we are going to get into semantics. The word semantics is a descriptive term that has to do with describing properly what the word means. What is appropriate to the practice of — "the work envisaged" is even a better expression — . Appropriate to the work envisaged, a knowledge of French appropriate to being a carpenter, or a knowledge of French appropriate to being a steam shovel driver, a knowledge of French appropriate to being a steam fitter? And who will then give these language tests? Will it be the Office de la langue française? Will it send its team or will you have to send these candidates or people who are seeking to achieve licencing to l'Office de la langue française for a specific language test by some "fonctionnaires" de l'Office de la langue française, who will specialize in the plumber and the carpenter as they have with the nurses and the other professionals? But, another thing that really bothers me too, Mr President — it is extremely important — is that licences have a duration of one year. So, where in bill 101 the provision for those people who have a profession not to be required to have...

Now the member from Vanier is actually looking at the bill. He has not even read it. He is sitting in the House examining this legislation with us, but he has not read the bill.

M. Bertrand: M. le Président, question de privilège. Je veux bien que le député de Pointe-Claire, prenne sur lui la responsabilité de dire à peu près n'importe quoi, mais à la condition qu'il n'implique pas les gens qui sont en train de faire du travail, du travail qu'ils considèrent important pour leur comté. Je pense qu'à ce stade-ci, nous, on serait prêt à voter et que les propos du député de Pointe-Claire ne vont certainement pas nous empêcher de travailler...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Pointe-Claire, vous pouvez poursuivre, mais puis-je vous inciter à poursuivre dans le cadre du débat de deuxième lecture.

M. Shaw: Excusez-moi, M. le Président. But, this is very important though, Mr President, in the light of the total image of this government, because now, a worker in the simple trades, a worker who is going to come into this province to practice his trade must also be required to face the problems of l'Office de la langue française in

its language tests, but not only that, those who have already been established in this province have no insurance that their licence to practice their trade is assured, because of the duration under the regulations of this act that allow for renewal to be required on an annual basis.

Mr President, I am also concerned about the fact that the government requires control of l'Association des entrepreneurs de la construction du Québec. This is obviously a body of people involved in the construction industry who have grouped together for their mutual advantage to prepare themselves to negotiate with the construction industry in a consistent manner. This is obviously a group of private individuals who have created their own organization in order to be more effective in doing it. Here, the government is now enacting legislation that allows them not only to involve themselves in the administration, but actually set the regulations. And this could be transposed, Mr President, to many other areas.

We could then begin to see this in the Manufacturer's Association and we could see it in the professional associations which, to a great extent, we already see; in other words, a deeper intervention and for what purpose, Mr President? And, of course, we also see an implication in this law, giving the government a power to inhibit a strike or lock-out for a period of time which they would select. We also see direct involvement of the government in the administration of l'Office de la construction beyond their already present deep implication.

Mr President, this law has been condemned by the contractors; it is being condemned by the construction workers; it is being condemned by everyone who has studied it with any kind of responsibility. It has demonstrated almost a universal reaction in the entire community. I suggest, Mr President, that this bill is perhaps in the character of this government: Interventionist, very authoritarian, giving far more power to the so-called "lieutenant-gouverneur en conseil", which is basically the cabinet of this government, than any democratic society should wish to see.

Motion de report à trois mois

The degree of resistance to this legislation is such, Mr President, that I would like to formally make a motion under section 56.5, a motion to delay the study of this project, this bill, for three months, so that a proper parliamentary committee to study the implications of this law could be heard. Thank you, Mr President.

Le Président: Merci M. le député de Pointe-Claire.

M. Pagé: Sur la motion de report.

Le Président: Sur la motion de report, M. le député de Portneuf.

M. Michel Pagé

M. Pagé: M. le Président, mon collègue de Pointe-Claire vient de déposer une motion demandant que le projet de loi 110...

M. le Président, pouvez-vous demander au député de Laviolette, soit de reprendre son fauteuil ou de se taire, un des deux.

M. Jolivet: ...

M. Gratton: Voyons donc, Colombo, pourquoi es-tu de mauvaise humeur comme cela tout d'un coup?

M. Pagé: M. le Président, le député de Verchères devrait aller se coucher!

M. Gratton: Si tu es fatigué, va te coucher!

Une Voix: ... Marquise de Pompadour.

M. Pagé: Il y a deux sortes d'espèces, M. le Président, à qui je dis: Va donc te coucher. Il y a le député de Charbonneau; vous connaissez l'autre espèce. Le député de Verchères, c'est-à-dire!

M. le Président, le député de Pointe-Claire vient de déposer une motion; il vient de présenter à l'Assemblée une motion demandant que cette assemblée accepte d'ajourner l'étude du projet de loi 110 à dans trois mois.

M. le Président, il faut se placer dans la possibilité, dans la conjoncture où cette motion pourrait être acceptée. Le gouvernement nous répondra, le ministre du Travail nous dira probablement d'ici quelques minutes que son projet de loi se doit d'être adopté dans les délais les plus brefs, que les gens de la construction ont besoin de cette loi.

M. le Président, vous savez, si nous avions un délai de trois mois, cela permettrait beaucoup de choses. D'abord, qu'est-ce qui arriverait à l'Office de la construction du Québec si la loi 110 était reportée, si son étude était reportée vers le 15 ou le 20 mars prochain? Mme le Président, il n'y aurait pas beaucoup de changements. On sait, tout le monde est au fait que nous sommes dans une période transitoire à l'Office de la construction actuellement, le président de l'office a démissionné, des commissaires auraient demandé d'être mutés ou seraient mutés possiblement avec indemnité, d'ailleurs, de la part de l'OCQ, entre parenthèses, Mme le Président, des sommes payées par ceux qui participent à l'Office de la construction du Québec, c'est-à-dire qui sont les employeurs, les employés, qui pourront éventuellement payer les indemnités consenties par le gouvernement aux administrateurs de l'OCQ pour que ceux-ci acceptent volontiers de quitter leurs fonctions.

On a un président par intérim qui vient d'être désigné à l'Office de la construction du Québec, en la personne du sous-ministre adjoint à la sécurité, M. Guy Lapointe. Celui-ci vient d'arriver.

Il aura à prendre le fauteuil et à occuper ses fonctions d'ici quelques jours. Le Conseil consultatif du travail vient de donner un rapport au ministre à savoir que ce dernier devrait profiter de l'intérim de M. Guy Lapointe pour vraiment déterminer, pour vraiment juger ce qu'il est opportun de faire ou de ne pas faire dans le cas de l'Office de la construction.

Donc, le délai de trois mois serait profitable au gouvernement dans la détermination qu'il doit faire et le temps qu'il doit se donner pour l'établissement de nouveaux mécanismes à l'Office de la construction du Québec.

Qu'arriverait-il, Mme le Président, dans le cas de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, advenant le cas où le projet de loi 110 ne serait pas adopté immédiatement? Ce qui arriverait — ce ne serait pas compliqué — c'est que le projet de règlement présenté par l'AECQ en février 1978, sur lequel le ministre du Travail et député d'Anjou a tergiversé, étudié et analysé pendant près de dix mois avant d'en arriver à l'adoption d'une position définitive de sa part, cela voudrait donc dire que trois mois permettraient au ministre, obligerait le lieutenant-gouverneur en conseil à adopter le règlement présenté par l'AECQ en février dernier.

Les prochaines négociations pour le renouvellement du décret pourraient s'amorcer sur la foi de ce règlement présenté par l'AECQ. Le ministre aurait tout le temps nécessaire, lors de la reprise des travaux de cette Assemblée en mars prochain, pour présenter sa loi, pour l'amener pour étude en troisième lecture et en terminer l'adoption.

C'est ainsi que ce délai de trois mois permettrait certainement et je pense que le ministre va souscrire au principe voulant que ce délai lui permettrait de consulter davantage les parties dans le cas de l'Association des entrepreneurs en construction, de commander peut-être, Mme le Président, un vote chez tous les membres de l'AECQ et chez les membres des six associations participantes.

Qu'arriverait-il dans le cas des artisans? Vous savez que j'ai bien insisté sur le fait que toute cette question est directement reliée au règlement de placement dans l'industrie de la construction. Je ne veux pas revenir sur le point, Mme le Président, mais ces deux aspects sont intimement liés. On se rappellera qu'il y a quelques semaines — à peine trois semaines — le gouvernement a accepté une motion que j'ai présentée demandant qu'une commission parlementaire siège et analyse les impacts du règlement de placement dans l'industrie de la construction.

Si le projet de loi était reporté à trois mois, nous pourrions tenir cette commission parlementaire. On pourrait maintenant voir les impacts possibles du projet de loi 110 sur le règlement de placement. Le ministre pourrait, en consultation avec l'OCQ, voir, analyser ce qui arrivera avec le projet de loi 110, voir combien de travailleurs du Québec actuellement classés "B", classés "C", s'en iront comme artisans afin d'échapper à l'application du règlement de placement, voir

combien de travailleurs classés "A" actuellement, selon ce même règlement de placement, choisiront de profiter éventuellement des dispositions du projet de loi 110.

Somme toute, il n'y a pas de quoi fouetter un chat et ce délai de trois mois serait non seulement profitable à la démocratie dans le sens que les groupes en présence, les personnes concernées, soit à l'AECQ, soit à l'OCQ, au comité mixte et tout cela, pourraient faire part au gouvernement, bénéficieraient d'un délai additionnel de trois mois pour faire part au gouvernement de leur position à l'égard de ce projet de loi qui a été présenté à la fin de novembre, début décembre, qui est étudié à la vapeur, qui est étudié au mérite d'une Assemblée nationale bouleversée dans ses travaux.

Il est 2 h 45 du matin, Mme le Président, et je ne crois pas que le gouvernement affiche un sens des responsabilités assez poussé en obligeant les parties en présence et l'Assemblée nationale à se soumettre à ce rythme bouleversé de nos travaux.

Mme le Président, il y a aussi un autre élément qu'il est important de souligner, de signaler dans tout ce débat. Il a été très bien mis en relief par mon collègue, le député de Johnson tout à l'heure. Tout le monde est contre ce projet de loi, les centrales syndicales, la CSN s'est montrée contre le projet de loi, la CSN-Construction a d'ailleurs eu l'occasion d'en faire part aux différents députés ici à l'Assemblée. On en a rencontré plusieurs de ses représentants jeudi soir dernier. La Fédération des travailleurs du Québec, le Conseil provincial des métiers de la construction, l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, tous les groupes intéressés ou directement concernés par ce projet de loi sont contre le projet. Un délai de trois mois permettrait au ministre du Travail de convoquer sa commission parlementaire et de venir dire aux groupes directement visés, aux personnes concernées par le projet de loi, pourquoi ces personnes et pourquoi nous, on devrait être pour ce projet de loi. Evidemment, le ministre pourra aussi profiter de ce délai pour répondre aux nombreuses questions et peut-être poser 25 ou 30 questions — tant vendredi soir dernier qu'aujourd'hui — sur ce sujet, des questions bien pertinentes sur la question du salarié, la question de l'artisan, la question de l'Association des entrepreneurs en construction et tout cela.

Il va de soi, Mme le Président, que nous souscrirons à la motion présentée par le député de Pointe-Claire. Il est tout à fait justifié, à ce moment, que le gouvernement mette un temps d'arrêt à son projet de loi 110, que le gouvernement consulte les parties en cause, que le gouvernement étudie et analyse davantage les impacts de l'application et de l'adoption éventuelle de cette loi. Ce serait de la clairvoyance. Le gouvernement se targue d'être transparent, de consulter les parties. À entendre parler ses membres, on n'a jamais eu un gouvernement aussi démocrate. Démontrez-le et prouvez-le. Que le gouvernement accepte la motion, dans un premier temps; dans un deuxième temps, qu'il convoque la commission parlementaire, et dans un troisième temps, qu'il

consulte davantage les parties. C'était là l'essentiel de mes remarques; on sera pour cette motion.

M. Johnson: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre.

M. Pierre-Marc Johnson

M. Johnson: Mme le Président, brièvement sur la motion de report. Evidemment, c'est totalement aberrant cette motion de report, ce qui ne m'étonne pas de la part du député de Pointe-Claire qui vient de découvrir qu'il a un certain pouvoir comme parlementaire ici. Evidemment, que le Parlement soit obligé de payer le prix des "ego-trips" du député de Pointe-Claire, c'est peut-être regrettable, d'autant plus qu'il semble avoir une méconnaissance totale de ce projet de loi. Evidemment, le député de Pointe-Claire est encore absent, ce qui n'est pas nouveau. Quant au critique officiel du Parti libéral qui, en l'espace de dix minutes, a réussi à ne rien dire, pour tuer le temps, parce que c'est évidemment le type de manoeuvre auquel nous faisons face en ce moment...

M. Pagé: Répondez donc aux questions sur la commission parlementaire.

M. Johnson: Je pense que cette motion de report démontre encore une fois que le député de Portneuf n'a pas fait ses devoirs. Il est bien évident que si le député de Portneuf avait un peu étudié la loi dont il est question et les lois qui sont amendées par la loi 110, il se serait rendu compte que les statuts de l'AECQ...

M. Pagé: Mme le Président, je soulève une question de privilège! La loi 110, je l'ai très bien étudiée. D'ailleurs, le ministre en sait quelque chose par mon intervention. Il en saura quelque chose par la commission parlementaire qui va siéger. Dites-nous donc pourquoi vous ne devriez pas adopter la motion, plutôt que d'essayer...

Mme le Vice-Président: M. le député, vous m'avez dit que vous vous leviez sur une question de privilège. Cela ressemble davantage à une question.

M. le ministre.

M. Johnson: Mme le Président, je pense que les lois de la construction, pour ceux qui les connaissent, démontrent qu'il y a un décret qui, normalement, arrivera à expiration au mois d'avril, que la période de négociation doit commencer le 1er février ou à la fin du mois de janvier, début de février. Il est donc bien évident que les syndicats qui ont procédé à un maraudage qui s'est fait dans un climat de normalité récemment ont en face d'eux une partie patronale qui peut avoir des mandats. Il faut que la partie patronale soit organisée.
(2 h 50)

Or, la partie patronale, au moment où nous nous parlons, n'est pas organisée et il est bien évident qu'une motion de report à trois mois nous amènerait à donner à la partie patronale sa structure de négociation, alors que le décret est à peu près expiré et que la phase de négociation est à toutes fins pratiques terminée. Je pense que si le député de Portneuf avait regardé d'un peu plus près ces projets de loi, il se serait rendu compte que cette motion de report à trois mois est parfaitement aberrante.

D'autre part, on a invoqué la nécessité de la vaste consultation. La vaste consultation, je suppose qu le député de Portneuf devrait également savoir qu'il y a un rapport du comité Hébert qui a été écrit sur cette question; je suis sûr qu'il l'a lu d'un couvert à l'autre. J'ai d'ailleurs remarqué la précision de ses interventions qui me laissaient presque entendre qu'il l'avait lu, en diagonale en tout cas. Le rapport Hébert a été l'occasion, Mme la Présidente, d'une très vaste consultation qui a duré six mois auprès de toutes les parties impliquées dans le secteur de la construction. Compte tenu du fait que ce Parlement a quand même une légitimité, que les députés y siégeant peuvent se faire une idée sur des problèmes même s'ils sont un peu complexes et que cette consultation a déjà eu lieu, je pense que le Parlement peut se prononcer sur ces questions une après l'autre d'ici Noël.

Mme le Vice-Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Fernand Grenier

M. Grenier: Mme le Président, cette fois ce n'était pas mon intention, bien sûr, d'intervenir sur le projet de loi. Sur la motion de report, j'ai demandé à mon caucus l'autorisation d'intervenir puisque je ne trouvais pas normal... Il y a eu un consensus accepté, Mme le Président. Bien honnêtement, je pense bien que si le gouvernement qui se veut sérieux, qui se veut un gouvernement qui sait administrer, rendu à trois heures du matin, pourrait peut-être ajourner pendant cinq minutes pour nous permettre d'aller se faire la barbe, cela paraîtrait mieux pour ses ministres qui se pavent devant la télévision depuis le début de la journée. On entame notre vingtième heure de travail de la journée; il serait peut-être prudent qu'on leur laisse cinq minutes puisqu'ils ont envahi les écrans plus souvent qu'à leur tour.

Mme le Président, bien sûr que je ne suis pas un spécialiste en matière de relations de travail et vous le savez, je n'ai pas à en faire la preuve; cependant, pour une motion de report, quand nous sommes en Chambre pour faire l'étude d'une loi aussi importante que la loi 110 que nous avons ici, je pense que tout parlementaire se doit d'intervenir en autant que cette motion de report le touche en ce sens que nous aimerions en connaître davantage sur une loi comme celle-là. Je suis "surprise"... je suis surpris, Mme le Président, de voir...

Une Voix: Surprise.

M. Grenier: On commence à être mêlé. Je veux être poli à votre endroit. Les heures commencent à nous mêler. Vous devez être surprise aussi de nous voir encore ici à débattre ce projet de loi à cette heure-ci.

Quant à cette motion de report, le ministre ne devrait pas être surpris qu'on demande de reporter cette loi à deux ou trois mois, comme l'a dit le député de Pointe-Claire. Il suffirait de lire — bien sûr que je n'ai pas le droit de lire les articles — pour vous rappeler certaines parties du préambule de la loi, qui disent à g), d'apporter des modifications à la procédure d'appel existante. Vous avez une partie dans la loi ici qui est trop importante, je pense, Mme le Président, pour qu'on se permette de passer cette loi dans les quelques heures qui nous restent d'ici le 21 au soir.

Le ministre ne sera sûrement pas surpris d'entendre l'argumentation de l'Opposition. Ce n'est pas dans notre nature, de ce côté-ci, de faire exprès pour retarder les lois, vous le savez, mais quant à la loi 110, on a entendu le leader parlementaire qui l'a fait avant d'aller se coucher il y a à peine une demi-heure, il nous a demandé d'intervenir s'il y avait une motion de report; il voulait absolument voir si c'était possible d'amener la commission parlementaire afin qu'on entende les parties intéressées. On en a signalé quelques-unes tout à l'heure, on a parlé de l'Association des entrepreneurs en construction, de la CSN-construction, de la FTQ, de la CSD, du Conseil consultatif du travail et peut-être de d'autres. Nous avons, la semaine dernière, dans le même esprit, demandé au ministre des Affaires sociales de reporter son projet de loi. Oui, justement, il l'a fait. On a demandé une commission parlementaire. On l'a obtenue après plusieurs heures de débat et on l'a obtenue, grâce à l'opposition concertée. Le ministre a reçu huit groupes, pour ceux qui ne le savaient pas. Le ministre des Affaires sociales a reçu huit groupes qui se sont regroupés en deux sections. On a eu deux mémoires qui nous ont été présentés et fort intelligents pour le peu de temps que le gouvernement leur a donné. Ces mémoires ont été faits en l'espace de quelques heures par ces groupes au niveau provincial. On les a entendus en commission pendant une journée. On a commencé le matin à 10 heures et on a terminé le soir à minuit avec les huit groupes, deux mémoires seulement, et si le ministre du Travail voulait accepter cette motion, on a des personnes...

Pourriez-vous rappeler à l'ordre le député de Papineau qui ne comprend rien au débat? Il est trop tard pour lui. Il ne fait que rire. Il ne comprend plus rien. Il faudrait peut-être lui demander d'aller se coucher. Ce n'est pas tout le monde qui peut supporter des sessions de cette longueur. Cela serait peut-être prudent de lui demander... ce n'est peut-être pas dans ses moeurs de veiller si tard. Nous autres, on a l'habitude.

Mme le Président, on a demandé au ministre des Affaires sociales de nous faire entendre les groupes concernés la semaine dernière. Il a accepté et, comme on le lui disait, ce n'est pas lui le meilleur du cabinet, c'est le moins pire. Il a

accepté de rencontrer ici les huit groupes. On a mis beaucoup de pression, on y est allé et on appris des choses, par mal de choses sur la loi 84 et sur la loi 103, choses que ces gens du milieu nous ont apprises.

J'ai l'impression qu'il serait intéressant d'entendre les cinq groupes que j'ai nommés ici tout à l'heure et qui ont été repris par d'autres personnes.

Je suis convaincu que le ministre apporterait des modifications, comme l'a fait le ministre des Affaires sociales la semaine dernière après qu'on eût entendu les groupes. On badine là-dessus, on parlait tout à l'heure... et j'ai été désappointé d'entendre le ministre du Travail, que le député de Johnson a dit être de bonne famille tout à l'heure, dire ce qu'il a dit du député de Pointe-Claire.

La motion de report est sérieuse, même si elle arrive à trois heures du matin. Elle est sérieuse, et les groupes qu'on demande de recevoir ici nous apprendraient des choses sur cette loi de vapeur. Cela m'étonne que ce gouvernement nous amène des lois de ce genre. Je suis surpris de cela. J'aurais pu accepter une petite loi à la fin, mais pas une loi qui change des choses en profondeur comme cela. Je suis surpris, encore une fois. Je vous l'ai déjà dit, Mme le Président, vous faites bien d'être en retrait de ce gouvernement, d'avoir accepté un poste de vice-président. Vous faites bien parce que c'est avec de telles lois qu'on va se brûler. Vous allez peut-être protéger votre siège, du fait que vous ne soyez pas trop acoquinée à ce gouvernement. Ce n'est certainement pas en nous présentant cette loi en l'espace de quelques heures et en nous la faisant voter... Cette loi sur le travail chambarde tout et fait du ministre, comme le disait le député de Johnson — cela a été repris par le député de Portneuf — une espèce de dictateur. Ils pensent nous faire avaler cela dans la nuit, à trois heures du matin. On n'est pas en Guyane ici. Je vous l'ai déjà dit. On ne l'avalera pas le Kool-Aid à trois heures du matin. Ce n'est pas vrai.

On donne ici, à i), un pouvoir de réglementation additionnelle à la régie. C'est justement contre cela qu'on s'est battu lors de l'étude d'un autre projet de loi. La régie des Affaires sociales avait trop de pouvoirs. Le ministre l'a compris et lui en a enlevé. Vous le demanderez au député de L'Acadie, au député de Saint-Laurent, au député de Gaspé et à moi-même, nous nous sommes battus là-dessus et le ministre des Affaires a enlevé des pouvoirs à la régie.

On vous demande de nous aider, Mme le Président, à faire comprendre aux gens d'en face que cette motion présentée par le député de Pointe-Claire devrait être acceptée par le gouvernement.

Il y a des députés qui ne comprennent pas la portée de ce que nous disons ce soir, ils devraient être heureux de voir qu'on les aide. Cette loi va nuire au gouvernement. Cela a été dit assez clairement tout à l'heure par les deux porte-parole du Parti libéral et de l'Union Nationale. Cela a été

dit clairement et je pense qu'on a toutes les raisons...

Vous voyez à e), dans le préambule encore une fois, "permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier tout règlement que l'office soumet à son approbation." C'était la même chose dans la loi des Affaires sociales. C'était exactement la même chose. On ne voulait pas donner au lieutenant-gouverneur en conseil ce pouvoir. Vous demanderez encore au député de L'Acadie quelle bataille on a faite là-dessus et on l'a gagnée. Quant aux lois 84 et 103, ce n'est pas sûr qu'on n'en retirera pas une des deux. On regardera cela ce matin en Chambre... peut-être les deux aussi au train où vont les choses.

(3 heures)

Le ministre s'est rendu compte que cela n'avait pas de bon sens. Il a été inspiré par quelques technocrates autour de lui, et il s'est laissé embarquer, comme le ministre du Travail. Ce n'est pas pour le bien des gens de la construction... On en a fait la preuve en noir sur blanc ce soir et on vous demande une chose, c'est de comprendre le bon sens à 3 heures du matin, de comprendre qu'une loi semblable, on n'étudie pas cela à ces heures de la nuit. Le député de Saint-Laurent arrive, je le vois. Il a été témoin lui aussi du recul qu'a fait le ministre des Affaires sociales la semaine dernière sur les lois 84 et 103 et je suis convaincu que le ministre du Travail, s'il refuse de nous donner cette commission qui pourra entendre ces cinq groupes qu'on vous a nommés, peut-être six, c'est à cause de raisons comme celles-là. Il ne veut pas entendre ces gens qui sont ici au milieu de la nuit, qui sont venus entendre nos Débats, ces propos que nous tenons sur cette loi et ils nous voient nous battre à 3 heures du matin. Cela ne virera peut-être à rien demain matin.

Je vous garantis une chose. Il va apprendre de ce côté-là, le gouvernement, il va apprendre une chose, c'est qu'on ne se laissera pas passer au rouleau compresseur cette nuit. Ce n'est pas vrai. On est une équipe pas mal valeureuse de ce côté-ci. Ce ne sont pas les sept ou huit heures de siège qu'on nous fait faire cette nuit qui vont nous casser. Ce n'est pas vrai. Le jeune leader parlementaire adjoint de l'adjoint a tenté cela l'autre nuit. Cela n'a pas fonctionné et cela ne fonctionnera pas plus avec l'autre. On la désire, cette commission, et on a fait la preuve la semaine dernière qu'il serait utile d'avoir une commission. On a fait changer d'idée au ministre pour nous permettre de rencontrer ces groupes. C'était vrai aux Affaires sociales et plus je regarde, même si je ne suis pas un spécialiste, c'est effrayant comme cela lui ressemble. J'ai quasiment la conviction qu'il y a des hauts fonctionnaires qui ont fait des "switch" dans les ministères. Ils sont allés aider à écrire certains articles de cette loi. Je reconnais des gens des Affaires sociales qui ont traversé au Travail, je pense.

Le ministre trouve cela drôle. Je regrette, Madame, que mon temps soit épuisé. Je vous reviendrai en deuxième lecture. Vous pouvez en

être sûre. Il me reste pas mal de choses à vous dire sur cette loi. Je vous remercie.

Mme le Vice-Président: Cette motion de M. le député de Pointe-Claire proposant que soit retranché le mot "maintenant" pour le remplacer, à la fin, par "dans trois mois", est-elle...

M. Lavoie: Mme le Président, j'ai une question de directive, s'il vous plaît.

Mme le Vice-Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Le député de Mégantic-Compton m'a indiqué que vous lui avez fait signe que son temps était expiré.

Mme le Vice-Président: Je lui faisais signe qu'il restait une demi-minute.

M. Lavoie: Bon! Si le député de Mégantic-Compton voulait se retirer quelques instants, cela me donnerait l'occasion de vous dire qu'il avait droit à une demi-heure, Mme le Président, au nom de son parti. Mais du fait qu'il a repris son siège, on est sauvé.

Mme le Vice-Président: Cette motion de report sera-t-elle adoptée?

Des Voix: Vote enregistré.

Mme le Vice-Président: Qu'on appelle les députés.

Suspension de la séance à 3 h 3

Reprise de la séance à 3 h 12

Mise aux voix de la motion de report

Le Président: S'il vous plaît! Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la motion présentée par M. le député de Pointe-Claire à l'effet de reporter de trois mois l'étude en deuxième lecture du projet de loi no 110, Loi modifiant la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction et d'autres dispositions législatives. Que ceux et celles qui sont en faveur de cette motion de report veuillent bien se lever s'il vous plaît.

Le Secrétaire adjoint: MM. Shaw, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Forget, Goldbloom, Ciacia, Lamontagne, Giasson, Blank, O'Gallagher, Picotte, Scowen, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Springate, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Roy.

Le Président: Que ceux et celles qui sont contre cette motion de report veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Lévesque (Tailleur), Charron, Cardinal, Tremblay, Bérubé, Mme Cuerrier, MM. de Belleval, Johnson, Proulx, Duhaim, Tardif, Martel, Paquet, Chevrette, Bertrand, Fallu, Michaud, Rancourt, Laberge, Guay, Grégoire, Lefebvre, Laplante, Bisaillon, Gendron, Mercier, Alfred, Marquis, Gagnon, Ouellette, Perron, Clair, Lavigne, Dussault, Boucher, Beauséjour, Desbiens, Bordeleau, Charbonneau, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Lacoste, Jolivet.

Le Président: Les abstentions?

Le Secrétaire: Pour: 22 — Contre: 43

Le Président: La motion est rejetée. Alors, la reprise maintenant...

M. Charron: La réplique.

M. Johnson: La réplique, M. le Président.

Le Président: M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, votre droit de réplique.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le député de Gatineau...

M. Charron: Non, M. le Président, j'invoque le règlement. Je crois que vous devez reconnaître le ministre du Travail et de Main-d'Oeuvre. Je pense que tout le monde a très bien compris que vous l'aviez reconnu, qu'il avait été effectivement le premier à vous demander la parole.

M. Gratton: M. le Président, sur la question de règlement. Je pense que vous reconnaîtrez tout de suite que selon la coutume en cette Chambre, lorsqu'un ministre parrain d'un projet de loi se lève pour exercer son droit de réplique, la présidence, normalement, demande s'il y a d'autres intervenants avant que le ministre n'exerce son droit de réplique. Or, vous n'avez même pas eu besoin de le faire, M. le Président, puisque je me suis immédiatement levé pour intervenir. Je vous dirai que si je ne me suis pas levé plus tôt, c'est que j'avais eu un avis du député de Joliette-Montcalm qui m'avait prévenu de son intention d'intervenir.

Donc, je demande le droit de parole pour intervenir sur ce débat de deuxième lecture.

M. Johnson: M. le Président, peut-être pour vous éviter une situation où vous êtes obligé de trancher un dilemme tellement douloureux, je vais évidemment donner mon consentement pour que le député de Gatineau puisse prendre la parole.

M. Gratton: M. le Président, je n'ai pas demandé de consentement au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, j'ai simplement demandé que vous, en tant que président, appliquiez le règlement selon la coutume.

Le Président: M. le député de Gatineau, puisque vous avez la parole.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Je vous remercie, M. le Président. Je vous dirai tout d'abord que je suis fort heureux que le gouvernement du Parti québécois ait entrepris cette réforme parlementaire qui a revalorisé le rôle du député au point où je puis maintenant intervenir, à 3 h 15 du matin, en deuxième lecture, sur un projet de loi qu'on dit important du côté du gouvernement. Je m'excuse tout de suite de la longueur de ma barbe, M. le Président, il y a déjà 20 heures que je me suis rasé, j'espère pouvoir retourner à ma chambre d'hôtel avant la période des questions pour pouvoir le faire.

Cela étant dit, j'aimerais traiter d'un point en particulier dont on parle dans le projet de loi 110 et au sujet duquel j'ai eu l'occasion de m'exprimer dans cette Chambre à quelques occasions, au cours des dernières semaines. C'est la disposition du projet de loi 110 qui exclut les artisans de l'application de la Loi sur les relations de travail et donc, qui exclut les artisans de l'application du règlement sur le placement dans l'industrie de la construction. J'ai, en quelque sorte, un dilemme, M. le Président, puisque je me dois de reconnaître — je ne vous dérange pas, j'espère — qu'en soustrayant les artisans à l'application du règlement du placement, on rend service à un très grand nombre de personnes qui sont venues nous rencontrer dans nos bureaux de comté pour nous faire valoir les injustices que comportait ce règlement du placement par rapport à ces artisans.

J'avais d'ailleurs donné des exemples concrets, M. le Président, d'artisans du comté de Gatineau qui, parce qu'ils n'avaient pas réussi à comptabiliser le nombre d'heures suffisant au cours de l'année 1977, parce qu'ils travaillaient à leur propre compte et donc, n'avaient pas la possibilité de fournir la preuve de ces heures travaillées, se retrouvaient en regard du règlement sur le placement, sans classification, ni A, ni B, ni C et se voyaient ainsi privés de pouvoir gagner honorablement leur vie dans des chantiers de construction, même là où des entrepreneurs, des employeurs étaient prêts à les engager.

(3 h 20)
Je dois donc me réjouir du fait que le projet de loi no 110 vient régler ce problème des artisans, puisque dorénavant, ces derniers ne seront plus assujettis à l'application du règlement sur le placement. D'ailleurs, M. le Président, c'est presque dire — et cela, le gouvernement et le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre sont moins francs pour l'avouer, sont moins transparents qu'ils ne prétendent l'être — que cela équivaut presque, le projet de loi no 110, à abolir, à toutes fins pratiques, le règlement du placement dans la construction.

Effectivement, M. le Président, il est possible, il est même probable que tous ceux qui sont classés B ou C, en vertu de ce règlement, vont

maintenant pouvoir s'adresser à la Régie des entrepreneurs de la construction pour obtenir leur désignation comme artisans, l'artisan n'étant plus assujéti à l'application de la Loi sur les relations de travail dans le domaine de la construction. Ces gens-là pourront maintenant avoir le même statut que les employés classés A en vertu du règlement, pourront être engagés à titre d'artisans, soit par des individus, soit pas des entrepreneurs en construction et échapper ainsi à l'application du règlement.

On pourrait se réjouir de ce fait-là aussi, M. le Président, compte tenu que mon collègue de Portneuf et l'ensemble des députés d'Opposition réclament, depuis sa mise en vigueur le 1er juillet, sinon l'abolition ou l'abrogation pure et simple, tout au moins des modifications majeures au règlement du placement dans la construction.

Il est peut-être utile de rappeler qu'on en est, avec le projet de loi no 110, à une troisième modification de ce règlement qui, à toutes fins pratiques, n'est en vigueur que depuis quatre mois. C'est donc dire, M. le Président, que les avertissements qu'avait servis l'Opposition officielle au ministre, avant même qu'on ne connaisse le contenu du règlement, c'est-à-dire au moment de voter le projet de loi 65, étaient bien fondés puisqu'on y a apporté, après quatre mois d'application, trois modifications. C'est la troisième en quatre mois, sur ce règlement. Celle-ci est fondamentale, puisque le ministre devra avouer que c'est presque une abrogation, une abolition complète du règlement.

Si cela réglait le problème des régions frontalières, M. le Président, et s'il n'y avait pas d'autres dispositions dans le projet de loi no 110, je serais porté à voter à l'appui de la motion de deuxième lecture. Mais, M. le Président, je n'entrerai pas dans les détails qu'a soulignés mon collègue de Portneuf et que d'autres députés d'Opposition ont soulignés sur le contenu inacceptable du projet de loi no 110, mais particulièrement vis-à-vis des régions frontalières, des travailleurs de la construction subissent présentement et subiront encore plus, à l'avenir, les réactions qu'a suscitées le règlement du placement dans l'industrie de la construction, chez nos voisins de l'Ontario, par exemple.

En présentant son projet de loi no 110, le ministre permet à presque tous les travailleurs de la construction — ceux qui sont classés A, il n'y a pas de problème, ceux qui sont classés B et C pourront maintenant devenir des artisans et échapper au règlement. Mais on garde encore l'onéreux du règlement dans les régions frontalières parce que, à toutes fins utiles, officiellement, le règlement existe toujours. Et il n'y a rien, au moment où on se parle, qui nous indique qu'il y a la moindre possibilité que l'Ontario surseoira à l'adoption de son projet de loi no 136 qui, éventuellement, pourra amener quelque 4000 travailleurs de la construction, résidents de l'Outaouais, à perdre leur emploi en Ontario.

M. le Président, le ministre a beau me faire

signe que non tant qu'il le voudra, tant qu'on n'aura pas entendu les intéressés en commission parlementaire, comme il se refuse à le faire depuis le début, je ne serai pas satisfait, M. le Président. Je reçois, d'ailleurs, tous les jours les fameux cartons dont j'ai parlé ici en Chambre. Forcément, M. le Président, ils nous proviennent de résidents du Québec, de vrais Québécois qui gagnent présentement leur vie dans le domaine de la construction, en Ontario.

M. Pagé: Des véritables travailleurs de la construction.

M. Gratton: Des véritables travailleurs de la construction, des gens qui ont leur certificat de qualification...

M. Pagé: Préjugés favorables.

M. Gratton: Pertinent... C'est très pertinent. Vous êtes en train de l'abolir votre règlement du placement. Vous avez encore les conséquences pour ce qu'il s'agit des résidents du Québec qui travaillent à l'extérieur du Québec dans le domaine de la construction. On pourrait vous parler des centaines de calorifugeurs, M. le Président. Il y en a 800 au Québec. Il y en a une certaine qui travaillent en Alberta, seulement en Alberta, et ils sont menacés justement d'être renvoyés chez eux, présentement. On a la province de Terre-Neuve qui se propose, semble-t-il, d'adopter une réglementation, semblable à celle du Québec et semblable à celle de l'Ontario, qui affectera la possibilité qu'ont les résidents québécois, les travailleurs québécois de la construction de travailler dans le domaine de la construction dans ces provinces. Le ministre aura beau dire que Terre-Neuve, l'Ontario, l'Alberta n'ont aucune raison valable d'adopter de telles mesures, je vous ferai remarquer que c'est le Québec d'abord. Le ministre actuel du Travail et de la Main-d'Oeuvre est le premier qui a adopté une telle réglementation qui fait que, la nature humaine étant ce qu'elle est, on a les réactions que l'on a. Ce ne sont pas les Ontariens qui vont souffrir le plus du projet de loi no 136 de la Législature ontarienne.

Je dis donc que le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre a raté une excellente occasion, en présentant son projet de loi no 110, de ne pas abolir tout simplement son règlement du placement dans la construction. Il l'a fait de façon camouflée en soustrayant les artisans à son application, en invitant, par le fait même, tous ceux qui n'ont pas la classification A à devenir artisans, puisque tout ce qu'ils auront à faire, c'est d'en faire une requête à l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, de fournir un bon de garantie, je ne sais trop, de \$5000, et d'avoir leur certificat de qualification qu'ils ont déjà de toute façon et, hop! du même coup, ils deviennent artisans...

Une Voix: C'est à peu près ce que j'ai dit.

M. Gratton: ... Ils ne sont plus assujettis aux règlements du placement, ils peuvent maintenant travailler au même compte que les travailleurs de la construction classifiés A et ce, dans toutes les régions possibles. C'est ainsi qu'on a adopté un règlement qui est en vigueur depuis le 1er juillet, qu'on s'est rendu compte qu'il ne donnait satisfaction à personne, qu'il créait des injustices flagrantes, surtout dans les secteurs ruraux où l'activité de la construction avait été relativement faible au cours de 1977 et pas tellement meilleure en 1978, qu'il a créé des problèmes flagrants au niveau des régions frontalières où la mobilité des travailleurs entre les provinces est mise en cause présentement. Et, aujourd'hui, il nous arrive avec son projet de loi no 110, il met tout cela de côté, à toutes fins pratiques. Mais au lieu d'être transparent, comme ce gouvernement se vante de l'être, on fait tout cela de façon détournée et on porte encore l'onéreux des conséquences de ce règlement du placement qui ne vaut, à toutes fins utiles, plus rien à compter de l'adoption du projet de loi no 110, qui aura comme seule conséquence palpable et tangible de compromettre l'emploi de milliers de Québécois qui travaillent présentement dans le domaine de la construction à l'extérieur du Québec.

C'est cela, à toutes fins utiles, que le ministre du Travail veut faire. Libre à lui, M. le Président, mais quant à nous de l'Opposition, nous ne marcherons pas...

Une Voix: Contre, non.

M. Gratton:... et c'est pourquoi nous voterons contre la deuxième lecture et, comme l'a dit mon collègue de Portneuf, on entendra parler de nous en commission parlementaire, M. le Président.

Le Vice-Président: Pour être bien sûr, je comprends que c'est la réplique du ministre? M. le ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre, votre réplique.

M. Pierre-Marc Johnson

M. Johnson: Je remercie, M. le Président, tous ceux à qui il reste de l'énergie à 3 h 30 du matin pour discuter de cette motion de deuxième lecture. Je serai extrêmement bref. Je serais tenté de reprendre, point par point, particulièrement plusieurs des inepties énoncées par des membres de l'Opposition, d'autres commentaires qui, je pense, font montre d'un manque flagrant et je dirais peut-être éhonté de connaissances de ce dossier, par certains de ceux qui sont intervenus.
(3 h 30)

Je suis frappé par le fait que chaque fois qu'on parle de construction au Québec, les gens grimpent dans les rideaux. J'ai été d'autant plus étonné d'entendre celui qui a été l'artisan de la première loi, à toutes fins utiles, créant une négociation sectorielle dans la construction, le député de Johnson s'étonner de l'unanimité du monde syndical et du monde patronal contre un

projet de loi qui touche la construction. Dans la longue énumération dont n'a pas voulu nous faire grâce le député de Beauce-Sud, il faudra se rappeler que, à chaque fois, l'ensemble de ces lois a soulevé l'ire et du patronat et du syndicat; ce n'est pas un phénomène nouveau. De façon systématique, dans la construction, chaque fois qu'on touche à ce secteur, les gens grimpent dans les rideaux. C'est un domaine où on peut être conscient que c'est une industrie particulière et importante, mais c'est un domaine où aucun gouvernement n'a jamais réussi à créer un consensus.

C'est ce qui fait que, d'année en année, des reports, des amendements, des retouches ont donné lieu à des débats parfois interminables, ce qui semble être le cas de ce soir. De façon générale, j'aimerais simplement m'adresser à la notion de consultation et d'implication des parties. Je me suis référé, tout à l'heure, au fait que le comité Hébert, qui a quand même siégé pendant six mois, qui a entendu quinze groupements ou personnes et dans lequel 13 des 15 mémoires proposaient une structure patronale qui est à peu près celle que nous présentons devant ce Parlement, le comité Hébert, dis-je, a été un forum, et ceux qui avaient à travailler sur cette loi auraient dû lire le rapport du comité Hébert, ainsi que ses annexes, ainsi que le rapport de Me Hélène Lebel, qui était le rapport dissident dans ce domaine.

De façon générale, c'est un projet de loi qui touche évidemment la question des artisans; nous aurons à revenir sur la définition. J'ai déjà déposé entre les représentants des oppositions, les critiques officiels des différents partis, y compris le député de Beauce-Sud, les amendements que j'apporterai à cette loi pour qu'ils puissent les étudier. Ils n'ont pas semblé en tenir compte, ce soir, dans la plupart de leurs propos. En ce qui concerne les artisans, il s'agit de leur donner leur place au soleil, mais en faisant en sorte que, dans le secteur industriel et commercial, là où ils font affaires avec des entrepreneurs professionnels, ils ne soient pas des coupe-gorge pour les salariés syndiqués.

Quant à la Régie des entreprises en construction du Québec, il faut moderniser cette loi, lui donner plus de pouvoirs pour les fins de protection du consommateur. La question du champ d'application du décret de la construction fera l'objet de commentaires plus particuliers, de précisions en commission parlementaire, également.

Quant à toute la question de l'Office de la construction du Québec, tantôt, devant ce Parlement, on reproche au ministre du Travail les faits et gestes commis par l'Office de la construction, ou on lui reproche certains de ces règlements alors qu'on sait que la loi, au moment où nous la lisons, n'autorise pas le gouvernement à intervenir. Maintenant que le gouvernement veut se donner un pouvoir d'intervention dans les règlements de l'Office de la construction, on grimpe dans les rideaux en disant: Il se donne trop de pouvoirs. Il faudrait peut-être que les gens d'en face nous fassent des suggestions constructives

un jour et nous démontrent qu'ils ont au moins une préhension moyenne des problèmes qui existent à cet office et dans cette industrie, de façon générale.

Quant au reste des amendements apportés aux différentes lois de la construction, ce sont des amendements, particulièrement dans le cas de la structure de l'AECQ, qui sont pressants, qui, au niveau des conséquences qu'ils auront, pourront, je pense, sensiblement améliorer la situation tant pour les travailleurs que pour les employeurs, tant pour la qualité de la négociation que pour la possibilité pour les travailleurs, qu'ils soient artisans ou non, de gagner leur vie et d'avoir leur place au soleil.

Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Messieurs, cette motion...

M. Lavoie: M. le Président...

Le Vice-Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Pour éviter un deuxième vote enregistré, ce soir, est-ce que je pourrais inviter le leader parlementaire du gouvernement à demander à la présidence de remettre ce vote à ce matin, à la fin des affaires courantes?

M. Charron: Volontiers, M. le Président.

Le Vice-Président: On a évoqué l'article 106 pour me demander qu'à ma discrétion, je reporte ce vote. C'est accordé, messieurs. Après les affaires courantes, ce matin.

M. Charron: L'article 20) du feuillet, M. le Président.

Le Vice-Président: Oui, M. le leader parlementaire du gouvernement.

Projet de loi no 71

Deuxième lecture

A l'ordre! M. le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche propose que soit lu une deuxième fois le projet de loi 71, Loi modifiant la Loi de la conservation de la faune. Enfin, c'est à vous, M. le ministre.

M. Levesque (Bonaventure): Question de règlement. M. le Président, je veux simplement, en faisant cette question ou en proposant cette question de règlement, rappeler au gouvernement que, lorsqu'il a proposé à cette assemblée un règlement sessionnel, et je voudrais bien que le leader parlementaire du gouvernement se le rappelle, il a évidemment, à ce moment-là, demandé à l'assemblée d'approuver certaines dispositions qui nous permettaient de dépasser minuit.

M. le Président, nous avons accepté d'avoir des heures plus longues. Mais je pense bien, M. le Président, qu'il n'était pas dans l'esprit, du moins

de ce règlement, qu'on puisse commencer l'étude en deuxième lecture d'un projet de loi à 4 heures moins 20 du matin, un projet de loi de plus de 50 articles.

M. le Président, je voulais simplement, sur une question de règlement...

M. Charron: Quel règlement?

M. Levesque (Bonaventure):... enregistrer ou inscrire cette protestation, alors que, peut-être techniquement et si l'on veut s'en tenir à la lettre du règlement, on a raison de le faire, mais je dis cependant, M. le Président, que ce n'était pas dans l'esprit du règlement et, si on se rappelle les paroles de l'ancien leader parlementaire du gouvernement, le député de Maisonneuve, de telles nuits ne seraient que très exceptionnelles et sûrement que ce n'était pas dans l'intention de ceux qui ont accepté ces dispositions-là de voir commencer l'étude d'un projet de loi à 4 heures moins 20 du matin.

Si on a un respect pour la faune au Québec, pour la conservation de la faune, il me semble, M. le Président, qu'on pourrait y penser à une autre heure que celle-ci.

M. Charron: Sur la question de règlement, M. le Président...

Le Vice-Président: Sur la question de règlement, M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: Sur la question de règlement, je ferai deux remarques. Vous savez comment nous avons fonctionné, depuis ce début du mois de décembre. Il y a un menu quotidien. A l'occasion, nous avons abandonné les dernières tranches. Je pense que nous sommes à la dernière semaine, nous ne pouvons pas le faire. A plusieurs reprises, la Chambre s'est ajournée à 6 heures même. D'autres fois, avant même 10 heures, minuit au maximum. Je crois qu'on a franchi minuit une fois ou deux à peine dans tout le mois de décembre. Et la deuxième remarque...

M. Goldbloom: Trois fois en une seule semaine. Il ne faut pas charrier.

M. Charron: Et ce n'est pas fini non plus.

M. Goldbloom: Très bien, très bien.

M. Charron: Et la deuxième remarque que je veux faire, c'est que moi, j'ai été assis là pendant six ans, au moment où celui qui vient de s'insurger était leader parlementaire du gouvernement. Il n'avait certainement pas la gêne qu'il exprime aujourd'hui.

Le Vice-Président: Messieurs, à l'ordre, s'il vous plaît!

M. Charron: Certainement, certainement.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président...

Le Vice-Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: M. le Président, sur la question de règlement, soulevée par le leader de l'Opposition officielle, je dois vous dire que je suis complètement d'accord, bien sûr, parce que je pense bien qu'à 4 heures moins 20 du matin, si on veut être sérieux, même avec l'argument que vous a donné le leader du gouvernement qui a souffert pendant qu'il était de ce côté-là de la Chambre, ce n'est pas une raison quand même, j'espère que ce n'est pas sa raison majeure pour faire souffrir l'Opposition aujourd'hui. Ce ne serait pas sérieux si c'était cela. Personnellement, si ces gens arrivaient ici avec un projet de quelques articles, ce pourrait aller, mais on tombe avec un projet de loi important. On le présente à 4 heures moins 20; si cela devait être que le ministre a besoin de faire son discours et qu'il a besoin de partir et de nous laisser revenir là-dessus demain, au cours de la journée, je veux bien. Mais qu'on ne commence pas l'étude du projet de loi pour le terminer cette nuit. J'espère que ce n'est pas ce sérieux-là qu'a le gouvernement.

Le Vice-Président: M. le ministre, monsieur... (3 h 40)

M. Lavoie: Une question, très brièvement. À ma connaissance, j'aimerais vérifier qu'il n'y a jamais eu depuis de très nombreuses années de projets de loi dont on a amorcé la deuxième lecture après minuit.

Une Voix: Jamais!

M. Lavoie: Comme la présidence m'a demandé l'autre jour, lorsque j'ai invoqué la jurisprudence, de lui citer la date, le fardeau de la preuve, je crois, appartient au leader parlementaire du gouvernement.

M. Charron: On fera la deuxième lecture.

M. Lavoie: Je lui demanderais de nous citer la date où on a commencé un projet de loi dans le passé après minuit.

M. Charron: Ce sera un précédent. Allons-y!

M. Duhaime: Si cela peut rassurer mes amis d'en face, M. le Président, je vous dirai que je serai très bref. Je suis convaincu qu'ils n'ont pas la même patience qu'on a de ce côté-ci, d'autant plus que ce projet de loi aurait pu être appelé la semaine dernière. Il était 23 h 40, si je me souviens bien. J'en ai parlé avec mes collègues de l'Opposition. Le député de Laval doit s'en souvenir parce que cela faisait suite à un très long débat en commission plénière de sept heures 12 minutes sur le projet de loi 123...

Le Vice-Président: M. le ministre, venez-en à votre projet parce que nous parlerons de la question de règlement.

M. Yves Duhaime

M. Duhaime: Sur le projet de loi 71, M. le Président, je vous dirai tout simplement — je m'en vais être très bref, je vais le faire en quatre points bien sommaires — que nous voulons faire adopter ce projet de loi pour adapter la Loi de la conservation de la faune aux modalités de l'Opération gestion faune que nous avons entreprise au début de l'année 1978. Vous vous rappellerez — et cela fera certainement plaisir à nos amis d'en face de le leur redire — que l'année 1978 a été une étape dans la gestion de la faune et sa conservation puisque cela a été, bien sûr, la fin d'un long régime. Je sais que je rejoindrai certainement l'unanimité de cette Chambre puisqu'à peu près tous les partis représentés à l'Assemblée nationale se sont prononcés pour l'abolition des régimes privés ou des privilèges concernant les clubs sur des territoires et comportant des droits exclusifs de chasse et de pêche, sans vouloir citer aucun leader d'aucun parti.

Je pense que, là-dessus, tous les programmes de tous les partis politiques en cette Chambre se rejoignent. Ceci est une affaire faite et c'est pourquoi, sans citer l'article, je réfère l'Assemblée à l'article 50, qui sera modifié de sorte qu'aucun retour en arrière ne sera désormais possible lorsque ce projet de loi sera adopté. Cependant, nous allons maintenir, probablement pour encore quelques mois, les moratoires concernant les rivières à saumon et concernant aussi les pourvoies de chasse et de pêche. Déjà, plusieurs comités sont sur pied travaillant à des propositions et des formules de façon à assurer à la fois une accessibilité plus grande et une conservation plus adéquate de la faune. Je dirai également que les modifications — et je ne parle que sur le principe du projet de loi — nous seront utiles afin de consolider l'Opération gestion faune entreprise au cours de l'année 1978. Vous allez me permettre, dans ces généralités, d'en dresser un bien bref bilan.

Pour ce qui est des budgets, je pourrais parler longuement, mais je voudrais d'abord en arriver à vous souligner qu'au cours de l'année 1978 il y eut 57 associations de chasseurs et de pêcheurs qui ont été agréées par le ministère et que près de 80 000 personnes ont payé une carte d'adhésion de \$15 qui est en quelque sorte un passeport et qui permet maintenant à tout Québécois et à sa famille d'avoir accès à tout endroit du territoire du Québec avec une seule adhésion à une association de chasse et pêche. Je voudrais également dire que nous avons mis les fonds nécessaires en termes de budget, aussi bien à l'intérieur de l'administration propre de mon ministère qu'en faveur des associations de chasse et pêche. Nous avons mis sur pied un fonds de péréquation de \$1 million qui ont été effectivement versés et nous

avons également mis sur pied un fonds de péréquation qui, cette année, a atteint \$335 000 en faveur des piscicultures privées afin de compenser leur manque à gagner. Également, à l'intérieur de l'Opération solidarité économique nous avons effectivement financé des projets de l'ordre de \$600 000 à travers le Québec et à travers les régions avec les associations de chasse et de pêche.

Sur le plan de la sécurité également, avec cette nouvelle Opération gestion faune, nous avons conduit des campagnes, aussi bien durant la saison de pêche que durant la saison de chasse, de sorte qu'en fin d'année on peut dire que nous avons cette année un meilleur résultat que durant l'année 1977. Il est, bien sûr, à déplorer que des Québécois aient connu la mort ou encore des blessures durant des expéditions de chasse, mais ce qu'il m'apparaît important de souligner, c'est que cette année nous avons un meilleur bilan que l'année dernière. J'ai eu l'occasion de répondre à des questions, je pense, de mon collègue de Maskinongé à ce sujet, mais, vu l'heure tardive, je pense que je pourrai y revenir en réplique. Je me contenterai de dire, pour l'instant, que nous avons connu une bonne saison et que la campagne de sécurité que nous avons conduite à deux reprises au Québec a porté ses fruits.

Bien sûr, en avançant cette politique et cette programmation d'accessibilité à la faune, d'aucuns ont décrié que le cheptel du Québec allait être endommagé et ce, de façon irrémédiable. J'ai eu l'occasion également de répondre à plusieurs reprises, à des questions des députés de l'Opposition. Les chiffres que nous fournissent les bureaux d'enregistrement et les diverses administrations régionales du ministère nous indiquent de façon très claire que cette année 1978, particulièrement durant la saison de chasse, cela a été une saison comme les autres. L'augmentation de la récolte de l'orignal, entre autres choses, a été légèrement supérieure; environ 400 animaux de plus ont été abattus, mais il faut comprendre que cette année le nombre de permis de chasse à l'orignal est passé de 90 000 à au-delà de 100 000. Pour le chevreuil et le caribou, la situation est stable.

Ce projet de loi 71 nous permettra de désigner autrement que par des réserves de chasse et de pêche les zones d'exploitation contrôlée qui ont été ainsi désignées au cours de l'année 1978. Nous aurons maintenant la possibilité d'appeler les choses par leur nom, c'est-à-dire que les zones d'exploitation contrôlée, les zones d'aménagement et de conservation pourront être créées directement par arrêté en conseil plutôt que de s'appeler réserves de chasse et de pêche comme cela a été le cas au cours de l'année 1978.

Il y a une nouveauté également dans le projet de loi. Aux articles 76b et suivants, nous aurons cette possibilité de créer des réserves fauniques, en ce sens qu'une partie du territoire, qu'il soit privé ou public, pourra être désignée comme telle, et le gouvernement du Québec aura un droit de préemption. Ceci m'apparaît important dans la mesure où, depuis plusieurs années, le gouver-

nement fédéral, en particulier, utilisant une loi semblable, est intervenu sur le territoire du Québec en ce qui est de la faune et a mis sur pied de telles réserves fauniques sans que le gouvernement du Québec ne puisse absolument rien faire.

Avec ces nouvelles dispositions, le gouvernement pourra invoquer ce droit de préemption, offrir de se porter acquéreur dans un délai de soixante jours. Les détails sont dans le projet de loi. Je pense que c'est à l'avantage de la faune et, plus particulièrement, des oiseaux migrateurs.

Un chapitre important est modifié dans le présent projet de loi. On en a beaucoup parlé au cours de l'année. Très souvent, autant les chroniqueurs de chasse et de pêche que les amateurs de chasse et de pêche se plaignent que les amendes et les pénalités dans le domaine de la chasse et de la pêche sont ou bien ridicules ou bien dérisoires, ou, en tout cas, insuffisantes. Nous avons modifié tout le chapitre concernant les amendes et les pénalités de façon à hausser les planchers et à doubler, dans certains cas, les amendes.

(3 h 50)

Je voudrais vous donner un seul exemple pour bien vous faire comprendre la situation. Celui qui commence à chasser l'orignal trois jours avant le début de la saison pourrait se voir condamné à une amende de \$300 sous la loi actuelle ou encore à une peine d'emprisonnement n'excédant pas huit jours. Qu'est-ce qui se produit devant le tribunal? Il se produit que la cour le condamne, s'il se reconnaît coupable ou encore s'il est reconnu coupable, à \$300 d'amende ou encore, à un jour de prison. Ce qui signifie, en pratique, deux heures de séjour dans un palais de justice, de sorte que les agents de conservation deviennent en furie; le citoyen qui s'est rendu coupable d'une telle infraction ne prend pas la chose au sérieux et c'est la faune qui, finalement, en subit le préjudice le plus lourd. Dans la loi que nous proposons, ce plancher discrétionnaire en faveur de la cour disparaît, de sorte que ce sera une amende de \$300. Nous n'avons pas voulu toucher à ce montant de \$300, mais il n'y aura pas de latitude de "n'excédant pas huit jours", ce sera huit jours minimum. Il en va ainsi dans certains cas où c'est porté à un mois et je pense que c'est un renforcement. On a dit très souvent que la Loi de la conservation de la faune n'avait pas de dents; je pense que la présente loi va lui donner des dents, si je puis m'exprimer ainsi.

Une modification importante également. Dans la loi 58 actuelle que nous amendons par le projet de loi 71, en aucun endroit de cette loi est-il fait mention de certificat du chasseur. Le certificat du chasseur a été introduit dans notre législation, non pas par une loi mais par un règlement, ce qu'il m'apparaît important de souligner. Ici, nous introduisons par la loi 71 le certificat du chasseur avec des conditions d'émission et des conditions de suspension. Nous avons eu l'occasion d'en discuter longuement lors de nos rencontres avec, entre autres, le Conseil de la faune, la Fédération québécoise de la faune, la Fédération de nature 2000, la Fédération des SACERF, l'Association des

pourvoyeurs de chasse et de pêche du Québec, les Chroniqueurs de chasse et de pêche du Québec, l'Association des pêcheurs sportifs de saumon du Québec, l'Association des pisciculteurs privés du Québec également. La plupart de ces gens ont attiré notre attention sur les dispositions de l'article 49 que nous allons modifier.

Il y a eu beaucoup d'inquiétudes et je pense qu'elles ont été créées inutilement dans ce sens que le lieutenant-gouverneur en conseil se gardait le loisir ou la discrétion d'appliquer ces conditions de suspension du certificat du chasseur lors d'une infraction. Il faut bien dire que la loi actuelle est absolument aveugle. Toute infraction à la Loi de la conservation de la faune entraîne automatiquement la suspension du certificat ou du permis de chasse — devrais-je dire — pour une période de quinze mois. Que l'on prenne un lièvre de plus au collet ou encore deux perdrix de plus, ou encore que l'on transporte une arme dans des conditions prohibées, c'est automatiquement la suspension du certificat du chasseur. Ce qu'on a voulu introduire c'est une réglementation par laquelle nous pourrions introduire un système de points de démerite — je l'annonce ce soir peut-être pour la première fois — un peu comme nous le retrouvons au Code de la route, en ce sens que les .08 ou les infractions majeures entraîneront automatiquement la suspension du certificat du chasseur, donc de tous les permis de chasse, tandis que les infractions mineures pourraient comporter des points. Le cumul de ces points pourraient, sur une période de deux ans, entraîner la suspension du certificat du chasseur.

La réglementation, bien sûr, n'est pas prête et je suis ouvert avec mes collègues pour en discuter. Enfin, il ne m'apparaît pas, Mme la Présidente, que ce soit un projet de loi fort contentieux. Ne serait-ce que pour nous dégager de nos préoccupations d'aujourd'hui, après les discussions sur la loi 108, la loi sur la Société générale de financement, nous souhaiterions que cette loi soit adoptée avant l'ajournement de Noël parce que, comme vous le savez, la saison de chasse 1979 et à plus forte raison la saison de pêche 1979 sont déjà en train de s'organiser, et à la suite de l'adoption de cette loi, des règlements, bien sûr, seront adoptés. Il serait donc urgent que nous puissions l'adopter pour mettre la tuyauterie à l'heure, si je puis dire. Je sais que mes collègues de l'Opposition vont sûrement attirer mon attention sur le fait que le pouvoir réglementaire est très grand dans cette loi. Je leur dis: Oui, c'est vrai, le pouvoir réglementaire est très grand, mais ce n'est pas la loi 71 qui l'augmente; il existe déjà et si vous vous référez à la loi actuelle, qu'on connaît comme étant la loi 58, vous verrez qu'elle comporte déjà 26 paragraphes que vous retrouverez à l'article 77. Ce sont les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil.

Moi-même et les gens de mon contentieux avons fait faire le relevé de la réglementation concernant la chasse et la pêche. Quelques centaines de règlements existent. J'aurais aimé, comme mon collègue de l'Immigration l'a fait lors

d'une discussion sur son projet de loi, déposer devant l'Assemblée nationale, les règlements inhérents à un tel projet de loi; mais je vous avoue que c'est tout simplement impossible.

Je ne demanderai pas à mes collègues de l'Assemblée nationale de légiférer dans quelles conditions et à quelle heure du jour ou de la nuit, on pourra chasser, par exemple, le raton laveur, ou encore à quelle heure du jour ou de la nuit et à quelle période de l'année, on pourra chasser le lièvre et la perdrix... à l'aube, c'est toujours incertain.

Je pense que, de tout temps, ce pouvoir a été résiduaire. Il a été laissé au lieutenant-gouverneur en conseil. De tout temps, cela a toujours été inclus à l'intérieur du pouvoir réglementaire. Le seul que nous ajoutons, vous allez le retrouver au paragraphe d) de l'article 77.

Je recommande donc à l'Assemblée, Mme la Présidente, l'adoption de ce projet de loi.

Mme le Vice-Président: M. le député de Maskinongé.

M. Yvon Picotte

M. Picotte: Mme la Présidente, je suis vraiment malheureux pour mon bon ami le député de Saint-Maurice, ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche qui parraine une des rares lois au cours de cette session concernant le tourisme, la chasse et la pêche, qui rend énormément de services comme leader adjoint au leader du gouvernement, du peu de considération qu'on lui fait de présenter une loi à quatre heures du matin, au moment même où on se parle, une loi aussi importante.

Quand même, je vous dirai tout simplement que j'avais l'intention, dès que nous avons discuté ensemble — le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche — il y a tout près d'une semaine, que nos interventions pourraient se résumer, nous de l'Opposition officielle, aux alentours d'une heure, parce que nous considérons qu'il était important de discuter de ce projet de loi à fond. Je dois vous prévenir immédiatement, Mme la Présidente, que j'utiliserai, sinon tout le droit de parole qui m'est donné par le règlement au nom de l'Opposition officielle mais pas loin.

Puisque ce projet de loi du ministre nous invite à un débat de fond, il nous fait plaisir de lui exposer nos points de vue sur les implications des modifications qu'il veut apporter à la loi actuelle, la conservation de la faune.

En effet, M. le ministre, vous aurez nos positions, positions qui ne sont pas nouvelles d'ailleurs, puisque mon collègue, le député de Portneuf, a eu l'occasion, dans le passé, de vous les mentionner à de multiples reprises.

Qu'il s'agisse de gestion de personnel tant sur la disparition du service de la conservation de la faune que de la nomination de bénévoles pour assister les agents de la conservation dans leur travail, je n'ai pas besoin de vous dire que nous insisterons sur la suspension du certificat du

chasseur, de même qu'un retour au permis de pêche.

Enfin, discuter de la Loi de la conservation de la faune, sans aborder le problème des ZAC et des ZEC et des réserves fauniques ou autres serait un oubli impardonnable. Dès le début, je dois faire remarquer au ministre que nous nous posons des questions sur les motifs que sous-tend l'article 2. Comme je sais que le règlement ne me permet pas de discuter de l'article 2, je vous soulignerai tout simplement qu'il s'agira à l'avenir que le ministre verra à la conservation de la faune et les agents de conservation sont notamment chargés de veiller à l'application des lois, des règlements concernant la faune et de renseigner le public relativement aux dispositions de ces lois et règlements.

Le service de la conservation de la faune serait-il — et c'est une question que je me pose tout simplement — devenu embarrassant, d'après cet article du projet de loi ou certains individus, au sein même de ce service, seraient-ils, aux yeux du ministre, des indésirables?

(4 heures)

Vous avez d'autres moyens, je pense, M. le ministre, pour régler ce problème et, tout dernièrement, j'en faisais état ici même à l'Assemblée nationale lors d'une question que je posais au premier ministre concernant la mutation de trois sous-ministres au niveau de votre ministère. A ce moment-là, il aurait peut-être été préférable, plutôt que d'abolir ce service de la faune, que le ministre se serve des mêmes pouvoirs dont il s'est servi tout dernièrement pour limoger ses trois sous-ministres.

Quels sont les véritables motifs qui vous font prendre une responsabilité, vous, le législateur, relevant du pouvoir exécutif? Il est inadmissible, Mme la Présidente, de faire disparaître le service de conservation de la faune et de placer le ministre, éventuellement, dans des conflits d'intérêts quant au règlement de certaines causes.

Peut-on imaginer le ministère de la Justice présenter demain matin un projet de loi éliminant le directeur de la Sûreté du Québec et son état-major pour s'en approprier tous les pouvoirs. Le cas aurait été très rapidement décrié par vos collègues du temps qui étaient dans l'Opposition et certainement par vous-même, alors que vous étiez aspirant et, par surcroît, avocat de profession.

Nous insistons donc sur la distinction des pouvoirs législatifs et exécutifs et nous insistons pour le maintien du service de la conservation de la faune.

Le deuxième article qui retient notre attention est l'article 4 de la présente loi, qui remplace l'article 6 de la loi en vigueur. Il s'agit en effet, M. le Président, de la nomination par le ministre de personnes pour assister les agents de conservation. Nous ne nous opposons pas, bien sûr, à la nomination de personnes pour assister les agents de conservation, mais il faudrait tout de même, M. le ministre, que vous preniez en considération le fait que ces personnes devront oeuvrer en étroite collaboration avec les agents de la conservation de la faune.

A ce sujet, j'aimerais vous rafraîchir la mémoire en vous citant quelques passages très révélateurs de l'esprit négatif qui anime à ce moment-ci les agents de conservation de la faune qui risquent d'avoir des conséquences désastreuses pour notre faune. C'est peut-être une des raisons importantes, M. le Président, pour laquelle je demandais, en vertu de l'article 34, il y a déjà trois semaines, au leader du gouvernement s'il avait l'intention de déferer ce projet de loi 71 en commission parlementaire avant l'adoption de la deuxième lecture. Je savais d'avance, M. le Président, qu'il y avait des gens qui travaillaient dans ce domaine, des gens très compétents, qui avaient des choses à nous mentionner en commission parlementaire et qui auraient pu éclairer le ministre, éclairer les députés de cette Chambre et éclairer aussi les gens qui travaillent ou qui ont travaillé plus précisément à la confection de cette loi.

Dans une lettre, M. le Président, qu'adressait, le 6 décembre 1978, au ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, M. Laurent Caplet, qui est président provincial des agents de conservation de la faune, trois points attirent notre attention et nous aimerions connaître la réaction du ministre lors de sa réplique. Il y a un premier point, M. le Président, qui dit ceci et je cite M. Caplet: "Nous n'y croyons pas non plus, parce que ces auxiliaires — là je parle tout simplement de l'embauche de personnes qui viendront assister les agents de la conservation de la faune — dans la majorité des cas, ne seront engagés que sur une base saisonnière, c'est-à-dire du début de la pêche à la fin de la chasse. Ces individus n'ayant probablement aucune intention d'y faire carrière — et c'est logique, M. le Président, parce qu'ils seront engagés tout simplement à titre occasionnel — feront un passage écourté dans le domaine. La rotation y sera donc énorme. Or, l'un des atouts pour ce genre d'emploi s'avère être l'acquisition de connaissances sur la géographie des lieux de travail, sur les personnes fréquentant ordinairement ces lieux, sur leurs habitudes, etc. et seule l'expérience acquise au fil des ans est garante d'un tant soit peu d'efficacité".

Il y avait aussi un deuxième point d'interrogation sur lequel le président des agents de conservation s'interrogeait dans la lettre qu'il a adressée au ministre. Il disait ceci — je cite toujours, M. le Président, le président, M. Caplet: "Deuxièmement, nous n'y croyons pas, parce que les ZEC devront, dans la mesure du possible, veiller à équilibrer leur budget de fonctionnement.

Or, la première coupure quelles seront portées à faire, lorsqu'elles se sentiront en difficulté financière, le sera tout bonnement au chapitre de la protection. D'ailleurs, même votre service a tendance à agir de la sorte lorsque l'année financière tire à sa fin. Donc, comme la protection pour un ZEC ne se fait pas, à court terme, par les dollars, nous ne pourrions mesurer qu'à long terme, les effets d'une protection faite au compte-gouttes".

D'ailleurs, informez-vous, ce furent spontanément les coupures aux ZEC Bras Coupé et Désert

l'été dernier lorsque les goussets furent presque vides. Un troisième point, M. le Président, sur lequel les agents de la conservation de la faune se posent des questions, c'est le suivant, et je cite toujours, M. Caplet: "D'ailleurs, puisqu'il s'agit de démocratiser la gestion des ZEC, permettez-nous de vous faire une suggestion. Iriez-vous jusqu'à laisser la ZEC X ensemençer les espèces qu'il lui semble bon d'ensemencer, là où elle le veut, quand elle le veut? Iriez-vous — on s'adresse toujours au ministre dans la lettre — jusqu'à laisser la ZEC Y faire des aménagements de frayères, quitte à ce qu'elle en garde quelques-unes? Après tout, comme le dit si bien l'adage, toute expérience s'achète. Iriez-vous jusqu'à déléguer à la ZEC Z le pouvoir d'ouvrir la chasse au chevreuil pour le nombre de jours qu'il lui semble bon, à la date qui lui semblera bonne et pourquoi pas pour les individus qu'il lui semblera bon?"

Ce qui nous inquiète au plus haut point, M. le ministre, c'est la conclusion que tirent les agents de conservation de la faune. Cette conclusion, M. le Président, si elle avait été discutée en commission parlementaire, si on avait pu interroger la portée exacte de ce que voulait dire les propos de M. Caplet, je pense qu'elle aurait peut-être été nuancée. Mais, uniquement dans la lettre, prise comme telle, telle que je vous l'ai énoncée, je pense qu'en ce qui concerne le ministre, je me poserais drôlement des questions sur la conclusion de cette lettre de M. Caplet. Elle n'est pas tendre au niveau du ministre. Je pense que le ministre fait son possible, fait du bon travail, c'est un gars de la région de la Mauricie d'ailleurs, mais cette conclusion me fait me poser de sérieuses questions.

"Mais, puisqu'à cette date nous en sommes rendus à devoir vous répéter les mêmes mises en garde que nous vous faisons il y a déjà presque un an, il ne nous reste plus qu'à vous dire que vous devrez porter seul toute la responsabilité de la détérioration de la protection de la faune au Québec".

Je pense que c'est une phrase qui en dit long et qui en fait porter beaucoup sur les épaules du ministre. Je poursuis toujours la même conclusion: "Nous continuerons, comme agents de conservation, à vous porter le même respect en tant que ministre responsable de notre service, mais nous devons cependant vous ajouter que vous ne faites désormais plus partie de la même famille que nous."

M. le Président, cette conclusion ne vient pas de l'Opposition officielle, elle ne vient pas du député de Maskinongé, elle ne vient même pas de la population du Québec comme telle, parce que la population du Québec se sert de la faune, mais elle n'en est pas pour autant spécialiste. C'est une conclusion extrêmement difficile, de personnes qui travaillent à la conservation de la faune. J'estime que le ministre devrait se pencher sérieusement sur cette conclusion et j'espère que, soit en commission parlementaire, lorsque nous aurons l'occasion d'en discuter davantage, et lors de sa réplique, il pourra me formuler des commentaires sur cette conclusion que je trouve extrêmement

sévère à l'endroit du ministre responsable du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche.

Nous croyons que, sur ce point, vous avez la parole, M. le ministre, vous avez l'obligation de rétablir la confiance de ce corps policier de votre ministère, puisque la conclusion même que je vous ai citée tantôt révèle un certain manque de confiance envers le ministre responsable de la part de ces gens qui travaillent en relation directe avec lui pour la conservation de la faune au Québec.

(4 h 10)

M. le ministre, le 11 décembre 1969, l'honorable Gabriel Loubier, alors député de Bellechasse et ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, disait, fort judicieusement d'ailleurs, et je cite:

"Mais, en 1970, il faut que ces deux fils conducteurs, ces deux principes majeurs, démocratisation et simultanément protection de notre territoire, soient insérés, contenus dans la philosophie de la loi. Et c'est ce que nous avons dans la nouvelle Loi de la conservation de la faune."

Je cite toujours M. Loubier, ministre d'alors, qui a été un des premiers à apporter cette loi: "M. le Président, je pense qu'il y aurait lieu, pour ceux qui seraient effrayés par la sévérité des sanctions, pour ceux qui croiraient que le gouvernement ou le ministère sort le gourdin d'une façon un peu sadique, que ces gens-là songent que, si les Québécois ont un droit naturel que l'on doit consacrer dans un texte de loi à avoir accès à ces richesses naturelles renouvelables, il faut également songer à prendre les mesures pour que chacun des Québécois prenne conscience de cette richesse qui ne doit pas se détériorer par le manque de conséquence, le manque de prudence, le manque d'éducation, le manque de civisme de plusieurs de nos pseudo-sportifs, qui se conduisent comme des primitifs lorsqu'ils tombent en forêt, qui se conduisent littéralement comme des sauvages lorsqu'ils sont sur nos lacs ou nos rivières. Il faut que la loi donne une telle sévérité par ses sanctions, que l'on force les Québécois, ceux qui ne veulent pas comprendre par esprit de civisme, ceux qui ne veulent rien entendre, par le souci de la protection et de la conservation pour les autres."

Adaptés à aujourd'hui, M. le Président, je fais miens ces propos d'un homme qui avait véritablement perçu la réalité et les solutions à appliquer pour que les prochaines générations puissent jouir des richesses fauniques sur tout notre territoire.

"Il y aura, au Québec, 6 millions d'agents de conservation", disiez-vous en décembre 1977. "J'ai confiance au savoir-vivre des Québécois." C'est encore une parole du ministre. Mais, M. le ministre, la plupart des lois et règlements sont faits pour encadrer les contrevenants, pour punir ceux qui contreviennent à une utilisation normale des choses.

Dans le cas qui nous occupe, c'est pour éliminer les braconniers du décor. Autrement, pourquoi y aurait-il des agents de conservation?

Si tous étaient animés du désir d'exploitation raisonnable du cheptel, nous n'aurions pas besoin d'exiger de votre part une plus grande sévérité de la loi envers eux.

Cette loi de la conservation de la faune doit avoir des dents pour éliminer tous ces indésirables braconniers qui ne sont qu'une infime minorité par rapport à l'ensemble des pêcheurs et chasseurs du Québec. Pour que la collectivité puisse en bénéficier encore dans dix ans, il vous faut aujourd'hui vous montrer à la fois souple devant cette multitude de vrais chasseurs et pêcheurs, mais intransigeant devant les braconniers.

Nous, du Parti libéral, nous nous opposons à l'abrogation de l'article 49 qui rendrait discriminatoire la suspension du certificat du chasseur pour quinze mois.

Premièrement, c'est une pénalité qui met tout le monde égal devant la loi, riches comme pauvres. J'aimerais vous citer un court passage de M. Loubier, qui s'applique parfaitement à cette situation. Et je cite M. Loubier:

"Avec l'expérience, nous n'avons pas le droit et nous voulons donner la même part de justice que nous donnons pour démocratiser, pour que tous les Québécois puissent avoir un accès à la vie au grand air, aux sports de la chasse et de la pêche. Il faut également donner la même mesure de justice et d'équité pour ceux qui se font prendre à transgresser les lois, de sorte qu'avec cette loi, que ce soit un professionnel, que ce soit un député, que ce soit un cultivateur, que ce soit un ouvrier, ce seront les mêmes sanctions pour tous et chacun et avec la même sévérité pour tous et chacun."

Laisser la discrétion au ministre est une absurdité.

M. Fontaine: Après une telle citation, je voudrais demander le quorum.

Le Président: Nous allons donc suspendre les travaux pendant quelques secondes afin de voir réapparaître le quorum.

Je vois réapparaître le quorum.

Une Voix: M. le député de Mont-Royal, restez ici.

Le Président: Il y a dans cette Assemblée, M. le député de Nicolet-Yamaska, beaucoup trop de fumeurs.

Une Voix: Deux ici.

Le Président: M. le député de Maskinongé.

Une Voix: Je ne mets pas en doute la parole du président. Il n'y a pas de décorum, il y a quorum.

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska, il y a quorum.

M. Fontaine: M. le Président, il faudrait comprendre que, pendant que vous comptiez, il est entré quelques députés.

Le Président: Il y a quorum, M. le député de Nicolet-Yamaska, il y a même un surplus. M. le député de Maskinongé, vous pouvez poursuivre.

Une Voix: Il ne faudrait pas l'oublier, celle-là.

M. Picotte: Ce n'est pas malheureux pour moi, M. le Président, que mon collègue de Nicolet-Yamaska ait demandé le quorum; c'est surtout malheureux pour mon collègue, le député de Saint-Maurice, que ces gens, ces 70 députés qui sont avec nous ne soient pas présents pour sa loi qui est si importante.

Une Voix: Non, envoie, envoie, envoie!

Le Président: M. le député de Maskinongé, vous étiez fort bien parti.

Une Voix: S'il vous plaît...

M. Picotte: Je sympathise avec vous quand même, mon collègue.

Je disais donc, au moment de la demande du député de Nicolet-Yamaska qui soulignait que nous n'avions pas quorum, que laisser la discrétion au ministre est une absurdité. Comment feriez-vous, M. le ministre, si, demain matin, pour une offense identique, vous aviez, sur votre pupitre... le cas de votre collègue, le député de Saguenay, en relation avec celui que vous avez qualifié, le 1^{er} décembre dernier, ici même en cette Chambre, de prophète de malheur... un écrit qu'on a l'occasion de lire avant que le soleil se lève ou, souvent, lorsqu'il est levé... Je veux parler, à ce moment-là, du journaliste-chroniqueur du tourisme, de la chasse et de la pêche, M. André-A. Bellemare.

J'imagine, demain matin, le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche qui a la discrétion de suspendre pour quinze mois, dans certains cas, oui, dans certains autres cas, non, le permis de chasseur, que son collègue, le député de Saguenay, est accusé de braconnage, et le chroniqueur sportif qui a l'audace, à certaines occasions, de critiquer les politiques du ministre pour lequel celui-ci n'a pas plus de sympathie qu'il ne le faut, d'après ce qu'il a déjà mentionné — du moins si j'en juge d'après ses paroles — imaginez la décision que peut rendre le ministre. C'est-à-dire que je ne doute pas de la bonne foi du ministre de vouloir rendre une décision juste, mais c'est laisser une discrétion très dangereuse entre les mains du ministre. C'est ouvrir la porte à un pseudo-patronage éhonté.

Pourquoi ne pas, à ce moment-là, laisser... En laissant la discrétion au ministre, ce serait difficile de vouloir être sévère envers un de ses amis et

moins sévère envers quelqu'un qui le laisse indifférent pour ne pas dire un de ses ennemis. Parce qu'il est en politique, il a sûrement des ennemis, mon bon ami, le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Imaginez cette situation deux minutes. Je trouve que c'est un retour en arrière inadmissible qualifié par plusieurs, à juste titre, de molesse qui conduit à des cas comme dénonçait Guy Pagé dans le Journal de Montréal, le 1^{er} novembre 1978, sous le titre "Le braconnage devient de plus en plus sophistiqué".

Je prends quelques minutes pour vous lire justement, vous mettre au courant de cet article. "Dans la région du Bas-du-Fleuve, M. le Président, et de la Gaspésie, on aura tout essayé dans le domaine du braconnage. Cette fois-ci, un autre système a été mis à jour par les agents de conservation de la région et je vous avouerai que Sherlock Holmes souhaiterait connaître un système semblable pour parvenir à ses fins. Notons que cette dernière affaire s'est passée dans la région de la Gaspésie. On décelait la présence des orignaux par un système fort sophistiqué. L'original qui traversait des chantiers déclenchait un système d'alarme à une station où était caché un chasseur. Au cours du raid, deux personnes ont été arrêtées."
(4 h 20)

Il semblerait que le réseau se compose de quatre ou cinq personnes puisqu'il y avait quatre caches et un chalet principal reliés à tout ce système de communication. Aucun orignal ne fut capturé, mais les officiers de conservation auraient saisi quatre radios CB, trois batteries d'automobile, trois lampes pour projecteur, des sonnettes de maison, un long système de filage, des armes à feu et d'autres équipements.

Est-ce que, dans le cas du permis de conduire, on laisse la discrétion au ministre, même si celui-ci peut être un instrument indispensable pour gagner sa vie? Les statistiques prouvent, hors de tout doute, l'efficacité de la suspension du permis pour quinze mois puisqu'il y a eu diminution constante de 1971 à 1975. Je me permets de citer ces chiffres au ministre: en 1971, il y a eu 1235 suspensions pour neuf mois d'opération; en 1972, il y a eu 1446 suspensions pour douze mois d'opération; en 1973, 982 suspensions pour douze mois d'opération; en 1974, 807 suspensions pour douze mois d'opération; en 1975, 967 pour douze mois d'opération. L'accroissement de 967, en 1975, à 1963 en dix mois de l'année en cours provient de l'augmentation du nombre d'infractions techniques, de l'engagement de nouveaux agents de conservation et de la sophistication de l'équipement mis à la disposition des agents.

Non seulement il faut maintenir la suspension du permis, mais il faut doubler les amendes qui, aujourd'hui, sont ridicules. Après avoir augmenté le nombre d'agents, sophistiqué leur équipement, il faut les appuyer plus efficacement dans leur travail. Sans eux, il ne resterait probablement plus rien aujourd'hui. Il faut mettre à la disposition des juges, comme le juge Kimper, de Matane, une loi très sévère dans le cas de récidives, afin d'éliminer une fois pour toutes les irresponsables.

Deuxièmement, il faut rétablir le permis de pêche pour avoir un meilleur contrôle, rétablir ce permis tel qu'il existait, avec une assurance attachée au permis afin que les utilisateurs soient protégés. D'ailleurs, je vous rappellerai une citation du ministre lui-même, à Shawinigan. Ce que nous demandons, de remettre en vigueur le permis de pêche, est une idée que j'ai pigée dans un discours prononcé par le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche le 10 décembre 1977, alors qu'il était conférencier à Shawinigan. Dans son document, il disait: "L'an prochain, j'ai l'intention de maintenir cette règle obligatoire que, pour pêcher, il faut un permis de pêche." Le ministre allait même plus loin en disant ceci: "Ce réalisme va nous permettre d'assurer le financement total de l'opération que nous faisons. Nous avons l'intention d'augmenter le permis de pêche au Québec."

Non seulement le ministre voulait maintenir le permis de pêche, il promettait de continuer et il promettait même de l'augmenter. C'est dans son texte, c'est dans sa conférence. Votre réflexion était rendue assez loin, M. le ministre, puisque vous aviez décidé de la contribution de cette augmentation, à ce moment-là, puisque vous en avez parlé. Vous avez dit: "Les premiers dollars d'augmentation sur un permis de pêche représentant autant de fois \$670 000, entre autres — et je cite le texte — mettez \$700 000, les deux premiers dollars d'augmentation, je les garde pour être capable de financer nos programmes de conservation ou de protection."

Tout ce que nous vous demandons, M. le ministre, c'est d'appliquer cet énoncé que vous avez fait à Shawinigan et auquel vous êtes sans doute sensibilisé. Je pense que cela ne ferait mourir personne au Québec que le permis de pêche soit rétabli. Si nous pouvons constater la faiblesse de la loi 71 dans le domaine de la protection de la faune — nous devrions dire: le recul de ce projet sur la loi existante — il nous faut aussi avoir les moyens que le gouvernement entend mettre en place pour assurer l'aménagement rationnel de la faune.

M. le ministre, saviez-vous que, pour aménager une ressource, il faut bien la connaître? Etes-vous seulement conscient que les officiers de votre ministère connaissent peu les ressources fauniques dont nous pouvons disposer? Et comment pouvez-vous proposer une politique d'ouverture à tous sans connaître la capacité d'accueil de nos territoires?

Le dépôt de ce projet de loi m'oblige à vous poser de nouveau ces questions parce que, M. le ministre, elles sont restées sans réponses. Vous ne compreniez sans doute pas les objectifs poursuivis par votre prédécesseur lorsqu'il parlait d'unités d'aménagement. Savez-vous, au moins, ce que sont les zones d'aménagement et de conservation? Est-ce que votre ministère est sur le point de nous faire connaître le territoire de chacune des ZEC? Combien d'orignaux pouvons-nous abattre dans la ZAC no 1 pour prélever une récolte qui n'affectera pas le cheptel? Combien de livres de truites pouvons-nous retirer d'un lac dans la

ZEC sans entraîner une réduction importante du potentiel de pêche pour les dix ou quinze prochaines années?

M. le ministre, je vous le répète, ces inventaires sont essentiels. Sans eux, il est impossible de mettre en place ce nouveau système de gestion. Sans cette connaissance du territoire, les zones d'exploitation contrôlée sont vouées à redevenir des clubs privés pires que ceux qui existaient avant 1976, parce que la direction des nouvelles ZEC a été confiée à des amis du régime et que des membres de clubs, qui se préoccupaient de protection, ont été, dans la plupart des cas, mis de côté. Les inventaires n'existant pas, à partir de quels critères les officiers du ministère pourront-ils statuer sur les plans d'aménagement des zones d'exploitation contrôlée? A moins que vous ne désiriez, là aussi, conserver toute la latitude au ministre.

Les dirigeants des ZEC savent-ils, à l'heure actuelle, quel genre de plan d'aménagement ils devront fournir au gouvernement pour 1979? Pour obtenir leurs mandats, les directeurs de ZEC devront-ils produire un plan d'aménagement annuel, triennal ou quinquennal? Le ministère fournira-t-il une assistance technique ou financière pour la préparation de ces plans?

Je vous le répète, M. le ministre, sans connaissance précise de nos ressources, vos fonctionnaires seront incapables de se prononcer sur la valeur des différents plans d'aménagement. J'espère avoir été bien compris. Aussi, j'éviterai des développements sur la nécessité d'exiger de la part des directeurs de ZEC un programme d'exploitation annuel et des rapports statistiques et financiers qui permettent au ministère d'évaluer le sérieux de la démarche de telle ou telle zone d'exploitation contrôlée.

M. le ministre, si votre ministère ne réussit pas à s'assurer, dans cette démarche d'aménagement, la collaboration de tous ceux qui, de près ou de loin, sont intéressés à la préservation de notre faune, l'expérience des ZAC et des ZEC ne pourra être qu'un échec et un échec d'autant plus lamentable que vous aurez remplacé des clubs privés protectionnistes, qui réduisaient délibérément l'accès à leurs territoires afin de conserver pour l'avenir une bonne qualité de chasse et de pêche, par des clubs privés exterminateurs, connus sous le nom de zones d'extermination complète de la faune, qui, sous prétexte d'accessibilité, prélèvent une récolte abusive avec les conséquences que l'on peut imaginer à moyen et long termes pour notre environnement naturel.

M. le ministre, vous précipitez les événements et le projet de loi no 71 n'est que la démonstration la plus récente de votre exubérante propension à l'improvisation. C'est probablement, d'ailleurs, pour cette raison — je viens de remarquer que le député de Laviolette m'approuve; c'est votre voisin de comté, M. le ministre — que vous êtes contraint de nous soumettre actuellement une modification à la Loi de la conservation de la faune. Je constate, en effet, avec stupeur que vous nous proposez de donner au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche le pouvoir de

définir des zones d'exploitation contrôlée. Etant nouveau dans le dossier, je m'étais laissé persuader par vos déclarations antérieures du sérieux de votre démarche et de l'opportunité de remplacer les clubs privés par des zones d'exploitation contrôlée. Bien, M. le ministre, tout avocat que vous êtes, vous n'aviez pas le pouvoir de constituer des ZEC. Quel a été le statut juridique de ces organismes en 1978? Nous savons maintenant qu'ils exploitaient des territoires que le ministère leur avait demandé d'exploiter. Avaient-ils seulement le droit d'organiser l'accès à leurs territoires? Pouvaient-ils assurer la protection de ces territoires? Si les territoires ont été constitués en réserves, pouvez-vous déposer les arrêtés en conseil délimitant les pouvoirs de chacun de ces exploitants. Je pense que c'est une question importante que je pose au ministre.

(4 h 30)

M. le ministre, si je comprends bien, votre démarche de cet été n'a pas été précédée d'une approbation législative. L'Assemblée nationale n'avait pas sanctionné votre projet et vous avez fonctionné, au cours de l'été, en abusant de la trop grande puissance, dans nos institutions, du pouvoir exécutif et, il faut bien le dire, de la facilité d'atteindre leur objectif.

M. le ministre, je reconnais bien là le peu de respect de certains membres de ce gouvernement, face à l'Assemblée nationale.

Je comprends la préoccupation que vous avez, avec ce projet de loi, d'élargir les pouvoirs et la responsabilité du lieutenant-gouverneur en conseil. Mais, je pense, M. le Président, qu'il y a encore plus grave, puisqu'une lecture attentive de ce projet de modification à la Loi de la conservation de la faune nous permet d'affirmer que vous réalisez maintenant l'erreur que votre gouvernement a fait il y a un an en décidant l'abolition immédiate et totale de tous les clubs privés, et je cite votre déclaration officielle de décembre 1977: "Aucun bail de droit exclusif de chasse et de pêche ne sera renouvelé ou maintenu au Québec." Et c'est votre citation, M. le ministre.

Sans doute l'avez-vous constaté, depuis que le bail modifié imposé aux clubs privés en 1975, autorisait la mise en place de structures de gestion, permettant de respecter les utilisateurs de cette époque, en même temps que d'assurer l'emprise du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche sur la gestion de ces territoires et cela, tout en respectant les lois actuelles sur les corporations.

Si j'insiste, M. le ministre, c'est non seulement parce que votre gouvernement nous propose par cette loi de conserver un système parallèle de clubs privés, mais plus encore parce que vous nous proposez d'élargir les pouvoirs du ministère du Tourisme en ce domaine.

Je me demande vraiment si vous êtes sérieux ou tout simplement si vous n'avez pas tenté de duper la population par votre annonce spectaculaire du 22 décembre 1977.

"Je vous annonce aujourd'hui la fin d'une situation anachronique et unique en Amérique du Nord." C'est le ministre qui parle, M. le Président.

"Cette déclaration répond aux objectifs que notre parti s'était fixés. Nous sommes convaincus que l'immense majorité des Québécois se comportera de façon responsable, qu'elle manifestera un esprit de conservation et de protection envers la faune et qu'elle agira avec civisme en forêt."

Comment pouvez-vous oser modifier les articles 50 et 55 de la Loi de la conservation de la faune de façon à élargir les pouvoirs que le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche a, actuellement, d'octroyer des bourses à des fins de chasse et de pêche?

Si je comprends bien, M. le ministre, vous désirez, en plus du pouvoir actuel, avoir la possibilité de donner des baux pour des fins de piégeage et de pêche au saumon.

Mais, M. le ministre, ce que vous nous proposez, c'est de mettre fin à l'Opération accessibilité qui avait été mise en marche au ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, il y a plus de 10 ans. De la part de celui qui annonçait, il y a moins d'un an, la fin des droits exclusifs, vous avouerez que cette attitude est surprenante. Votre capacité d'improvisation, M. le ministre, nous a largement été démontrée et vous me pardonnerez, j'espère, de ne plus vous comprendre.

Je constate, par ailleurs, que le ministère désire élargir ses responsabilités, dans le domaine de la gestion des ressources, par le biais d'un réseau de réserves fauniques. Je devrais plutôt dire, je suppose, puisqu'il est impossible de dégager quelque orientation que ce soit, du très large éventail de pouvoirs que vous nous demandez de confier au pouvoir exécutif.

Je sais, M. le ministre, qu'un certain nombre de vos fonctionnaires apprécient tout particulièrement ce système qui, je vous le répète, devrait être utilisé avec beaucoup de précautions.

Vous savez, le ministère que vous dirigez est souvent fois laissé pour compte dans un gouvernement qui a une mission aussi importante que celle que poursuit le vôtre. Dans ce contexte, je craindrais que le Conseil exécutif ait autant de mépris pour vos arrêtés en conseil que le Conseil du trésor en a pour vos budgets. Ainsi, les propositions de vos fonctionnaires risqueraient de ne pas être jugées à leur juste mérite, avec les inconvénients que ce système peut entraîner pour la population qui, elle, est toujours la victime.

M. le ministre, je pense que l'Assemblée nationale devrait étudier sérieusement et ce, très bientôt, semblable abus du pouvoir réglementaire. Reste que, dans l'immédiat, je suis persuadé que tous, nous aurons intérêt à savoir ce que le ministère du Tourisme entend faire des territoires qu'il délimitera sous peu en parcs et en réserves.

Vous savez, M. le ministre, que les gens de Parcs Canada appellent cela "a policy statement". Si nous ne connaissons pas de parfait équivalent français à ce genre de document, nous sommes toutefois parfaitement convaincus de la nécessité pour le ministère du Tourisme de produire un document semblable. Je sais que malgré vos déclarations antérieures, les livres blancs ou verts vous font peur, mais n'ayez crainte, la meilleure

planification possible laissera toujours une grande place à vos talents d'improvisateur. Pour notre intérêt à tous, je vous assure qu'il est important d'encadrer vos talents et ceux de vos fonctionnaires, tout particulièrement dans le contexte actuel. Nous constatons, en effet, que les imposants budgets de publicité semblent avoir un impact efficace sur la complicité dont vous disposez de certains journalistes et même de certains media d'information. Si vous avez besoin d'aide, M. le ministre, je suis persuadé que la Corporation des ingénieurs-forestiers se fera un plaisir de venir à votre rescousse.

Une Voix: Bravo!

M. Picotte: M. le ministre, plusieurs chasseurs, un grand nombre de pêcheurs et probablement la très grande majorité des conservationnistes se réjouiront d'apprendre que le gouvernement a décidé de mettre en laisse le ministre actuel. Beaucoup de ces gens seront heureux de comprendre que le gouvernement reconnaît enfin la valeur de certains baux de droits exclusifs lorsque la responsabilité de gestion peut être supervisée dans son application. M. le ministre, modifier l'article 50 comme vous venez de le faire, c'est rendre hommage aux milliers de membres de clubs privés qui, pendant plus d'un demi-siècle, se sont dévoués pour la cause de la conservation de la faune sur les territoires de la province de Québec.

Ainsi, à une époque où notre population semble vouloir vivre l'aménagement de son territoire, je pense que nous serions malvenus de nous opposer au texte de loi qui propose d'élargir les responsabilités du ministère du Tourisme en matière d'aménagement. Il reste que nous nous opposons fermement à ce que vous amollissiez la présente Loi de la conservation de la faune au chapitre de la protection du territoire, de sorte que même si nous reconnaissons l'obligation dans laquelle vous êtes de faire adopter ce projet de loi, afin d'éviter que les territoires de ZEC ne deviennent, dès 1979, des clubs privés appelés ZEC dirigés par de bons petits péquistes — nous pourrions vous en faire la démonstration en temps et lieu — nous nous opposerons à l'adoption de celui-ci si vous ne conservez pas au service de la conservation, à tout le moins, son statut actuel et si vous ne conservez pas aux amendes toute la rigueur qu'on leur connaît depuis 1969.

M. le ministre, les agents de conservation accomplissent un travail ingrat. Ils ne doivent pas dépendre du bon vouloir du ministre du Tourisme, ils ont un statut qui leur a été reconnu dans cette Assemblée sous un précédent gouvernement. J'en parle avec d'autant plus d'aisance qu'il n'était pas libéral, le gouvernement du temps. On doit donc conserver au Service de la conservation de la faune ce qu'il avait comme pouvoirs. Par ailleurs, les amendes rigoureuses et surtout la pénalité de quinze mois pour les offenses majeures ont été très motivantes pour les agents de conservation qui ont, au cours des dernières années, retrouvé

une certaine fierté à exercer leurs fonctions. Ces encouragements aux agents de conservation doivent rester dans la loi, d'autant plus qu'ils se sont souventefois montrés salutaires pour notre faune.

Finalement, je m'en voudrais de terminer ce commentaire sans préciser qu'un élément de définition de ce projet de loi m'a beaucoup réjoui. En effet, à l'article 1, alinéa r), on définit le non-résident canadien comme étant domicilié au Canada, mais non domicilié au Québec. Le texte de loi, probablement pour des fins d'achat de permis, veut leur conférer un statut particulier. Cette catégorie de personnes a un statut différent du non-résident étranger et je vous avoue que cela m'a énormément plu. C'est vraisemblablement la première fois que ce gouvernement reconnaît dans un texte de loi que les Canadiens ne sont pas des étrangers au Québec.

Des Voix: Ah!

M. Picotte: Je me demande si ce passage...

Une Voix: S'il y a une erreur, c'est dans la loi.

M. Picotte: ... a fait l'objet de longues discussions au Conseil des ministres et si tous les ministres ont souscrit à cet énoncé. Peut-être aurait-il été préférable d'écrire ce passage en anglais seulement, afin d'éviter que des ardents nationalistes du parti au pouvoir ne se sentent lésés dans leurs droits.

(4 h 40)

Je vous remercie, M. le Président.

Le Président: Merci, M. le député de Maskinongé. M. le député de Nicolet-Yamaska, je vous salue que c'est la meilleure heure pour la chasse.

M. Fontaine: Justement, M. le Président, vous savez sans doute que le chef de l'Union Nationale est un grand chasseur et un grand pêcheur et il désirerait intervenir sur ce projet de loi. Pour ces raisons, je voudrais faire motion pour que le débat soit ajourné.

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

M. Charron: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. Charron: Qu'est-ce que vous diriez s'il y avait une dizaine de projets de loi en troisième lecture?

Une Voix: Si on appelait la loi 108?

Travaux Parlementaires

M. Charron: M. le Président, j'accepte volontiers; toutefois, je vous informe tout de suite que ce débat sera repris dans la journée de demain ou tout à l'heure plutôt. Je rappelle le menu de la séance que vous présiderez à 10 heures: lors des affaires du jour, tout à l'heure, trois projets de loi au nom du ministre des Affaires municipales

seront successivement appelés concernant la ville de Saint-Eustache, concernant les relations entre locataires et propriétaires et concernant la ville de Buckingham dans l'Outaouais. Par la suite, le projet de loi au nom du ministre des Consommateurs concernant le crédit foncier sera appelé.

M. le Président, j'ai consulté mes collègues au cours de la soirée, j'en ai eu amplement le temps et nous sommes d'avis qu'il ne sera pas nécessaire de suspendre officiellement par une motion longuement débattue les règles de l'Assemblée. Nous convenons tous, demain, de faire deuxième lecture, commission plénière et troisième lecture de ce projet de loi.

M. Brochu: ...

M. Charron: Le Crédit foncier.

M. Brochu: De quelle consultation?

M. Charron: Avec votre leader, le député de Johnson.

M. Brochu: Vous avez vu le député de Johnson avant qu'il parte?

M. Charron: Je lui ai parlé vendredi dernier à ce sujet, il a dit qu'il était d'accord avec le caractère d'urgence de ce projet. Etant d'accord avec le caractère d'urgence du projet, nous avons deux possibilités: laisser le leader du gouvernement en faire une motion débattable et débattue ou y aller par simple consentement. Il me semble que nous pourrions en faire un ordre de la Chambre, ce soir, selon lequel ce matin, nous procéderons à la deuxième lecture, commission plénière et troisième lecture de ce projet de loi lorsque je l'appellerai.

Le Président: Il s'agit du projet de loi 124.

M. Lavoie: M. le Président, suite aux propos du leader parlementaire du gouvernement, ce matin...

M. Charron: ... Si les députés de l'Union Nationale ne sont pas certains, je veux bien remettre à ce matin pareille démarche. Je fonctionne d'après ce que le député de Johnson m'a dit...

M. Grenier: Si c'est fait, c'est d'accord, il n'y a pas de problème.

M. Charron: ... quant à l'urgence. Je ne voudrais pas que le député de Johnson me fasse des "fling-flang" parce que j'aurais mal interprété ses paroles. Je peux attendre à la période des questions, tout à l'heure.

M. Brochu: Ce serait peut-être préférable. Je voudrais simplement être certain qu'il n'y a pas eu simplement une entente de principe sur l'urgence au lieu de la démarche que vous nous expliquez

maintenant. Si vous préférez, on peut attendre à ce matin, cela reviendra au même. Si le leader de l'Union Nationale vous a donné sa parole, il va la respecter, il n'y aura pas de problème.

M. Charron: Attendons à la période des questions, M. le Président.

Une Voix: L'aube est toujours incertaine.

Le Président: Très bien. M. le leader parlementaire du gouvernement, puis-je vous suggérer une motion d'ajournement des travaux?

M. Charron: Je propose l'ajournement des travaux...

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Est-ce qu'il est également question que le leader parlementaire apporte des projets de loi de troisième lecture, ce matin, au début des affaires du jour?

M. Charron: Oui, en théorie, M. le Président...

M. Lavoie: Quelques-unes peut-être.

M. Charron: ... celles qui sont au feuilleton d'aujourd'hui, entre le point 2 et le point 12, sont toutes...

M. Lavoie: Sont toutes... D'accord.

M. Charron: ... susceptibles d'être appelées.

M. Lavoie: Par la suite, le projet de loi sur la ville de Saint-Eustache. A la suite, de la commission parlementaire, le ministre des Affaires municipales a consenti — je crois que cela a été bénéfique; cela va faire avancer l'étude de ce projet de loi — à une conciliation entre locateurs et locataires. Je pense que pour la 26^e année, c'est nécessaire. Autrement, la Régie des loyers "saute" le 2 janvier. Je pense bien qu'on pourra étudier cette loi demain.

Pour la ville de Buckingham, vous êtes au courant, je crois, de notre position qui peut amener de très longs débats. Après ce très long débat, si vous désirez apporter le projet de loi sur le crédit foncier, en ce qui nous concerne — si l'Union Nationale est d'accord et les autres représentants de parti aussi — on est d'accord pour vous libérer d'un débat de procédure de deux heures sur la suspension des règles et on pourra étudier jusqu'à demain peut-être — je ne sais plus si c'est après-demain matin à cette heure — le projet de loi sur le crédit foncier.

M. Charron: Oui. En ce qui concerne Buckingham, nous entreprendrons le débat. On verra en cours de route. Quant au projet de loi qui concerne le crédit foncier, je ne partage pas le pessi-

misme du député de Laval selon lequel ce projet de loi sera très long à étudier dans la journée de demain. Il me semble que le sujet et la façon dont il est abordé permettraient une étude...

M. Lavoie: C'est la question d'être constructif.

M. Charron: C'est cela. Je dis juste que je ne partage pas le pessimisme...

M. Lavoie: C'est la question d'être constructif. On veut faire une étude sérieuse et le leader parlementaire du gouvernement reconnaîtra qu'il y a beaucoup de droits nouveaux. C'est tout. On veut faire une étude sérieuse d'un précédent qui va s'établir dans la vente ou le transfert de blocs d'actions ou autres. On veut étudier d'une manière positive ce projet de loi.

Le Président: Voulez-vous formuler votre motion, M. le leader parlementaire du gouvernement?

M. Charron: Oui, mais...

M. Grenier: Un instant! Est-ce qu'il y aurait lieu d'avoir une idée sur les commissions qui auront lieu demain ou n'est-ce pas précis? Après la période de questions?

M. Charron: Il y aura au moins la commission de l'agriculture. Quant à l'autre, ce sera probablement la commission des affaires sociales pour ce qui est de demain matin. Pour celles de demain après-midi, j'aimerais mieux attendre...

M. Grenier: ... après la période de questions.

M. Charron: ... qu'il y ait consultation. M. le Président, je demeure quand même — je m'excuse, moi aussi, j'ai envie de m'en aller — désireux, sur le champ... à moins que les députés de l'Union Nationale y aient objection, est-ce que nous ne pourrions pas tout de suite consentir et en faire un ordre de la Chambre pour que la deuxième lecture, en commission plénière, et la troisième lecture du projet de loi sur le crédit foncier aient lieu demain, sans qu'il y ait de débat de procédure?

M. Lavoie: Oui, d'accord.

M. Fontaine: M. le Président, si le leader du gouvernement nous affirme qu'il y a eu une entente avec le leader de l'Union Nationale, je suis sûr que le leader de l'Union Nationale est désireux de respecter cette entente. Il faudrait...

M. Charron: C'est cela que je ne peux pas vous affirmer. Je vais vous dire franchement, je ne sais jamais comment le député de Johnson interprète les propositions que je lui fais entre le moment où je les lui présente et le moment où je vous les expose, ce qui fait que c'est à vous que je m'adresse et non pas au député de Johnson pour en faire tout de suite un ordre de la Chambre, pour que demain on fasse les trois étapes, conjointement.

M. Grenier: Qu'est-ce que cela changerait si cela allait à demain, à ce matin?

M. Charron: C'est qu'on épargnerait cela.

M. Grenier: Cela va pendre deux minutes demain matin.

M. Charron: D'accord, M. le Président. Attendons à 10 heures.

Le Président: Est-ce que la motion d'ajournement sera adoptée? A 10 heures, n'est-ce pas?

M. Charron: Oui.

Le Président: L'Assemblée ajourne ses travaux à ce matin, 10 heures.

Fin de la séance à 4 h 49

A N N E X E

Questions inscrites au feuillet

Question no 33

Questions de M. Pagé (24 octobre)

1. Depuis le 8 octobre 1977 jusqu'au 9 octobre 1978, quel montant total le gouvernement a-t-il payé aux agences Groupe de sécurité NAC et les Entreprises de sécurité NAC, 815 Côté Vertu, Ville Saint-Laurent, Montréal, pour assurer la protection des ministres?
2. Quels sont, pour chaque agence:
 - a) la date d'incorporation;
 - b) les noms, prénoms et adresses des administrateurs?
3. Est-il exact qu'un des administrateurs de ces agences a déjà été congédié de certaines forces policières pour ses relations avec des gens ayant eu des contacts avec le monde interlope?

Réponses de M. Bédard

1. \$140 000,00
2. — Entreprises de sécurité N.A.C.
 - a) 26 février 1969;
 - b) Vice-président:

Monique B. Zaien
47, Chemin de l'Anse
Choisy, Comté de
Vaudreuil

Secrétaire-trésorier:
Claude Poirier
47, Chemin de l'Anse
Choisy, Comté de
Vaudreuil

Secrétaire-trésorier:
Eliane Poirier
11800, Elie Blanchard
Montréal
- Groupe de sécurité N.A.C.
 - a) 7 février 1978;
 - b) Président:

Claude Poirier
47, Chemin de l'Anse
Choisy, Comté de
Vaudreuil

Vice-président:
Gilles Brunet
4000 ouest de Maisonneuve
Montréal

Vice-président:

Pierre Nobert
6815, Métivier
Montréal

Vice-président:

Donald McCleery
8044, Querbes
Montréal

Secrétaire-trésorier:

Lorraine Standford
1575, du Collège
Ville Saint-Laurent

3. Le seul motif invoqué par la G.R.C. au sujet du licenciement d'un des administrateurs d'une de ces agences a été qu'il ne répondait plus aux exigences de la gendarmerie.

Question no 61

Questions de M. Giasson (15 novembre)

1. Concernant la révocation des concessions forestières suivantes:
 - a) Lake Mégantic Pulp (bassin de la rivière Chaudière, 85 m.a);
 - b) Papeteries Bathurst (bassin des rivières Bonaventure et Cascapédia, 1623 m.a);
 - c) Canadian International Paper (Baie des Chaleurs, 1163 m.a);
 - d) St-Siméon Timber Products (lac Pohénégamook, 61 mc);
 - e) Compagnie Forêt Coulonge (bassin de la rivière Coulonge, 140 m.a);
 - f) Consolidated-Bathurst Limitée (bassin de la rivière Outaouais, 1244 m.a);
 - g) Mason and Risch Co. (comté Laurentides-Labelle, 16 m.c);
 - h) J.A. Bonneau & Fils (Saguenay— Lac St-Jean, 47 m.c);
2. Quels sont, dans chaque cas, les montants de l'indemnité:
 - a) réclamée par la compagnie affectée;
 - b) consentie par le ministère, suite aux négociations?

Réponse de M. Bérubé

1. Chacune des concessions forestières impliquées dans le processus de révocation fait l'objet de négociations entre les différents concessionnaires et le Ministère des Terres et Forêts quant à l'indemnité à être versée pour la valeur résiduelle des travaux de nature permanente, des travaux d'inventaire, d'aménagement et d'arpentage et des améliorations effectués à l'intérieur des concessions révoquées.
Les discussions se poursuivent normalement et les parties en cause ont établi chacune leurs valeurs respectives mais, dans les circonstances, il serait prématuré pour la bonne marche des négociations de divulguer soit les montants réclamés par les compagnies affectées ou ceux que le ministère serait disposé à payer.

Question no 65

Questions de M. Springate (15 novembre)

1. A quelle date le Conseil québécois de la jeunesse, des loisirs, des sports et du plein air a-t-il remis au gouvernement un rapport sur la question de l'ouverture des locaux d'écoles en dehors des périodes d'enseignement pour des fins autres que l'éducation?
2. A quelle date le Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, a-t-il formé un groupe de travail interministériel pour étudier toute cette question?
3. Combien de réunions ce groupe avait-il tenues et combien de rapports préliminaires avait-il présentés au 31 octobre 1978?
4. A quel stade les travaux en sont-ils rendus et quand le gouvernement prévoit-il être en mesure de rendre public un plan d'action en matière de participation de la structure scolaire à une politique d'ensemble des loisirs?

Réponses de M. Charron

1. Juin 1976: "Etude préliminaire du problème de la concertation scolaire-municipale dans le domaine du loisir au Québec" — Avis remis au ministre Phaneuf.
Juin 1977: "La concertation scolaire-municipale dans le domaine du loisir et des activités communautaires" — Avis remis au ministre Charron.
2. Le comité interministériel sur la concertation scolaire municipale pour fins de loisir a été formé le 7 décembre 1977.
3. Au 31 octobre 1978, il avait tenu 26 réunions. A cette date, il avait présenté un rapport préliminaire (problématique en juillet 1978) de façon interne à titre de document de travail.
4. Le comité terminera ses travaux en décembre 1978 et remettra son rapport aux ministres Charron, Morin et Tardif. Il pourra être rendu public à la prochaine session de l'Assemblée nationale.

Compte rendu des débats de la Chambre

L'édition quotidienne du journal des Débats paraît le surlendemain de chaque séance.

Elle comprend le texte des discours et des interventions dans la langue où ils ont été prononcés à l'Assemblée nationale.

Un premier tirage limité est distribué aux députés et aux correspondants parlementaires une heure après le discours.

Les députés peuvent soumettre à l'éditeur, pour leur propre discours et dans les délais prévus, les corrections absolument nécessaires pour des erreurs de fait ou des fautes de forme.

Pour plus de 25 exemplaires des Débats, la commande doit être faite par écrit au bureau des Débats (74-A) au plus tard le lendemain du discours.

Un index est préparé chaque jour pour être publié à la fin de la session. On peut obtenir des informations du service de l'index en appelant 643-2771.

L'abonnement au journal des Débats est de \$8 par année et l'index est disponible au coût de \$2. Les chèques ou mandats-poste doivent être faits à l'ordre du ministre des Finances et envoyés au service des documents parlementaires.

*Le directeur,
Benoît Massicotte,
Bureau 74-A,
Téléphone: 643-2890*